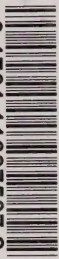



3 1761 11637507 2









Digitized by the Internet Archive  
in 2023 with funding from  
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761116375072>





CA1  
IS 400  
A 56

72

# 1972 ANNUAL REPORT RAPPORT ANNUEL

URANIUM CANADA LIMITED/LIMITÉE



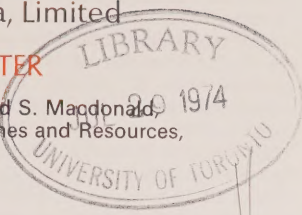


## 1972 ANNUAL REPORT

Uranium Canada, Limited

## PRESIDENT'S LETTER

The Honourable Donald S. Macdonald,  
Minister of Energy, Mines and Resources,  
Ottawa, Canada.



Sir,

On behalf of the Board of Directors, I have the honour to submit the second Annual Report of Uranium Canada, Limited for the year ended December 31, 1972.

The main achievement of the Company in the year's operations has been, in collaboration with the Government of Canada and Denison Mines Limited, the conclusion of contracts for the sale of uranium concentrates to nine companies operating seven nuclear power reactors in Spain. These contracts have resulted in commitment of the complete joint venture stockpile, in which the Company and Denison Mines Limited share title, and a further 3,000,000 pounds from the Government of Canada general stockpile accumulated in the years 1963 to 1970.

The joint venture stockpile has been accumulated at the rate of some 2,000,000 pounds per year pursuant to an agreement made with Denison Mines Limited in January 1971. When this agreement expires in early 1974, some 6,400,000 pounds will have been acquired for the stockpile and committed for delivery to Spain.

The sale was negotiated and concluded as a single package, with the collaborating Canadian parties as joint vendors but, for accounting purposes, the Government's interest must be divided into two parts; consequently, as the Auditor General points out, in strict terms the Company itself will incur a loss over the life of the Spanish contracts. The net result of the sale for Canada, however, which owns the Company, will be a profit.

In the Spanish sales the Company acted as a principal, having a title interest in the joint venture stockpile, and also as agent for the Government of Canada with respect to the general stockpile. In the course of the year it has also acted as sales agent for, and in collaboration with, the Government of Canada with respect to the general stockpile, and with Denison Mines Limited, made a sale of concentrates to certain nuclear power interests in Japan. Contractual arrangements were made with these interests in May 1973, for the sale of some 2,000,000 pounds of concentrates for delivery over the period 1977 to 1981. In addition, provision has been made to ensure that Canadian industry receives an opportunity for further processing of these concentrates into refined form prior to physical export from Canada.

With a view to the future, the Company has been considering the problems of uranium supply both in international and domestic terms, and the role which

## RAPPORT ANNUEL 1972

Uranium Canada, Limitée

## LETTRE DU PRÉSIDENT

L'honorable Donald S. Macdonald,  
Ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources,  
Ottawa, Canada.

Monsieur le Ministre,

Au nom du Conseil d'administration, j'ai l'honneur de vous présenter le second rapport annuel de l'Uranium Canada, Limitée pour l'exercice clos au 31 décembre 1972.

La principale réalisation de la Société au cours de l'année a été, en collaboration avec le gouvernement du Canada et la Denison Mines Limited, la signature de contrats pour la vente de concentrés d'uranium à neuf sociétés espagnoles, exploitant sept centrales à réacteurs nucléaires. Aux termes de ces contrats, les parties ont conclu la vente de la totalité du stock conjoint de l'entreprise, dont la Société et la Denison Mines Limited en partagent le titre, plus 3 millions de livres des stocks généraux du gouvernement du Canada constitués entre 1963 et 1970.

Le stock conjoint a été constitué au compte annuel d'environ 2 millions de livres, conformément à l'accord conclu avec la Denison Mines Limited, en janvier 1971. À l'expiration de l'accord, au début de 1974, le stock atteindra environ 6,400,000 livres et sera expédié en Espagne. La vente a été négociée et conclue en un seul lot, les parties canadiennes agissant en tant que vendeurs conjoints, mais aux fins de comptabilité, la part du gouvernement doit être divisée en deux; par voie de conséquence, ainsi que le fait remarquer l'Auditeur général, la Société accusera une perte sur la durée des contrats avec l'Espagne. Toutefois, le résultat net de la vente au bénéfice du Canada, lequel est propriétaire de la Société, se traduira par un profit.

Dans les ventes à l'Espagne, la Société a agi en tant que principal porteur d'intérêts dans l'entreprise conjointe de stockage, et également en tant qu'agent du gouvernement du Canada, relatif aux stocks généraux. Au nom du gouvernement et en collaboration, la Société a agi, en cours d'année, en qualité d'agent de vente des stocks généraux, et, avec la Denison Mines, elle a procédé à la vente de concentrés à des groupes japonais intéressés à l'énergie nucléaire. Des accords ont été signés avec ces groupes en mai 1973, en vue de la vente d'environ 2 millions de livres de concentrés, à livrer entre 1977 et 1981. D'autre part, des mesures ont été prises, afin d'assurer à l'industrie canadienne la possibilité d'entreprendre un traitement plus poussé en raffinage de ces concentrés, avant leur exportation.

Dans une perspective d'avenir, la Société a étudié les problèmes d'approvisionnement en uranium, tant à l'échelle internationale que nationale, et le rôle qu'elle pourrait jouer en faveur des intérêts canadiens. Tel que je l'ai mentionné dans mon dernier rapport, la surabondance d'uranium se maintient, entraîne

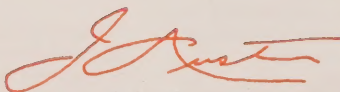
the Company may play in promoting Canadian interest. The over-supply of uranium which I mentioned in my last report continues, with resultant low prices and discouragement of exploration. This inactivity is undesirable for Canada since a dramatic increase is expected in the early 1980's in demand for fuel for the large number of nuclear power reactors already in operation, under construction, or planned throughout the world. Already some purchaser nations are contracting for supplies fifteen years in advance, and we have signs that an upturn in the market has already commenced. Since historically the time cycle from commencement of exploration to commencement of production has been in the order of eight to ten years, Canada may be facing high international demand with little supply available from Canada.

A few brief statistics will illustrate this. In 1959 Canada produced 37 per cent of the world's uranium but by 1972 the share had decreased to 20 per cent. For many years Canada possessed the largest known reserves of any country in the world, at approximately one third of the total, but at the moment, because of the decrease in domestic exploration in recent years compared with the more intensive work elsewhere, Canada has fallen to third place.

Of late years, as I have indicated, uranium prices have been at historic lows and the market has been in a condition of some international confusion with some sales being made at prices below cost. The Company has been actively engaged in discussions with uranium producers both in Canada and abroad towards assessing as accurately as possible the balance between future supplies and demand, and as a result we are now confident that demand and price are on the upswing.

We may hope that this promising outlook for the future will make exploration and development more attractive and for our own part we shall continue our liaison domestically with both Government and private sectors, and internationally with producers overseas, in order to optimize our information and judgment on future uranium marketing.

For the Directors



J. Austin

President.

des bas prix et peu d'exploration. Ce manque d'activité est néfaste pour le Canada car, au début des années 1980, une hausse accentuée est prévue dans la demande de combustible pour les nombreux réacteurs nucléaires en exploitation, en construction, ou prévus dans le monde. Certains pays acheteurs concluent déjà des contrats d'approvisionnement pour quinze ans, et des indices d'un relèvement du marché sont évidents. L'histoire a démontré qu'en général, le temps, entre le début de l'exploration et le début de la production, atteint de huit à dix ans, le Canada pourrait donc se retrouver face à une demande internationale très élevée et très peu de réserves disponibles.

Quelques données statistiques illustreront ce point. En 1959, le Canada produisait 37% de l'uranium dans le monde, mais en 1972, sa part est tombée à 20%. Pendant plusieurs années le Canada possédait les plus importantes réserves connues au monde, environ le tiers, mais actuellement, du fait d'une réduction de l'exploration ces dernières années, comparée aux travaux intensifs à l'étranger, il est passé au troisième rang.

Comme je l'ai indiqué récemment, le prix de l'uranium a atteint son plus bas niveau et une certaine confusion a régné sur le marché international, avec des ventes au-dessous du prix de revient. La Société a eu des entretiens avec des producteurs d'uranium au Canada et à l'étranger, afin d'évaluer le plus précisément possible l'équilibre futur entre l'offre et la demande; de ces entretiens, nous sommes maintenant sûr d'une hausse de la demande et des prix.

Nous espérons que cette perspective encourageante stimulera l'exploration et l'exploitation et que nous, nous pourrions maintenir les liens existants avec le gouvernement et le secteur privé au Canada, ainsi qu'avec les producteurs étrangers, afin d'être toujours en mesure de connaître et de bien évaluer le marché futur de l'uranium.

Au nom du Conseil d'administration

Ottawa, Canada  
December 1973.

Ottawa, Canada  
Décembre 1973



## DIRECTORS

\* Jacob Austin  
Deputy Minister  
Department of Energy, Mines and Resources

\* Gordon M. MacNabb  
Assistant Deputy Minister  
Energy Development  
Department of Energy, Mines and Resources

\* Rodney de C. Grey  
Assistant Deputy Minister  
Department of Finance

\* Jean-Paul Drolet  
Assistant Deputy Minister  
Mineral Development  
Department of Energy, Mines and Resources

Robson G. Head  
Assistant Deputy Minister  
Department of Industry, Trade and Commerce

Michel Dupuy  
Assistant Under-Secretary of State  
Department of External Affairs

Cyril T. Mullane  
Senior Adviser, Legal  
Department of Energy, Mines and Resources

Dr. O. J. C. Runnalls  
Senior Adviser, Uranium and Nuclear Energy  
Department of Energy, Mines and Resources

\* Executive Committee Members

## CONSEIL D'ADMINISTRATION

\* Jacob Austin  
Sous-ministre  
Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources

\* Gordon M. MacNabb  
Sous-ministre adjoint  
Exploitation de l'énergie  
Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources

\* Rodney de C. Grey  
Sous-ministre adjoint  
Ministère des Finances

\* Jean-Paul Drolet  
Sous-ministre adjoint  
Exploitation minière  
Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources

Robson G. Head  
Sous-ministre adjoint  
Ministère de l'Industrie et du Commerce

Michel Dupuy  
Sous-secrétaire d'État  
Ministère des Affaires extérieures

Cyril T. Mullane  
Conseiller juridique principal  
Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources

O. J. C. Runnalls  
Conseiller, Uranium et énergie nucléaire  
Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources

\* Membres du comité de direction.

## OFFICERS

Jacob Austin  
President

Gordon M. MacNabb  
Executive Vice-President

Jean-Paul Drolet  
Vice-President

Rodney de C. Grey  
Vice-President (Finance)

Cyril T. Mullane  
Secretary

## DIRECTION

Jacob Austin  
Président

Gordon M. MacNabb  
Vice-président directeur général

Jean-Paul Drolet  
Vice-président

Rodney de C. Grey  
Vice-président (Finances)

Cyril T. Mullane  
Secrétaire

## URANIUM CANADA, LIMITED

Uranium Canada, Limited is a Crown Company incorporated in June 1971 under the Canada Corporations Act pursuant to the Atomic Energy Control Act. It is for all its purposes an agent of Her Majesty and its powers may be exercised only as an agent of Her Majesty. The shares of the Company, with the exception of the qualifying shares of the Directors, are held by a Minister of the Crown in trust for Her Majesty.

The member of the Privy Council designated by the Governor in Council as the Minister for the purposes of the Atomic Energy Control Act is the Minister of Energy, Mines and Resources, the Honourable Donald S. Macdonald.

UCAN\* is responsible to act as an agent on behalf of the federal government with respect to the acquisition and future sales of the joint stockpile of uranium concentrates established under the agreement with Denison Mines Limited, entered into as of January 1, 1971. Denison Mines Limited acts as the sales agent for the concentrates in the joint stockpile including negotiating for and endeavouring to secure contracts with customers.

UCAN also acts as the agent on behalf of the federal government for future sales from the general government stockpile.

The Corporation is a Schedule "C" agency corporation under the Financial Administration Act.

The Head Office is located at 588 Booth Street in the City of Ottawa, Ontario.

\*Registered Trade Mark

## URANIUM CANADA, LIMITÉE

L'Uranium Canada, Limitée est une société de la Couronne constituée en corporation en juin 1971 en vertu de la Loi sur les corporations au Canada et conformément à la Loi sur le contrôle de l'énergie atomique. Elle est à toutes ses fins un représentant de Sa Majesté et ne peut exercer ses pouvoirs qu'en cette qualité. Exception faite des actions statutaires des membres du Conseil d'administration, les actions de la Société sont gardées en dépôt pour Sa Majesté par un ministre de la Couronne.

Le membre du Conseil privé nommé par le Gouverneur en conseil comme ministre aux fins de l'application de la Loi sur le contrôle de l'énergie atomique est le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, l'honorable Donald S. Macdonald.

L'UCAN\* est chargée d'agir en qualité de représentant du gouvernement fédéral en ce qui concerne l'achat et les ventes futures des stocks en co-propriété de concentrés d'uranium constitués en vertu de l'entente conclue avec la Denison Mines Limited en date du 1<sup>er</sup> janvier 1971. La Denison Mines Limited agit en qualité d'agent de ventes des concentrés de ces stocks, négocie avec les clients et tente d'obtenir des contrats.

L'UCAN agit également en qualité de représentant du gouvernement fédéral en ce qui concerne les ventes futures des concentrés des réserves générales du gouvernement.

L'UCAN est une société de la Couronne inscrite à l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Son siège social est situé au 588, rue Booth à Ottawa.

\*Marque déposée.



Ottawa, June 19, 1973.

The Honourable Donald S. Macdonald,  
Minister of Energy, Mines and Resources,  
Ottawa.

Sir,

I have examined the accounts and financial statements of Uranium Canada, Limited which relate to the Joint Stockpile of Uranium Concentrates for the year ended December 31, 1972. My examination included a general review of the accounting procedures and such tests of accounting records and other supporting evidence as I considered necessary in the circumstances.

Reference is made in Note 2 to the financial statements, to the government's stockpile of uranium concentrates. This stockpile had been acquired in the fiscal years 1963-64 to 1970-71 with moneys appropriated for the Department of Trade and Commerce. It is not an asset of the Corporation and therefore any profits or losses realized on sales from it will not affect the Corporation's financial results. However, as stated in the Note, on the basis of prices and deliveries specified in existing sales agreements, the Corporation may experience a loss of about \$600,000 on disposal of its joint stockpile.

In compliance with the requirements of section 77 of the Financial Administration Act, I now report that in my opinion, subject to the foregoing :

- (a) proper books of account have been kept by the Corporation ;
- (b) the financial statements of the Corporation
  - (i) were prepared on a basis consistent with that of the preceding period and are in agreement with the books of account,
  - (ii) in the case of the balance sheet, give a true and fair view of the state of the Joint Uranium Stockpile at the end of the financial year, and
  - (iii) in the case of the statement of transactions in the Joint Uranium Stockpile give a true and fair view of these transactions for the financial year ; and
- (c) the transactions of the Corporation that have come under my notice have been within the powers of the Corporation under the Financial Administration Act and any other Act applicable to the Corporation.

Yours faithfully,

G. R. Long,  
Acting Auditor General.

Ottawa, le 19 juin 1973.

L'honorable Donald S. Macdonald,  
Ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources,  
Ottawa.

Monsieur le Ministre,

J'ai examiné les comptes et les états financiers de la société Uranium Canada, Limitée, relatifs aux stocks conjoints de concentrés d'uranium pour l'exercice clos au 31 décembre 1972. J'ai complété mon étude d'une revue générale des méthodes de comptabilité et des vérifications des dossiers de comptabilité, et autres documents à l'appui, que j'ai jugé nécessaires dans les circonstances.

A la note 2 des états financiers, il est fait mention de la réserve de concentrés d'uranium du gouvernement. Cette réserve a été constituée au cours des exercices financiers de 1963-64 à 1970-71, à l'aide de capitaux affectés au ministère de l'Industrie et du Commerce. Comme ce n'est pas un actif de la Société, tout profit ou perte découlant de ses ventes n'influencera pas le résultat financier. Toutefois, ainsi que mentionné, sur la base des prix et des expéditions prévues aux contrats de vente, il reste possible que la Société accuse une perte d'environ \$600,000 sur la cession de ses réserves conjointes.

Me conformant aux prescriptions de l'article 77 de la Loi sur l'administration financière, et sous réserve de ce qui précède, je déclare qu'à mon avis :

- a) la Société a tenu correctement ses livres et ses comptes ;
- b) les états financiers de la Société
  - i) ont été établis en conformité avec ceux de la période précédente et concordent avec les écritures comptables,
  - ii) sous le rapport du bilan, donnent une vue exacte de l'état de la réserve conjointe d'uranium au terme de l'exercice financier, et
  - iii) sous le rapport des transactions relatives à la réserve conjointe d'uranium, donnent une vue exacte de ces transactions pour l'exercice financier ; et
- c) les transactions de la Société, dont j'ai eu connaissance, étaient dans le cadre de ses pouvoirs tels qu'ils sont définis dans la Loi sur l'administration financière et toute autre loi applicable à la Société.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments distingués.

Auditeur général suppléant.

**URANIUM CANADA, LIMITED**  
(Incorporated under the Canada Corporations Act)

**BALANCE SHEET**  
as at December 31, 1972  
(with comparative figures for the period ended December 31, 1971)

**ASSETS**

	1972	1971
Accounts receivable . . . . .	\$ 21,286	\$ —
Prepaid selling expense . . . . .	29,076	—
Interest in joint stockpile of uranium concentrates, at cost . . . . .	18,063,460	9,318,967
	<u>\$18,113,822</u>	<u>\$ 9,318,967</u>

The accompanying notes are an integral part of the financial statements.

Approved on behalf of the Board:

J. Austin, Director

C. T. Mullane, Director

**LIABILITIES**

	1972	1971
Accounts payable . . . . .	\$ 702,476	\$ 53,428
Contractor's holdbacks . . . . .	151,625	96,161
Proprietary equity of Canada:		
Capital stock—		
Authorized, issued and fully paid—		
1,000 shares of no par value      \$            9		\$            9
Funds		
provided by		
parliamentary		
appropriation		
for the		
acquisition		
of uranium		
concentrates		
vested in the		
Corporation		
(Note 1)	17,376,032	9,169,369
	17,376,041	
Less: Loss		
on sales	116,320	
	<u>17,259,721</u>	
	<u>\$18,113,822</u>	<u>\$ 9,318,967</u>

I have examined the above Balance Sheet and the related Statement of transactions in the Joint Uranium Stockpile and have reported thereon under

date of June 19, 1973 to the Minister of Energy, Mines and Resources.

G. R. Long  
Acting Auditor General of Canada



# URANIUM CANADA, LIMITED

## Statement of transactions in Joint Uranium Stockpile for the year ended December 31, 1972

	Cost to Canada of 76% share
Stockpile of uranium concentrates at January 1 . . . . .	\$ 9,318,967
Expenditure during year:	
Uranium concentrates . . . . .	9,082,532
Storage, weighing and sampling . . . . .	124,489
Freight . . . . .	22,609
	<u>9,229,630</u>
	18,548,597
Less: Cost of sales (see below) . . . . .	<u>485,137</u>
Stockpile of uranium concentrates at December 31 . . . . .	<u><u>\$18,063,460</u></u>
Sales . . . . .	<u>\$ 381,717</u>
Cost of sales . . . . .	485,137
Selling expense . . . . .	<u>12,900</u>
	<u>498,037</u>
Loss on sales . . . . .	<u><u>\$ 116,320</u></u>

# URANIUM CANADA, LIMITÉE

(Société constituée en vertu de la Loi sur les corporations canadiennes)

## BILAN

au 31 décembre 1972

(avec données comparatives pour la période se terminant le 31 décembre 1971)

### ACTIF

	1972	1971
Comptes à percevoir . . . . .	\$ 21,286	\$ —
Frais de vente payés d'avance . . . . .	29,076	—
Intérêt dans un stock conjoint de concentrés d'uranium, au prix coûtant . . . . .	18,063,460	9,318,967
	<u>\$18,113,822</u>	<u>\$ 9,318,967</u>

Les notes apportées au présent état font partie  
intégrante des états financiers.

Approuvé au nom du Conseil d'administration :

J. Austin, Administrateur

C. Mullane, Administrateur

### PASSIF

	1972	1971
Comptes . . . . .	\$ 702,476	\$ 53,428
Retenues de l'entrepreneur . . . . .	151,625	96,161
Capital propre du gouvernement du Canada— Capital-actions : Autorisé, émis et payé en entier— 1,000 actions sans valeur au pair \$ 9		9
Montants affectés par le Parlement pour l'achat de concentrés d'uranium selon les pouvoirs conférés à la Société (note 1)	17,376,032	9,169,369
	<u>17,376,041</u>	
Moins : perte sur vente	116,320	
	<u>17,259,721</u>	
	<u>\$18,113,822</u>	<u>\$ 9,318,967</u>

J'ai examiné le bilan ci-dessus ainsi que l'état  
connexe des transactions touchant le stock conjoint  
d'uranium, et présenté mon rapport à ce sujet au

ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources  
le 19 juin 1973.

G. R. Long  
Auditeur général suppléant



# URANIUM CANADA, LIMITÉE

## État des transactions touchant le stock conjoint d'uranium pour l'exercice clos au 31 décembre 1972

	Coût pour le Canada de 76% des actions
Stock de concentrés d'uranium au 1 <sup>er</sup> janvier . . . . .	\$ 9,318,967
Dépenses au cours de l'année :	
Concentrés d'uranium . . . . .	9,082,532
Stockage, pesage, échantillonnage . . . . .	124,489
Frais de transport . . . . .	22,609
	<u>9,229,630</u>
	18,548,597
Moins: Coût des ventes (voir ci-dessous) . . . . .	<u>485,137</u>
Stock de concentrés d'uranium au 31 décembre . . . . .	<u>\$18,063,460</u>
Ventes . . . . .	<u>\$ 381,717</u>
Coût des ventes . . . . .	485,137
Frais de vente . . . . .	<u>12,900</u>
	<u>498,037</u>
Perte sur les ventes . . . . .	<u>\$ 116,320</u>

## Notes to financial statements

1. An amount of \$29,500,000 has been provided by a parliamentary appropriation for the acquisition of uranium concentrates in the fiscal years 1970-71 to 1974-75 inclusive, of which \$17,695,587 had been disbursed by December 31, 1972. An amount of \$319,556 was refunded to Canada in respect of sales during the year.
2. The Corporation has entered into sales agreements for the entire joint stockpile at firm unit prices applicable to the year of delivery. Based on these unit prices and the deliveries specified in the agreements, which deliveries may be varied by the purchasers, the Corporation may experience a loss of about \$600,000. The Corporation, as the government's sales agent for the joint stockpile material purchased from Denison Mines and the general government stockpile acquired since 1963, entered into seven purchase/sales agreements dated November 24, 1972 with electric utilities in Spain. The sales agreements provided for the sale to the owners of seven nuclear power plants of all the joint stockpile material as well as a portion of the general government stockpile. The income from such sales is expected to more than reimburse the government for the moneys expended for the purchase of the material sold under these agreements.
3. The Corporation's eight directors receive no remuneration as directors. The Corporation's five officers, who are also directors, receive no remuneration as officers.
4. The Department of Energy, Mines and Resources provides administrative services to the Corporation without charge.

## Notes relatives aux états financiers

1. Un capital de \$29,500,000 a été fourni à la suite d'une affectation de crédits par le Parlement en vue de l'achat de concentrés d'uranium au cours des exercices financiers de 1970-71 à 1974-75 inclusivement; de ce montant, \$17,695,587 étaient déboursés au 31 décembre 1972. Un remboursement de \$319,556 a été fait au Canada en ce qui concerne les ventes au cours de l'année.
2. L'UCAN a conclu des accords de vente pour la totalité des stocks conjoints, à des prix unitaires fermes, applicables à l'année de la livraison. Sur la base de ces prix unitaires et les livraisons spécifiées aux contrats, expéditions qui peuvent varier au gré des acheteurs, la Société peut subir une perte d'environ \$600,000. En qualité d'agent des ventes du gouvernement pour les stocks conjoints achetés à la Denison Mines, et les stocks généraux du gouvernement acquis depuis 1963, la Société a conclu, en date du 24 novembre 1972, des accords d'achat et de vente avec des sociétés de production d'électricité, en Espagne. Les accords prévoient la vente, aux exploitants de sept centrales nucléaires, du total des stocks conjoints, ainsi qu'une partie des stocks généraux du gouvernement. Le produit de ces ventes devrait plus que rembourser le gouvernement des capitaux investis à l'achat des stocks vendus aux termes de ces accords.
3. Les huit membres du Conseil d'administration de la Société ne reçoivent aucune rémunération en cette qualité. Les cinq membres du Comité de la direction de la Société, qui font également partie du Conseil, ne reçoivent aucune rémunération en qualité de membres du Comité.
4. Le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources fournit sans aucun frais les services administratifs à la Société.



Although the utilization of uranium in nuclear power reactors continued to grow rapidly in 1972, there was an excess of production over demand in the western world. In addition to this over-production there were substantial quantities of uranium available for sale from stockpiles accumulated from earlier years. Nevertheless, with uranium requirements doubling every five years, the cumulative demand should overtake the available supply in less than a decade. Hence, in the 1980's and beyond, the uranium price is expected to climb in response to the mounting appetites of the electric utilities. For the present, however, the over-supply situation continues to create problems in many mining communities and these problems have led to the involvement of governments.

The Canadian uranium industry grew very rapidly during the boom period of the 1950's until 1959 when the United States and Britain decided not to take up options to purchase uranium beyond 1963. The federal government made every effort to ease the impending problems by arranging for a "stretch out" of deliveries to foreign customers and for the transfer of contractual commitments from high-cost producers to lower cost, more efficient ones. Nonetheless, the industry declined dramatically in the early 1960's. By 1963 the federal government had decided to initiate a stockpiling program in an effort to retain a nucleus of production.

The first stockpile, totalling 5.4 million pounds  $U_3O_8$ , was acquired between July 1963 and July 1964 from three companies — Denison Mines Limited, Rio Algom Mines Limited, and Canadian Faraday Corporation Limited. These companies have a first refusal right on any sales that might be proposed by the government from the first stockpile until December 31, 1973. A second stockpile of 13.9 million pounds  $U_3O_8$  was collected between July 1968 and July 1970, from Denison, Rio Algom, Eldorado Mining and Refining Limited, and Stanrock Uranium Mines Limited. There were no conditions on the sale of this stockpile, so the government is free to dispose of it unilaterally. The two stockpiles cost a total of \$101 million and are now referred to as the general government stockpile.

It was not until August 1966 that the first new major long-term uranium supply contract was won by a Canadian producer. Between then and December 1972, Canadian companies concluded contracts for almost 73,000 tons of  $U_3O_8$ , of which some 90 per cent was for the export market, primarily in Japan, Britain, West Germany and Spain. Approximately 9,500 tons had been delivered under these commitments by the end of 1972. Also in 1972, construction was well advanced on a facility at Rabbit Lake, Saskatchewan, under joint development by Gulf Minerals of Canada Limited and Uranerz Canada Limited. Once in production in 1975 the open-pit operation there is expected to produce 2,250 tons of  $U_3O_8$  per year.

Bien que l'emploi de l'uranium dans les réacteurs nucléaires se soit encore multiplié en 1972, la production a excédé la demande dans les pays occidentaux. Outre cette surproduction, d'importantes quantités d'uranium entreposées au cours des années antérieures étaient disponibles pour la vente. Néanmoins, les besoins en uranium doublant tous les cinq ans, la demande cumulative devrait dépasser les approvisionnements disponibles en moins de dix ans. On prévoit donc qu'au cours des années 1980 et au-delà le prix de l'uranium s'élèvera sous l'influence des besoins progressifs des services de production d'électricité. Actuellement, toutefois, la situation excédentaire continue de créer pour de nombreuses collectivités minières des problèmes qui ont amené l'intervention des gouvernements.

L'industrie canadienne de l'uranium a progressé très rapidement durant la vague de prospérité des années 1950, jusqu'en 1959, lorsque les États-Unis et la Grande-Bretagne ont refusé de prendre toute option d'achat d'uranium au-delà de 1963. Le gouvernement fédéral s'est efforcé d'alléger les problèmes imminents en réglant la question de prolongation des exportations et en transférant aux producteurs, au meilleur rendement et à prix plus bas, les contrats des producteurs au coût de production élevé. Néanmoins, l'industrie a marqué un repli dramatique au début des années 1960. En 1963, le gouvernement fédéral a décidé l'établissement d'un programme de stockage, afin de tenter le maintien d'un noyau de production.

Les premiers stocks gouvernementaux, constitués de juillet 1963 à juillet 1964, totalisaient 5.4 millions de livres d' $U_3O_8$  achetés à trois sociétés, la Denison Mines Limited, la Rio Algom Mines Limited et la Canadian Faraday Corporation Limited. Ces sociétés ont un premier droit de refus pour toutes les ventes qui pourraient être proposées par le gouvernement, à même les premiers stocks, jusqu'au 31 décembre 1973. De juillet 1968 à juillet 1970, un second programme de stockage a permis l'achat de 13.9 millions de livres d' $U_3O_8$  des sociétés Denison, Rio Algom, Eldorado Mining and Refining Limited et Stanrock Uranium Mines Limited. Les parties n'ont imposé aucune condition à la vente de ces réserves et le gouvernement demeure libre d'en disposer à son gré. Les stocks des deux programmes ont atteint un coût total de 101 millions de dollars et sont désignés sous le nom de stocks généraux du gouvernement.

Ce n'est qu'en août 1966 qu'un producteur canadien a conclu le premier nouveau contrat à long terme d'approvisionnement en uranium. Entre sa signature et décembre 1972, les sociétés canadiennes ont conclu des contrats de vente d'environ 73,000 tonnes d' $U_3O_8$ , dont près de 90% étaient destinés à l'exportation, en majorité au Japon, en Grande-Bretagne, en Allemagne de l'Ouest et en Espagne. Dans le cadre de ces contrats, l'expédition d'environ 9,500 tonnes d' $U_3O_8$  était terminée à la fin de 1972.

The new supply contracts obtained by uranium producers between 1966 and 1971 were not large enough to sustain a viable mining industry, particularly in the Elliot Lake community. Consequently, to assist this community, a joint stockpiling program was agreed upon between the federal government and Denison Mines Limited on January 1, 1971. The agreement provided for the acquisition and stockpiling of 1,000 tons  $U_3O_8$  per year for the first three years, and some 100 tons in 1974, thus assuring Denison of a production level of 2,000 tons  $U_3O_8$  per year during the period 1971 through 1974. The government acquired a 76 per-cent ownership of the joint stockpile by paying Denison \$4.56 per pound  $U_3O_8$ ; i.e. the material has a book value of \$6.00 per pound. A sum of \$29.5 million was voted to fund the joint stockpile under supplementary estimates (c) 1970-71. By the end of 1972 the first 2,000 tons  $U_3O_8$  had been produced by Denison and much of it had been shipped to Port Hope, Ontario, to be stored in warehouses of Eldorado Nuclear Limited.

When the joint Canada-Denison Mines stockpile venture was being conceived, it had been contemplated that either Eldorado Nuclear or the Department of Energy, Mines and Resources might represent Canada in this venture. Eldorado was a competitor of Denison, however, and could be vying for the same markets as those which Denison might hope to exploit in selling the joint stockpile. Such a pairing of competitors did not seem desirable, nor did it appear to be acceptable to either party. Furthermore, the direct involvement of a government department which might have to deal with purchasers representing other departments could have led to unnecessary complications in arranging purchases.

Hence the government decided to form a new Crown corporation called Uranium Canada, Limited, to represent Canada in all commercial activities relating to the purchase, storage and sale of the joint stockpile. As an agent of the government, UCAN would act as an intermediary between the government and Denison in all day-to-day relations required by the agreement. Consequently, the government would not be involved in direct commercial transactions such as the scheduling of  $U_3O_8$  deliveries to the stockpile, the negotiations for sale, and the implementation of repayment arrangements. Furthermore, such a Crown corporation would have the necessary flexibility to respond quickly to sales opportunities as they arose.

In December 1971, the role of Uranium Canada, Limited was broadened when the government decided to release up to five million pounds  $U_3O_8$  from the second stockpile for sale by UCAN to Spain as part of the overall sales commitment then being negotiated by Denison Mines Limited with several Spanish utilities. Furthermore, the government decided that the authority for the sale of any remaining amount of uranium in the general government

Également en 1972, la construction des installations était passablement avancée au gisement de Rabbit Lake (Saskatchewan), dont la mise en valeur est dirigée conjointement par la Gulf Minerals of Canada Limited et l'Uranerz Canada Limited. A sa mise en exploitation en 1975, la production annuelle prévue de la mine à ciel ouvert devrait excéder 2,250 tonnes d' $U_3O_8$ .

Le volume de vente des nouveaux contrats obtenus par les producteurs d'uranium entre 1966 et 1971 était insuffisant pour soutenir une industrie minière viable, notamment à la collectivité d'Elliot Lake. Afin d'assister la population, le gouvernement fédéral et la Denison ont établi, le 1<sup>er</sup> janvier 1971, un programme conjoint de stockage. L'entente prévoyait l'achat et le stockage annuel de 1,000 tonnes d' $U_3O_8$ , les trois premières années du programme, et environ 100 tonnes en 1974, assurant ainsi à la Denison un niveau de production annuel de 2,000 tonnes, de 1971 à 1974. Le gouvernement devait acheter une part de 76% des stocks en versant à la Denison \$4.56 la livre d' $U_3O_8$ , c'est-à-dire que les concentrés devaient avoir une valeur comptable de \$6 la livre. Une somme de 29.5 millions de dollars du budget additionnel (c) de 1970-71 a été votée pour constituer les stocks conjoints. A la fin de 1972, la Denison avait déjà produit les premières 2,000 tonnes d' $U_3O_8$ , et une bonne partie était expédiée vers Port Hope en Ontario, pour y être stockée à l'Eldorado Nucléaire Limitée.

Lors de la conception de l'entreprise conjointe de stockage Canada-Denison, les parties ont envisagé la possibilité que l'Eldorado Nucléaire ou le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources pourraient représenter le gouvernement du Canada dans l'entreprise. Mais l'Eldorado en tant que concurrent aurait pu être en rivalité avec la Denison sur les marchés où cette société pouvait espérer vendre les stocks conjoints. Un tel mariage de concurrents n'a pas semblé souhaitable ni acceptable aux parties. En outre, la participation directe d'un ministère, qui pourrait avoir à traiter avec des acheteurs de d'autres gouvernements, aurait pu entraîner des complications inutiles dans les négociations d'achats.

Le gouvernement a donc décidé de constituer une nouvelle société de la Couronne, appelée Uranium Canada, Limitée, pour représenter le Canada dans toutes les activités commerciales relatives à l'achat, à l'entreposage et à la vente des stocks conjoints. Représentant du gouvernement, l'UCAN agirait en qualité d'intermédiaire entre le gouvernement et la Denison dans tous les rapports courants prévus à l'accord. Le gouvernement n'interviendrait donc pas directement dans des transactions commerciales, telles que l'établissement du calendrier de l'entreposage d' $U_3O_8$ , les négociations de vente et l'exécution des engagements de remboursement. Une telle société de la Couronne aurait en outre la souplesse nécessaire pour réagir rapidement suivant les circonstances favorables à la vente.



stockpile should be transferred to UCAN so that it could act as an agent on behalf of the federal government in future disposals from the stockpile.

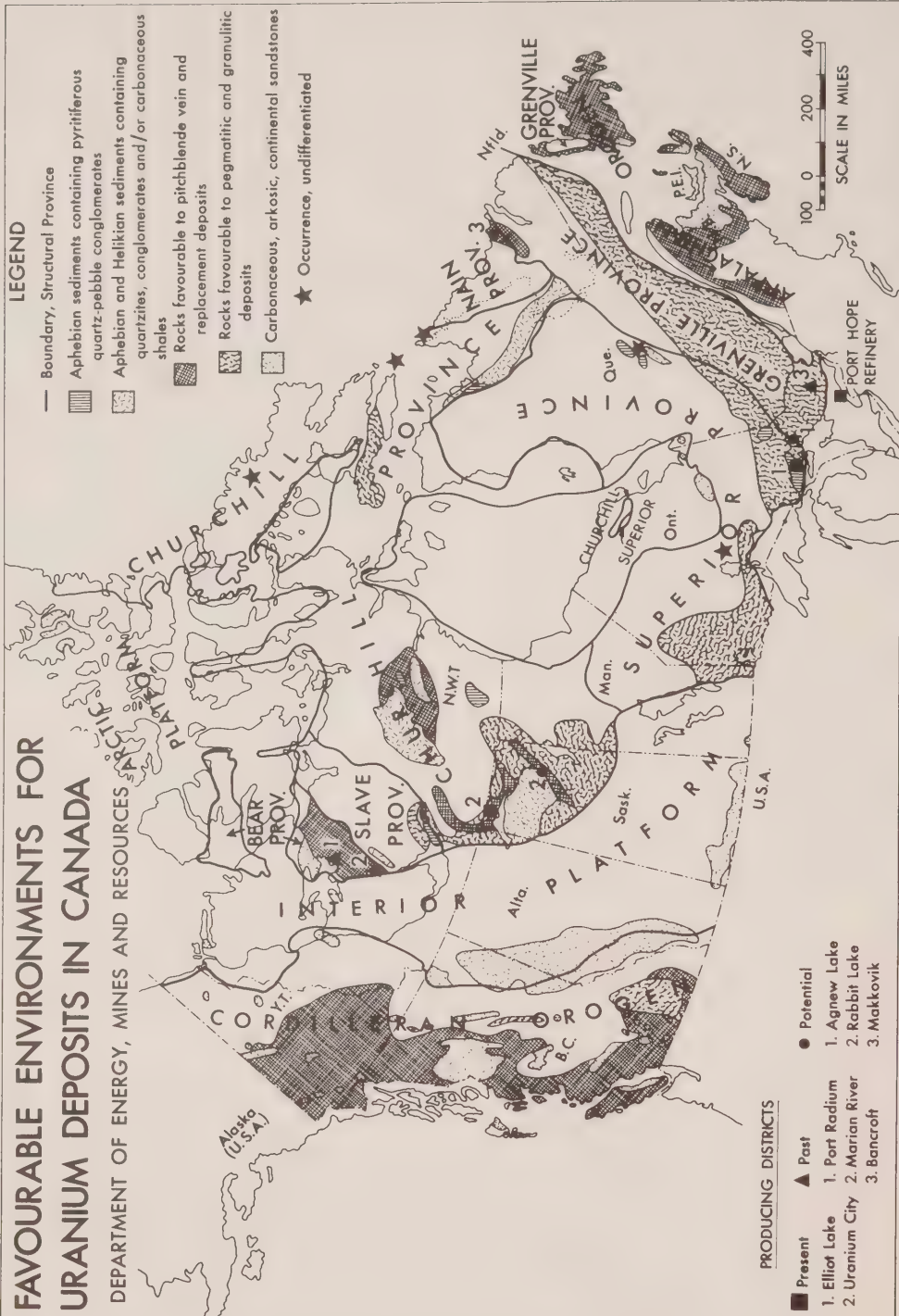
Denison was successful in its negotiations with the Spanish and in November 1972 officials of Denison, UCAN and Canada signed a contract in Madrid committing some nine million pounds of Canadian uranium oxide for sale to Spain. This sale will exhaust the joint Canada-Denison stockpile and will require the provision of an additional three million pounds of  $U_3O_8$  from the general government stockpile, in order to fulfil the total commitment.

En décembre 1971, le rôle de l'Uranium Canada, Limitée a pris de l'extension lorsque le gouvernement a décidé le déblocage jusqu'à 5 millions de livres d' $U_3O_8$  du deuxième stock (aux fins d'une vente par l'UCAN à l'Espagne), sur l'ensemble des ventes aux termes d'un contrat négocié par la Denison Mines Limited avec ce pays. Le gouvernement a décidé, en outre, que la responsabilité de la vente de toute autre quantité d'uranium des stocks généraux du gouvernement, devrait être confiée à l'UCAN, afin que cette société puisse agir dans l'avenir comme représentant du gouvernement fédéral.

La société Denison a réussi dans ses négociations avec l'Espagne et, en novembre 1972, des représentants de la Denison, de l'UCAN et du Canada ont signé à Madrid un contrat d'engagement de vente à l'Espagne d'environ neuf millions de livres d'oxyde d'uranium canadien. Cette vente épuisera les stocks conjoints du Canada et de la Denison et exigera le prélèvement de trois millions de livres d' $U_3O_8$  des stocks généraux du gouvernement pour parfaire le total de la vente.

# FAVOURABLE ENVIRONMENTS FOR URANIUM DEPOSITS IN CANADA

DEPARTMENT OF ENERGY, MINES AND RESOURCES





# ENVIRONNEMENTS FAVORABLES AUX GISEMENTS URANIFÈRES AU CANADA

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DES MINES ET DES RESSOURCES

- LÉGENDE**
- Limite de province structurale
  - ▨ Sédiments aphébiens contenant des conglomérats de galets quartziteux pyritifères
  - ▤ Sédiments aphébiens et héliétiens contenant des quartzites, des conglomérats et/ou des schistes charbonneux
  - ▥ Roches favorables aux filons de pegmatite et aux gisements de substitution
  - ▦ Roches favorables aux gîtes de pegmatites et de granulites
  - ▧ Grès continentaux charbonneux et arkosiques
  - ★ Traces non spécifiées



## DISTRICTS PRODUCTEURS

- Actuels
- ▲ Anciens
- Potentiels
- 1. Elliot Lake
- 2. Uranium City
- 3. Bancroft
- 1. Port Radium
- 2. Marian River
- 3. Bannock
- 1. Agnew Lake
- 2. Rabbit Lake
- 3. Makkovik







©  
Information Canada  
Ottawa, 1974

Cat. No. CC71-1972

Contract N° : 04KT-23384-6481  
Imprimerie Jacques-Cartier Inc.

A1

S 400

A 56

# UCAN

1973

ANNUAL REPORT

RAPPORT ANNUEL

URANIUM CANADA LIMITED/LIMITÉE





## 1973 ANNUAL REPORT Uranium Canada, Limited

### PRESIDENT'S LETTER

The Honourable Donald S. Macdonald,  
Minister of Energy, Mines and Resources,  
House of Commons,  
Ottawa, Ontario.

Sir:

On behalf of the Board of Directors, I have the honour to submit the Third Annual Report of Uranium Canada, Limited for the year ended December 31, 1973.

The main achievement of the Company in the year's operations has been, in collaboration with the Government of Canada and Denison Mines Limited, to conclude a contract with the Tohoku Electric Company in Japan for the sale of 2,000,000 pounds of uranium oxide concentrate for delivery over the period 1977 to 1981. As reported in the President's letter accompanying last year's report, this contract was signed on May 8, 1973. Negotiations for the sale were commenced in 1971 on our behalf by Denison Mines Limited at the same time as negotiations were underway to sell uranium concentrates to nine companies operating seven nuclear power reactors in Spain. While the sale is for uranium concentrates, provision has been made to ensure that Canadian industry receives an opportunity for further processing of these concentrates into refined form prior to physical export from Canada.

Deliveries from Denison Mines Limited to the joint Canada-Denison stockpile continued in 1973 and, except for minor adjustments which may be required when final weighing and analysis are done, deliveries were completed in the first half of 1974. Under the advanced-delivery options in the contracts with the Spanish companies, all the joint-venture stockpile was transferred to a U.S. converter for further processing.

In the previous annual reports concern was expressed about the low prevailing uranium prices due to the over-supply of uranium. In early 1974 a dramatic shift in the market occurred. Uncertainty of fossil fuel supplies and prices led utilities to accelerate their purchases of uranium. At the same time uranium supplies available from a number of producing countries were reduced. Consequently uranium prices rebounded from the lows of about \$5.00/lb  $U_3O_8$  in 1970 and 1971 to today's price of about \$15.00/lb.

The outlook for the future is bright and although exploration activity has not reached the level necessary for Canada to obtain the share of the uranium market it possessed in the late 1950's, several companies, in light of the market recovery, have accelerated exploration.

## RAPPORT ANNUEL 1973 Uranium Canada, Limitée

### LETTRE DU PRÉSIDENT

L'honorable Donald S. Macdonald,  
Ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources,  
Chambre des communes,  
Ottawa, Ontario.

Monsieur le Ministre,

Au nom du Conseil d'administration, j'ai l'honneur de vous présenter le troisième rapport annuel de l'Uranium Canada, Limitée pour l'exercice clos au 31 décembre 1973.

La principale réalisation de la société au cours de l'année a été, en collaboration avec le gouvernement du Canada et la Denison Mines Limited, la signature d'un contrat avec la Tohoku Electric Company du Japon pour la vente de deux millions de livres de concentrés d'oxyde d'uranium à livrer entre 1977 et 1981. Comme l'indique la lettre du président du rapport de l'an dernier, le contrat a été signé le 8 mai 1973. Les négociations de cette vente, commencées en 1971 par la Denison Mines Limited au nom du Canada, étaient simultanées à la vente de concentrés d'uranium à neuf sociétés exploitant sept centrales à réacteurs nucléaires en Espagne. Bien que la vente soit des concentrés d'uranium, des dispositions ont été prises afin d'assurer à l'industrie canadienne la possibilité de procéder à un traitement plus poussé de ces concentrés avant leur exportation.

La Denison Mines Limited a poursuivi en 1973 ses livraisons au stock conjoint Canada-Denison et, hors de légères corrections probablement nécessaires lors du passage définitif et de l'analyse, le stockage était achevé au cours du premier semestre de 1974. Aux termes des clauses d'option de livraison par anticipation portées aux contrats avec les sociétés espagnoles, tout le stock conjoint a été expédié à une usine de transformation aux États-Unis pour un traitement plus poussé.

Dans les rapports annuels antérieurs était mentionnée une certaine inquiétude au sujet des prix peu élevés de l'uranium du fait de la surabondance. Mais au début de 1974, la situation du marché de l'uranium était entièrement retournée. L'incertitude des approvisionnements en combustibles fossiles et des prix a incité les services publics à accélérer leurs achats d'uranium. Simultanément, la disponibilité d'uranium était réduite dans certains pays producteurs. La répercussion sur le marché a fait passer le prix d'un minimum d'environ \$5 la livre d' $U_3O_8$  en 1970 et 1971, au prix actuel d'environ \$15 la livre.

Les perspectives d'avenir paraissent maintenant excellentes. L'exploration réduite n'a pas encore atteint un taux suffisant pour remplacer le Canada au rang qu'il détenait vers la fin des années 50, mais, avec la reprise du marché, plusieurs sociétés ont accéléré leurs travaux.

With regret the Board of Directors in 1974 accepted the resignation of its first president, Mr. J. Austin. During the three and a half years that he served as president, Mr. Austin, with his dedicated leadership, was an inspiration to the other members of the Board.

For the Directors,

C'est avec regret que le Conseil d'administration a accepté en 1974 la démission de son premier président, M. J. Austin. Pendant les trois ans et demi de son mandat, M. Austin a été par son dévouement une source d'inspiration pour les autres membres du Conseil.

Au nom du Conseil d'administration

Ottawa, Canada  
December 1974

G. M. MacNabb  
President      Le président

Ottawa, Canada  
Décembre 1974

## DIRECTORS

\* Jacob Austin  
Deputy Minister  
Department of Energy, Mines and Resources

\* Gordon M. MacNabb  
Senior Assistant Deputy Minister  
Department of Energy, Mines and Resources

\* Rodney de C. Grey  
Assistant Deputy Minister  
Department of Finance

\* Jean-Paul Drolet  
Assistant Deputy Minister  
Mineral Development  
Department of Energy, Mines and Resources

Robson G. Head  
Assistant Deputy Minister  
Department of Industry, Trade and Commerce

Dr. O.J.C. Runnalls  
Senior Advisor, Uranium and Nuclear Energy  
Department of Energy, Mines and Resources

James T. Lyon  
Senior Advisor, Legal  
Department of Energy, Mines and Resources

\* Executive Committee Members

## OFFICERS

Jacob Austin  
President

Gordon M. MacNabb  
Executive Vice-President

Jean-Paul Drolet  
Vice-President

Rodney de C. Grey  
Vice-President (Finance)

Dr. O.J.C. Runnalls  
Assistant to the President

James T. Lyon  
Secretary

## CONSEIL D'ADMINISTRATION

\* Jacob Austin  
Sous-ministre  
Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources

\* Gordon M. MacNabb  
Premier sous-ministre adjoint  
Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources

\* Rodney de C. Grey  
Sous-ministre adjoint  
Ministère des Finances

\* Jean-Paul Drolet  
Sous-ministre adjoint  
Exploitation minière  
Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources

Robson G. Head  
Sous-ministre adjoint  
Ministère de l'Industrie et du Commerce

O.J.C. Runnalls  
Conseiller supérieur, Uranium et énergie nucléaire  
Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources

James T. Lyon  
Conseiller juridique supérieur  
Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources

\* Membres du Comité de direction

## DIRECTION

Jacob Austin  
Président

Gordon M. MacNabb  
Vice-président directeur général

Jean-Paul Drolet  
Vice-président

Rodney de C. Grey  
Vice-président (Finances)

O.J.C. Runnalls  
Adjoint au président

James T. Lyon  
Secrétaire



Uranium Canada, Limited is a Crown Company incorporated in June 1971 under the Canada Corporations Act pursuant to the Atomic Energy Control Act. It is for all its purposes an agent of Her Majesty and its powers may be exercised only as an agent of Her Majesty. The shares of the Company, with the exception of the qualifying shares of the Directors, are held by a Minister of the Crown in trust for Her Majesty.

The member of the Privy Council designated by the Governor in Council as the Minister for the purposes of the Atomic Energy Control Act is the Minister of Energy, Mines and Resources, the Honourable Donald S. Macdonald.

UCAN\* is responsible to act as an agent on behalf of the federal government with respect to the acquisition and future sales of the joint stockpile of uranium concentrates established under the agreement with Denison Mines Limited, entered into as of January 1, 1971. Denison Mines Limited acts as the sales agent for the concentrates in the joint stockpile including negotiating for and endeavouring to secure contracts with customers.

UCAN also acts as the agent on behalf of the federal government for future sales from the general government stockpile.

The Corporation is a Schedule "C" agency corporation under the Financial Administration Act.

The Head Office is located at 580 Booth Street in the City of Ottawa, Ontario.

\* Registered Trade Mark

L'Uranium Canada, Limitée est une société de la Couronne constituée en corporation en juin 1971 en vertu de la Loi sur les corporations au Canada et conformément à la Loi sur le contrôle de l'énergie atomique. Elle est à toutes ses fins un représentant de Sa Majesté et ne peut exercer ses pouvoirs qu'en cette qualité. Exception faite des actions statutaires des membres du Conseil d'administration, les actions de la société sont gardées en dépôt pour Sa Majesté par un ministre de la Couronne.

Le membre du Conseil privé nommé par le Gouverneur en conseil comme ministre aux fins de l'application de la Loi sur le contrôle de l'énergie atomique est le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, l'honorable Donald S. Macdonald.

L'UCAN\* est chargée d'agir en qualité de représentant du gouvernement fédéral en ce qui concerne l'achat et les ventes futures des stocks en co-propriété de concentrés d'uranium constitués en vertu de l'entente conclue avec la Denison Mines Limited en date du 1<sup>er</sup> janvier 1971. La Denison Mines Limited agit en qualité d'agent de ventes des concentrés de ces stocks, négocie avec les clients et tente d'obtenir des contrats.

L'UCAN agit également en qualité de représentant du gouvernement fédéral en ce qui concerne les ventes futures des concentrés des réserves générales du gouvernement.

L'UCAN est une société de la Couronne inscrite à l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Son siège social est situé au 580, rue Booth à Ottawa.

\* Marque déposée.

Ottawa, December 17, 1974.

The Honourable Donald S. Macdonald,  
Minister of Energy, Mines and Resources,  
Ottawa.

Sir:

I have examined the balance sheet of Uranium Canada, Limited as at December 31, 1973 and the statement of transactions in joint uranium stockpile for the year then ended. My examination included a general review of the accounting procedures and such tests of accounting records and other supporting evidence as I considered necessary in the circumstances.

In my opinion these financial statements give a true and fair view of the financial position of the Corporation as at December 31, 1973 and the results of its operations for the year then ended, in accordance with generally accepted accounting principles applied on a basis consistent with that of the preceding year.

I further report that, in my opinion, proper books of account have been kept by the Corporation, the financial statements are in agreement therewith and the transactions that have come under my notice have been within the statutory powers of the Corporation.

J.J. Macdonell

Auditor General of Canada

Ottawa, le 17 décembre 1974

L'honorable Donald S. Macdonald,  
Ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources,  
Ottawa.

Monsieur le Ministre,

J'ai examiné le bilan financier de la société Uranium Canada, Limitée, du 31 décembre 1973, et l'état des transactions d'uranium concernant le stock conjoint pour la même année. Mon examen a inclus une revue générale des méthodes de comptabilité, et des vérifications des dossiers de comptabilité et autres documents à l'appui que j'ai jugé nécessaires dans les circonstances.

A mon avis, ces états financiers donnent une vue exacte et juste de la situation financière de la société au 31 décembre 1973 et des résultats de ses opérations pour le même exercice, conformément aux principes reconnus de comptabilité, tels qu'appliqués l'année précédente.

Je déclare en outre que la société a tenu correctement ses livres et ses comptes, que ses états financiers leur sont conformes, et que les transactions portées à mon attention étaient dans le cadre des pouvoirs de la société.

L'auditeur général du Canada.

**URANIUM CANADA, LIMITED**  
(Incorporated under the Canada Corporations Act)

**BALANCE SHEET**

as at December 31, 1973

(with comparative figures for the period ended December 31, 1972)

**ASSETS**

	1973	1972
Accounts receivable . . . . .	\$ 21,286	\$ 21,286
Prepaid selling expense . . . . .	29,076	29,076
Interest in joint stockpile of uranium concentrates, at cost . . . . .	26,261,937	18,063,460
	<u>\$26,312,299</u>	<u>\$18,113,822</u>

The accompanying notes are an integral part of the financial statements.

Approved on behalf of the Board:

G.M. MacNabb, Director

James T. Lyon, Director

**LIABILITIES**

	1973	1972
Accounts payable . . . . .	\$ 72,158	\$ 702,476
Contractor's holdbacks . . . . .	440,383	151,625
Equity of Canada:		
Advances from Canada (Note 1) . . . . .	25,916,069	17,376,032
Less Accumulated deficit . . . . .	116,320	116,320
	<u>\$25,799,749</u>	<u>\$17,259,712</u>
Capital stock: Authorized and issued —		
1,000 shares of no par value . . . . .	9	9
	<u>25,799,758</u>	<u>17,259,721</u>
	<u>\$26,312,299</u>	<u>\$18,113,822</u>

I have examined the above balance sheet and the related statement of transactions in joint uranium stockpile and have reported thereon under date of December 17, 1974 to the Minister of Energy, Mines and Resources.

J.J. Macdonell  
Auditor General of Canada



# URANIUM CANADA, LIMITED

## Statement of transactions in Joint Uranium Stockpile for the year ended December 31, 1973 (with comparative figures for the year ended December 31, 1972)

	Cost to Canada of 76% share	
	<u>1973</u>	<u>1972</u>
Stockpile of uranium concentrates at January 1 . . . . .	\$18,063,460	\$ 9,318,967
Expenditure during year:		
Uranium concentrates . . . . .	8,135,707	9,082,532
Storage, weighing and sampling . . . . .	438	124,489
Freight . . . . .	<u>62,332</u>	<u>22,609</u>
	<u>8,198,477</u>	<u>9,229,630</u>
	26,261,937	18,548,597
Less: Cost of sales . . . . .	<u>—</u>	<u>485,137</u>
Stockpile of uranium concentrates at December 31 . . . . .	<u>\$26,261,937</u>	<u>\$18,063,460</u>

The accompanying notes are an integral part of the financial statements.

# URANIUM CANADA, LIMITÉE

(Société constituée en vertu de la Loi sur les corporations canadiennes)

## BILAN

au 31 décembre 1973

(avec données comparatives pour la période se terminant le 31 décembre 1972)

ACTIF	1973	1972
Comptes à percevoir . . . . .	\$ 21,286	\$ 21,286
Frais de vente payés d'avance . . . . .	29,076	29,076
Intérêt dans le stock conjoint de concentrés d'uranium, au prix coûtant . . . . .	26,261,937	18,063,460
	<u>\$26,312,299</u>	<u>\$18,113,822</u>

Les notes apportées au présent état font partie  
intégrante des états financiers.

Approuvé au nom du Conseil d'administration:

G.M. MacNabb, administrateur

James T. Lyon, administrateur

PASSIF	1973	1972
Comptes . . . . .	\$ 72,158	\$ 702,476
Retenues de l'entrepreneur . . . . .	440,383	151,625
Investissements du gouvernement du Canada:		
Avances du gouvernement (Note 1) . . . . .	25,916,069	17,376,032
Moins: déficit cumulé . . . . .	116,320	116,320
	<u>\$25,799,749</u>	<u>\$17,259,712</u>
Capital-actions: autorisé et émis —		
1,000 actions sans valeur au pair . . . . .	9	9
	<u>25,799,758</u>	<u>17,259,721</u>
	<u>\$26,312,299</u>	<u>\$18,113,822</u>

J'ai examiné le bilan ci-dessus ainsi que l'état  
connexe des transactions touchant le stock conjoint  
d'uranium, et présenté mon rapport à ce sujet au  
ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources  
le 17 décembre 1974.

J.J. Macdonell  
L'auditeur général du Canada

# URANIUM CANADA, LIMITÉE

## État des transactions touchant le stock conjoint d'uranium

pour l'exercice clos au 31 décembre 1973

(avec données comparatives pour la période se terminant le 31 décembre 1972)

	Coût pour le Canada de 76 % des actions	
	1973	1972
Stock de concentrés d'uranium au 1 <sup>er</sup> janvier . . . . .	\$18,063,460	\$ 9,318,967
Dépenses au cours de l'année:		
Concentrés d'uranium . . . . .	8,135,707	9,082,532
Stockage, pesage, échantillonnage . . . . .	438	124,489
Frais de transport . . . . .	<u>62,332</u>	<u>22,609</u>
	<u>8,198,477</u>	<u>9,229,630</u>
	26,261,937	18,548,597
Moins: Coût des ventes . . . . .	<u>          </u>	<u>485,137</u>
Stock de concentrés d'uranium au 31 décembre . . . . .	<u><u>\$26,261,937</u></u>	<u><u>\$18,063,460</u></u>

Les notes apportées au présent état font partie intégrante des états financiers.



## Notes to financial statements

1. Advances from Canada  
An amount of \$29,500,000 has been provided by a parliamentary appropriation for the acquisition of uranium concentrates in the fiscal years 1970-71 to 1974-75 inclusive, of which \$26,234,533 had been disbursed by December 31, 1973. An amount of \$318,464 was refunded to Canada in respect of sales during the preceding year.
2. The joint stockpile of uranium concentrates is held for conversion in Metropolis, Illinois, U.S.A. in accordance with sales agreements.
3. The Corporation has entered into sales agreements for the entire joint stockpile at firm unit prices applicable to the year of delivery. Based on these unit prices and the deliveries specified in the agreements, which deliveries may be varied by the purchasers, the Corporation may experience a loss of about \$600,000. The Corporation, as the government's sales agent for the joint stockpile material purchased from Denison Mines and the general government stockpile acquired since 1963, entered into seven purchase/sales agreements dated November 24, 1972 with electric utilities in Spain. The sales agreements provided for the sale to the owners of seven nuclear power plants of all the joint stockpile material as well as a portion of the general government stockpile. The income from such sales is expected to more than reimburse the government for the moneys expended for the purchase of the material sold under these agreements.
4. The Corporation's eight directors receive no remuneration as directors. The Corporation's five officers, who are also directors, receive no remuneration as officers.
5. The Department of Energy, Mines and Resources expended \$3,993 from Vote 10 on behalf of the Corporation for operating expense. The Department provides administrative services to the Corporation without charge.

## Notes relatives aux états financiers

1. Avances du gouvernement du Canada  
Un montant de 29 millions de dollars a été avancé par affectation de crédits du parlement pour l'achat de concentrés d'uranium au cours des exercices financiers de 1970-71 à 1974-75 inclusivement; de ce montant, \$26 234 533 étaient dépensés au 31 décembre 1973. Un total de \$318 464 provenant des ventes de l'année précédente a été remboursé au Canada.
2. Les stocks conjoints de concentrés d'uranium sont entreposés à Metropolis, Illinois (É.-U.) pour une transformation conformément aux accords de vente.
3. La société a conclu des ententes de ventes pour la totalité des stocks conjoints à des prix unitaires fermes, applicables à l'année de la livraison. Sur la base de ces prix unitaires et des livraisons spécifiées aux contrats, expéditions qui peuvent varier au gré des acheteurs, la société peut subir une perte d'environ \$600 000. En sa qualité d'agent des ventes du gouvernement pour les stocks conjoints achetés à la Denison Mines, et les stocks généraux du gouvernement acquis depuis 1963, la société a conclu, le 24 novembre 1972, sept accords d'achats et de ventes avec des services d'électricité d'Espagne. Les ententes prévoient la vente aux exploitants des sept centrales nucléaires, du total des stocks conjoints, ainsi qu'une partie des stocks généraux du gouvernement. Le produit de ces ventes devrait plus que rembourser au gouvernement les capitaux investis à l'achat des stocks vendus aux termes de ces contrats.
4. Les huit membres du Conseil d'administration de la société ne perçoivent aucune rémunération. Les cinq membres du Comité de direction, qui font également partie du Conseil, ne reçoivent aucune rémunération en qualité de membres du Comité.
5. Le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources a dépensé, au nom de la société, \$3 993, pris sur le crédit n° 10, pour débours de gestion. Le Ministère fournit gratuitement les services administratifs à la société.

## BACKGROUND

While uranium production in 1973 continued to exceed demand, some recovery in the international price of uranium was noted. Late in 1973 several enquiries for large quantities of uranium were issued by European and U.S. utilities. At the same time policies of several uranium producing countries resulted in a reduction in the amount of uranium production available to satisfy these enquiries. These events pointed to a possible shift in the supply/demand situation with an associated recovery of uranium prices during 1974. At year-end, therefore, Canadian producers were under continuing pressure to meet the short- and long-term requirements of international utilities. This led the Minister of Energy, Mines and Resources, in late 1973, to instruct officials in his department to evolve a new uranium policy for Canada designed to provide the long-term uranium requirements for domestic reactors and to ensure production capability for the domestic nuclear programme to reach its full potential.

The Canadian uranium industry started in the early 1930's with the development of the Port Radium Mine on the shore of Great Bear Lake. As its name implies, the mine was developed to recover radium from the uranium ores. The emphasis was shifted to uranium in 1943 when the mine was expropriated to supply the American-Anglo-Canadian research project.

Industry was not permitted to participate in uranium exploration until late 1947. The subsequent staking rush and exploration programme uncovered significant deposits.

The Canadian uranium industry grew very rapidly during this boom period until 1959 when the United States and Britain decided not to take up options to purchase uranium beyond 1963. The federal government made every effort to ease the impending problems by arranging for a "stretch out" of deliveries to foreign customers and for the transfer of contractual commitments from high-cost producers to lower cost, more efficient ones. Nonetheless, the industry declined dramatically in the early 1960's. By 1963 the federal government had decided to initiate a stockpiling programme in an effort to retain a nucleus of production.

The first stockpile, totalling 5.4 million pounds  $U_3O_8$ , was acquired between July 1963 and July 1964 from three companies — Denison Mines Limited, Rio Algom Mines Limited and Canadian Faraday Corporation Limited. A second stockpile of 13.9 million pounds  $U_3O_8$  was collected between July 1968 and July 1970, from Denison, Rio Algom, Eldorado Mining and Refining Limited and Stanrock Uranium Mines Limited. The two stockpiles cost a total of \$101 million and are now collectively referred to as the general government stockpile.

## HISTORIQUE

Bien que la production d'uranium en 1973 soit demeurée supérieure à la demande, les cours internationaux ont marqué une certaine hausse. Vers la fin de 1973, plusieurs services publics d'Europe et des États-Unis ont demandé l'achat d'importants volumes d'uranium. En même temps, des politiques de plusieurs pays producteurs ont conduit à une réduction de la production disponible face à ces demandes. Ces faits semblaient indiquer un changement probable sur le marché offre-demande, avec un relèvement des prix au cours de 1974. En fin d'année, les producteurs canadiens se trouvaient ainsi sous pression pour approvisionner à court et à long terme des services publics internationaux. Cette situation a amené le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources à donner des instructions à ses adjoints, vers la fin de 1973, afin d'élaborer une nouvelle politique canadienne de l'uranium pour assurer à long terme l'approvisionnement des réacteurs du pays et une production suffisante pour la réalisation entière du programme nucléaire canadien.

L'industrie canadienne de l'uranium a pris naissance au début des années 30 avec l'installation de la mine Port Radium près du Grand lac de l'Ours. Comme son nom l'indique, cette mine a été mise en valeur pour l'extraction du radium des minerais d'uranium. L'uranium a pris de l'importance en 1943 lorsque la mine a été acquise par expropriation pour alimenter le projet de recherche américano-anglo-canadien.

Jusqu'à la fin de 1947, l'exploration de l'uranium était interdite à l'industrie. Puis, la ruée vers la prospection et un programme d'exploration ont conduit à la découverte d'importants gisements.

Au cours de cette vague de prospérité, l'industrie canadienne de l'uranium a pris un essor rapide jusqu'en 1959, année où les États-Unis et la Grande-Bretagne ont refusé de prendre toute option d'achat d'uranium au-delà de 1963. Le gouvernement fédéral s'est efforcé d'alléger les problèmes imminents en réglant la question de prolongation des exportations et en transférant les contrats des producteurs, aux coûts de production élevés, à ceux dont le rendement était supérieur et à des coûts inférieurs. Néanmoins, l'industrie a enregistré un déclin dramatique au début des années 60. En 1963, le gouvernement fédéral a décidé d'établir un programme de stockage, afin de tenter de maintenir un noyau de production.

Les premiers stocks gouvernementaux, constitués de juillet 1963 à juillet 1964, totalisaient 5,4 millions de livres d' $U_3O_8$ , achetés à trois sociétés, la Denison Mines Limited, la Rio Algom Mines Limited et la Canadian Faraday Corporation Limited. Un deuxième programme de stockage a permis l'achat de 13,9 millions de livres d' $U_3O_8$  entre juillet 1968 et juillet 1970. L'uranium provenait de la Denison, de la Rio Algom, de l'Eldorado Mining and Refining Limited et de la Stanrock Uranium Mines Limited. Les stocks des deux programmes ont atteint un coût total de 101 millions de dollars et sont désignés sous le nom de stocks généraux du gouvernement.

It was not until August 1966 that the first new major long-term uranium supply contract was won by a Canadian producer. The new supply contracts obtained by uranium producers were not large enough to sustain a viable mining industry. Therefore, a joint stockpiling programme was agreed upon between the federal government, Denison Mines Limited, and Uranium Canada, Limited on January 1, 1971. The agreement provided for the acquisition and stockpiling of 1,000 tons  $U_3O_8$  per year for the first three years, and some 200 tons in 1974, thus assuring Denison Mines Limited of a production level of 2,000 tons  $U_3O_8$  per year during the period 1971 through 1974. The government acquired a 76 per cent ownership of the joint stockpile by paying Denison Mines Limited \$4.56 per pound  $U_3O_8$ ; i.e., the material has a book value of \$6.00 per pound. A sum of \$29.5 million was voted to fund the joint stockpile under the Appropriation Act No. 1, 1971.

When the joint Canada-Denison Mines Limited stockpile venture was being conceived, it had been contemplated that either Eldorado Nuclear Limited or the Department of Energy, Mines and Resources might represent Canada in this venture. Eldorado Nuclear Limited was a competitor of Denison Mines Limited, however, and could be vying for the same markets as those which Denison Mines Limited might hope to exploit in selling the joint stockpile. Such a pairing of competitors did not seem desirable. Furthermore, the direct involvement of a government department which might have to deal with purchasers representing other governments could have led to unnecessary complications in arranging purchases.

Hence the government decided to form a new Crown Corporation called Uranium Canada, Limited, to represent Canada in all commercial activities relating to the purchase, storage and sale of the joint stockpile. As an agent of the government, UCAN would act as an intermediary between the government and Denison Mines Limited in all day-to-day relations required by the agreement.

In December 1971, the role of Uranium Canada, Limited was broadened when the government decided to release up to five million pounds  $U_3O_8$  from the second stockpile for sale by UCAN to Spain as part of the overall sales commitment then being negotiated by Denison Mines Limited with several Spanish utilities. Furthermore, the government decided that the responsibilities for the sale of any remaining amount of uranium in the general government stockpile should be transferred to UCAN so that it could act as an agent on behalf of the federal government in future disposals from the stockpile.

In November 1972 and May 1973 agreements were concluded committing some nine million pounds of Canadian uranium oxide for sale to Spain and some two million pounds to Japan. These sales will exhaust the joint Canada-Denison stockpile and will require the provision of five million pounds of uranium oxide from the general government stockpile, in order to fulfill the total commitment.

Ce n'est qu'en août 1966 qu'un producteur canadien a conclu le premier nouveau contrat à long terme d'approvisionnement en uranium. Le volume de vente des nouveaux contrats obtenus par les producteurs d'uranium était insuffisant pour soutenir une industrie minière viable. Le gouvernement fédéral, la Denison et l'Uranium Canada, Limitée ont donc décidé, le 1<sup>er</sup> janvier 1971, d'établir un programme conjoint de stockage. L'accord prévoyait l'achat et le stockage annuel de 1 000 tonnes d' $U_3O_8$ , les trois premières années du programme, et environ 200 tonnes en 1974, assurant à la Denison un niveau de production annuel de 2 000 tonnes, de 1971 à 1974. Le gouvernement devait acheter 76% des stocks en versant à la Denison \$4.56 la livre d' $U_3O_8$  c'est-à-dire que les concentrés devaient avoir une valeur comptable de \$6 la livre. Une somme de 29,5 millions de dollars a été votée en vertu de la Loi sur les subsides pour constituer les stocks conjoints.

Lors de la conception de l'entreprise conjointe de stockage Canada-Denison, les parties ont envisagé la possibilité que l'Eldorado Nucléaire ou le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources pourraient représenter le gouvernement du Canada. Mais l'Eldorado en tant que concurrent aurait pu être en rivalité avec la Denison sur les marchés où cette société pouvait espérer vendre les stocks conjoints. Un tel mariage de concurrents n'a pas semblé souhaitable. En outre, la participation directe d'un ministère, qui pourrait avoir à traiter avec des acheteurs représentant d'autres gouvernements, aurait pu compliquer inutilement les négociations d'achats.

Le gouvernement a donc décidé de constituer une nouvelle société de la Couronne, appelée Uranium Canada, Limitée, pour représenter le Canada dans toutes les activités commerciales relatives à l'achat, à l'entreposage et à la vente des stocks conjoints. Représentant du gouvernement, l'UCAN agirait en qualité d'intermédiaire entre le gouvernement et la Denison dans tous les rapports courants prévus à l'accord.

En décembre 1971, le rôle de l'Uranium Canada, Limitée a pris de l'expansion lorsque le gouvernement a décidé de prélever sur le second stock jusqu'à cinq millions de livres d' $U_3O_8$  vendues par l'UCAN à l'Espagne, comme partie du total des ventes aux termes d'un contrat négocié entre la Denison Mines Limited et plusieurs services espagnols. Le gouvernement a décidé, en outre, que la responsabilité de la vente de toute autre quantité d'uranium des stocks généraux du gouvernement, devrait être confiée à l'UCAN, afin que cette société puisse désormais agir comme représentant du gouvernement fédéral.

En novembre 1972 et en mai 1973, des engagements ont été conclus pour la vente d'environ neuf millions de livres d'oxyde d'uranium à l'Espagne et deux millions au Japon. Ces ventes épuiseront les stocks conjoints du Canada et de la Denison et exigeront le prélèvement de cinq millions de livres d'oxyde d'uranium des stocks généraux du gouvernement pour parfaire le total de la vente.



## LÉGENDE

— Limite de province structurale

**Sédiments aphébiens et héliques contenant des quartzites, des conglomérats et/ou des schistes carbonneux**

 Roches favorables aux gîtes de pegmatites et de granulites

★ Traces non spécifiées

Actuels	Anciens	Potentiels
1. Elliot Lake	1. Port Radium	1. Agnew Lake
2. Uranium City	2. Marian River	2. Rabbit Lake
	3. Bancroft	3. Makkovik
		4. Cluff Lake

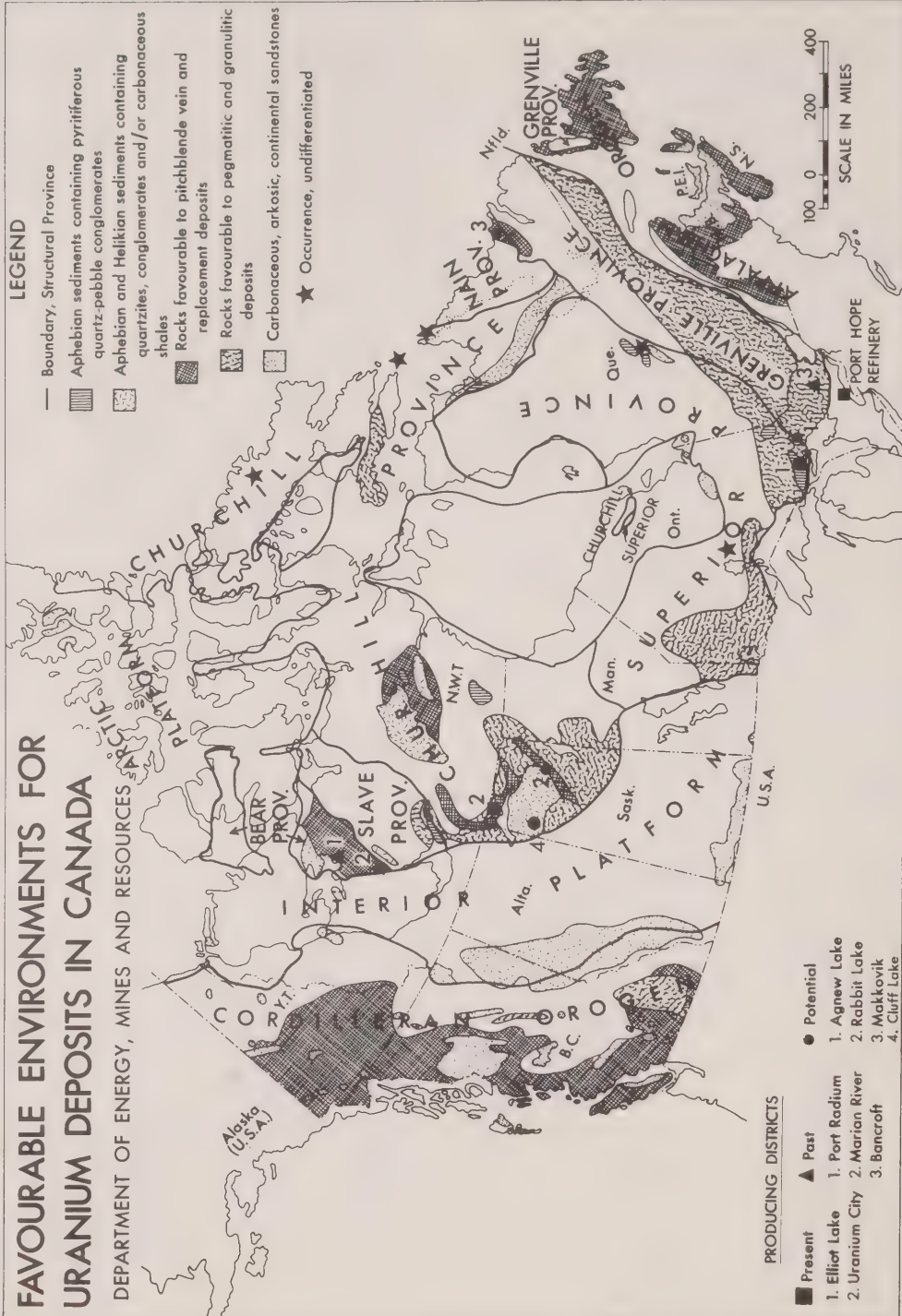
- Potentiels
- 1. Agnew Lake
- 2. Rabbit Lake
- 3. Makkovik
- 4. Cluff Lake

100 0 200 400  
ÉCHELLE EN MILES



# FAVOURABLE ENVIRONMENTS FOR URANIUM DEPOSITS IN CANADA

DEPARTMENT OF ENERGY, MINES AND RESOURCES











©  
Information Canada  
Ottawa, 1975

Cat. No.: CC71-1973    N° de cat.: CC71-1973

A1  
S 400  
A 56

# UCAN

1974

ANNUAL REPORT  
RAPPORT ANNUEL

URANIUM CANADA LIMITED/LIMITÉE



## 1974 ANNUAL REPORT

## Uranium Canada, Limited

## Contents

President's Letter . . . . .	3
List of Directors and Officers . . . . .	5
Description of Uranium Canada . . . . .	6
Auditor General's Report . . . . .	7
Balance Sheet . . . . .	8
Statement of Transactions . . . . .	9
Notes to Financial Statements . . . . .	12
Background . . . . .	13
Map . . . . .	15

## RAPPORT ANNUEL — 1974

## Uranium Canada, Limitée

## Table des matières

Lettre du Président . . . . .	3
Liste des membres du conseil d'administration et de la direction . . . . .	5
Description de la société Uranium Canada . . . . .	6
Rapport de l'auditeur général . . . . .	7
Bilan . . . . .	10
État des transactions . . . . .	11
Notes relatives aux états financiers . . . . .	12
Historique . . . . .	13
Carte . . . . .	16





## PRESIDENT'S LETTER

The Honourable Alastair W. Gillespie,  
Minister of Energy, Mines and Resources,  
House of Commons,  
Ottawa, Ontario.

Sir,

On behalf of the Board of Directors, I have the honour to submit the Annual Report of Uranium Canada, Limited for the year ended December 31st, 1974.

The primary role of the Company has been to hold title to the Crown's share of the joint venture stockpile of uranium ( $U_3O_8$ ) and to act on behalf of the federal government in the acquisition and sale of this uranium pursuant to contractual commitments made in previous years.

One small initial sale of 106,352 pounds of  $U_3O_8$  was made from this stockpile to two Spanish companies in June 1972. The remaining 6,318,152 pounds in the stockpile is committed for delivery under seven purchase/sales agreements with Spanish utilities signed in November 1972.

For the year 1974 actual deliveries against these agreements totalled 607,599 pounds of  $U_3O_8$ . A further 2.6 million pounds are scheduled for delivery in 1975 and the remainder of the joint venture stockpile, approximately 3.1 million pounds, is due for delivery in 1976.

A secondary role of Uranium Canada, Limited has been to act as sales agent for the government of Canada general stockpile of 19.3 million pounds of  $U_3O_8$  purchased by the federal government in the period 1963-1970. Of this stockpile, 2,755,566 pounds are scheduled for delivery to complete the Spanish contracts in 1976/77 and a further two million pounds are to be delivered to Japan in the period 1977-1981 under a contract with Tohoku Electric Power Company Inc.

In March 1974 the Cabinet approved in principle the Company's proposal to seek authority from the Governor in Council to obtain title to this general stockpile and to extend the objects of the company, by Supplementary Letters Patent, to include:

"to negotiate, execute and perform agreements for the purchase, stockpiling and sale of uranium concentrates and to do or procure the doing of anything necessary or incidental thereto, all subject to the approval of the Governor in Council".

## LETTRE DU PRÉSIDENT

L'honorable Alastair W. Gillespie  
Ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources  
Chambre des communes  
Ottawa (Ontario)

Monsieur le ministre,

Au nom du Conseil d'administration, j'ai l'honneur de vous présenter le rapport annuel de l'Uranium Canada, Limitée pour l'exercice clos au 31 décembre 1974.

Le premier rôle de la société a consisté à détenir au nom de la Couronne les titres des stocks d'uranium ( $U_3O_8$ ) en co-propriété et d'agir en qualité de représentant du gouvernement fédéral pour ce qui touche l'acquisition et la vente de cet uranium conformément aux engagements contractuels pris au cours des années précédentes.

En juin 1972, une première petite partie de ces stocks, soit 106 352 livres d' $U_3O_8$ , a été vendue à deux sociétés espagnoles. Le reste des stocks (6 318 152 livres) doit être livré en vertu de sept accords d'achat-vente conclus en novembre 1972 avec des sociétés espagnoles de service public.

Les livraisons effectuées en 1974 en vertu de ces engagements se sont élevées à 607 599 livres d' $U_3O_8$ . On prévoit livrer encore 2,6 millions de livres en 1975 et le reste des stocks en co-propriété, soit approximativement 3,1 millions de livres, doit être livré en 1976.

Uranium Canada, Limitée a eu comme rôle secondaire d'agir comme distributeur des stocks généraux (19,3 millions de livres d' $U_3O_8$ ) achetés par le gouvernement canadien entre 1963 et 1970. De ces stocks, 2 755 566 livres doivent être livrées en 1976-77 en exécution des contrats conclus avec les sociétés espagnoles et deux millions de livres doivent être livrées à des sociétés japonaises entre 1977 et 1981 conformément à un contrat conclu avec la Tohoku Electric Power Company Inc.

En mars 1974, le Conseil des ministres a approuvé en principe le projet selon lequel la société demanderait au Gouverneur en conseil l'autorisation d'obtenir les titres de ces stocks généraux et d'étendre, au moyen de lettres patentes supplémentaires, les objets de la société de façon à inclure les activités suivantes:

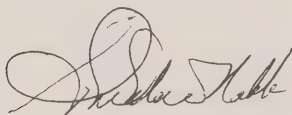
«conclure, signer et exécuter des accords en vue de l'achat, du stockage et de la vente de concentrés d'uranium et faire ou obtenir tout ce qui est nécessaire ou accessoire à ces activités, le tout sous réserve de l'approbation du Gouverneur en conseil».

Authority to make application for the grant of Supplementary Letters Patent was obtained from the Governor in Council in March 1975 and subsequently the Company's Board of Directors, at a meeting on 29th April 1975, passed By-Law No. 4 authorizing formal application to the Minister of Consumer and Corporate Affairs. On the same day the By-Law was sanctioned by the Shareholders at a special general meeting as required by the Canada Corporations Act. The application was granted by the Minister of Consumer and Corporate Affairs and Supplementary Letters Patent were issued on 3rd June 1975.

In accordance with the new uranium policy for Canada announced on 5th September 1974, the uranium remaining in the Government of Canada general stock-pile, after making allowances for the quantities required for the Spanish and Japanese contracts mentioned in this letter, will be disposed of solely within the domestic market and, prior to its total disposal, will be available on a commercial loan basis to meet any short term needs of Canadian producers or Canadian utilities, provided that at all times it will be further processed by Canadian facilities.

The uranium market has recovered from the uncertain conditions of the early 1970's. In 1974 the uranium industry experienced a dramatic shift from a buyer's to a seller's market. The price of uranium rose, and this, combined with the increased demand from users, will lead to an increase in exploration in Canada. The rapidly growing demands for uranium present a major challenge to all involved with this commodity.

For the Directors,



Ottawa, Canada  
October, 1975.

G. M. MacNabb,  
President.

En mars 1975, le Gouverneur en conseil a accordé l'autorisation de demander l'octroi de lettres patentes supplémentaires et, au cours d'une réunion tenue le 29 avril 1975, le conseil d'administration a adopté le règlement n° 4 pour autoriser la présentation d'une demande officielle au ministre de la Consommation et des Corporations. La même journée, les sociétaires ont ratifié le règlement au cours d'une réunion générale spéciale, comme l'exige la Loi sur les corporations canadiennes. Le ministre de la Consommation et des Corporations a accédé à cette demande et les lettres patentes supplémentaires ont été octroyées le 3 juin 1975.

Conformément à la nouvelle politique canadienne de l'uranium annoncée le 5 septembre 1974, le reste des stocks généraux d'uranium du gouvernement fédéral, après les déductions voulues pour respecter les contrats qui ont été conclus avec les sociétés espagnoles et japonaises et que j'ai déjà mentionné dans la présente lettre, sera entièrement écoulé sur le marché canadien et, avant qu'il ne soit entièrement vendu, il pourra être offert à titre de prêt commercial pour répondre aux besoins à court terme des producteurs et des services publics du Canada, pourvu que sa transformation ultérieure soit toujours assurée par des établissements canadiens.

Le marché de l'uranium s'est remis de la situation incertaine du début des années 70. En 1974, l'industrie de l'uranium a connu une réorientation spectaculaire: le marché qui était à la baisse est devenu favorable au vendeur. Le prix de l'uranium a monté et cette hausse, ajoutée à la demande accrue des usagers, suscitera une reprise de l'exploration au Canada. L'accroissement rapide de la demande d'uranium présente un défi d'importance à tous ceux qui s'intéressent à ce produit.

Au nom du Conseil d'administration



Ottawa, Canada  
Octobre, 1975

Le président,  
G.M. MacNabb

## DIRECTORS

Thomas K. Shoyama  
Deputy Minister  
Department of Energy, Mines and Resources

Gordon M. MacNabb  
Senior Assistant Deputy Minister  
Department of Energy, Mines and Resources

Jean-Paul Drolet  
Assistant Deputy Minister  
Mineral Development  
Department of Energy, Mines and Resources

A. M. Guérin  
Assistant Deputy Minister  
Department of Industry, Trade and Commerce

Pamela A. McDougall  
Director General  
Bureau of Economic and Scientific Affairs  
Department of External Affairs

Dr. O. J. C. Runnalls  
Senior Adviser, Uranium and Nuclear Energy  
Department of Energy, Mines and Resources

James T. Lyon  
Senior Adviser, Legal  
Department of Energy, Mines and Resources

## OFFICERS

Gordon M. MacNabb  
President

Dr. O. J. C. Runnalls  
Executive Vice-President

Jean-Paul Drolet  
Vice-President

Thomas K. Shoyama  
Vice-President (Finance)

James T. Lyon  
Secretary

## CONSEIL D'ADMINISTRATION

Thomas K. Shoyama  
Sous-ministre  
Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources

Gordon M. MacNabb  
Premier sous-ministre adjoint  
Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources

Jean-Paul Drolet  
Sous-ministre adjoint  
Exploitation minière  
Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources

A. M. Guérin  
Sous-ministre adjoint  
Ministère de l'Industrie et du Commerce

Pamela A. McDougall  
Directeur général  
Bureau des affaires économiques et scientifiques  
Ministère des Affaires extérieures

O. J. C. Runnalls  
Conseiller supérieur, Uranium et énergie nucléaire  
Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources

James T. Lyon  
Conseiller juridique supérieur  
Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources

## DIRECTION

Gordon M. MacNabb  
Président

O. J. C. Runnalls  
Vice-président exécutif

Jean-Paul Drolet  
Vice-président

Thomas K. Shoyama  
Vice-président (Finances)

James T. Lyon  
Secrétaire



## URANIUM CANADA, LIMITED

Uranium Canada, Limited is a Crown corporation incorporated in June 1971 under the Canada Corporations Act pursuant to Energy, Mines and Resources Vote L11c of the Appropriation Act No. 1, 1971 and the Atomic Energy Control Act. It is for all its purposes an agent of Her Majesty and its powers may be exercised only as an agent of Her Majesty. The shares of the Company, with the exception of the qualifying shares of the Directors, are held by a Minister of the Crown in trust for Her Majesty.

The member of the Privy Council designated by the Governor in Council as the Minister for the purposes of the Atomic Energy Control Act is the Minister of Energy, Mines and Resources.

UCAN\* is responsible to act as an agent on behalf of the federal government with respect to the acquisition and future sales of the joint stockpile of uranium concentrates established under the agreement with Denison Mines Limited, entered into as of January 1, 1971. Denison Mines Limited acts as the sales agent for the concentrates in the joint stockpile including negotiating for and endeavouring to secure contracts with customers.

UCAN also acts as the agent on behalf of the federal government for future sales from the general government stockpile.

The Corporation is a Schedule "C" agency corporation under the Financial Administration Act.

The Head Office is located at 580 Booth Street in the City of Ottawa, Ontario.

\* Registered Trade Mark

## URANIUM CANADA, LIMITÉE

Uranium Canada, Limitée est une société de la Couronne constituée en corporation en juin 1971 en vertu de la Loi sur les corporations canadiennes et conformément au crédit L11C (ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources) de la Loi n° 1 de 1971 portant affectation de crédits et à la Loi sur le contrôle de l'énergie atomique. Elle est à toutes ses fins un représentant de Sa Majesté et ne peut exercer ses pouvoirs qu'en cette qualité. Exception faite des actions statutaires des membres du Conseil d'administration, les actions de la société sont gardées en dépôt pour Sa Majesté par un ministre de la Couronne.

Le membre du Conseil privé nommé par le Gouverneur en conseil comme ministre aux fins de l'application de la Loi sur le contrôle de l'énergie atomique est le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources.

L'UCAN\* est chargée d'agir en qualité de représentant du gouvernement fédéral en ce qui concerne l'achat et les ventes futures des stocks en co-propriété de concentrés d'uranium constitués en vertu de l'entente conclue avec la Denison Mines Limited en date du 1<sup>er</sup> janvier 1971. La Denison Mines Limited agit en qualité d'agent de ventes des concentrés de ces stocks, négocie avec les clients et tente d'obtenir des contrats.

L'UCAN agit également en qualité de représentant du gouvernement fédéral en ce qui concerne les ventes futures des concentrés des réserves générales du gouvernement.

L'UCAN est une société de la Couronne inscrite à l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Son siège social est situé au 580, rue Booth à Ottawa.

\* Marque déposée.

Report to the  
Minister of Energy, Mines and Resources  
on the examination of the  
accounts and financial statements of  
Uranium Canada, Limited  
for the year ended December 31, 1974

Ottawa,  
October 6, 1975.

The Honourable Alastair W. Gillespie, P.C., M.P.,  
Minister of Energy, Mines and Resources,  
Ottawa, Ontario.

Dear Mr. Gillespie,

I have examined the balance sheet of Uranium Canada, Limited as at December 31, 1974 and the statement of transactions in joint uranium stockpile for the year then ended. My examination included a general review of the accounting procedures and such tests of accounting records and other supporting evidence as I considered necessary in the circumstances.

In my opinion, these financial statements give a true and fair view of the financial position of the Corporation as at December 31, 1974 and the results of its operations for the year then ended, in accordance with generally accepted accounting principles applied on a basis consistent with that of the preceding year.

I further report that, in my opinion, proper books of account have been kept by the Corporation, the financial statements are in agreement therewith and the transactions that have come under my notice have been within the statutory powers of the Corporation.

Yours sincerely,

J. J. Macdonell  
Auditor General of Canada.

Rapport au ministre de  
l'Énergie, des Mines et des Ressources  
sur l'examen  
des comptes et des états financiers de  
Uranium Canada, Limitée  
pour l'année terminée le 31 décembre 1974

Ottawa,  
le 6 octobre 1975

L'honorable Alastair W. Gillespie, C.P., député  
Ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources  
Ottawa (Ontario)

Monsieur le Ministre,

J'ai examiné le bilan de Uranium Canada, Limitée au 31 décembre 1974, ainsi que l'état des transactions touchant le stock conjoint d'uranium pour l'année terminée à cette date. Mon examen a comporté une revue générale des méthodes de comptabilité et les sondages de registres comptables et de pièces justificatives que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

A mon avis, ces états financiers présentent un aperçu juste et fidèle de la situation financière de la Société au 31 décembre 1974, ainsi que les résultats de son exploitation pour l'année terminée à cette date, conformément aux principes comptables généralement reconnus, et appliqués de la même manière qu'au cours de l'année précédente.

De plus, je déclare que la Société, à mon avis, a tenu des livres de comptabilité appropriés, que les états financiers sont conformes à ces derniers et que les opérations dont j'ai eu connaissance ont été effectuées dans le cadre de ses pouvoirs statutaires.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

L'Auditeur général du Canada  
J.J. Macdonell

**URANIUM CANADA, LIMITED**  
(Incorporated under the Canada Corporations Act)

**BALANCE SHEET**

as at December 31, 1974

ASSETS	1974	1973
Accounts receivable (See Note 4) . . . . .	\$ 2,512,388	\$ 21,286
Prepaid selling expense . . . . .	128,346	29,076
Interest in joint stockpile of uranium concentrates, at cost . . . . .	26,392,479	26,261,937
	<u>\$29,033,213</u>	<u>\$26,312,299</u>
 LIABILITIES	 1974	 1973
Accounts payable . . . . .	\$ 116,504	\$ 72,158
Contractor's holdbacks . . . . .	146,659	440,383
Equity of Canada:		
Advances from Canada (See Note 1) . . . . .	29,137,081	25,916,069
Less deficit		
Balance at beginning of year . . . . .	116,320	116,320
Loss for the year . . . . .	250,720	.....
Balance at end of year . . . . .	367,040	116,320
	28,770,041	25,799,749
Capital stock: Authorized and issued—1,000 shares of no par value . . . . .	9	9
	<u>28,770,050</u>	<u>25,799,758</u>
	<u>\$29,033,213</u>	<u>\$26,312,299</u>

The accompanying notes are an integral part of the financial statements.

Approved on behalf of the Board:

G. M. MacNabb  
Director

James T. Lyon  
Director

I have examined the above balance sheet and the related statement of transactions in joint uranium stockpile and have reported thereon under date of October 6, 1975 to the Minister of Energy, Mines and Resources.

J. J. Macdonell  
Auditor General of Canada

# URANIUM CANADA, LIMITED

## Statement of transactions in joint uranium stockpile for the year ended December 31, 1974

	Cost to Canada of 76% share	
	1974	1973
Stockpile of uranium concentrates at January 1 . . . . .	\$26,261,937	\$18,063,460
Expenditures during year:		
Purchase of uranium concentrates . . . . .	2,938,815	8,135,707
Storage, weighing and sampling . . . . .		438
Freight . . . . .	2,037	62,332
	<u>2,940,852</u>	<u>8,198,477</u>
	29,202,789	26,261,937
Less: Cost of sales . . . . .	<u>2,810,310</u>	<u>          </u>
Stockpile of uranium concentrates at December 31 . . . . .	<u>\$26,392,479</u>	<u>\$26,261,937</u>
Sales . . . . .	\$ 2,650,685	\$ <u>          </u>
Cost of sales . . . . .	2,810,310	<u>          </u>
Selling expenses . . . . .	91,095	<u>          </u>
	<u>2,901,405</u>	<u>          </u>
Loss for the year . . . . .	<u>\$ 250,720</u>	<u>\$ <u>          </u></u>



# URANIUM CANADA, LIMITÉE

(Constituée en vertu de la Loi sur les corporations canadiennes)

## BILAN

au 31 décembre 1974

ACTIF	1974	1973
Comptes à recevoir (voir note 4) . . . . .	\$ 2 512 388	\$ 21 286
Frais de vente payés d'avance . . . . .	128 346	29 076
Intérêt dans le stock conjoint, de concentrés d'uranium, au coût . . . . .	26 392 479	26 261 937
	<u>\$29 033 213</u>	<u>\$26 312 299</u>
 PASSIF	 1974	 1973
Comptes à payer . . . . .	\$ 116 504	\$ 72 158
Retenues des contracteurs . . . . .	146 659	440 383
Avoir de l'État		
Avances du Canada (voir note 1) . . . . .	29 137 081	25 916 069
Moins déficit		
Solde au début de l'année . . . . .	116 320	116 320
Perte pour l'année . . . . .	250 720	.....
Solde à la fin de l'année . . . . .	367 040	116 320
	<u>28 770 041</u>	<u>25 799 749</u>
Capital-actions: Autorisé et émis — 1 000 actions sans valeur au pair . . . . .	9	9
	<u>28 770 050</u>	<u>25 799 758</u>
	<u>\$29 033 213</u>	<u>\$26 312 299</u>

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

Approuvé au nom du Conseil d'administration:

Administrateur  
G.M. MacNabb

Administrateur  
James T. Lyon

J'ai examiné le bilan ci-dessus et l'état des transactions touchant le stock conjoint d'uranium s'y rapportant et j'en ai fait rapport le 6 octobre 1975 au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources.

L'Auditeur général du Canada  
J.J. Macdonell

# URANIUM CANADA, LIMITÉE

État des transactions touchant le stock conjoint d'uranium  
pour l'année terminée le 31 décembre 1974

	Coût au Canada 76% des actions	
	<u>1974</u>	<u>1973</u>
Stock conjoint de concentrés d'uranium au 1 <sup>er</sup> janvier . . . . .	\$26 261 937	\$18 063 460
Dépenses pour l'année		
Achat de concentrés d'uranium . . . . .	2 938 815	8 135 707
Entreposage, pesée et échantillonnage . . . . .		438
Transport . . . . .	<u>2 037</u>	<u>62 332</u>
	<u>2 940 852</u>	<u>8 198 477</u>
	29 202 789	26 261 937
Moins: Coût des marchandises vendues . . . . .	<u>2 810 310</u>	<u>          </u>
Stock conjoint de concentrés d'uranium au 31 décembre . . . . .	<u>\$26 392 479</u>	<u>\$26 261 937</u>
Ventes . . . . .	<u>\$ 2 650 685</u>	<u>\$ . . . . .</u>
Coût des marchandises vendues . . . . .	2 810 310	<u>          </u>
Dépenses de ventes . . . . .	<u>91 095</u>	<u>          </u>
	<u>2 901 405</u>	<u>          </u>
Perte pour l'année . . . . .	<u>\$ 250 720</u>	<u>\$ . . . . .</u>

# URANIUM CANADA, LIMITED

## Notes to the Financial Statements

### 1. Advances from Canada

An amount of \$29,500,000 has been provided by a parliamentary appropriation for the acquisition of uranium concentrates in the fiscal years 1970-71 to 1974-75 inclusive, of which \$29,464,033 had been disbursed by December 31, 1974. Refunds totalling \$326,952 have been made by the Corporation to Canada in respect of these advances.

2. The joint stockpile of uranium concentrates is held for conversion in Metropolis, Illinois, U.S.A. in accordance with sales agreements.
3. The Corporation has entered into sales agreements for the entire joint stockpile at firm unit prices applicable to the year of delivery. Based on these unit prices and the deliveries specified in the agreements, which deliveries may be varied by the purchasers, the Corporation may experience a loss of up to \$1,000,000.

The Corporation, as the government's sales agent for the joint stockpile material purchased from Denison Mines and the general government stockpile acquired since 1963, entered into seven purchase/sales agreements in November 1972 with electric utilities in Spain. The agreements provided for the sale of all the joint stockpile material as well as a portion of the general government stockpile. The income from such sales is expected to more than reimburse Canada for the moneys expended for the purchase of the material sold under these agreements.

4. Accounts receivable include \$1,589,622 which is not due until 1976 in accordance with the terms of payment specified in the sales agreements with the Spanish companies.
5. The Corporation's seven directors receive no remuneration as directors. The Corporation's five officers, who are also directors, receive no remuneration as officers.
6. The Department of Energy, Mines and Resources expended \$3,013 from Vote 10 on behalf of the Corporation for operating expense. The Department provides administrative services to the Corporation without charge.

# URANIUM CANADA, LIMITÉE

## Notes aux états financiers

### 1. Avances du Canada

Un montant de \$29 500 000 a été pourvu par un crédit parlementaire pour des achats de concentrés d'uranium pour les années fiscales allant de 1970-71 à 1974-75 inclusivement, dont \$29 464 033 avaient été déboursés au 31 décembre 1974. Un montant de \$326 952 a été remboursé au gouvernement canadien sur ces avances.

2. Le stock conjoint de concentrés d'uranium est utilisé pour fins de conversion à Métropolis, Illinois, U.S.A. conformément aux ententes de ventes.
3. La Société a conclu des ententes de ventes pour le stock conjoint en entier, à des prix unitaires fermes, qui s'appliqueront dans l'année de livraison. Fondé sur ces prix unitaires et les livraisons spécifiées dans les ententes, lesquelles sont sujettes à variation par les acheteurs, la Société peut subir une perte d'environ \$1 000 000.

La Société, agissant à titre d'agent de ventes pour le gouvernement relativement au stock conjoint acheté de la «Denison Mines» et au stock général du gouvernement acquis depuis 1963, a conclu sept ententes de ventes/achats en novembre 1972 avec des services d'utilité publique d'électricité en Espagne. Ces ententes prévoyaient la vente de tout le stock conjoint ainsi qu'une partie du stock général du gouvernement. On s'attend à ce que le revenu de ces ventes rembourse au gouvernement plus que les deniers dépensés pour l'achat du matériel vendu en vertu de ces ententes de ventes.

4. Les comptes à recevoir comprennent un montant de \$1 589 622 qui n'est dû qu'en 1976 en vertu des termes de remboursement spécifiés dans les ententes de ventes avec les compagnies d'Espagne.
5. Aucune rémunération n'a été versée aux sept administrateurs. Les cinq fonctionnaires de la Société qui agissent aussi en tant qu'administrateurs, ne reçoivent aucune rémunération en tant que tels.
6. Le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources a encouru du crédit parlementaire 10, des dépenses d'exploitations de l'ordre de \$3 013 pour la Société. Des services administratifs sont fournis gratuitement à la Société par le Ministère.

## BACKGROUND

The uranium industry started in Canada in the early 1930's with the development of the Port Radium Mine at Great Bear Lake. The mine was expropriated in 1943 to supply uranium to the American-Anglo-Canadian research project. In 1947 industry was permitted to take part in uranium exploration. Significant deposits were discovered.

The Canadian uranium industry grew rapidly until 1959 and then declined dramatically through the early 1960's due in part to decisions by the United States and the United Kingdom against taking up options to purchase uranium beyond 1963. Efforts were made by the Canadian government to lessen the impact of the decline. Finally, to retain a nucleus of production, the government commenced a stockpiling program.

The first stockpile was purchased during the period July 1963 through July 1964 from three companies — Denison Mines Limited, Rio Algom Mines Limited and Canadian Faraday Corporation Limited. The second stockpile was acquired during the period July 1965 through July 1970 from Denison, Rio Algom, Eldorado Mining and Refining Limited and Stanrock Uranium Mines Limited. The two stockpiles, now collectively referred to as the Government of Canada general stockpile, totalled 19.3 million pounds of  $U_3O_8$  at a purchase cost of \$101 million.

A third stockpile, the joint venture stockpile, was agreed upon between the federal government, Denison Mines Limited and Uranium Canada, Limited on January 1st 1971. A sum of \$29.5 million was voted under the Appropriation Act No. 1, 1971, and 6.4 million pounds of  $U_3O_8$  were obtained during the years 1971 through 1974. The government acquired a 76 per cent ownership by paying Denison \$4.56 per pound of  $U_3O_8$  against a book value of \$6.00 per pound.

To represent the government in all commercial activities relating to the purchase, storage and sale of the joint venture stockpile a new Crown corporation was formed in 1971 called Uranium Canada, Limited (UCAN). As an agent of the government UCAN would act as an intermediary between the government and Denison in all day-to-day relations required by the January 1971 agreement.

This role was broadened in December 1971 when it was decided that UCAN would also act as agent of the federal government for sales of uranium from the Government of Canada general stockpile.

## HISTORIQUE

L'industrie canadienne de l'uranium a pris naissance au début des années 30 avec l'installation de la mine Port Radium près du Grand lac de l'Ours. On a exproprié cette mine en 1943 pour alimenter en uranium le projet de recherche américano-anglo-canadien. En 1947, l'industrie est autorisée à participer à la recherche de l'uranium. D'importants gisements ont été découverts par la suite.

L'industrie canadienne de l'uranium a pris un essor rapide jusqu'en 1959, puis elle s'est repliée brusquement au début des années 60, en partie parce que les États-Unis et le Royaume-Uni ont refusé de prendre toute option d'achat d'uranium au-delà de 1963. Le gouvernement canadien s'est efforcé de réduire les effets de cette régression. Finalement, afin de maintenir un noyau de production, le gouvernement a décidé d'établir un programme de stockage.

Les premiers stocks gouvernementaux, constitués de juin 1963 à juillet 1964, furent achetés à trois sociétés — Denison Mines Limited, Rio Algom Mines Limited et Canadian Faraday Corporation Limited. Dans le cadre du second programme de stockage, mis en œuvre de juillet 1965 à juillet 1970, le gouvernement a acheté de l'uranium aux sociétés Denison, Rio Algom, Eldorado Mining and Refining Limited et Stanrock Uranium Mines Limited. Les stocks qui sont maintenant désignés sous le nom de stocks généraux du gouvernement du Canada comprennent 19,3 millions de livres d' $U_3O_8$  dont le coût total s'élève à 101 millions de dollars.

Le gouvernement fédéral, la Denison Mines Limited et l'Uranium Canada, Limitée ont décidé le 1<sup>er</sup> janvier 1971 d'établir un troisième programme, soit celui des stocks conjoints. Une somme de 29,5 millions de dollars a été accordée en vertu de la Loi n° 1 de 1971 portant affectation de crédits et 6,4 millions de livres d' $U_3O_8$  ont été achetées entre 1971 et 1974. Le gouvernement devait acheter 76% des stocks en versant à la Denison \$4,56 la livre d' $U_3O_8$  contre une valeur comptable de \$6 la livre.

En 1971, le gouvernement a décidé de constituer une nouvelle société de la Couronne, appelée Uranium Canada, Limitée (UCAN) pour représenter le Canada dans toutes les activités commerciales relatives à l'achat, à l'entreposage et à la vente des stocks conjoints. Représentant du gouvernement, l'UCAN agirait en qualité d'intermédiaire entre le gouvernement et la Denison dans tous les rapports courants prévus à l'accord de janvier 1971.

Ce rôle a été élargi en décembre 1971 lorsque le gouvernement a décidé que l'UCAN agirait également comme représentant du gouvernement fédéral pour les ventes d'uranium des stocks généraux du gouvernement.



In November 1972 and May 1973 agreements were concluded with nine Spanish companies and one Japanese company for sales of approximately eleven million pounds of  $U_3O_8$ . These sales will exhaust the joint venture stockpile and will require up to five million pounds from the Government of Canada general stockpile.

A significant change was experienced in 1974 in the international uranium market. Acceleration of nuclear programs, due to the 1973 oil crisis, and the unexpected curtailment of marketing activities by several producers caused a dramatic shift from a surplus to a deficit market. To provide for orderly growth of the Canadian industry while protecting the needs of the domestic nuclear program, a new uranium policy for Canada was announced by the federal government on September 5th, 1974.

Sufficient uranium must be reserved for domestic use to enable each nuclear power reactor which is operating, committed for construction, or planned for operation ten years into the future, to operate at an annual capacity factor of 80 per cent for thirty years. Surplus uranium available for sale to foreign customers is to be exported in the most advanced form possible unless specific exemption is granted.

In a further announcement on December 20th, 1974 the federal government outlined more stringent safeguards in respect of the sale abroad of Canadian nuclear material.

En novembre 1972 et en mai 1973, des engagements ont été conclus pour la vente d'approximativement onze millions de livres d' $U_3O_8$  à neuf sociétés espagnoles et une société japonaise. Ces ventes épuiseront les stocks conjoints et nécessiteront le prélèvement de jusqu'à cinq millions de livres de stocks généraux du gouvernement du Canada.

En 1974, un important changement a marqué le marché international de l'uranium. L'accélération de la réalisation des programmes nucléaires, causée par la crise du pétrole de 1973, et la diminution imprévue des activités de mise en marché de plusieurs producteurs ont provoqué un changement subit: le marché est devenu en hausse. Le 5 septembre 1974, le gouvernement fédéral a annoncé une nouvelle politique canadienne de l'uranium pour assurer l'expansion ordonnée de l'industrie canadienne tout en subvenant aux besoins du programme nucléaire du pays.

Il faut réserver suffisamment d'uranium destiné aux utilisations intérieures pour permettre à chaque réacteur de puissance qui est en exploitation, dont la construction a fait l'objet d'un engagement ou dont la mise en service est prévue pour les dix prochaines années, de fonctionner à une capacité moyenne annuelle de 80% pendant 30 ans. Le surplus d'uranium dont on pourra disposer pour la vente aux clients étrangers sera exporté après le traitement maximal du produit à moins qu'une exemption particulière ne soit accordée.

Dans un autre communiqué daté du 20 décembre 1974, le gouvernement fédéral a tracé les grandes lignes de garanties plus rigoureuses à l'égard des ventes à l'étranger des matériaux nucléaires canadiens.

# FAVOURABLE ENVIRONMENTS FOR URANIUM DEPOSITS IN CANADA

DEPARTMENT OF ENERGY, MINES AND RESOURCES




## LÉGENDE

— Limite de province structurale


**Sédiments aphébiens contenant des conglomérats de galets quartzeux pyritifères**

**Sédiments aphebiens et hélikiens contenant des quartzites, des conglomérats et/ou des schistes carbonneux**

 Roches favorables aux filons de pegblende  
et aux gisements de substitution



Roches favorables aux gîtes de pegmatites  
et de granulites

 Grès continentaux carbonneux et arkosiques

★ Traces non spécifiées

Actuals

Anciens

## ● Potentiels

1. Elliot Lake
2. Uranium City
3. Rabbit Lake

1. Agnew Lake
2. Bancroft
3. Makkovik
4. Cluff Lake
5. Birch Island







Information Canada  
Ottawa, 1975

Cat. No.: CC71-1974 N° de cat.: CC71-1974

CA1  
MS 400  
A 56

# U CAN

1975

ANNUAL REPORT  
RAPPORT ANNUEL

URANIUM CANADA LIMITED/LIMITÉE



## 1975 ANNUAL REPORT

## Uranium Canada, Limited

Contents	Page
President's Letter .....	3
List of Directors and Officers .....	5
Description of Uranium Canada .....	6
Auditor General's Report .....	7
Balance Sheet .....	8
Statement of Transactions .....	9
Notes to Financial Statements .....	12
Background .....	13
Outlook .....	15
Map .....	15

## RAPPORT ANNUEL – 1975

## Uranium Canada, Limitée

Table des matières	Page
Lettre du Président .....	3
Liste des membres du conseil d'administration et de la direction .....	5
Description de la société Uranium Canada .....	6
Rapport de l'auditeur général .....	7
Bilan .....	10
État des transactions .....	11
Notes relatives aux états financiers .....	12
Historique .....	13
Perspectives .....	15
Carte .....	16





## PRESIDENT'S LETTER

The Honourable Alastair W. Gillespie  
Minister of Energy, Mines and Resources  
House of Commons  
Ottawa, Ontario

Sir,

On behalf of the board of directors, I have the honour to submit the Annual Report of Uranium Canada, Limited for the year ended December 3, 1975.

Negotiations with our customers were commenced early in 1975 to adjust prices for uranium concentrates to be delivered against existing contracts in the years 1975 through 1981. Using acquisition costs and interest rates prevailing during the period of stockpiling and storage, base prices as at January 1, 1975 were calculated for  $U_3O_8$  in concentrates to be delivered from the Government of Canada general stockpile and from the joint venture stockpile.

Negotiations with Tohoku Electric Power Company, Inc. were successfully concluded at Sendai, Japan in February when Tohoku agreed to the base price proposed by UCAN plus interest at prevailing rates from January 1, 1975 to time of delivery. UCAN agreed to give Tohoku an option permitting Tohoku to take early delivery of any remaining quantity of concentrates. Delivery of the total order of 1,000 tons  $U_3O_8$  is currently scheduled for the period 1977 through 1981.

Similar negotiations were conducted with the owners of seven nuclear power plants in Spain and agreement was reached in Madrid in April. The Spanish customers agreed to a "weighted" base price for  $U_3O_8$  to be delivered from both stockpiles plus interest to time of delivery and a further amount of interest to time of payment if a customer chooses the extended payment period specified in the contracts. The Spanish also have an option to take earlier or later deliveries.

Formal agreements with Tohoku and with the Spanish utilities reflecting the results of these negotiations received Governor-in-Council approval in December 1975 and February 1976 respectively, and have now been executed by all parties.

Deliveries from the joint venture stockpile to Spain during the year totalled 2.6 million pounds  $U_3O_8$  in

## LETTRE DU PRÉSIDENT

L'honorable Alastair W. Gillespie  
Ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources  
Chambre des communes  
Ottawa (Ontario)

Monsieur le Ministre,

Au nom du Conseil d'administration, j'ai l'honneur de vous présenter le rapport annuel de l'Uranium Canada, Limitée, pour l'exercice clos le 31 décembre 1975.

Nous avons commencé tôt en 1975 à négocier avec nos clients en vue de redresser les prix des concentrés d'uranium qui doivent être livrés au cours des années 1975 à 1981 en vertu de contrats existants. En nous servant des coûts d'acquisition et des taux d'intérêt qui avaient cours pendant la période de constitution des stocks et de stockage, nous avons calculé les prix de base, au 1<sup>er</sup> janvier 1975, de l' $U_3O_8$  sous forme de concentrés, devant être livrés à partir des stocks de réserve généraux du gouvernement du Canada et des stocks en copropriété.

Les négociations engagées avec la Tohoku Electric Power Company, Inc., à Sendai (Japon), ont abouti en février lorsque la Tohoku a accepté le prix de base proposé par UCAN, plus l'intérêt aux taux pratiqués du 1<sup>er</sup> janvier 1975 jusqu'à la date de livraison. L'UCAN a accepté de donner à la Tohoku une option qui lui permet de prendre livraison plus tôt de tout solde des concentrés. On prévoit actuellement que la commande de 1 000 tonnes d' $U_3O_8$  sera exécutée en totalité au cours de la période de 1977 à 1981.

Des négociations semblables ont eu lieu avec les propriétaires de sept centrales nucléaires d'Espagne et un accord est intervenu à Madrid en avril 1975. Les clients espagnols ont accepté un prix de base «pondéré» pour l' $U_3O_8$  devant être livré à partir des deux stocks, plus l'intérêt couru au moment de la livraison et un montant supplémentaire à titre d'intérêt calculé jusqu'au moment du paiement, si le client choisit d'utiliser les délais de paiement prévus dans les contrats. Les Espagnols ont eux aussi le choix de prendre livraison du solde d' $U_3O_8$  quand ils le désirent.

Les accords officiels, conclus à la suite de ces négociations avec la Tohoku et les entreprises espagnoles de service public qui ont résulté de ces négociations, ont reçu l'approbation du Gouverneur en conseil en décembre 1975 et en février 1976 respectivement, et ont été signés par toutes les parties.

Au cours de l'exercice financier, les livraisons faites à l'Espagne à partir des stocks en copropriété se sont

concentrates. The remainder of the stockpile, approximately 3.1 million pounds, is scheduled to be delivered against the Spanish agreements in 1976 prior to commencement of deliveries from the Government of Canada general stockpile.


Title to the Government of Canada general stockpile was transferred to UCAN on May 3, 1976. Governor in Council approved the transaction on April 27, 1976. The stockpile contains 19.2 million pounds of  $U_3O_8$  equivalent in concentrates, of which approximately 2.7 million pounds are committed to complete the sales to Spanish utilities and a further 2 million pounds are committed for the sale to the Japanese utility.

In accordance with Canada's Uranium Policy announced on September 5, 1974, the remainder of this stockpile will be disposed of solely within the domestic market and, prior to its total disposal, will be available on a commercial loan basis to meet any short-term needs of Canadian producers or Canadian utilities provided that at all times it will be further processed by Canadian facilities.

The board of directors at a meeting in April, 1975, passed a resolution authorizing the corporation to be a subscriber to the Uranium Institute and giving the President and the Secretary authority to execute the Memorandum and Articles of Association of the Institute. The Institute was inaugurated in London, England, on June 12, 1975. One of its chief objects is to promote the development of the use of uranium for peaceful purposes, in order to assist in safeguarding the future availability of world energy supplies. UCAN is one of the sixteen founding members which include uranium producers in Australia, Canada, France, South Africa and the U.K.

With regret the board of directors in 1975 accepted the resignation of Mr. James T. Lyon. During the period he served on the board, Mr. Lyon made a valuable contribution to the work of the corporation.

For the Directors,



Ottawa, Canada  
May, 1976.

G. M. MacNabb,  
President.

montées, au total, à 2,6 millions de livres d' $U_3O_8$  sous forme de concentrés. On prévoit que le reste des stocks, environ 3,1 millions de livres, sera livré en 1976, conformément aux accords passés avec les Espagnols, avant que ne commencent les livraisons tirées des stocks généraux du gouvernement du Canada.

Les titres de propriété des stocks généraux du gouvernement du Canada ont été transférés à l'UCAN le 3 mai 1976. Le Gouverneur en conseil a approuvé la transaction le 27 avril 1976. Ces stocks contiennent l'équivalent de 19,2 millions de livres d' $U_3O_8$  sous forme de concentrés; de cette quantité, 2,7 millions de livres sont réservées pour compléter les ventes aux entreprises espagnoles de service public et 2 autres millions sont réservés pour la vente à l'entreprise japonaise de service public.

Conformément à la Politique canadienne de l'uranium annoncée le 5 septembre 1974, le reste de ce stock ne pourra être cédé que sur le marché intérieur; avant qu'il ait été cédé en totalité, il sera mis à la disposition des producteurs ou des entreprises canadiennes de service public qui pourront en emprunter une partie, par transaction commerciale, pour répondre à leurs besoins à court terme, pourvu qu'il soit toujours traité ultérieurement dans des installations canadiennes.

Lors d'une réunion tenue en avril 1975, le Conseil d'administration a adopté une résolution autorisant la Société à devenir membre de l'Institut de l'uranium et donnant au président et au secrétaire le pouvoir de signer les statuts de l'Institut. L'Institut a été créé officiellement à Londres en Angleterre le 12 juin 1975. L'un des buts principaux de l'Institut est de promouvoir l'utilisation de l'uranium à des fins pacifiques, pour que le monde continue de disposer à l'avenir d'approvisionnements énergétiques suffisants. L'UCAN est l'un des seize membres fondateurs, qui comprennent des producteurs d'uranium d'Australie, du Canada, de France, d'Afrique du Sud et de Grande-Bretagne.

C'est avec regret que le Conseil d'administration a accepté en 1975 la démission de M. James T. Lyon. Au cours de son mandat au conseil, M. Lyon a contribué grandement à la réalisation des travaux de la Société.

Au nom du Conseil d'administration



Ottawa, Canada  
Mai 1976

Le président,  
G. M. MacNabb

## DIRECTORS

Gordon M. MacNabb  
Deputy Minister  
Department of Energy, Mines and Resources

Dr. O. J. C. Runnalls  
Senior Adviser, Uranium and Nuclear Energy  
Department of Energy, Mines and Resources

Dr. J. H. Young  
Assistant Deputy Minister  
Economic Programs and Government Finance Branch  
Department of Finance

Jean-Paul Drolet  
Assistant Deputy Minister  
Mineral Development  
Department of Energy, Mines and Resources

Pamela A. McDougall  
Director General  
Bureau of Economic and Scientific Affairs  
Department of External Affairs

A. M. Guérin  
Assistant Deputy Minister  
Department of Industry, Trade and Commerce

de Montigny Marchand  
Deputy Secretary to the Cabinet (Operations)  
Privy Council Office

R. E. Williams  
Senior Adviser, Legal  
Department of Energy, Mines and Resources

## OFFICERS

Gordon M. MacNabb  
President

Dr. O. J. C. Runnalls  
Executive Vice-President

Jean-Paul Drolet  
Vice-President

Dr. J. H. Young  
Vice-President (Finance)

K. E. Rowley  
Secretary

## CONSEIL D'ADMINISTRATION

Gordon M. MacNabb  
Sous-ministre  
Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources

O. J. C. Runnalls  
Conseiller supérieur, Uranium et énergie nucléaire  
Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources

J. H. Young  
Sous-ministre adjoint  
Direction des programmes économiques et des  
finances de l'État  
Ministère des Finances

Jean-Paul Drolet  
Sous-ministre adjoint  
Exploitation minière  
Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources

Pamela A. McDougall  
Directeur général  
Bureau des affaires économiques et scientifiques  
Ministère des Affaires extérieures

A. M. Guérin  
Sous-ministre adjoint  
Ministère de l'Industrie et du Commerce

de Montigny Marchand  
Sous-secrétaire du Cabinet (Opérations)  
Bureau du conseil privé

R. E. Williams  
Conseiller juridique supérieur  
Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources

## DIRECTION

Gordon M. MacNabb  
Président

O. J. C. Runnalls  
Vice-président exécutif

Jean-Paul Drolet  
Vice-président

J. H. Young  
Vice-président (Finances)

K. E. Rowley  
Secrétaire

## URANIUM CANADA, LIMITED

Uranium Canada, Limited is a Crown corporation incorporated in June 1971 under the Canada Corporations Act pursuant to Energy, Mines and Resources Vote L11c of the Appropriation Act No. 1, 1971 and the Atomic Energy Control Act. It is for all its purposes an agent of Her Majesty and its powers may be exercised only as an agent of Her Majesty. The shares of the Company, with the exception of the qualifying shares of the Directors, are held by a Minister of the Crown in trust for Her Majesty.

The member of the Privy Council designated by the Governor in Council as the Minister for the purposes of the Atomic Energy Control Act is the Minister of Energy, Mines and Resources.

UCAN\* is responsible to act as an agent on behalf of the federal government with respect to the acquisition and future sales of the joint stockpile of uranium concentrates established under the agreement with Denison Mines Limited, entered into as of January 1, 1971. Denison Mines Limited acts as the sales agent for the concentrates in the joint stockpile including negotiating for and endeavouring to secure contracts with customers.

UCAN also acted as agent on behalf of the federal government for dispositions from the Government of Canada general stockpile.

The Corporation is a Schedule "C" agency corporation under the Financial Administration Act .

The Head Office is located at 580 Booth Street in the City of Ottawa, Ontario.

\*Registered Trade Mark

## URANIUM CANADA, LIMITÉE

Uranium Canada, Limitée est une société de la Couronne constituée en corporation en juin 1971 en vertu de la Loi sur les corporations canadiennes et conformément au crédit L11c (ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources) de la Loi n°1 de 1971 portant affectation de crédits et à la Loi sur le contrôle de l'énergie atomique. Elle est à toutes ses fins un représentant de Sa Majesté et ne peut exercer ses pouvoirs qu'en cette qualité. Exception faite des actions statutaires des membres du Conseil d'administration, les actions de la Société sont gardées en dépôt pour Sa Majesté par un ministre de la Couronne.

Le membre du Conseil privé nommé par le Gouverneur en conseil comme ministre aux fins de l'application de la Loi sur le contrôle de l'énergie atomique est le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources.

L'UCAN\* est chargée d'agir en qualité de représentant du gouvernement fédéral en ce qui concerne l'achat et les ventes futures des stocks communs de concentrés d'uranium constitués en vertu de l'entente conclue avec la Denison Mines Limited en date du 1<sup>er</sup> janvier 1971. La Denison Mines Limited agit en qualité d'agent de ventes des concentrés de ces stocks, négocie avec les clients et tente d'obtenir des contrats.

L'UCAN a également représenté le gouvernement fédéral lorsqu'il s'est agi de disposer des stocks généraux du gouvernement du Canada.

L'UCAN est une société de la Couronne inscrite à l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Son siège social est situé au 580, rue Booth à Ottawa.

\*Marque déposée.



Report to the  
Minister of Energy, Mines and Resources  
on the examination of the  
accounts and financial statements of  
Uranium Canada, Limited  
for the year ended December 31, 1975

Ottawa, Ontario,  
K1A 0G6.  
May 5, 1976.

The Honourable Alastair W. Gillespie, P.C., M.P.,  
Minister of Energy, Mines and Resources,  
Ottawa, Ontario.

Dear Mr. Gillespie,

I have examined the balance sheet of Uranium Canada, Limited as at December 31, 1975 and the statements of transactions in joint uranium stockpile and retained earnings for the year then ended. My examination included a general review of the accounting procedures and such tests of accounting records and other supporting evidence as I considered necessary in the circumstances.

In my opinion, these financial statements give a true and fair view of the financial position of the Corporation as at December 31, 1975 and the results of its operations for the year then ended, in accordance with generally accepted accounting principles applied on a basis consistent with that of the preceding year.

I further report that, in my opinion, proper books of account have been kept by the Corporation, the financial statements are in agreement therewith and the transactions that have come under my notice have been within the statutory powers of the Corporation.

Yours sincerely,

J. J. Macdonell  
Auditor General of Canada.

Rapport au ministre de  
l'Énergie, des Mines et des Ressources  
sur l'examen  
des comptes et des états financiers de  
Uranium Canada, Limitée  
pour l'année terminée le 31 décembre 1975

Ottawa (Ontario)  
K1A 0G6  
le 5 mai 1976

L'honorable Alastair W. Gillespie, C.P., député  
Ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources  
Ottawa (Ontario)

Monsieur le Ministre,

J'ai examiné le bilan de l'Uranium Canada, Limitée au 31 décembre 1975, ainsi que l'état des transactions touchant le stock commun d'uranium et l'état des bénéfices non répartis pour l'année terminée à cette date. Mon examen a comporté une revue générale des méthodes de comptabilité et les sondages de registres comptables et de pièces justificatives que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

A mon avis, ces états financiers présentent un aperçu juste et fidèle de la situation financière de la Société au 31 décembre 1975, ainsi que les résultats de son exploitation pour l'année terminée à cette date, conformément aux principes comptables généralement reconnus, et appliqués de la même manière qu'au cours de l'année précédente.

De plus, je déclare que la Société, à mon avis, a tenu des livres de comptabilité appropriés, que les états financiers sont conformes à ces derniers et que les opérations dont j'ai eu connaissance ont été effectuées dans le cadre de ses pouvoirs statutaires.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

L'Auditeur général du Canada  
J. J. Macdonell



**URANIUM CANADA, LIMITED**  
(Incorporated under the Canada Corporations Act)  
**BALANCE SHEET**  
as at December 31, 1975

ASSETS	1975	1974
Accounts receivable .....	\$18,071,757	\$ 2,512,388
Accrued interest receivable .....	682,970	.....
Prepaid selling expense .....	85,116	128,346
Interest in joint stockpile of uranium concentrates, at cost .....	14,347,549	26,392,479
	<u>\$33,187,392</u>	<u>\$29,033,213</u>
 LIABILITIES	 1975	 1974
Accounts payable .....	\$ 233,584	\$ 116,504
Contractor's holdbacks .....	.....	146,659
	<u>233,584</u>	<u>263,163</u>
Equity of Canada:		
Advances from Canada (Note 2) .....	28,260,572	29,137,081
Retained earnings (deficit) .....	4,693,227	(367,040)
Capital stock		
Authorized and issued: 1,000 shares of no par value .....	9	9
	<u>32,953,808</u>	<u>28,770,050</u>
	<u>\$33,187,392</u>	<u>\$29,033,213</u>

The accompanying notes are an integral part of the financial statements.

Approved on behalf of the Board:

G. M. MacNabb  
Director

O. J. C. Runnalls  
Director

# URANIUM CANADA, LIMITED

## Statement of transactions in joint uranium stockpile for the year ended December 31, 1975

	Cost to Canada of 76% share	
	1975	1974
Stockpile of uranium concentrates at January 1 .....	\$26,392,479	\$26,261,937
Expenditures during year:		
Purchase of uranium concentrates .....	(1,135)	2,938,815
Freight .....		2,037
Recovery of freight and storage .....	(72,251)	
	(73,386)	2,940,852
	26,319,093	29,202,789
Less: Cost of sales .....	11,971,544	2,810,310
Stockpile of uranium concentrates at December 31 .....	\$14,347,549	\$26,392,479
Sales .....	\$16,802,043	\$ 2,650,685
Cost of sales .....	11,971,544	2,810,310
Selling expenses .....	453,202	91,095
	12,424,746	2,901,405
Profit (loss) before interest income .....	4,377,297	(250,720)
Interest earned on accounts receivable .....	682,970	
Net profit (loss) for the year .....	\$ 5,060,267	\$ (250,720)

The accompanying notes are an integral part of the financial statements.

## Statement of Retained Earnings for the year ended December 31, 1975

	1975	1974
Deficit at beginning of year .....	\$ 367,040	\$ 116,320
Net profit (loss) for the year .....	5,060,267	(250,720)
Retained earnings (deficit) at end of year .....	\$ 4,693,227	\$ (367,040)

The accompanying notes are an integral part of the financial statements.

**URANIUM CANADA, LIMITÉE**  
(Constituée en vertu de la Loi sur les corporations canadiennes)

**BILAN**  
au 31 décembre 1975

ACTIF	1975	1974
Comptes à recevoir .....	\$18 071 757	\$ 2 512 388
Intérêts courus à recevoir .....	682 970	.....
Frais de vente payés d'avance .....	85 116	128 346
Participation au stock commun de concentrés d'uranium, au prix coûtant .....	14 347 549	26 392 479
	<u>\$33 187 392</u>	<u>\$29 033 213</u>
 PASSIF	 1975	 1974
Comptes à payer .....	\$ 233 584	\$ 116 504
Retenues des entrepreneurs .....	.....	146 659
	<u>233 584</u>	<u>263 163</u>
 Avoir du Canada:		
Avances du Canada (Note 2) .....	28 260 572	29 137 081
Bénéfices non répartis (déficit) .....	4 693 227	(367 040)
Capital-actions .....		
Autorisé et émis — 1 000 actions sans valeur au pair .....	9	9
	<u>32 953 808</u>	<u>28 770 050</u>
	<u>\$33 187 392</u>	<u>\$29 033 213</u>

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

Approuvé au nom du Conseil d'administration:

L'administrateur  
G. M. MacNabb

L'administrateur  
O. J. C. Runnalls

# URANIUM CANADA, LIMITÉE

## État des transactions touchant le stock commun d'uranium pour l'année terminée le 31 décembre 1975

	Coût de la participation (76%) du Canada	
	1975	1974
Stock de concentrés d'uranium au 1 <sup>er</sup> janvier .....	\$26 392 479	\$26 261 937
Dépenses pendant l'année:		
Achat de concentrés d'uranium .....	(1 135)	2 938 815
Transport .....		2 037
Recouvrements des frais de transport et d'entreposage .....	(72 251)	.....
	(73 386)	2 940 852
	26 319 093	29 202 789
Moins: Coût des ventes .....	11 971 544	2 810 310
Stock de concentrés d'uranium au 31 décembre .....	\$14 347 549	\$26 392 479
Ventes .....	\$16 802 043	\$ 2 650 685
Coût des ventes .....	11 971 544	2 810 310
Frais de vente .....	453 202	91 095
	12 424 746	2 901 405
Profit net (perte) avant les revenus d'intérêts .....	4 377 297	(250 720)
Intérêts gagnés sur les comptes à recevoir .....	682 970	.....
Profit net (perte) pour l'année .....	\$ 5 060 267	\$ (250 720)

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

## État des bénéfices non répartis pour l'année terminée le 31 décembre 1975

	1975	1974
Déficit au début de l'année .....	\$ 367 040	\$ 116 320
Profit net (perte) pour l'année .....	5 060 267	(250 720)
Bénéfices non répartis (déficit) à la fin de l'année .....	\$ 4 693 227	\$ (367 040)

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

## URANIUM CANADA, LIMITED

### Notes to the Financial Statements

#### 1. Accounting policy

Translation of U.S. dollars

At the year-end U.S. dollar balances included in accounts receivable are translated to Canadian funds at the prevailing rate of exchange and any exchange difference is included in sales.

#### 2. Advances from Canada

An amount of \$29,500,000 has been provided by a parliamentary appropriation for the acquisition of uranium concentrates in the fiscal years 1970-71 to 1974-75 inclusive, of which \$29,492,476 had been disbursed by December 31, 1975. Refunds totalling \$1,231,904 have been made by the Corporation to Canada in respect of these advances.

#### 3. The Corporation, as the government's sales agent for the joint stockpile purchased from Denison Mines Limited and the general government stockpile acquired since 1963, entered into seven purchase/sales agreements in November 1972 with electric utilities in Spain. The agreements provide for the sale of all the joint stockpile material as well as a portion of the general government stockpile. The agreements provided for firm unit sales prices applicable to the year of delivery. Negotiations with the customers in 1975 resulted in amendments to the agreements adjusting prices to a weighted base price plus interest to the time of delivery and a further amount of interest to time of payment for all deliveries against the contracts after 1974.

#### 4. The joint stockpile of uranium concentrates is held for conversion in Metropolis, Illinois, U.S.A. in accordance with sales agreements.

#### 5. The Corporation's eight directors receive no remuneration as directors. The Corporation's five officers, four of whom are also directors, receive no remuneration as officers.

#### 6. The Department of Energy, Mines and Resources expended \$13,189 from Vote 10 on behalf of the Corporation for operating expense. The Department provides administrative services to the Corporation without charge.

#### 7. Title to the Government of Canada general stockpile was transferred to the Corporation on May 3, 1976 in accordance with an agreement between Canada and the Corporation entered into under authority of Order in Council P.C. 1976-2/1001 dated April 27, 1976.

The transfer of the general stockpile is shown in the accounting records of the Corporation for the fiscal year 1976 at the original acquisition cost, to the Government of Canada, of \$101,188,304.

## URANIUM CANADA, LIMITÉE

### Notes aux états financiers

#### 1. Convention comptable

Conversion des dollars américains

A la fin de l'année, les soldes de dollars américains inclus dans les comptes à recevoir sont convertis en monnaie canadienne au taux de change courant et toute différence de change est comprise dans les ventes.

#### 2. Avances du Canada

Une somme de \$29 500 000 a été fournie par un crédit parlementaire pour l'acquisition de concentrés d'uranium au cours des années financières allant de 1970-1971 à 1974-1975 inclusivement, et \$29 492 476 de cette somme avaient été déboursés au 31 décembre 1975. La Société a remboursé \$1 231 904 au Canada sur ces avances.

#### 3. A titre d'agent des ventes du gouvernement pour ce qui est du stock commun acheté à la « Denison Mines Limited » et du stock général du gouvernement acquis depuis 1963, la Société a conclu sept ententes de ventes-achats en novembre 1972 avec des services espagnols de production d'électricité. Ces ententes prévoient la vente de tout le stock commun ainsi que d'une partie du stock général du gouvernement. Les ententes stipulaient des prix de vente unitaires fermes qui s'appliquaient selon l'année de livraison. Des négociations menées avec les acheteurs en 1975 ont abouti à des modifications des ententes qui ont permis de rajuster les prix selon un prix de base pondéré en plus de l'intérêt exigible au moment de la livraison et d'un montant supplémentaire d'intérêt à verser au moment du paiement de toutes les livraisons contractuelles effectuées après 1974.

#### 4. Conformément aux accords de vente, le stock commun de concentrés d'uranium est actuellement retenu à Metropolis, Illinois (É.-U.), pour transformation.

#### 5. Les huit administrateurs de la Société ne perçoivent à ce titre aucune rémunération. Les cinq cadres de la Société, dont quatre sont également administrateurs, ne reçoivent aucune rémunération à titre de cadres.

#### 6. Le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources a dépensé au nom de la Société \$13 189 sur le crédit parlementaire 10 pour frais de fonctionnement. Le Ministère fournit à la Société des services administratifs, à titre gratuit.

#### 7. Les titres de propriété du Stock général du gouvernement ont été transférés à la Société le 3 mai 1976 en vertu d'une entente conclue par le Canada et la Société sous l'autorité du décret C.P. 1976-2/1001, en date du 27 avril 1976.

Dans les livres de la Société pour l'année financière 1976, la cession du stock général est indiquée au prix d'achat initialement payé par le gouvernement du Canada, soit \$101 188 304.



## BACKGROUND

The uranium industry started in Canada in the early 1930's with the development of the Fort Radium Mine at Great Bear Lake. The mine was expropriated in 1943 to supply uranium to the American-Anglo-Canadian research project. In 1947 industry was permitted to take part in uranium exploration. Significant deposits were discovered.

The Canadian uranium industry grew rapidly until 1959 and then declined dramatically through the early 1960's due in part to decisions by the United States and the United Kingdom against taking up options to purchase uranium beyond 1963. Efforts were made by the Canadian government to lessen the impact of the decline. Finally, to retain a nucleus of production, the government commenced a stockpiling program.

The first stockpile was purchased during the period July 1963 through July 1964 from three companies – Denison Mines Limited, Rio Algom Mines Limited and Canadian Faraday Corporation Limited. The purchase was authorized by Vote L63c, Appropriation Act No. 5, 1963, the cost not to exceed \$20 million. The provision for the cost was extended under the following authorities: Vote L37a, Appropriation Act No. 6, 1964 and Vote L37d, Appropriation Act No. 2, 1965.

The second stockpile was acquired during the period July 1965 through July 1970 from Denison, Rio Algom, Eldorado Mining and Refining Limited and Stanrock Uranium Mines Limited. The purchase was authorized by Vote L77a, Appropriation Act No. 2, 1966, the cost not to exceed \$135 million.

The two stockpiles, now collectively referred to as the Government of Canada general stockpile, totalled 19.25 million pounds of  $U_3O_8$  equivalent in concentrates at a purchase cost of approximately \$101 million.

A third stockpile, the joint venture stockpile, was agreed upon between the federal government, Denison Mines Limited and Uranium Canada, Limited on January 1, 1971. A sum of \$29.5 million was authorized by Vote L11c, Appropriation Act No. 1, 1971, and 6.4 million pounds of  $U_3O_8$  were obtained during the years 1971 through 1974. The government acquired a 76 per cent ownership by paying Denison \$4.56 per pound of  $U_3O_8$  against a book value of \$6.00 per pound.

To represent the government in all commercial activities relating to the purchase, storage and sale of the joint venture stockpile a new Crown corporation

## HISTORIQUE

L'industrie canadienne de l'uranium a pris naissance au début des années 1930 avec l'exploitation de la mine de Port Radium près du Grand lac de l'Ours. Cette mine a été expropriée en 1943 pour alimenter en uranium le projet de recherche anglo-américano-canadien. En 1947, l'industrie était autorisée à participer à la recherche de l'uranium, et d'importants gisements ont été découverts par la suite.

L'industrie canadienne de l'uranium a pris un essor rapide jusqu'en 1959, puis elle a décliné brusquement au début des années 1960, en partie parce que les États-Unis et la Grande-Bretagne ont refusé de prendre des options d'achat d'uranium pour au-delà de 1963. Le gouvernement canadien s'est alors efforcé de réduire les effets de ce déclin. Finalement, afin de maintenir une production embryonnaire, le gouvernement a décidé d'établir un programme de stockage.

Les premiers stocks gouvernementaux, constitués de juin 1963 à juillet 1964, ont été achetés à trois sociétés: la Denison Mines Limited, la Rio Algom Mines Limited et la Canadian Faraday Corporation Limited. Cet achat a été autorisé en vertu du crédit L63c, Loi n° 5 de 1963 portant affectation de crédits, le coût ne devant pas excéder 20 millions de dollars. Les dispositions relatives au coût ont été reconduites en vertu des mesures législatives suivantes: crédit L37a, Loi n° 6 de 1964 portant affectation de crédits, et crédit L37d, Loi n° 2 de 1965 portant affectation de crédits.

Dans le cadre du second programme de stockage, mis en œuvre de juillet 1965 à juillet 1970, le gouvernement a acheté de l'uranium aux sociétés Denison, Rio Algom, Eldorado Mining and Refining Limited et Stanrock Uranium Mines Limited. Cet achat a été autorisé en vertu du crédit L77a, Loi n° 2 de 1966 portant affectation de crédits, le coût ne devant pas dépasser 135 millions de dollars.

Ces stocks, qui sont maintenant désignés sous le nom de Stocks généraux du gouvernement du Canada correspondent au total à l'équivalent de 19,25 millions de livres d' $U_3O_8$  sous forme de concentrés, pour un prix d'achat total de 101 millions de dollars approximativement.

Le 1<sup>er</sup> janvier 1971, le gouvernement fédéral, la Denison Mines Limited et Uranium Canada, Limitée ont décidé d'établir un troisième programme, celui des stocks en copropriété. Une somme de 29,5 millions de dollars a été accordée en vertu du crédit L11c, Loi n° 1 de 1971 portant affectation de crédits, et 6,4 millions de livres d' $U_3O_8$  ont été achetées entre 1971 et 1974. Le gouvernement a acquis une participation de 76% à la propriété de ces stocks en payant à la Denison \$4,56 par livre d' $U_3O_8$ , sur une valeur commerciale totale de \$6 la livre.

Pour représenter le gouvernement dans toutes les activités commerciales relatives à l'achat, au stockage et à la vente des stocks en copropriété, le gouverne-

was formed in 1971 called Uranium Canada, Limited (UCAN). As an agent of the government UCAN would act as an intermediary between the government and Denison in all day-to-day relations required by the January 1971 agreement.

This role was broadened in December 1971 when it was decided that UCAN would also act as agent of the federal government for sales of uranium from the Government of Canada general stockpile.

In November 1972 and May 1973 agreements were concluded with nine Spanish companies and one Japanese company for sales of approximately eleven million pounds of  $U_3O_8$ . These sales will exhaust the joint venture stockpile and will require up to five million pounds from the Government of Canada general stockpile.

A significant change was experienced in 1974 in the international uranium market. Acceleration of nuclear programs, due to the 1973 oil crisis, and the unexpected curtailment of marketing activities by several producers caused a dramatic shift from a surplus to a deficit market. To provide for orderly growth of the Canadian industry, while protecting the needs of domestic nuclear programs, a new uranium policy for Canada was announced by the federal government on September 5, 1974.

Sufficient uranium must be reserved for domestic use to enable each nuclear power reactor operating, committed for construction, or planned for operation ten years into the future, to operate at an average annual capacity factor of 80 per cent for thirty years from the start of the period, or, in the case of reactors which are not in operation, for thirty years from their in-service dates.

The remainder of the Government of Canada general stockpile will be disposed of solely within the domestic market and, prior to its total disposal, will be available on a commercial loan basis to meet any short-term needs of Canadian producers or Canadian utilities provided that at all times it will be further processed by Canadian facilities. Any opportunity to dispose of the stockpile by direct sale within the domestic market would be examined. In considering such opportunity the value of the stockpile in providing short-term security of supply to Canadian utilities would be carefully assessed.

Title to the Government of Canada general stockpile was transferred to Uranium Canada, Limited on May 3, 1976. The transfer will facilitate administration of existing agreements and negotiation and administration of any future agreements as may be made by Uranium Canada, Limited, with the approval of the Governor in Council.

ment a décidé en 1971 de constituer une corporation de la Couronne, appelée Uranium Canada, Limitée (UCAN). En tant qu'agent du gouvernement, l'UCAN devait servir d'intermédiaire entre le gouvernement et la Denison pour toutes les relations courantes prévues dans l'accord de janvier 1971.

En décembre 1971, ce rôle a été élargi et il fut décidé que l'UCAN serait également l'agent du gouvernement fédéral pour les ventes d'uranium provenant des stocks généraux du gouvernement du Canada.

En novembre 1972 et en mai 1973, des accords ont été conclus avec neuf compagnies espagnoles et une compagnie japonaise, pour la vente d'approximativement onze millions de livres d' $U_3O_8$ . Ces ventes épuiseront les stocks en copropriété et il sera nécessaire de prélever jusqu'à cinq millions de livres sur les stocks généraux du gouvernement du Canada.

En 1974, le marché international de l'uranium a connu un changement important. L'accélération de la réalisation des programmes nucléaires, causée par la crise du pétrole de 1973, et la diminution soudaine des activités commerciales de plusieurs producteurs ont provoqué un changement subit: le marché d'excédents est devenu un marché de pénurie. Pour assurer l'expansion ordonnée de l'industrie canadienne, tout en subvenant aux besoins du programme nucléaire du pays, le gouvernement fédéral rendrait publique, le 5 septembre 1974, une nouvelle politique de l'uranium.

Ainsi, il faut réserver, pour la consommation intérieure, suffisamment d'uranium pour permettre à chaque réacteur nucléaire qui est en exploitation, dont la construction a fait l'objet d'un engagement ou dont la mise en service est prévue pour les dix prochaines années, de fonctionner avec un facteur d'utilisation moyenne annuelle de 80% pendant 30 ans, à partir du début de la période ou, dans le cas des réacteurs qui ne sont pas encore en exploitation, pendant 30 ans à partir de leur mise en service.

Le solde des stocks généraux du gouvernement du Canada ne pourra être cédé que sur le marché intérieur et, avant qu'il ne soit cédé en totalité, il sera mis à la disposition des producteurs canadiens ou des entreprises canadiennes de services publics, à titre de prêts commerciaux, pour leur permettre de répondre à leurs besoins à court terme, pourvu qu'en tout temps ces stocks soient traités ultérieurement dans des installations canadiennes. Toutes les possibilités de disposer de ces stocks en les vendant directement sur le marché intérieur seront examinées. Ce faisant, on évaluera soigneusement la valeur que représentent ces stocks pour le Canada en assurant à court terme la sécurité d'approvisionnement des entreprises canadiennes de services publics.

La propriété des Stocks généraux du gouvernement du Canada a été transférée à Uranium Canada, Limitée le 3 mai 1976. Ce transfert facilitera l'administration des accords existants, et la négociation et l'administration de tous les accords futurs par lesquels Uranium Canada, Limitée pourrait s'engager avec l'approbation du Gouverneur en conseil.

## OUTLOOK

Although uranium shipments totalled some 6,100 tons of  $U_3O_8$  in 1975, Canadian uranium production was about the same as 1974 at 4,600 tons  $U_3O_8$ . This was lower than expected, due to a lack of miners and the mining of lower-grade ores in order to maximize the ultimate recovery of deposits, made possible by the rapid rise in prices. By the end of 1975 the price for uranium had passed \$30/lb  $U_3O_8$ . Recovery of the market for Canadian uranium producers is indicated by the aggregate quantity of uranium approved for export since the announcement of the federal government's uranium export guidelines in September 1974. By late 1975 approximately 73,500 tons  $U_3O_8$  had been approved for export with deliveries in some cases (contracts received by the Atomic Energy Control Board prior to announcement of the policy) extending into the early 1990's.

Existing producers had essentially filled their order books by early 1975 and new producers were firming their plans to bring in new production. The 1974 Assessment of Canada's Uranium Supply and Demand by the Uranium Resource Appraisal Group within Energy, Mines and Resources Canada, which was issued in August, 1975, indicated Canada's uranium production could increase from the 1975 level to 12,000 tons  $U_3O_8$  by 1980 and 15,000 tons  $U_3O_8$  by 1985. Factors which could militate against such expansion include shortage of labour and capital. With respect to the first, the industry has instituted in-house training programs to alleviate the shortage.

Shortage of capital and government restraints also caused deferments in the installation of nuclear electric generating facilities in Ontario. Deferments, also due to the shortage of capital, have occurred in other countries, notably the United States. Even with these deferments nuclear power is still expected to grow at a more rapid rate than primary energy and electricity in general and in the longer term will provide an expanding market for the international uranium industry. Countering to some extent the short-term reduction in the markets due to these deferments is the increased demand due to the regulatory, economic and technical difficulties being encountered with reprocessing facilities to recover uranium and plutonium.

In accordance with the uranium policy statement of September 1974, Uranium Canada, Limited will not be making any more direct export sales of uranium but could still realize substantial income on the government general stockpile through short-term loans of

*material from the stockpile to Canadian producers*  
*not sufficient to meet contract obligations*

## PERSPECTIVES

Bien que les expéditions d'uranium aient totalisé quelque 6 100 tonnes d' $U_3O_8$  en 1975, la production canadienne d'uranium a été sensiblement égale à celle de 1974, soit 4 600 tonnes d' $U_3O_8$ . Cette production inférieure aux prévisions s'explique par le manque de mineurs et par le fait que la hausse rapide des prix a permis l'exploitation de minerais à plus faible teneur en uranium afin de maximiser le récupération ultime des gisements. A la fin de 1975, le prix de l'uranium était passé à \$30 la livre d' $U_3O_8$ . Le redressement du marché auquel les producteurs canadiens d'uranium ont accès est indiqué par la quantité globale d'uranium dont l'exportation a été approuvée depuis que le gouvernement fédéral a annoncé, en septembre 1974, ses lignes directrices relatives aux exportations d'uranium. A la fin de 1975, on avait autorisé l'exportation d'environ 73 500 tonnes d' $U_3O_8$  dont la livraison, en certains cas (contrats reçus par la Commission de contrôle de l'énergie atomique avant que la politique ait été annoncée), devait s'échelonner jusqu'au début des années 1990.

Au début de 1975, les producteurs existants avaient rempli leurs carnets de commandes et les nouveaux producteurs étaient à affermir leurs plans d'exploitation nouvelle. L'Évaluation en 1974 de l'offre et de la demande sur le marché canadien de l'uranium, qui a été faite par le Groupe d'évaluation des ressources en uranium (ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources) et publiée en août 1975, indiquait que la production canadienne d'uranium pourrait passer à 12 000 tonnes d' $U_3O_8$  d'ici 1980 et à 15 000 tonnes d'ici 1985. Les facteurs qui pourraient atténuer cette expansion comprennent la pénurie de main-d'œuvre et de capitaux. En ce qui concerne la première difficulté, l'industrie a lancé des programmes internes de formation pour y remédier.

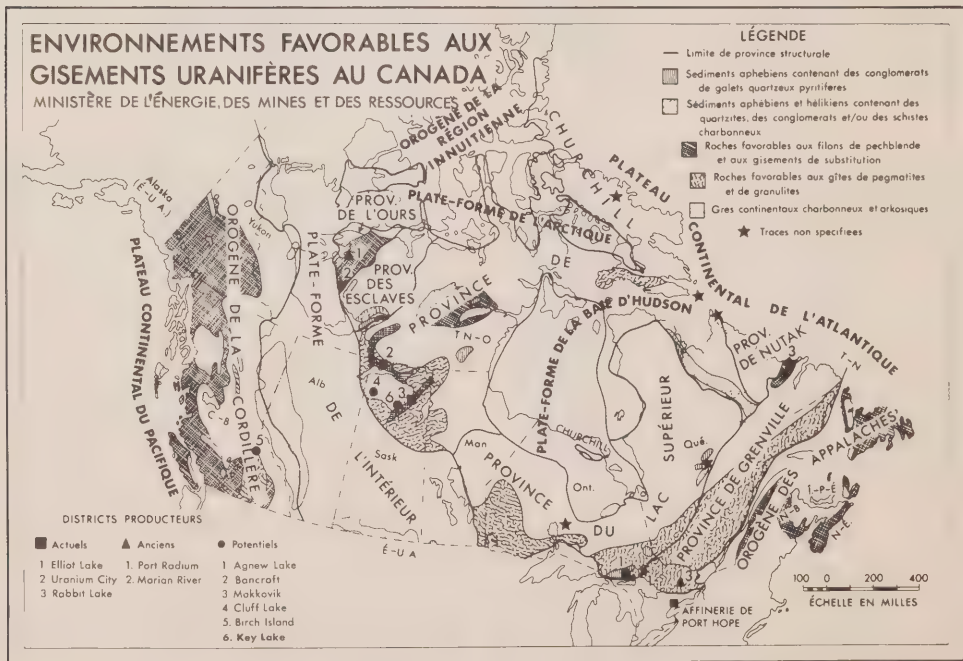
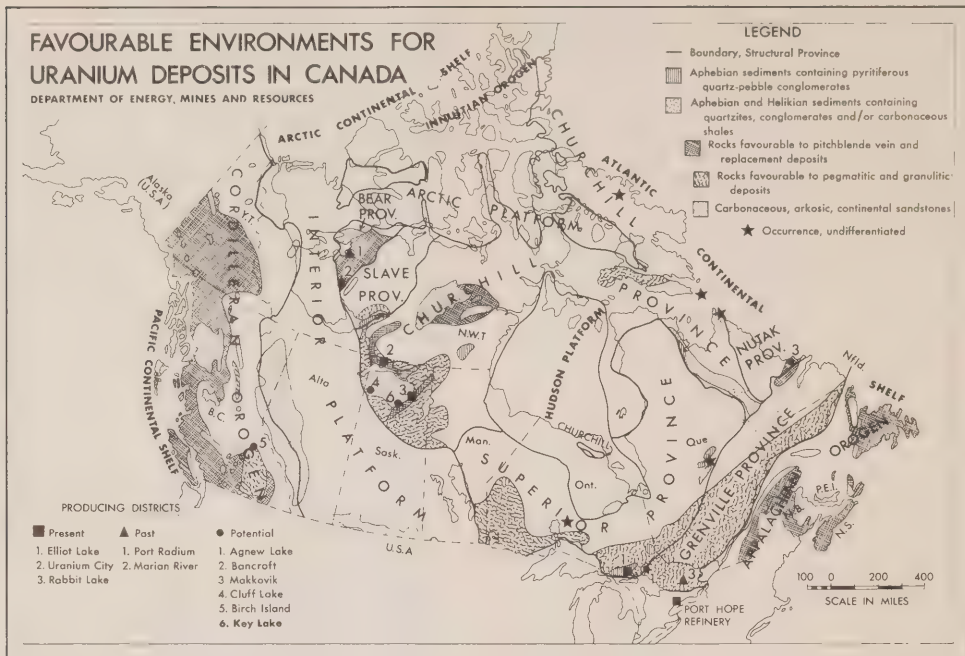
La pénurie de capitaux et les restrictions gouvernementales ont retardé la construction de centrales nucléaires en Ontario. Des retards dus au manque de capitaux ont aussi eu lieu dans d'autres pays, notamment aux États-Unis. Malgré ces délais, on s'attend que le secteur de l'énergie nucléaire aura une expansion plus rapide que l'énergie primaire et l'électricité en général, et qu'il constituera à plus long terme, un marché de plus en plus important pour l'industrie internationale de l'uranium. La hausse de la demande, qui est attribuable aux difficultés réglementaires, économiques et techniques que connaissent les installations de récupération de l'uranium et du plutonium, a atténué, dans une certaine mesure, la compression à court terme des marchés qu'ont occasionnée ces retards.

Conformément à la Déclaration de principe sur l'uranium de septembre 1974, l'Uranium Canada, Limitée ne vendra plus directement de l'uranium à l'étranger, mais elle pourrait réaliser des revenus considérables sur les stocks généraux du gouverne-



material from the stockpile to Canadian producers and consumers of uranium in cases where production or supply is not sufficient to meet contract obligations or requirements.

ment en les utilisant pour prêter à court terme des matériaux aux producteurs et aux consommateurs canadiens d'uranium dans les cas où la production ou l'offre ne permettrait pas de respecter les obligations contractuelles ou de répondre aux besoins.









400  
56

# UOAN

1976

ANNUAL REPORT  
RAPPORT ANNUEL

URANIUM CANADA LIMITED/LIMITEE



# 1976 ANNUAL REPORT

# RAPPORT ANNUEL – 1976

## Uranium Canada, Limited

## Uranium Canada, Limitée

Contents	Page	Table des matières	Page
President's Letter .....	3	Lettre du Président .....	3
List of Directors and Officers .....	5	Liste des membres du conseil d'administration et de la direction .....	5
Description of Uranium Canada .....	6	Description de la société Uranium Canada .....	6
Auditor General's Report .....	7	Rapport de l'auditeur général .....	7
Balance Sheet .....	8	Bilan .....	10
Statement of Earnings .....	9	État des bénéfices .....	11
Notes to Financial Statements .....	12	Notes relatives aux états financiers .....	12
Background .....	13	Historique .....	13
Outlook .....	15	Perspectives .....	15
Map .....	15	Carte .....	16





# PRESIDENT'S LETTER

The Honourable Alastair W. Gillespie  
Minister of Energy, Mines and Resources  
House of Commons  
Ottawa, Ontario

Sir,

On behalf of the Board of Directors I have the honour to submit the Annual Report of Uranium Canada, Limited (UCAN) for the year ended December 31, 1976.

Under a joint venture agreement with Denison Mines Limited a stockpile of uranium bearing concentrates, totalling approximately 6.4 million pounds  $U_3O_8$ , was acquired during the years 1971 through 1974. At the close of 1976 about 160,000 pounds remained in the stockpile after accounting for shipments of concentrates to meet sales commitments under various contracts with Spanish electric utilities. Deliveries scheduled for 1977 will exhaust the joint venture stockpile by mid-year. The remaining deliveries to complete the Spanish contracts by late 1978 are scheduled to be made from the Government of Canada general stockpile of concentrates, title to which was transferred to UCAN in May 1976.

Deliveries from the general stockpile are also scheduled for 1977 to a Japanese utility. As the Government of Japan has not yet agreed to nuclear safeguards arrangements which would meet Canadian requirements, the Atomic Energy Control Board advised UCAN by letter in December 1976 that the Board would be unable to approve export permits for uranium shipments to Japan after December 31, 1976 until safeguards arrangements are finalized. With your concurrence title to the concentrates was transferred to the Japanese company in January 1977 and the concentrates are being held in storage at Port Hope until the safeguards negotiations have been successfully completed and arrangements made for further processing of the material in Canada.

The uncertainties associated with future uranium supply and demand were discussed at an International Symposium held by the Uranium Institute in London, England, in June 1976. UCAN is one of sixteen founding members of the Institute, membership of which was extended in January, 1976 to include consumers as well as producers.

The principal conclusion of the Symposium was the overriding need for a close and continuing discussion between the producing and consuming sides of the uranium industry. An immediate task is to improve the flow

# LETTRE DU PRÉSIDENT

L'honorable Alastair W. Gillespie  
Ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources  
Chambre des communes  
Ottawa (Ontario)

Monsieur le Ministre,

Au nom du Conseil d'administration, j'ai l'honneur de vous présenter le rapport annuel de l'Uranium Canada, Limitée (UCAN), pour l'exercice clos le 31 décembre 1976.

En vertu d'un accord conclu avec la *Denison Mines Limited*, l'UCAN a acquis en copropriété, au cours des années 1971 à 1974, des stocks de concentrés uranifères équivalant à environ 6,4 millions de livres d' $U_3O_8$ . A la fin de 1976, il restait environ 160 000 livres d' $U_3O_8$  dans les stocks, compte tenu des expéditions de concentrés prévues en vertu de divers contrats de vente conclus avec des services espagnols de production d'électricité. Les livraisons prévues pour 1977 auront épuisé les stocks en copropriété vers le milieu de l'année. Les autres livraisons conformément aux accords passés avec les Espagnols seront effectuées d'ici la fin de 1978 et on prévoit utiliser les stocks généraux de concentrés du gouvernement du Canada, stocks dont les titres de propriété ont été transférés à l'UCAN en mai 1976.

Des livraisons à une entreprise japonaise de service public, à partir des stocks généraux, sont également prévues en 1977. Le gouvernement du Japon n'ayant pas encore accepté de signer des accords de garanties d'utilisation pacifique des substances nucléaires conformes aux exigences canadiennes, la Commission de contrôle de l'énergie atomique a averti l'UCAN par lettre, en décembre 1976, qu'elle ne pourrait pas approuver les permis d'exportation pour les expéditions d'uranium vers le Japon après le 31 décembre 1976, et ce, jusqu'à la conclusion d'accords sur les garanties. Avec votre assentiment, le titre de propriété des concentrés a été transféré à la société japonaise en janvier 1977, et les concentrés sont stockés à Port Hope jusqu'à l'aboutissement de négociations de garanties d'utilisation pacifique et jusqu'à ce que des mesures soient prises en vue d'un traitement plus poussé des concentrés au Canada.

Lors d'un colloque international tenu à Londres par l'Institut de l'uranium en juin 1976, on a discuté des incertitudes posées par la situation future de l'offre et de la demande d'uranium. L'UCAN est l'un des seize membres fondateurs de l'Institut dont la composition a été modifiée en janvier 1976 de façon à inclure les consommateurs aussi bien que les producteurs.

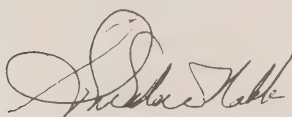
La principale conclusion apportée par les participants au colloque a été de reconnaître le besoin primordial d'établir un dialogue franc et continu entre producteurs et consommateurs dans l'industrie de l'uranium. Dans

of information so that the best possible estimates of the balance of supply and demand can be prepared.

While recovery of uranium prices from the abnormally low figures of the early 1970's was necessary to encourage exploration, to provide producers with a fair return and to permit better development of uranium resources, a continuation of the rapid rise in the price of uranium could be detrimental to the industry by making the choice of nuclear energy less attractive economically.

In fact, during the latter half of 1976 there were indications that the price of uranium had begun to stabilize after a rapid rise during the previous two years. Prices for immediate delivery in early 1974 were about \$12.50 per lb  $U_3O_8$  compared with a mid-1976 price of about \$40.00 per lb  $U_3O_8$  for immediate delivery.

For the Directors,



Ottawa, Canada  
March, 1977

G. M. MacNabb  
President

l'immédiate, il faut améliorer les échanges d'information afin de préparer les meilleures estimations possibles de l'équilibre entre l'offre et la demande.

Même s'il a été nécessaire de hausser les prix de l'uranium, qui étaient anormalement bas au début des années 1970, afin de stimuler l'exploration, d'assurer un rendement équitable aux producteurs et de permettre une mise en valeur mieux ordonnée des ressources en uranium, un prolongement de l'escalade rapide du prix de l'uranium pourrait être néfaste à l'industrie, en rendant le choix de l'énergie nucléaire moins attrayant du point de vue économique.

En fait, au cours du deuxième semestre de 1976, certains signes indiquaient que le prix de l'uranium avait commencé à se stabiliser après l'escalade des deux années précédentes. Les prix de l' $U_3O_8$  pour livraison immédiate, qui étaient d'environ \$12.50 la livre au début de 1974, atteignaient environ \$40 la livre d' $U_3O_8$  au milieu de 1976.

Au nom du Conseil d'administration



Ottawa (Canada)  
Mars 1977

G. M. MacNabb  
Président

## DIRECTORS

Gordon M. MacNabb  
Deputy Minister  
Department of Energy, Mines and Resources

Dr. O. J. C. Runnalls  
Senior Adviser, Uranium and Nuclear Energy  
Department of Energy, Mines and Resources

Jean-Paul Drolet  
Assistant Deputy Minister  
Mineral Development  
Department of Energy, Mines and Resources

D. W. Fulford  
Director General  
Bureau of Economic and Scientific Affairs  
Department of External Affairs

A. M. Guérin  
Assistant Deputy Minister  
Department of Industry, Trade and Commerce

de Montigny Marchand  
Deputy Secretary to the Cabinet (Operations)  
Privy Council Office

R. E. Williams  
Senior Adviser, Legal  
Department of Energy, Mines and Resources

## OFFICERS

Gordon M. MacNabb  
President

Dr. O. J. C. Runnalls  
Executive Vice-President

Jean-Paul Drolet  
Vice-President

K. E. Rowley  
Secretary

## CONSEIL D'ADMINISTRATION

Gordon M. MacNabb  
Sous-ministre  
Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources

O. J. C. Runnalls  
Conseiller supérieur, Uranium et énergie nucléaire  
Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources

Jean-Paul Drolet  
Sous-ministre adjoint  
Exploitation minière  
Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources

D. W. Fulford  
Directeur général  
Bureau des affaires économiques et scientifiques  
Ministère des Affaires extérieures

A. M. Guérin  
Sous-ministre adjoint  
Ministère de l'Industrie et du Commerce

de Montigny Marchand  
Sous-secrétaire du Cabinet (Opérations)  
Bureau du conseil privé

R. E. Williams  
Conseiller juridique supérieur  
Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources

## DIRECTION

Gordon M. MacNabb  
Président

O. J. C. Runnalls  
Vice-président exécutif

Jean-Paul Drolet  
Vice-président

K. E. Rowley  
Secrétaire

## URANIUM CANADA, LIMITED

Uranium Canada, Limited is a Crown corporation incorporated in June 1971 under the Canada Corporations Act pursuant to Energy, Mines and Resources Vote L11C of the Appropriation Act No. 1, 1971 and the Atomic Energy Control Act. It is for all its purposes an agent of Her Majesty and its powers may be exercised only as an agent of Her Majesty. The shares of the Company, with the exception of the qualifying shares of the Directors, are held by a Minister of the Crown in trust for Her Majesty.

The member of the Privy Council designated by the Governor in Council as the Minister for the purposes of the Atomic Energy Control Act is the Minister of Energy, Mines and Resources.

UCAN\* is responsible to act as an agent on behalf of the federal government with respect to the acquisition and future sales of the joint stockpile of uranium concentrates established under the agreement with Denison Mines Limited, entered into as of January 1, 1971. Denison Mines Limited acts as the sales agent for the concentrates in the joint stockpile including negotiating for and endeavouring to secure contracts with customers.

UCAN also acted as agent on behalf of the federal government for dispositions from the Government of Canada general stockpile.

The Corporation is a Schedule "C" agency corporation under the Financial Administration Act.

The Head Office is located at 580 Booth Street in the City of Ottawa, Ontario.

\*Registered Trade Mark

## URANIUM CANADA, LIMITÉE

Uranium Canada, Limitée est une société de la Couronne constituée en corporation en juin 1971 en vertu de la Loi sur les corporations canadiennes et conformément au crédit L11c (ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources) de la Loi n° 1 de 1971 portant affectation de crédits et à la Loi sur le contrôle de l'énergie atomique. Elle est à toutes ses fins un représentant de Sa Majesté et ne peut exercer ses pouvoirs qu'en cette qualité. Exception faite des actions statutaires des membres du Conseil d'administration, les actions de la Société sont gardées en dépôt pour Sa Majesté par un ministre de la Couronne.

Le membre du Conseil privé nommé par le Gouverneur en conseil comme ministre aux fins de l'application de la Loi sur le contrôle de l'énergie atomique est le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources.

L'UCAN\* est chargée d'agir en qualité de représentant du gouvernement fédéral en ce qui concerne l'achat et les ventes futures des stocks communs de concentrés d'uranium constitués en vertu de l'entente conclue avec la *Denison Mines Limited* en date du 1<sup>er</sup> janvier 1971. La *Denison Mines Limited* agit en qualité d'agent de ventes des concentrés de ces stocks, négocie avec les clients et tente d'obtenir des contrats.

L'UCAN a également représenté le gouvernement fédéral lorsqu'il s'est agi de disposer des stocks généraux du gouvernement du Canada.

L'UCAN est une société de la Couronne inscrite à l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Son siège social est situé au 580, rue Booth à Ottawa.

\* Marque déposée

Report to the  
Minister of Energy, Mines and Resources  
on the examination of the  
accounts and financial statements of  
Uranium Canada, Limited  
for the year ended December 31, 1976

Ottawa, Ontario,  
K1A 0G6.  
March 25, 1977

The Honourable A. W. Gillespie, P.C., M.P.,  
Minister of Energy, Mines and Resources,  
Ottawa, Ontario.

I have examined the balance sheet of Uranium Canada Limited as at December 31, 1976 and the statement of operations of accounts administered for Canada and the statement of account due to Canada for assets administered for the year then ended. My examination was made in accordance with generally accepted auditing standards, and accordingly included such tests and other procedures as I considered necessary in the circumstances.

In my opinion, these financial statements give a true and fair view of the financial position of the Corporation as at December 31, 1976, and the results of the operations administered by the Corporation for the account of Canada and the account due to Canada for assets administered for the year then ended in accordance with generally accepted accounting principles applied, after giving retroactive effect to the change in reporting activities administered for Canada as described in Note 1, on a basis consistent with that of the preceding year.

I further report that, in my opinion, proper books of accounts have been kept by Uranium Canada Limited, the financial statements are in agreement therewith and the transactions that have come under my notice have been within its statutory powers.

J. J. Macdonell  
Auditor General of Canada

Rapport au ministre de  
l'Énergie, des Mines et des Ressources  
sur l'examen  
des comptes et des états financiers de  
Uranium Canada, Limitée  
pour l'année terminée le 31 décembre 1976

Ottawa (Ontario)  
K1A 0G6  
le 25 mars 1977

L'honorable A. W. Gillespie, C.P., député  
Ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources  
Ottawa (Ontario)

J'ai examiné le bilan de Uranium Canada, Limitée au 31 décembre 1976 ainsi que l'état des opérations des comptes administrés pour le Canada et l'état de la dette envers le Canada pour l'actif administré pour l'année terminée à cette date. Mon examen a été effectué conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

A mon avis, ces états financiers présentent un aperçu juste et fidèle de la situation financière de la Société au 31 décembre 1976 ainsi que les résultats des opérations administrées par la Société pour le compte du Canada et la dette envers le Canada pour l'actif administré pour l'année terminée à cette date conformément aux principes comptables généralement reconnus, et appliqués, après avoir accordé un effet rétroactif au changement apporté dans la présentation des activités administrées pour le Canada, comme il est mentionné à la Note 1, de la même manière qu'au cours de l'année précédente.

De plus, je déclare que Uranium Canada, Limitée, à mon avis, a tenu des livres de comptabilité appropriés, que les états financiers sont conformes à ces derniers et que les opérations dont j'ai eu connaissance ont été effectuées dans le cadre de ses pouvoirs statutaires.

L'Auditeur général du Canada  
J. J. Macdonell



URANIUM CANADA, LIMITED  
(Incorporated under the Canada Corporations Act)

BALANCE SHEET  
as at December 31, 1976

ASSETS	1976	1975
Cash .....	\$ 9	\$ 9
Assets administered for Canada		
Accounts receivable .....	15,447,557	18,071,748
Accrued interest receivable .....	463,621	682,970
Prepaid selling expenses .....	3,805	85,116
Joint Stockpile of uranium concentrates .....	735,674	14,347,549
General stockpile of uranium concentrates (Note 2) .....	101,188,304	—
	<u>117,838,961</u>	<u>33,187,383</u>
Less — Accounts payable .....	233,584	233,584
Net assets administered for Canada .....	<u>117,605,377</u>	<u>32,953,799</u>
	<u>\$117,605,386</u>	<u>\$ 32,953,808</u>
LIABILITIES		
Due to Canada on account of assets administered — per statement attached .....	\$117,605,377	\$ 32,953,799
EQUITY OF CANADA		
Share Capital		
Authorized and issued: 1,000 shares of no par value .....	9	9
	<u>\$117,605,386</u>	<u>\$ 32,953,808</u>

The accompanying notes are an integral part of the financial statements.

Approved on behalf of the Board:

G.M. MacNab  
Director

A.S. Rubinoff  
Director

# URANIUM CANADA, LIMITED

## Statement of Operations of Accounts Administered for Canada for the year ended December 31, 1976

Revenue	1976	1975
Sales .....	\$ 19,557,521	\$ 16,802,043
Interest .....	1,167,769	682,970
	<u>20,725,290</u>	<u>17,485,013</u>
Expense		
Cost of Sales .....	13,538,412	11,971,544
Selling expense (Note 4) .....	519,126	453,202
	<u>14,057,538</u>	<u>12,424,746</u>
Excess of revenue over expense accruing to Canada .....	\$ 6,667,752	\$ 5,060,267

The accompanying notes are an integral part of the financial statements.

## Statement of Account Due to Canada for Assets Administered for the year ended December 31, 1976

	1976	1975
Due to Canada, beginning of year .....	\$ 32,953,799	\$ 28,770,041
Add: Uranium concentrates received from Canada during the year (Note 2) .....	101,188,304	—
Excess of revenue over expense for the year .....	6,667,752	5,060,267
Advances received .....	—	28,443
	<u>140,809,855</u>	<u>33,858,751</u>
Deduct: Payments to Canada .....	23,204,478	904,952
Due to Canada, end of year .....	<u>\$117,605,377</u>	<u>\$ 32,953,799</u>

The accompanying notes are an integral part of the financial statements.

**URANIUM CANADA, LIMITÉE**  
(Constituée en vertu de la Loi sur les corporations canadiennes)

**BILAN**  
au 31 décembre 1976

ACTIF	1976	1975
Encaisse .....	\$ 9	\$ 9
Actif administré pour le Canada		
Comptes à recevoir .....	15 447 557	18 071 748
Intérêts courus à recevoir .....	463 621	682 970
Frais de vente payés d'avance .....	3 805	85 116
Stock commun de concentrés d'uranium .....	735 674	14 347 549
Stock général de concentrés d'uranium (Note 2) .....	101 188 304	—
	<u>117 838 961</u>	<u>33 187 383</u>
Moins — Comptes à payer .....	233 584	233 584
Actif net administré pour le Canada .....	<u>117 605 377</u>	<u>32 953 799</u>
	<u>\$117 605 386</u>	<u>\$ 32 953 808</u>
 PASSIF		
Dette envers le Canada pour l'actif administré — selon l'état ci-joint .....	\$117 605 377	\$ 32 953 799
 AVOIR DU CANADA		
Capital-actions .....		
Autorisé et émis: 1 000 actions sans valeur au pair .....	9	9
	<u>\$117 605 386</u>	<u>\$ 32 953 808</u>

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

Approuvé au nom du Conseil d'administration:

Administrateur  
G.M. MacNab

Administrateur  
A.S. Rubinoff

# URANIUM CANADA, LIMITÉE

État des opérations des comptes administrés pour le Canada  
pour l'année terminée le 31 décembre 1976

Revenus	1976	1975
Ventes .....	\$ 19 557 521	\$ 16 802 043
Intérêts .....	1 167 769	682 970
	<u>20 725 290</u>	<u>17 485 013</u>
Dépenses		
Coût des ventes .....	13 538 412	11 971 544
Frais de vente (Note 4) .....	519 126	453 202
	<u>14 057 538</u>	<u>12 424 746</u>
Excédent des revenus sur les dépenses accumulé pour le Canada .....	\$ 6 667 752	\$ 5 060 267

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

# URANIUM CANADA, LIMITÉE

État de la dette envers le Canada pour l'actif administré  
pour l'année terminée le 31 décembre 1976

	1976	1975
Dette envers le Canada au début de l'année .....	\$ 32 953 799	\$ 28 770 041
Ajouter: Concentrés d'uranium reçus du Canada au cours de l'année (Note 2) .....	101 188 304	—
Excédent des revenus sur les dépenses pour l'année .....	6 667 752	5 060 267
Avances reçues .....	—	28 443
	<u>140 809 855</u>	<u>33 858 751</u>
Déduire: Paiements au Canada .....	23 204 478	904 952
Dette envers le Canada à la fin de l'année .....	<u>\$ 117 605 377</u>	<u>\$ 32 953 799</u>

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

## URANIUM CANADA, LIMITED

Notes to Financial Statements  
as at December 31, 1976

### 1. Significant Accounting Policies

#### a) Activities administered for Canada

The Corporation administers and sells, as Canada's agent, the joint uranium stockpile purchased from Denison Mines Limited and the general government uranium stockpile acquired by Canada since 1963. All monies and benefits received by the Corporation from the sale of the stockpiles are paid to Canada after deduction of applicable costs and expenses. Accordingly, such activities are reported as administered for Canada's account. In prior years the activities were reported as being for the Corporation's account; this change in reporting has been made retroactively and the 1975 comparative financial statements have been amended accordingly.

Administrative services are provided to the Corporation without charge by the Department of Energy, Mines and Resources.

#### b) Inventories

Inventories are carried at Canada's acquisition cost. Warehousing and other carrying costs are borne directly by Canada and are not reflected in these accounts.

#### c) Interest

The Corporation under contractual agreements allows extended payment terms to its customers. Interest is charged on the sales value from the time of delivery to the time of payment when such terms apply.

#### d) Translation of foreign currency

U.S. dollar accounts are translated to Canadian funds at rates prevailing at December 31. Gains or losses are included in sales.

### 2. Uranium Concentrates received from Canada

The Government of Canada general stockpile was transferred to the Corporation on May 3, 1976, in accordance with an agreement between Canada and the Corporation entered into under authority of Order in Council P.C. 1976-2/1001 dated April 27, 1976. The transfer of the general stockpile has been recorded by the Corporation at \$101,188,304, representing the original acquisition cost to the Government of Canada.

### 3. Subsequent Event

In accordance with a purchase/sale agreement of uranium bearing concentrates, between a Japanese Utility (as "Purchaser") and Her Majesty, the Corporation and Denison Mines Limited, dated May 8, 1973 and amended on January 1, 1975, approximately 10% (1,000 tons  $U_3O_8$  in concentrates) of the general stockpile was sold to the Japanese Utility for delivery in January 1977. The concentrates are being held in storage at Port Hope until safeguard negotiations between Canada and Japan have been successfully completed and until arrangements have been made for further processing of the material in Canada.

### 4. Sales Agents

The Corporation's share of the selling expenses of its' sales agent, Denison Mines Limited, was \$519,126.

### 5. Directors and Officers

The Corporation's seven directors receive no remuneration as directors. The Corporation's four officers, three of whom are also directors, receive no remuneration as officers.

## URANIUM CANADA, LIMITÉE

Notes aux états financiers pour l'année terminée  
le 31 décembre 1976

### 1. Conventions comptables importantes

#### a) Activités administrées pour le Canada

A titre d'agent du Canada, la Société administre et vend le stock d'uranium commun acheté à la *Denison Mines Limited* et le stock général d'uranium du Canada acquis depuis 1963. Tous les argents et bénéfices que la Société reçoit de la vente des stocks sont versés au Canada, après déduction des coûts et des dépenses applicables. Par conséquent, ces activités sont déclarées comme étant gérées au nom du Canada. Au cours des années précédentes, les activités étaient déclarées comme étant celles de la Société; ce changement dans la présentation des activités a été appliqué de façon rétroactive, et les chiffres comparatifs de 1975 ont été modifiés en conséquence.

Le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources fournit à la Société des services administratifs, à titre gratuit.

#### b) Stocks

Les stocks sont évalués au prix d'achat payé par le Canada. Les coûts d'entreposage et autres frais généraux sont assumés directement par le Canada et ne sont pas compris dans ces comptes.

#### c) Intérêts

En vertu d'ententes contractuelles, la Société permet à ses clients de prolonger les conditions de paiement. Les intérêts sont calculés d'après la valeur des ventes, depuis la date de livraison jusqu'au moment du paiement, quand ces modalités s'appliquent.

#### d) Conversion des devises étrangères

Les comptes en dollars américains sont convertis en monnaie canadienne aux taux de change en vigueur au 31 décembre. Les gains ou les pertes sont compris dans les ventes.

### 2. Concentrés d'uranium reçus du Canada

Le stock général du gouvernement du Canada a été transféré à la Société le 3 mai 1976, en vertu d'une entente conclue par le Canada et la Société sous l'autorité du décret CP 1976-2/1001, en date du 27 avril 1976. Dans les livres de la Société, la cession du stock général est indiquée au prix d'achat initialement payé par le gouvernement du Canada, soit \$101 188 304.

### 3. Événement subséquent

Conformément à une entente d'achat-vente de concentrés uranifères, signée le 8 mai 1973 et modifiée le 1<sup>er</sup> janvier 1975, entre une société japonaise de service public (appelée l'«acheteur») et Sa Majesté, la Société et la *Denison Mines Limited* ont vendu à la société japonaise de service public environ 10 % des stocks généraux (1 000 tonnes d' $U_3O_8$  sous forme de concentrés) devant être livré en janvier 1977. Les concentrés sont actuellement stockés à Port Hope jusqu'à l'aboutissement de négociations de garanties d'utilisation pacifique entre le Canada et le Japon, et jusqu'à ce que des mesures soient prises en vue d'un traitement plus poussé des concentrés au Canada.

### 4. Agents de vente

La participation de la Société aux frais de vente de son agent, la *Denison Mines Limited*, s'est élevée à \$519 126.

### 5. Administrateurs et cadres

Les sept administrateurs de la Société ne perçoivent à ce titre aucune rémunération. Les quatre cadres de la Société, dont trois sont également administrateurs, ne reçoivent aucune rémunération à titre de cadres.



## BACKGROUND

The uranium industry started in Canada in the early 1930's with the development of the Port Radium Mine at Great Bear Lake. The mine was expropriated in 1943 to supply uranium to the American-Anglo-Canadian research project. In 1947 industry was permitted to take part in uranium exploration. Significant deposits were discovered.

The Canadian uranium industry grew rapidly until 1959 and then declined dramatically through the early 1960's due in part to decisions by the United States and the United Kingdom against taking up options to purchase uranium beyond 1963. Efforts were made by the Canadian government to lessen the impact of the decline. Finally, to retain a nucleus of production, the government commenced a stockpiling program.

The first stockpile was purchased during the period July 1963 through July 1964 from three companies — Denison Mines Limited, Rio Algom Mines Limited and Canadian Faraday Corporation Limited. The purchase was authorized by Vote L63c, Appropriation Act No. 5, 1963, the cost not to exceed \$20 million. The provision for the cost was extended under the following authorities: Vote L37a, Appropriation Act No. 6, 1964 and Vote L37d, Appropriation Act No. 2, 1965.

The second stockpile was acquired during the period July 1965 through July 1970 from Denison, Rio Algom, Eldorado Mining and Refining Limited and Stanrock Uranium Mines Limited. The purchase was authorized by Vote L77a, Appropriation Act No. 2, 1966, the cost not to exceed \$135 million.

The two stockpiles, now collectively referred to as the Government of Canada general stockpile, totalled 19.25 million pounds of  $U_3O_8$  equivalent in concentrates at a purchase cost of approximately \$101 million.

A third stockpile, the joint venture stockpile, was agreed upon between the federal government, Denison Mines Limited and Uranium Canada, Limited on January 1, 1971. A sum of \$29.5 million was authorized by Vote L11c, Appropriation Act No. 1, 1971, and 6.4 million pounds of  $U_3O_8$  were obtained during the years 1971 through 1974. The government acquired a 76 per cent ownership by paying Denison \$4.56 per pound of  $U_3O_8$  against a book value of \$6.00 per pound.

To represent the government in all commercial activities relating to the purchase, storage and sale of the joint venture stockpile a new Crown corporation was formed in 1971 called Uranium Canada, Limited (UCAN). As an agent of the government UCAN would act as an intermediary between the government and Denison in all day-to-

## HISTORIQUE

L'industrie canadienne de l'uranium a pris naissance au début des années 1930 avec l'exploitation de la mine de Port Radium près du Grand lac de l'Ours. Cette mine a été expropriée en 1943 pour alimenter en uranium le projet de recherche anglo-américano-canadien. En 1947, l'industrie était autorisée à participer à la recherche de l'uranium, et d'importants gisements ont été découverts par la suite.

L'industrie canadienne de l'uranium a pris un essor rapide jusqu'en 1959, puis elle a décliné brusquement au début des années 1960, en partie parce que les États-Unis et la Grande-Bretagne ont refusé de prendre des options d'achat d'uranium pour au-delà de 1963. Le gouvernement canadien s'est alors efforcé de réduire les effets de ce déclin. Finalement, afin de maintenir une production embryonnaire, le gouvernement a décidé d'établir un programme de stockage.

Les premiers stocks gouvernementaux, constitués de juin 1963 à juillet 1964, ont été achetés à trois sociétés: la *Denison Mines Limited*, la *Rio Algom Mines Limited* et la *Canadian Faraday Corporation Limited*. Cet achat a été autorisé en vertu du crédit L63c, Loi n° 5 de 1963 portant affectation de crédits, le coût ne devant pas excéder 20 millions de dollars. Les dispositions relatives au coût ont été reconduites en vertu des mesures législatives suivantes: crédit L37a, Loi n° 6 de 1964 portant affectation de crédits, et crédit L37d, Loi n° 2 de 1965 portant affectation de crédits.

Dans le cadre du second programme de stockage, mis en œuvre de juillet 1965 à juillet 1970, le gouvernement a acheté de l'uranium aux sociétés *Denison*, *Rio Algom*, *Eldorado Mining and Refining Limited* et *Stanrock Uranium Mines Limited*. Cet achat a été autorisé en vertu du crédit L77a, Loi n° 2 de 1966 portant affectation de crédits, le coût ne devant pas dépasser 135 millions de dollars.

Ces stocks, qui sont maintenant désignés sous le nom de Stocks généraux du gouvernement du Canada correspondent au total à l'équivalent de 19,25 millions de livres d' $U_3O_8$  sous forme de concentrés, pour un prix d'achat total de 101 millions de dollars approximativement.

Le 1<sup>er</sup> janvier 1971, le gouvernement fédéral, la *Denison Mines Limited* et Uranium Canada, Limitée ont décidé d'établir un troisième programme, celui des stocks en copropriété. Une somme de 29,5 millions de dollars a été accordée en vertu du crédit L11c, Loi n° 1 de 1971 portant affectation de crédits, et 6,4 millions de livres d' $U_3O_8$  ont été achetées entre 1971 et 1974. Le gouvernement a acquis une participation de 76 % à la propriété de ces stocks en payant à la *Denison* \$4,56 par livre d' $U_3O_8$ , sur une valeur commerciale totale de \$6 la livre.

Pour représenter le gouvernement dans toutes les activités commerciales relatives à l'achat, au stockage et à la vente des stocks en copropriété, le gouvernement a décidé en 1971 de constituer une corporation de la Couronne, appelée Uranium Canada, Limitée (UCAN). En tant qu'agent du gouvernement, l'UCAN devait servir

day relations required by the January 1971 agreement.

This role was broadened in December 1971 when it was decided that UCAN would also act as agent of the federal government for sales of uranium from the Government of Canada general stockpile.

In November 1972 and May 1973 agreements were concluded with nine Spanish companies and one Japanese company for sales of approximately eleven million pounds of  $U_3O_8$ . These sales will exhaust the joint venture stockpile and will require up to five million pounds from the Government of Canada general stockpile.

A significant change was experienced in 1974 in the international uranium market. Acceleration of nuclear programs, due to the 1973 oil crisis, and the unexpected curtailment of marketing activities by several producers caused a dramatic shift from a surplus to a deficit market. To provide for orderly growth of the Canadian industry, while protecting the needs of domestic nuclear programs, a new uranium policy for Canada was announced by the federal government on September 5, 1974.

Sufficient uranium must be reserved for domestic use to enable each nuclear power reactor operating, committed for construction, or planned for operation ten years into the future, to operate at an average annual capacity factor of 80 per cent for thirty years from the start of the period, or, in the case of reactors which are not in operation, for thirty years from their in-service dates.

The remainder of the Government of Canada general stockpile will be disposed of solely within the domestic market and, prior to its total disposal, will be available on a commercial loan basis to meet any short-term needs of Canadian producers or Canadian utilities provided that at all times it will be further processed by Canadian facilities. Any opportunity to dispose of the stockpile by direct sale within the domestic market would be examined. In considering such opportunity the value of the stockpile in providing short-term security of supply to Canadian utilities would be carefully assessed.

Title to the Government of Canada general stockpile was transferred to Uranium Canada, Limited on May 3, 1976. The transfer will facilitate administration of existing agreements and negotiation and administration of any further agreements as may be made by Uranium Canada, Limited, with the approval of the Governor in Council.

d'intermédiaire entre le gouvernement et la *Denison* pour toutes les relations courantes prévues dans l'accord de janvier 1971.

En décembre 1971, ce rôle a été élargi et il fut décidé que l'UCAN serait également l'agent du gouvernement fédéral pour les ventes d'uranium provenant des stocks généraux du gouvernement du Canada.

En novembre 1972 et en mai 1973, des accords ont été conclus avec neuf compagnies espagnoles et une compagnie japonaise, pour la vente d'approximativement 11 millions de livres d' $U_3O_8$ . Ces ventes épuiseront les stocks en copropriété et il sera nécessaire de prélever jusqu'à cinq millions de livres sur les stocks généraux du gouvernement du Canada.

En 1974, le marché international de l'uranium a connu un changement important. L'accélération de la réalisation des programmes nucléaires, causée par la crise du pétrole de 1973, et la diminution soudaine des activités commerciales de plusieurs producteurs ont provoqué un changement subit: le marché d'excédents est devenu un marché de pénurie. Pour assurer l'expansion ordonnée de l'industrie canadienne, tout en subvenant aux besoins du programme nucléaire du pays, le gouvernement fédéral rendait publique, le 5 septembre 1974, une nouvelle politique de l'uranium.

Ainsi, il faut réserver, pour la consommation intérieure, suffisamment d'uranium pour permettre à chaque réacteur nucléaire qui est en exploitation, dont la construction a fait l'objet d'un engagement ou dont la mise en service est prévue pour les dix prochaines années, de fonctionner avec un facteur d'utilisation moyenne annuelle de 80 % pendant 30 ans, à partir du début de la période ou, dans le cas des réacteurs qui ne sont pas encore en exploitation, pendant 30 ans à partir de leur mise en service.

Le solde des stocks généraux du gouvernement du Canada ne pourra être cédé que sur le marché intérieur et, avant qu'il ne soit cédé en totalité, il sera mis à la disposition des producteurs canadiens ou des entreprises canadiennes de services publics, à titre de prêts commerciaux, pour leur permettre de répondre à leurs besoins à court terme, pourvu qu'en tout temps ces stocks soient traités ultérieurement dans des installations canadiennes. Toutes les possibilités de disposer de ces stocks en les vendant directement sur le marché intérieur seront examinées. Ce faisant, on évaluera soigneusement la valeur que représentent ces stocks pour le Canada en assurant à court terme la sécurité d'approvisionnement des entreprises canadiennes de services publics.

La propriété des Stocks généraux du gouvernement du Canada a été transférée à Uranium Canada, Limitée le 3 mai 1976. Ce transfert facilitera l'administration des accords existants, et la négociation et l'administration de tous les accords futurs par lesquels Uranium Canada, Limitée pourrait s'engager avec l'approbation du Gouverneur en conseil.

## OUTLOOK

Production from Canadian uranium mines in 1976 was in excess of 6,300 tons  $U_3O_8$ , substantially above the 4,600 tons produced in 1975. New mines coming into production accounted for much of the increase.

The 1975 Assessment of Canada's Uranium Supply and Demand published by Energy, Mines and Resources Canada in June 1976 indicated Canada's uranium production could increase from the 1976 level to 13,000 tons  $U_3O_8$  by 1980 and to 15,000 tons by 1985.

These projections can be considered to be the maximum output attainable based on known reserves, in that they assume an adequate availability of manpower, equipment and capital financing, and the existence of base-load contracts and sufficient lead-time. Should new deposits be discovered, supportable production levels could be increased.

Shipments from Canadian uranium production and inventory in 1976 totalled approximately 6,700 tons  $U_3O_8$  compared with some 6,100 tons in 1975. As of June 1976 total export commitments by Canadian producers were about 110,000 tons  $U_3O_8$ .

In December 1976 the Atomic Energy Control Board sent letters to all producers advising them that the Board would be unable to approve export permits for shipments of uranium to countries without satisfactory safeguards agreements with Canada. This embargo, if continued for an extended period, would have a serious impact on producers' cash flow and might jeopardize or curtail their expansion programs.

In accordance with the uranium policy statement of September 1974, Uranium Canada, Limited will not be making any more direct export sales of uranium but could still realize substantial income from its stockpile through short-term loans of uranium to Canadian producers and consumers in cases where supplies are not sufficient to meet contract obligations or requirements.

In common with other countries, Canadian projections of installed nuclear capacity and associated uranium requirements have been adjusted. Installed nuclear capacity in the year 2000 is now expected to be in the order of 75,000 MWe, compared with 115,000 MWe projected just over a year ago. Domestic uranium requirements are now expected to grow from the present 585 tons  $U_3O_8$  a year to about 5,500 tons  $U_3O_8$  a year in 1990 and to 14,300 tons  $U_3O_8$  a year in 2000.

## PERSPECTIVES

En 1976, la production des mines canadiennes d'uranium a dépassé 6 300 tonnes d' $U_3O_8$ , soit une augmentation considérable par rapport aux 4 600 tonnes produites en 1975. La mise en exploitation de nouvelles mines justifie la plus grande partie de cette augmentation.

L'évaluation en 1975 de l'offre et de la demande sur le marché canadien de l'uranium, qui a été publiée par le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources en juin 1976, indiquait que la production canadienne d'uranium pourrait passer à 13 000 tonnes d' $U_3O_8$  d'ici 1980 et à 15 000 tonnes d'ici 1985.

Ces projections peuvent être considérées comme le rendement maximal possible, compte tenu des réserves connues, car elles supposent la disponibilité de ressources suffisantes en main-d'œuvre, en matériel et en capitaux, ainsi que l'existence de contrats de vente suffisants et de délais de démarrage assez longs. Si de nouveaux gisements étaient découverts, les niveaux de production possibles pourraient augmenter.

Les expéditions tirées de la production et des stocks canadiens d'uranium ont totalisé environ 6 700 tonnes d' $U_3O_8$  en 1976, comparativement à quelque 6 100 tonnes en 1975. À partir de juin 1976, les engagements d'exportation des producteurs canadiens s'élevaient au total à environ 110 000 tonnes d' $U_3O_8$ .

En décembre 1976, la Commission de contrôle de l'énergie atomique a expédié des lettres à tous les producteurs pour les avertir qu'elle ne pourrait accorder de permis d'exportation pour les expéditions d'uranium destinées aux pays qui n'ont pas conclu avec le Canada d'accords satisfaisants de garanties d'utilisation pacifique de substances nucléaires. Si cet embargo devait se prolonger pendant une longue période, il aurait un effet grave sur les fonds de roulement des producteurs et pourrait compromettre ou freiner leurs programmes d'expansion.

Conformément à la Déclaration de principe sur l'uranium de septembre 1974, l'Uranium Canada, Limitée ne vendra plus directement de l'uranium à l'étranger, mais elle pourrait réaliser des revenus considérables sur ses stocks en les utilisant pour prêter de l'uranium à court terme aux producteurs et aux consommateurs canadiens dans les cas où les approvisionnements ne permettraient pas de respecter les obligations contractuelles ou de répondre aux besoins.

Comme ce fut le cas dans d'autres pays, le Canada a dû modifier ses prévisions relatives à la puissance nucléaire installée et à ses besoins en uranium qui en découlaient. La puissance nucléaire installée prévue pour l'an 2000 sera de l'ordre de 75 000 MWe, comparativement aux 115 000 MWe prévus il y a seulement un an. On prévoit maintenant une augmentation des besoins intérieurs d'uranium qui passeront du total actuel de 585 tonnes d' $U_3O_8$  par année à environ 5 500 tonnes d' $U_3O_8$  par année en 1990 et à 14 300 tonnes d' $U_3O_8$  par année en l'an 2000.



# URANIUM-BEARING AREAS IN CANADA



# RÉGIONS URANIFÈRES AU CANADA







© Minister of Supply and Services Canada 1977

Cat. No.: CC71-1976  
ISSN— 0-662-01215-1  
ISSN— 0382-229X

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1977

N° de cat: CC71-1976  
ISBN: 0-662-01215-1  
ISSN: 0382-229X

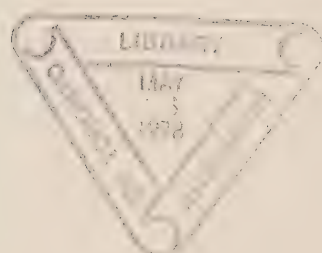
A1  
S 400  
A 56

# UCAN

1977

ANNUAL REPORT  
RAPPORT ANNUEL

URANIUM CANADA LIMITED/LIMITEE



# 1977 ANNUAL REPORT

# RAPPORT ANNUEL – 1977

Uranium Canada, Limited

Uranium Canada, Limitée

Contents	Page	Table des matières	Page
President's Letter . . . . .	3	Lettre du Président . . . . .	3
List of Directors and Officers . . . . .	5	Liste des membres du conseil d'administration et de la direction . . . . .	5
Description of Uranium Canada . . . . .	6	Description de la société Uranium Canada . . . . .	6
Auditor General's Report . . . . .	7	Rapport de l'auditeur général . . . . .	7
Balance Sheet . . . . .	8	Bilan . . . . .	10
Statement of Earnings . . . . .	9	État des bénéfices . . . . .	11
Notes to Financial Statements . . . . .	12	Notes relatives aux états financiers . . . . .	12
Background . . . . .	13	Historique . . . . .	13
Outlook . . . . .	15	Perspectives . . . . .	15
Map . . . . .	16	Carte . . . . .	16





## PRESIDENT'S LETTER

The Honourable Alastair W. Gillespie  
Minister of Energy, Mines and Resources  
House of Commons  
Ottawa, Ontario

Sir,

On behalf of the Board of Directors I have the honour to submit the Annual Report of Uranium Canada, Limited (UCAN) for the year ended December 31, 1977.

Since 1971, when UCAN commenced operations, the corporation's main function has been to act on behalf of the federal government in the acquisition and sale of the government's share of the joint venture stockpile of uranium.

In 1972 and 1973, the entire stockpile, plus a quantity of uranium from the Government of Canada general stockpile, was committed for sale to various Spanish companies and one Japanese utility for use in their respective nuclear power programs. All sales, with the exception of one Spanish contract, were completed by the end of 1977.

Deliveries during the year included a shipment on July 1 of 27.2 tonnes of uranium which amount exhausted the joint venture stockpile.

UCAN's role in the future will be to continue to administer the Government of Canada general stockpile in accordance with Canada's uranium policy announced on September 5, 1974. The significant part of this policy, as it affects UCAN, is that the stockpile will be available on a commercial loan basis to meet particular needs of Canadian producers or Canadian utilities provided that at all times it will be further processed by Canadian facilities.

Enquiries have been received from various companies on the subject of possible loans from the stockpile. In some cases these enquiries have progressed as far as discussion of contract terms but, to date, no loan arrangements have been finalized. There are two active negotiations which are expected to lead to firm contracts by the summer of 1978.

For a variety of reasons, estimates of uranium requirements in the western world in the next twenty-five years continue to reflect reductions over previous forecasts. Nevertheless, the task of finding and exploiting the uranium that will be required to fuel the reactors contemplated in current projections is still a major challenge.

The current price of about \$120/kg U is sufficiently high to encourage vigorous uranium exploration and new dis-

## LETTRE DU PRÉSIDENT

L'honorable Alastair Gillespie  
Ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources  
Chambre des Communes  
Ottawa (Ontario)

Monsieur le Ministre,

Au nom du Conseil d'administration, j'ai l'honneur de vous présenter le rapport annuel de l'Uranium Canada, Limitée, pour l'exercice clos le 31 décembre 1977.

Depuis 1971, soit lorsque l'UCAN a pris naissance, la société a eu comme tâche principale d'agir au nom du gouvernement fédéral pour l'acquisition et la vente des stocks communs d'uranium.

En 1972 et en 1973, l'engagement était pris de vendre à différentes sociétés espagnoles et à une entreprise japonaise, tout le stock d'uranium, ainsi qu'une certaine quantité du stock général du gouvernement canadien, afin que ces entreprises puissent procéder à leurs programmes d'énergie nucléaire. A la fin de 1977, toutes les ventes étaient complétées, à l'exception d'un contrat avec une société espagnole.

Au cours de cette année, 27.2 tonnes d'uranium ont été livrées, soit le 1<sup>er</sup> juillet, ce qui a épuisé les stocks en copropriété.

Dans l'avenir, l'UCAN devra toujours gérer les stocks généraux du gouvernement canadien, conformément à la Politique canadienne de l'uranium, annoncée le 5 septembre 1974. Une partie primordiale de cette politique, qui touche plus particulièrement l'UCAN, veut que le stock sera mis à disposition des producteurs ou des entreprises canadiennes de service public qui pourront en emprunter une partie, par transaction commerciale, pour répondre à leurs besoins particuliers, pourvu qu'il soit toujours traité ultérieurement dans des installations canadiennes.

Différentes sociétés ont fait état d'emprunts possibles d'une partie des stocks. Dans certains cas, ces demandes ont même porté sur les conditions contractuelles, mais, pour l'instant, aucune entente de prêt n'a été conclue. L'UCAN négocie activement avec deux sociétés avec lesquelles elle prévoit conclure des contrats fermes d'ici l'été de 1978.

Pour diverses raisons, les estimations des besoins en uranium en Occident, pour les vingt prochaines années sont de moins en moins élevées par rapport aux prévisions antérieures. Néanmoins, il reste encore énormément à faire pour trouver et exploiter l'uranium nécessaire à l'alimentation des réacteurs que l'on prévoit construire.

Le prix actuel de l'uranium, soit environ \$120/kg U, est suffisamment élevé pour en encourager activement la pros-

coveries are being made. Those on the edge of the Athabasca Basin in northern Saskatchewan have been the most spectacular in Canada. Nonetheless, the large deposits discovered in the vicinity of Elliot Lake, Ontario, in the 1950's continue to dominate the Canadian production and reserves scene. They provide the potential for fuelling Canada's reactors well into the next century and for meeting some of the expected future export demand for uranium.

The growing uranium industry in Ontario and in other parts of Canada will undoubtedly make a substantial contribution in the future to domestic energy production, to provision of new jobs and to increased income from foreign trade.

For the Directors,



Ottawa, Canada  
March, 1978

G.M. MacNabb  
President

pection. De nouvelles réserves sont actuellement mises à jour: celles qui sont en bordure du bassin de l'Athabaska, dans le nord de la Saskatchewan, se sont avérées la plus spectaculaire découverte au Canada. Néanmoins, les immenses gisements découverts dans les environs d'Elliot Lake, en Ontario, dans les années 1950, continuent de dominer la scène canadienne tant du point de vue production que des réserves; ils permettront d'assurer l'alimentation de réacteurs canadiens pendant une bonne partie du siècle prochain et de répondre à certaines demandes futures d'exportation d'uranium.

L'industrie de l'uranium, en expansion en Ontario et dans d'autres parties du Canada, permettra sans aucun doute d'apporter, à l'avenir, une contribution importante à la production d'énergie au Canada, à la création de nouveaux emplois et à l'accroissement des revenus engendrés par le commerce extérieur.

Au nom du conseil d'administration,

Le président,



Ottawa (Canada)  
Mars, 1978

G.M. MacNabb

## DIRECTORS

Gordon M. MacNabb  
Deputy Minister  
Department of Energy, Mines and Resources

Dr. O. J. C. Runnalls  
Senior Adviser, Uranium and Nuclear Energy  
Department of Energy, Mines and Resources

Jean-Paul Drolet  
Assistant Deputy Minister  
Mineral Development  
Department of Energy, Mines and Resources

A. S. Rubinoff  
Assistant Deputy Minister  
Economic Programs and Government Finance Branch  
Department of Finance

J. S. Stanford  
Director General  
Bureau of Commercial and Commodity  
Relations  
Department of External Affairs

A. M. Guérin  
Assistant Deputy Minister  
Department of Industry, Trade and Commerce

de Montigny Marchand  
Deputy Secretary to the Cabinet (Operations)  
Privy Council Office

R. E. Williams  
Senior Adviser, Legal  
Department of Energy, Mines and Resources

## OFFICERS

Gordon M. MacNabb  
President

Dr. O. J. C. Runnalls  
Executive Vice-President

Jean-Paul Drolet  
Vice-President

A. S. Rubinoff  
Vice-President (Finance)

K. E. Rowley  
Secretary

## CONSEIL D'ADMINISTRATION

Gordon M. MacNabb  
Sous-ministre  
Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources

O. J. C. Runnalls  
Conseiller supérieur, Uranium et énergie nucléaire  
Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources

Jean-Paul Drolet  
Sous-ministre adjoint  
Exploitation minière  
Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources

A. S. Rubinoff  
Sous-ministre adjoint  
Direction des programmes économiques et des  
finances de l'État  
Ministère des Finances

J. S. Stanford  
Directeur général  
Bureau des relations en matière de commerce  
et de produits de base  
Ministère des Affaires extérieures

A. M. Guérin  
Sous-ministre adjoint  
Ministère de l'Industrie et du Commerce

de Montigny Marchand  
Sous-secrétaire du Cabinet (Opérations)  
Bureau du conseil privé

R. E. Williams  
Conseiller juridique supérieur  
Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources

## DIRECTION

Gordon M. MacNabb  
Président

O. J. C. Runnalls  
Vice-président exécutif

Jean-Paul Drolet  
Vice-président

A. S. Rubinoff  
Vice-président (Finances)

K. E. Rowley  
Secrétaire

## URANIUM CANADA, LIMITED

Uranium Canada, Limited is a Crown corporation incorporated in June 1971 under the Canada Corporations Act pursuant to Energy, Mines and Resources Vote L11c of the Appropriation Act No. 1, 1971 and the Atomic Energy Control Act. It is for all its purposes an agent of Her Majesty and its powers may be exercised only as an agent of Her Majesty. The shares of the Company, with the exception of the qualifying shares of the Directors, are held by a Minister of the Crown in trust for Her Majesty.

The member of the Privy Council designated by the Governor in Council as the Minister for the purposes of the Atomic Energy Control Act is the Minister of Energy, Mines and Resources.

UCAN \* is responsible to act as an agent on behalf of the federal government with respect to the acquisition and sales of the joint stockpile of uranium concentrates established under the agreement with Denison Mines Limited, entered into as of January 1, 1971. Denison Mines Limited acts as the sales agent for the concentrates in the joint stockpile including negotiating for and endeavouring to secure contracts with customers.

UCAN also acts as agent on behalf of the federal government for dispositions from the Government of Canada general stockpile.

The Corporation is a Schedule "C" agency corporation under the Financial Administration Act.

The Head Office is located at 580 Booth Street in the City of Ottawa, Ontario.

\*Registered Trade Mark

## URANIUM CANADA, LIMITÉE

Uranium Canada, Limitée est une société de la Couronne constituée en corporation en juin 1971 en vertu de la Loi sur les corporations canadiennes et conformément au crédit L11c (ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources) de la Loi n° 1 de 1971 portant affectation de crédits et à la Loi sur le contrôle de l'énergie atomique. Elle est à toutes ses fins un représentant de Sa Majesté et ne peut exercer ses pouvoirs qu'en cette qualité. Exception faite des actions statutaires des membres du Conseil d'administration, les actions de la Société sont gardées en dépôt pour Sa Majesté par un ministre de la Couronne.

Le membre du Conseil privé nommé par le Gouverneur en conseil comme ministre aux fins de l'application de la Loi sur le contrôle de l'énergie atomique est le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources.

L'UCAN\* est chargée d'agir en qualité de représentant du gouvernement fédéral en ce qui concerne l'achat et les ventes des stocks communs de concentrés d'uranium constitués en vertu de l'entente conclue avec la *Denison Mines Limited* en date du 1<sup>er</sup> janvier 1971. La *Denison Mines Limited* agit en qualité d'agent de ventes des concentrés de ces stocks, négocie avec les clients et tente d'obtenir des contrats.

L'UCAN représente également le gouvernement fédéral lorsqu'il s'agit de disposer des stocks généraux du gouvernement du Canada.

L'UCAN est une société de la Couronne inscrite à l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Son siège social est situé au 580, rue Booth à Ottawa.

\*Marque déposée

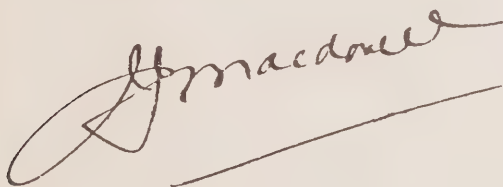
Report to the  
Minister of Energy, Mines and Resources  
on the examination of the  
accounts and financial statements of  
Uranium Canada, Limited  
for the year ended December 31, 1977

The Honourable A. W. Gillespie, P.C., M.P.,  
Minister of Energy, Mines and Resources,  
Ottawa, Ontario.

I have examined the balance sheet of Uranium Canada, Limited as at December 31, 1977 and the statement of operations of accounts administered for Canada and the statement of account due to Canada for assets administered for the year then ended. My examination was made in accordance with generally accepted auditing standards, and accordingly included such tests and other procedures as I considered necessary in the circumstances.

In my opinion, these financial statements give a true and fair view of the financial position of the Corporation as at December 31, 1977, and the results of the operations administered by the Corporation for the account of Canada and the account due to Canada for assets administered for the year then ended in accordance with generally accepted accounting principles applied on a basis consistent with that of the preceding year.

I further report that, in my opinion, proper books of accounts have been kept by the Corporation, the financial statements are in agreement therewith and the transactions that have come under my notice have been within its statutory powers.



Auditor General of Canada

Ottawa, Ontario  
March 22, 1978

Rapport au ministre de  
l'Énergie, des Mines et des Ressources  
sur l'examen  
des comptes et des états financiers de  
Uranium Canada, Limitée  
pour l'année terminée le 31 décembre 1977

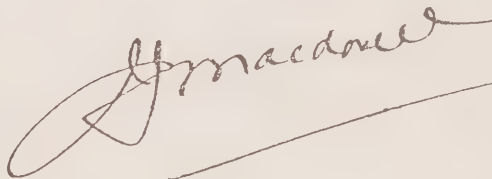
L'honorable A.W. Gillespie, C.P., député  
Ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources  
Ottawa (Ontario)

J'ai vérifié le bilan de Uranium Canada, Limitée au 31 décembre 1977 ainsi que l'état des opérations des comptes administrés pour le Canada et l'état de la dette envers le Canada pour l'actif administré pour l'année terminée à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent un aperçu juste et fidèle de la situation financière de la société au 31 décembre 1977 ainsi que les résultats des opérations administrées par la société pour le compte du Canada et la dette envers le Canada pour l'actif administré pour l'année terminée à cette date conformément aux principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'année précédente.

De plus, je déclare que la société, à mon avis, a tenu des livres de comptabilité appropriés, que les états financiers sont conformes à ces derniers et que les opérations dont j'ai eu connaissance ont été effectuées dans le cadre de ses pouvoirs statutaires.

Le Vérificateur général du Canada



Ottawa (Ontario)  
le 22 mars 1978



URANIUM CANADA, LIMITED  
(Incorporated under the Canada Corporations Act)

BALANCE SHEET  
as at December 31, 1977

ASSETS	1977	1976
Cash .....	\$ 9	\$ 9
Assets administered for Canada		
Accounts receivable .....	29,706,827	15,447,557
Accrued interest receivable .....	703,114	463,621
Prepaid selling expenses .....	—	3,805
Joint stockpile of uranium concentrates .....	—	735,674
General stockpile of uranium concentrates .....	78,020,579	101,188,304
	<u>108,430,520</u>	<u>117,838,961</u>
Less: Accounts payable .....	—	233,584
Net assets administered for Canada .....	<u>108,430,520</u>	<u>117,605,377</u>
	<u>\$ 108,430,529</u>	<u>\$ 117,605,386</u>
LIABILITIES		
Due to Canada on account of assets administered—per statement attached .....	\$ 108,430,520	\$ 117,605,377
EQUITY OF CANADA		
Share capital		
Authorized and issued: 1,000 shares of no par value .....	9	9
	<u>\$ 108,430,529</u>	<u>\$ 117,605,386</u>

The accompanying notes are an integral part of the financial statements.

Approved on behalf of the Board:



Director



Director

# URANIUM CANADA, LIMITED

## Statement of Operations of Accounts Administered for Canada for the year ended December 31, 1977

Revenue	1977	1976
Sales of uranium concentrates . . . . .	\$ 55,141,789	\$ 19,557,521
Interest . . . . .	984,961	1,167,769
	<u>56,126,750</u>	<u>20,725,290</u>
 Expense		
Cost of uranium concentrates . . . . .	23,899,458	13,538,412
Selling expenses (Note 3) . . . . .	1,734,466	519,126
	<u>25,633,924</u>	<u>14,057,538</u>
Excess of revenue over expense accruing to Canada . . . . .	<u>\$ 30,492,826</u>	<u>\$ 6,667,752</u>

The accompanying notes are an integral part of the financial statements.

## Statement of Account Due to Canada for Assets Administered for the year ended December 31, 1977

	1977	1976
Due to Canada, beginning of the year . . . . .	\$ 117,605,377	\$ 32,953,799
Add: Uranium concentrates received from Canada during the year . . . . .	—	101,188,304
Excess of revenue over expense for the year . . . . .	30,492,826	6,667,752
	<u>148,098,203</u>	<u>140,809,855</u>
Deduct: Payments to Canada . . . . .	39,667,683	23,204,478
Due to Canada, end of the year . . . . .	<u>\$ 108,430,520</u>	<u>\$ 117,605,377</u>

The accompanying notes are an integral part of the financial statements.

**URANIUM CANADA, LIMITÉE**  
(Constituée en vertu de la Loi sur les corporations canadiennes)

**BILAN**  
au 31 décembre 1977

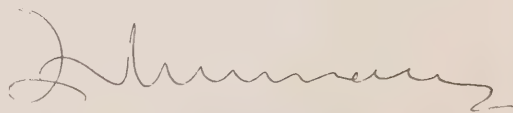
ACTIF	<u>1977</u>	<u>1976</u>
Encaisse . . . . .	\$ 9	\$ 9
Actif administré pour le Canada		
Comptes à recevoir . . . . .	29,706,827	15,447,557
Intérêts courus à recevoir . . . . .	703,114	463,621
Frais de vente payés d'avance . . . . .	—	3,805
Stock commun de concentrés d'uranium . . . . .	—	735,674
Stock général de concentrés d'uranium . . . . .	78,020,579	101,188,304
	<u>108,430,520</u>	<u>117,838,961</u>
Moins: Comptes à payer . . . . .	—	233,584
Actif net administré pour le Canada . . . . .	<u>108,430,520</u>	<u>117,605,377</u>
	<u>\$ 108,430,529</u>	<u>\$ 117,605,386</u>
 PASSIF		
Dette envers le Canada pour l'actif administré — selon l'état ci-joint . . . . .	\$ 108,430,520	\$ 117,605,377
 AVOIR DU CANADA		
Capital-actions		
Autorisé et émis : 1,000 actions sans valeur au pair . . . . .	9	9
	<u>\$ 108,430,529</u>	<u>\$ 117,605,386</u>

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

Approuvé au nom du Conseil d'administration:



Administrateur



Administrateur

# URANIUM CANADA, LIMITÉE

## États des opérations des comptes administrés pour le Canada pour l'année terminée le 31 décembre 1977

Revenus	1977	1976
Ventes de concentrés d'uranium . . . . .	\$ 55,141,789	\$ 19,557,521
Intérêts . . . . .	984,961	1,167,769
	<u>56,126,750</u>	<u>20,725,290</u>
Dépenses		
Coût des concentrés d'uranium . . . . .	23,899,458	13,538,412
Frais de vente (Note 3) . . . . .	1,734,466	519,126
	<u>25,633,924</u>	<u>14,057,538</u>
Excédent des revenus sur les dépenses accumulé pour le Canada . . . . .	<u>\$ 30,492,826</u>	<u>\$ 6,667,752</u>

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

# URANIUM CANADA, LIMITÉE

## État de la dette envers le Canada pour l'actif administré pour l'année terminée le 31 décembre 1977

	1977	1976
Dette envers le Canada au début de l'année . . . . .	\$ 117,605,377	\$ 32,953,799
Ajouter: Concentrés d'uranium reçus du Canada au cours de l'année . . . . .	—	101,188,304
Excédent des revenus sur les dépenses pour l'année . . . . .	30,492,826	6,667,752
	<u>148,098,203</u>	<u>140,809,855</u>
Déduire: Paiements au Canada . . . . .	39,667,683	23,204,478
Dette envers le Canada à la fin de l'année . . . . .	<u>\$ 108,430,520</u>	<u>\$ 117,605,377</u>

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

## URANIUM CANADA, LIMITED

Notes to Financial Statements  
as at December 31, 1977

## URANIUM CANADA, LIMITÉE

Notes aux états financiers  
du 31 décembre 1977

### 1. Significant accounting policies

#### a) Activities administered for Canada

The Corporation administers and sells, as Canada's agent, the joint uranium stockpile purchased from Denison Mines Limited and the general government uranium stockpile acquired by Canada since 1963. All monies and benefits received from the sale of the stockpiles are paid to Canada after deduction of selling expenses. Accordingly, such activities are reported as administered for Canada's account.

Administrative services are provided to the Corporation without charge by the Department of Energy, Mines and Resources.

#### b) Inventories

Inventories are carried at Canada's acquisition cost. Warehousing and other carrying costs are borne directly by Canada and are not reflected in these accounts.

#### c) Interest

The Corporation under contractual agreements allows extended payment terms to its customers. Interest is charged on the sales value from the time of delivery to the time of payment when such terms apply.

#### d) Translation of foreign currency

U.S. dollar accounts are translated to Canadian funds at rates prevailing at December 31. Gains or losses are included in sales.

### 2. Directors and officers

The Corporation's eight directors receive no remuneration as directors. The Corporation's five officers, four of whom are also directors, receive no remuneration as officers.

### 3. Selling expenses

Selling expenses represent a commission of \$734,476 paid to Mitsui & Co. Ltd. on sales of uranium concentrates to a Japanese utility and Canada's share of the direct out-of-pocket expenses, including commissions, incurred by Denison Mines Limited on the sale of uranium concentrates to Spanish utilities, amounting to \$990,990.

### 1. Conventions comptables importantes

#### a) Activités administrées pour le Canada

A titre d'agent du Canada, la Société administre et vend le stock d'uranium commun acheté à la Denison Mines Limited et le stock général d'uranium du Canada acquis depuis 1963. Tous les argents et bénéfices de la vente des stocks sont versés au Canada, après déduction des frais de ventes. Par conséquent, ces activités sont déclarées comme étant gérées au nom du Canada.

Le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources fournit à la Société des services administratifs, à titre gratuit.

#### b) Stocks

Les stocks sont évalués au prix d'achat payé par le Canada. Les coûts d'entreposage et autres frais généraux sont assumés directement par le Canada et ne sont pas compris dans ces comptes.

#### c) Intérêts

En vertu d'ententes contractuelles, la Société permet à ses clients de prolonger les conditions de paiement. Les intérêts sont calculés d'après la valeur des ventes, depuis la date de livraison jusqu'au moment du paiement, quant ces modalités s'appliquent.

#### d) Conversion des devises étrangères

Les comptes en dollars américains sont convertis en monnaie canadienne aux taux de change en vigueur au 31 décembre. Les gains ou les pertes sont compris dans les ventes.

### 2. Conseil d'administration et direction

Les huit membres du Conseil d'administration de la Société ne perçoivent, à ce titre, aucune rémunération. Les cinq membres de la Direction de la Société, dont quatre d'entre eux sont également des membres du Conseil, ne reçoivent aucune rémunération à ce titre.

### 3. Frais de vente

Les frais de vente se composent d'une commission de \$734,476 versée à la Mitsui & Co. Ltd. sur des ventes de concentrés d'uranium à un service public japonais et d'un montant de \$990,990 représentant la part du Canada des frais directs, y compris les commissions, encourus par la Denison Mines Limited pour des ventes de concentrés d'uranium à des services publics espagnols.



## BACKGROUND

The uranium industry started in Canada in the early 1930's with the development of the Port Radium Mine at Great Bear Lake. The mine was expropriated in 1943 to supply uranium to the American-Anglo-Canadian research project. In 1947 industry was permitted to take part in uranium exploration. Significant deposits were discovered.

The Canadian uranium industry grew rapidly until 1959 and then declined dramatically through the early 1960's due in part to decisions by the United States and the United Kingdom against taking up options to purchase uranium beyond 1963. Efforts were made by the Canadian government to lessen the impact of the decline. Finally, to retain a nucleus of production, the government commenced a stockpiling program.

The first stockpile was purchased during the period July 1963 through July 1964 from three companies — Denison Mines Limited, Rio Algom Mines Limited and Canadian Faraday Corporation Limited. The purchase was authorized by Vote L63c, Appropriation Act No. 5, 1963, the cost not to exceed \$20 million. The provision for the cost was extended under the following authorities: Vote L37a, Appropriation Act No. 6, 1964 and Vote L37d, Appropriation Act No. 2, 1965.

The second stockpile was acquired during the period July 1965 through July 1970 from Denison, Rio Algom, Eldorado Mining and Refining Limited and Stanrock Uranium Mines Limited. The purchase was authorized by Vote L77a, Appropriation Act No. 2, 1966, the cost not to exceed \$135 million.

The two stockpiles, now collectively referred to as the Government of Canada general stockpile, totalled 7,407 tonnes of uranium (U)\* equivalent in concentrates at a purchase cost of approximately \$101 million.

A third stockpile, the joint venture stockpile, was agreed upon between the federal government, Denison Mines Limited and Uranium Canada, Limited on January 1, 1971. A sum of \$29.5 million was authorized by Vote L11c, Appropriation Act No. 1, 1971, and 2,471 tonnes U\* were obtained during the years 1971 through 1974. The government acquired a 76 per cent ownership by paying Denison \$4.56 per pound of U<sub>3</sub>O<sub>8</sub> against a book value of \$6.00 per pound.

To represent the government in all commercial activities relating to the purchase, storage and sale of the joint venture stockpile a new Crown corporation was formed in 1971 called Uranium Canada, Limited (UCAN). As an agent of the government UCAN would act as an interme-

## HISTORIQUE

L'industrie canadienne de l'uranium a pris naissance au début des années 1930 avec l'exploitation de la mine de Port Radium près du Grand lac de l'Ours. Cette mine a été expropriée en 1943 pour alimenter en uranium le projet de recherche anglo-américano-canadien. En 1947, l'industrie était autorisée à participer à la recherche de l'uranium, et d'importants gisements ont été découverts par la suite.

L'industrie canadienne de l'uranium a pris un essor rapide jusqu'en 1959, puis elle a décliné brusquement au début des années 1960, en partie parce que les États-Unis et la Grande-Bretagne ont refusé de prendre des options d'achat d'uranium pour au-delà de 1963. Le gouvernement canadien s'est alors efforcé de réduire les effets de ce déclin. Finalement, afin de maintenir une production embryonnaire, le gouvernement a décidé d'établir un programme de stockage.

Les premiers stocks gouvernementaux, constitués de juin 1963 à juillet 1964, ont été achetés à trois sociétés: la *Denison Mines Limited*, la *Rio Algom Mines Limited* et la *Canadian Faraday Corporation Limited*. Cet achat a été autorisé en vertu du crédit L63c, Loi n° 5 de 1963 portant affectation de crédits, le coût ne devant pas excéder 20 millions de dollars. Les dispositions relatives au coût ont été reconduites en vertu des mesures législatives suivantes: crédit L37a, Loi n° 6 de 1964 portant affectation de crédits, et crédit L37d, Loi n° 2 de 1965 portant affectation de crédits.

Dans le cadre du second programme de stockage, mis en œuvre de juillet 1965 à juillet 1970, le gouvernement a acheté de l'uranium aux sociétés *Denison*, *Rio Algom*, *Eldorado Mining and Refining Limited* et *Stanrock Uranium Mines Limited*. Cet achat a été autorisé en vertu du crédit L77a, Loi n° 2 de 1966 portant affectation de crédits, le coût ne devant pas dépasser 135 millions de dollars.

Ces stocks, qui sont maintenant désignés sous le nom de Stocks généraux du gouvernement du Canada correspondent au total à l'équivalent de 7,407 tonnes d'uranium (U)\* sous forme de concentrés, pour un prix d'achat total de 101 millions de dollars approximativement.

Le 1<sup>er</sup> janvier 1971, le gouvernement fédéral, la *Denison Mines Limited* et *Uranium Canada, Limitée* ont décidé d'établir un troisième programme, celui des stocks en copropriété. Une somme de 29,5 millions de dollars a été accordée en vertu du crédit L11c, Loi n° 1 de 1971 portant affectation de crédits, et 2,471 tonnes d'U\* ont été achetées entre 1971 et 1974. Le gouvernement a acquis une participation de 76% à la propriété de ces stocks en payant à la *Denison* \$4.56 par livre d'U<sub>3</sub>O<sub>8</sub>, sur une valeur commerciale totale de \$6 la livre.

Pour représenter le gouvernement dans toutes les activités commerciales relatives à l'achat, au stockage et à la vente des stocks en copropriété, le gouvernement a décidé en 1971 de constituer une corporation de la Couronne, appelée *Uranium Canada, Limitée (UCAN)*. En tant qu'agent

\*1 tonne U equals 1.2999 tons U<sub>3</sub>O<sub>8</sub>

\*1 tonne d'uranium U équivaut à 1,2999 tonnes d'U<sub>3</sub>O<sub>8</sub>

diary between the government and Denison in all day-to-day relations required by the January 1971 agreement.

This role was broadened in December 1971 when it was decided that UCAN would also act as agent of the federal government for sales of uranium from the Government of Canada general stockpile.

In November 1972 and May 1973 agreements were concluded with nine Spanish companies and one Japanese company for sales of approximately 4,231 tonnes U. These sales will exhaust the joint venture stockpile and will require up to 1,923 tonnes U from the Government of Canada general stockpile.

A significant change was experienced in 1974 in the international uranium market. Acceleration of nuclear programs, due to the 1973 oil crisis, and the unexpected curtailment of marketing activities by several producers caused a dramatic shift from a surplus to a deficit market. To provide for orderly growth of the Canadian industry, while protecting the needs of domestic nuclear programs, a new uranium policy for Canada was announced by the federal government on September 5, 1974.

Sufficient uranium must be reserved for domestic use to enable each nuclear power reactor operating, committed for construction or planned for operation ten years into the future, to operate at an average annual capacity factor of 80 per cent for thirty years from the start of the period, or, in the case of reactors which are not in operation, for thirty years from their in-service dates.

The remainder of the Government of Canada general stockpile will be disposed of solely within the domestic market and, prior to its total disposal, will be available on a commercial loan basis to meet any short-term needs of Canadian producers or Canadian utilities provided that at all times it will be further processed by Canadian facilities. Any opportunity to dispose of the stockpile by direct sale within the domestic market would be examined. In considering such opportunity the value of the stockpile in providing short-term security of supply to Canadian utilities would be carefully assessed.

Title to the Government of Canada general stockpile was transferred to Uranium Canada, Limited on May 3, 1976. The transfer will facilitate administration of existing agreements and negotiation and administration of any further agreements as may be made by Uranium Canada, Limited, with the approval of the Governor in Council.

du gouvernement, l'UCAN devait servir d'intermédiaire entre le gouvernement et la *Denison* pour toutes les relations courantes prévues dans l'accord de janvier 1971.

En décembre 1971, ce rôle a été élargi et il fut décidé que l'UCAN serait également l'agent du gouvernement fédéral pour les ventes d'uranium provenant des stocks généraux du gouvernement du Canada.

En novembre 1972 et en mai 1973, des accords ont été conclus avec neuf compagnies espagnoles et une compagnie japonaise, pour la vente d'approximativement 4,231 tonnes d'U. Ces ventes épuiseront les stocks en copropriété et il sera nécessaire de prélever jusqu'à 1,923 tonnes d'U sur les stocks généraux du gouvernement du Canada.

En 1974, le marché international de l'uranium a connu un changement important. L'accélération de la réalisation des programmes nucléaires, causée par la crise du pétrole de 1973, et la diminution soudaine des activités commerciales de plusieurs producteurs ont provoqué un changement subit: le marché d'excédents est devenu un marché de pénurie. Pour assurer l'expansion ordonnée de l'industrie canadienne, tout en subvenant aux besoins du programme nucléaire du pays, le gouvernement fédéral rendait public, le 5 septembre 1974, une nouvelle politique de l'uranium.

Ainsi, il faut réserver, pour la consommation intérieure, suffisamment d'uranium pour permettre à chaque réacteur nucléaire qui est en exploitation, dont la construction a fait l'objet d'un engagement ou dont la mise en service est prévue pour les dix prochaines années, de fonctionner avec un facteur d'utilisation moyenne annuelle de 80% pendant 30 ans, à partir du début de la période ou, dans le cas des réacteurs qui ne sont pas encore en exploitation, pendant 30 ans à partir de leur mise en service.

Le solde des stocks généraux du gouvernement du Canada ne pourra être cédé que sur le marché intérieur et, avant qu'il ne soit cédé en totalité, il sera mis à la disposition des producteurs canadiens ou des entreprises canadiennes de services publics, à titre de prêts commerciaux, pour leur permettre de répondre à leurs besoins à court terme, pourvu qu'en tout temps ces stocks soient traités ultérieurement dans des installations canadiennes. Toutes les possibilités de disposer de ces stocks en les vendant directement sur le marché intérieur seront examinées. Ce faisant, on évaluera soigneusement la valeur que représentent ces stocks pour le Canada en assurant à court terme la sécurité d'approvisionnement des entreprises canadiennes de services publics.

La propriété des Stocks généraux du gouvernement du Canada a été transférée à Uranium Canada, Limitée le 3 mai 1976. Ce transfert facilitera l'administration des accords existants, et la négociation et l'administration de tous les accords futurs par lesquels Uranium Canada, Limitée pourrait s'engager avec l'approbation du Gouverneur en conseil.

## OUTLOOK

Production from Canadian mines in 1977 totalled 5,800 tonnes U compared with 4,850 tonnes U in the preceding year. Planned expansion of existing mines accounted for much of this 20% increase.

Shipments from production and inventory in 1977, as reported by Statistics Canada, totalled 5,953 tonnes U versus 5,627 tonnes U in 1976. Total export commitments by Canadian producers, as of December 1977, were about 68,000 tonnes U.

The 1976 Assessment of Canada's Uranium Supply and Demand, published by Energy, Mines and Resources Canada in June 1977 reported that estimated resources recoverable for up to \$156/kg U were as follows:

	tonnes U
Measured	83,000
Indicated	99,000
Inferred	307,000
Prognosticated	349,000

Uranium exploration activity in Canada increased appreciably in 1977. Exploration expenditures for the year exceeded an estimated \$60 million. There was activity in all provinces and in the Yukon and Northwest Territories, with an increasing number of new areas receiving attention.

According to the assessment published in June 1977 installed nuclear generating capacity in Canada by 1987 is forecast at 16,240 megawatts. Total uranium requirements to provide a 30 year fuel supply for each CANDU reactor included in this capacity are calculated at 70,000 tonnes U.

In accordance with the September 1974 uranium policy, future management of the Government of Canada general stockpile by UCAN is expected to be focussed on the administration of loans to meet particular needs of Canadian producers or Canadian utilities. The stockpile at the end of 1977 amounted to about 5,700 tonnes U.

## PERSPECTIVES

En 1977, la production des mines canadiennes a totalisé 5,800 tonnes d'U, comparativement à 4,850 l'année précédente. L'expansion prévue des mines actuelles justifie la plus grande partie de cette augmentation de 20%.

Les expéditions de ce métal produit et stocké au Canada ont totalisé, en 1977, selon les chiffres de Statistique Canada, 5,953 tonnes d'U comparativement à 5,627 en 1976. En décembre 1977, les engagements globaux d'exportation des producteurs canadiens étaient d'environ 68,000 tonnes d'U.

Le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources publiait, en juin 1977, les résultats d'une évaluation faite en 1976 de l'offre et de demande canadienne. Cette estimation répartissait les ressources récupérables d'uranium, valant jusqu'à \$156/kg d'U, comme suit:

	tonnes d'U
Mesurées	83,000
Indiquées	99,000
Supputées	307,000
Prévues	349,000

Les activités d'exploration de l'uranium au Canada ont augmenté sensiblement au cours de l'année 1977. Les dépenses engagées dans ce secteur pour l'année ont dépassé la somme prévue de \$60 millions. Des travaux d'exploration ont été réalisés dans toutes les provinces, au Yukon et dans les territoires du Nord-Ouest, notamment dans un nombre croissant de nouvelles régions.

Selon les estimations publiées en juin 1977 on prévoit que la puissance nucléaire installée au Canada atteindra dès 1987 les 16,240 mégawatts. Dans ce calcul, on évalue à 70,000 tonnes d'U la quantité totale d'uranium qui permettra d'alimenter chaque réacteur CANDU pendant 30 ans.

Conformément à la Déclaration de principe de l'uranium de septembre 1974, la gestion future des stocks par l'UCAN devra être axée sur l'octroi de prêts pour permettre aux producteurs et aux services publics canadiens d'électricité de répondre à leurs besoins particuliers. A la fin de 1977, les stocks s'élevaient à environ 5,700 tonnes d'U.

# URANIUM-BEARING AREAS IN CANADA



# RÉGIONS URANIFÈRES AU CANADA









© Minister of Supply and Services Canada 1978

Cat. No.: CC71-1977  
ISBN-0-662-01936-9

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1978

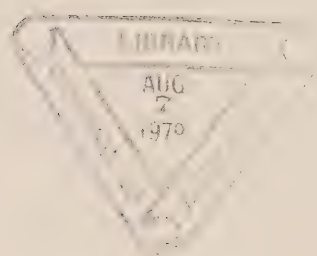
N° de cat.: CC71-1977  
ISBN-0-662-01936-9

CA1  
IS 400  
A 56

# UCAN

1978  
ANNUAL REPORT  
RAPPORT ANNUEL

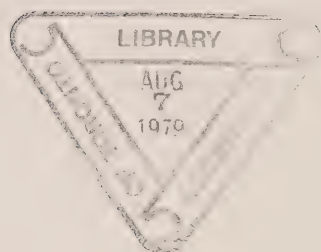
URANIUM CANADA LIMITED/LIMITEE



Uranium Canada, Limited

Uranium Canada, Limitée

Contents	Page	Table des matières	Page
President's Letter .....	2	Lettre du président .....	2
List of Directors and Officers .....	3	Liste des membres du conseil d'administration et de la direction .....	3
Description of Uranium Canada .....	4	Description de la société Uranium Canada .....	4
Auditor General's Report .....	5	Rapport de l'auditeur général .....	5
Balance Sheet .....	6	Bilan .....	6
Statement of Operations .....	7	État des opérations .....	7
Notes to Financial Statements .....	8	Notes relatives aux états financiers .....	8
Background .....	12	Historique .....	12
Outlook .....	14	Perspectives .....	14
Map .....	16	Carte .....	16





## PRESIDENT'S LETTER

The Honourable Alastair W. Gillespie  
Minister of Energy, Mines and Resources  
House of Commons  
Ottawa, Ontario

Sir,

On behalf of the Board of Directors I have the honour to submit the Annual Report of Uranium Canada, Limited (UCAN) for the year ended December 31, 1978.

Final deliveries from the Government of Canada general stockpile of uranium were made in August to complete the 1972 sales agreements with Spanish electric utilities. No further export sales will be made by UCAN from the stockpile in compliance with Canada's uranium policy announced on September 5, 1974. However, as provided for by that policy the stockpile will be available on a commercial loan basis to meet the needs of Canadian producers and Canadian utilities.

Three loan agreements were negotiated with such companies in 1978 involving a total of 1,685 tonnes of uranium (U) leaving an uncommitted balance in the stockpile of 3,880 tonnes U. Actual borrowings under these agreements to the end of the year totalled 396 tonnes. If all 1,685 tonnes are eventually drawn down by the borrowers, annual revenue from the three loans is expected to be in the order of \$20 million.

The uranium industry in Canada is expanding rapidly and production capability is expected to double within the next six years. My Board holds the view that during this period of growth the uranium stockpile will prove of considerable value as a buffer stock between the producing industry on the one hand and the consuming utilities on the other.

For the Directors,



Ottawa, Canada  
March, 1979

G. M. MacNabb  
President

## LETTRE DU PRÉSIDENT

L'Honorable Alastair W. Gillespie  
Ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources  
Chambre des communes  
Ottawa (Ontario)

Monsieur le Ministre,

Au nom du Conseil d'administration, j'ai l'honneur de vous présenter le rapport annuel de l'Uranium Canada, Limitée (UCAN), pour l'exercice clos le 31 décembre 1978.

Les dernières livraisons à même le stock général d'uranium du gouvernement canadien ont été effectuées en août afin d'honorer les contrats de vente passés en 1972 avec les services publics d'électricité de l'Espagne. Conformément à la Politique canadienne de l'uranium annoncée le 5 décembre 1974, l'UCAN ne vendra plus à l'étranger de l'uranium provenant du stock général.

Cependant, le stock général sera mis à la disposition des producteurs et services publics canadiens à titre de prêts commerciaux pour leur permettre de répondre à leurs besoins.

En 1978, trois ententes de prêt ont été conclues avec des sociétés et le prêt total sera de 1 685 tonnes d'uranium (U). Le solde du stock général est donc de 3 880 tonnes d'U. À la fin de l'année, les emprunts effectués aux termes des ententes représentaient un total de 396 tonnes. Si les 1 685 tonnes visées par les ententes sont finalement revendiquées par les emprunteurs, le revenu annuel tiré de ces prêts peut atteindre 20 millions de dollars.

L'industrie de l'uranium croît rapidement au Canada et la capacité de production devrait doubler au cours des six prochaines années. Notre Conseil estime que le stock général d'uranium aura une grande valeur au cours de cette période de croissance puisqu'il servira de stock tampon entre l'industrie de l'uranium et les services publics.

Au nom du Conseil d'administration,

Le Président,



Ottawa, Canada  
Mars 1979

G. M. MacNabb



## DIRECTORS

Gordon M. MacNabb  
President  
Natural Sciences and Engineering Research Council

Dr. O. J. C. Runnalls  
Senior Adviser, Uranium and Nuclear Energy  
Department of Energy, Mines and Resources

Dr. Jean-Paul Drolet  
Senior Assistant Deputy Minister  
International Minerals  
Department of Energy, Mines and Resources

A. S. Rubinoff  
Assistant Deputy Minister  
Economic Programs and Government Finance Branch  
Department of Finance

J. S. Stánford  
Director General  
Bureau of Commercial and Commodity  
Relations  
Department of External Affairs

A. M. Guérin  
Assistant Deputy Minister  
Department of Industry, Trade and Commerce

de Montigny Marchand  
Deputy Secretary to the Cabinet (Operations)  
Privy Council Office

R. E. Williams  
Senior Adviser, Legal  
Department of Energy, Mines and Resources

## OFFICERS

Gordon M. MacNabb  
President

Dr. O. J. C. Runnalls  
Executive Vice-President

Dr. Jean-Paul Drolet  
Vice-President

A. S. Rubinoff  
Vice-President (Finance)

K. E. Rowley  
Secretary

## CONSEIL D'ADMINISTRATION

Gordon M. MacNabb  
Président  
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

O. J. C. Runnalls  
Conseiller supérieur, Uranium et énergie nucléaire  
Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources

Jean-Paul Drolet  
Sous-ministre adjoint principal  
Secteur international des minéraux  
Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources

A. S. Rubinoff  
Sous-ministre adjoint  
Direction des programmes économiques et des finances  
de l'État  
Ministère des Finances

J. S. Stanford  
Directeur général  
Bureau des relations en matière de commerce  
et de produits de base  
Ministère des Affaires extérieures

A. M. Guérin  
Sous-ministre adjoint  
Ministère de l'Industrie et du Commerce

de Montigny Marchand  
Sous-secrétaire du Cabinet (Opérations)  
Bureau du conseil privé

R. E. Williams  
Conseiller juridique supérieur  
Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources

## DIRECTION

Gordon M. MacNabb  
Président

O. J. C. Runnalls  
Vice-président exécutif

Jean-Paul Drolet  
Vice-président

A. S. Rubinoff  
Vice-président (Finances)

K. E. Rowley  
Secrétaire

## URANIUM CANADA, LIMITED

Uranium Canada, Limited is a Crown corporation incorporated in June 1971 under the Canada Corporations Act pursuant to Energy, Mines and Resources Vote L11c of the Appropriation Act No. 1, 1971 and the Atomic Energy Control Act. It is for all its purposes an agent of Her Majesty and its powers may be exercised only as an agent of Her Majesty. The shares of the Company, with the exception of the qualifying shares of the Directors, are held by a Minister of the Crown in trust for Her Majesty.

The member of the Privy Council designated by the Governor in Council as the Minister for the purposes of the Atomic Energy Control Act is the Minister of Energy, Mines and Resources.

The objects of the Corporation as set out in Supplementary Letters Patent dated June 3, 1975 are to negotiate, execute and perform agreements for the purchase, stock-piling and sale of uranium concentrates and to do or procure the doing of anything necessary or incidental thereto, all subject to the approval of the Governor in Council.

The Corporation is a Schedule "C" agency corporation under the Financial Administration Act.

The Head Office is located at 580 Booth Street in the City of Ottawa, Ontario.

\*Registered Trade Mark

## URANIUM CANADA, LIMITÉE

Uranium Canada, Limitée est une société de la Couronne constituée en corporation en juin 1971 en vertu de la Loi sur les corporations canadiennes et conformément au crédit L11c (ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources) de la Loi n° 1 de 1971 portant affectation de crédits et à la Loi sur le contrôle de l'énergie atomique. Elle est à toutes ses fins un représentant de Sa Majesté et ne peut exercer ses pouvoirs qu'en cette qualité. Exception faite des actions statutaires des membres du Conseil d'administration, les actions de la Société sont gardées en dépôt pour Sa Majesté par un ministre de la Couronne.

Le membre du Conseil privé nommé par le Gouverneur en conseil comme ministre aux fins de l'application de la Loi sur le contrôle de l'énergie atomique est le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources.

Tel qu'indiqué dans la Lettre patente complémentaire du 3 juin 1975, la société a pour mandat de négocier, d'exécuter et de conclure des ententes concernant l'achat, la constitution de stock et la vente de concentrés d'uranium, et de se procurer tous les moyens d'action nécessaires ou accessoires à ces fins, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil.

L'UCAN est une société de la Couronne inscrite à l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Son siège social est situé au 580, rue Booth à Ottawa.

\*Marque déposée

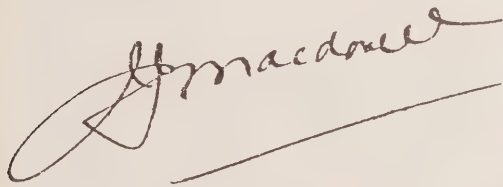
Report to the  
Minister of Energy, Mines and Resources  
on the examination of the  
accounts and financial statements of  
Uranium Canada, Limited  
for the year ended December 31, 1978

The Honourable A. W. Gillespie, P.C., M.P.,  
Minister of Energy, Mines and Resources,  
Ottawa, Ontario.

I have examined the balance sheet of Uranium Canada, Limited as at December 31, 1978 and the statement of operations of accounts administered for Canada and the statement of account due to Canada for assets administered for the year then ended. My examination was made in accordance with generally accepted auditing standards, and accordingly included such tests and other procedures as I considered necessary in the circumstances.

In my opinion, these financial statements give a true and fair view of the financial position of the Corporation as at December 31, 1978 and the results of the operations administered by the Corporation for the account of Canada and the account due to Canada for assets administered for the year then ended in accordance with generally accepted accounting principles applied on a basis consistent with that of the preceding year.

I further report that, in my opinion, proper books of accounts have been kept by the Corporation, the financial statements are in agreement therewith and the transactions that have come under my notice have been within its statutory powers.



Auditor General of Canada

Ottawa, Ontario  
March 15, 1979

Rapport au ministre de  
l'Énergie, des Mines et des Ressources  
sur l'examen  
des comptes et des états financiers de  
Uranium Canada, Limitée  
pour l'année terminée le 31 décembre 1978

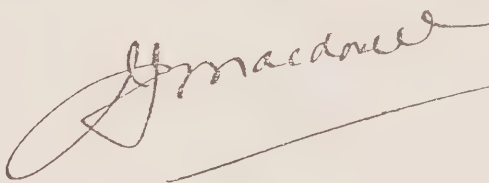
L'honorable A. W. Gillespie, C.P., député  
Ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources  
Ottawa (Ontario)

J'ai vérifié le bilan de Uranium Canada, Limitée au 31 décembre 1978 ainsi que l'état des opérations des comptes administrés pour le Canada et l'état de la dette envers le Canada pour l'actif administré pour l'année terminée à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent un aperçu juste et fidèle de la situation financière de la société au 31 décembre 1978 ainsi que les résultats des opérations administrées par la société pour le compte du Canada et la dette envers le Canada pour l'actif administré pour l'année terminée à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'année précédente.

De plus, je déclare que la société, à mon avis, a tenu des livres de comptabilité appropriés, que les états financiers sont conformes à ces derniers et que les opérations dont j'ai eu connaissance ont été effectuées dans le cadre de ses pouvoirs statutaires.

Le Vérificateur général du Canada



Ottawa (Ontario)  
le 15 mars 1979



URANIUM CANADA, LIMITED  
(Incorporated under the Canada Corporations Act)

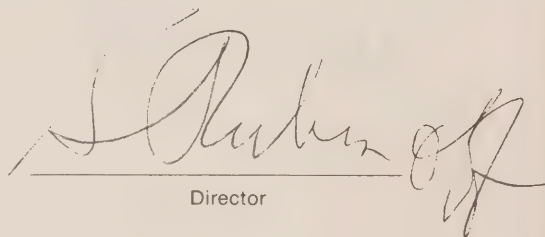
BALANCE SHEET  
as at December 31, 1978

ASSETS	1978	1977
Cash .....	\$ 9	\$ 9
Assets administered for Canada		
Accounts receivable .....	26,337,131	29,706,827
Accrued receivables .....	1,489,843	703,114
General stockpile of uranium concentrates .....	70,604,349	78,020,579
Long-term loans of uranium receivable (Note 2) .....	5,410,319	—
Long-term interest receivable (Note 2) .....	91,277	—
Total assets administered for Canada .....	103,932,919	108,430,520
	<u>\$ 103,932,928</u>	<u>\$ 108,430,529</u>
LIABILITIES		
Due to Canada on account of assets administered—per statement attached .....	\$ 103,932,919	\$ 108,430,520
EQUITY OF CANADA		
Share capital—authorized and issued: 1,000 shares of no par value .....	9	9
	<u>\$ 103,932,928</u>	<u>\$ 108,430,529</u>

The accompanying notes are an integral part of the financial statements.

Approved by the Board, March 15, 1979:

  
\_\_\_\_\_  
Director

  
\_\_\_\_\_  
Director

# URANIUM CANADA, LIMITED

## Statement of Operations of Accounts Administered for Canada for the year ended December 31, 1978

Revenues	1978	1977
Sales of uranium concentrates .....	\$ 5,440,131	\$ 53,018,187
Stand-by fees .....	45,150	—
Interest .....	3,183,827	984,961
Gain on foreign exchange .....	2,390,574	2,123,602
	<u>11,059,682</u>	<u>56,126,750</u>
 Expenses		
Cost of uranium concentrates .....	2,005,911	23,899,458
Selling expenses (Note 4) .....	239,236	1,734,466
	<u>2,245,147</u>	<u>25,633,924</u>
Excess of revenues over expenses, accruing to Canada .....	<u>\$ 8,814,535</u>	<u>\$ 30,492,826</u>

The accompanying notes are an integral part of the financial statements.

## Statement of Account Due to Canada for Assets Administered for the year ended December 31, 1978

	1978	1977
Due to Canada, beginning of the year .....	\$ 108,430,520	\$ 117,605,377
Add: Excess of revenues over expenses for the year .....	8,814,535	30,492,826
	117,245,055	148,098,203
Deduct: Payments to Canada .....	13,312,136	39,667,683
Due to Canada, end of the year .....	<u>\$ 103,932,919</u>	<u>\$ 108,430,520</u>

The accompanying notes are an integral part of the financial statements.

URANIUM CANADA, LIMITÉE  
(Constituée en vertu de la Loi sur les corporations canadiennes)

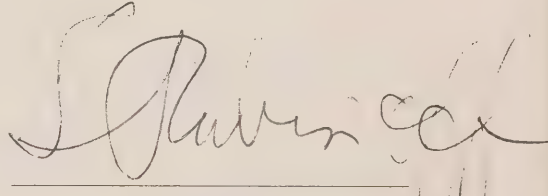
BILAN  
au 31 décembre 1978

ACTIF	1978	1977
Encaisse .....	\$ 9	\$ 9
Actif administré pour le Canada		
Comptes à recevoir .....	26,337,131	29,706,827
Montants à recevoir courus .....	1,489,843	703,114
Stock général de concentrés d'uranium .....	70,604,349	78,020,579
Prêts à long terme d'uranium (Note 2) .....	5,410,319	—
Intérêts à recevoir à long terme (Note 2) .....	91,277	—
Total de l'actif administré pour le Canada .....	103,932,919	108,430,520
	<u>\$ 103,932,928</u>	<u>\$ 108,430,529</u>
PASSIF		
Dette envers le Canada pour l'actif administré—selon l'état ci-joint .....	\$ 103,932,919	\$ 108,430,520
AVOIR DU CANADA		
Capital-actions, autorisé et émis: 1000 actions sans valeur au pair .....	9	9
	<u>\$ 103,932,928</u>	<u>\$ 108,430,529</u>

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

Approuvé par le Conseil d'administration, le 15 mars 1979:

  
Administrateur

  
Administrateur

# URANIUM CANADA, LIMITÉE

## État des opérations des comptes administrés pour le Canada pour l'année terminée le 31 décembre 1978

Revenus	1978	1977
Ventes de concentrés d'uranium.....	\$ 5,440,131	\$ 53,018,187
Honoraires pour droits d'usage .....	45,150	—
Intérêts .....	3,183,827	984,961
Gains sur le change .....	2,390,574	2,123,602
	<u>11,059,682</u>	<u>56,126,750</u>
Dépenses		
Coût des concentrés d'uranium.....	2,005,911	23,899,458
Frais de vente (Note 4) .....	239,236	1,734,466
	<u>2,245,147</u>	<u>25,633,924</u>
Excédent des revenus sur les dépenses accumulé pour le Canada.....	<u>\$ 8,814,535</u>	<u>\$ 30,492,826</u>

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

## État de la dette envers le Canada pour l'actif administré pour l'année terminée le 31 décembre 1978

	1978	1977
Dette envers le Canada au début de l'année.....	\$ 108,430,520	\$ 117,605,377
Ajouter: Excédent des revenus sur les dépenses pour l'année .....	8,814,535	30,492,826
	<u>117,245,055</u>	<u>148,098,203</u>
Déduire: Paiements au Canada.....	13,312,136	39,667,683
Dette envers le Canada à la fin de l'année.....	<u>\$ 103,932,919</u>	<u>\$ 108,430,520</u>

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

## URANIUM CANADA, LIMITED

### Notes to Financial Statements December 31, 1978

#### 1. Significant accounting policies

##### a) Activities administered for Canada

The Corporation administers and sells, as Canada's agent, the Government of Canada general stockpile of uranium acquired by Canada since 1963. All monies and benefits generated from the sale of the stockpile accrue to Canada after allowing for selling expenses. Accordingly, such activities are reported as administered for Canada's account.

Administrative services are provided to the Corporation without charge by the Department of Energy, Mines and Resources.

##### b) Inventories

Inventories are carried at Canada's acquisition cost. Warehousing and other carrying charges are borne directly by Canada and are not reflected in these accounts.

##### c) Interest

In addition to interest income earned as a result of the agreements described in Note 2, the Corporation under contractual agreements for the sale of uranium, allows extended payment terms to customers. Interest is charged on the sales value from the time of delivery to the time of payment when the customer elects such terms.

##### d) Foreign exchange

Transactions effected in US funds have been recorded at the rates of exchange prevailing on the dates of the transactions. Asset accounts have been translated into Canadian funds at the rates prevailing at December 31. Gains or losses on foreign exchange are included in the Statement of Operations.

#### 2. Long-term receivables

##### a) Long-term loans of uranium receivable

During 1978, two agreements were entered into by Canada and the Corporation to loan uranium from the stockpile with repayment to be made in kind. The concentrates on loan have been recorded at inventory cost.

## URANIUM CANADA, LIMITÉE

### Notes aux états financiers du 31 décembre 1978

#### 1. Conventions comptables importantes

##### a) Activités administrées pour le Canada

À titre d'agent du Canada, la Société administre et vend le stock général d'uranium du gouvernement du Canada acquis par ce dernier depuis 1963. Tout l'argent et tous les bénéfices tirés de la vente des stocks reviennent au Canada après déduction des frais de vente. Par conséquent, ces activités sont déclarées comme étant administrées pour le Canada.

Le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources fournit à la Société des services administratifs à titre gratuit.

##### b) Stocks

Les stocks sont évalués au prix d'achat payé par le Canada. Les coûts d'entreposage et autres frais généraux sont assumés directement par le Canada et ne sont pas compris dans ces comptes.

##### c) Intérêts

En plus du revenu tiré d'intérêts résultant des ententes décrites à la Note 2, la Société permet à ses clients de prolonger les conditions de paiement en vertu d'ententes contractuelles pour la vente d'uranium. Les intérêts sont calculés d'après la valeur des ventes, depuis la date de livraison jusqu'au moment du paiement, lorsque le client choisit de telles modalités.

##### d) Devises étrangères

Les opérations effectuées en monnaie américaine ont été enregistrées d'après le cours du change à la date des transactions. Les comptes de l'actif ont été convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur au 31 décembre. Les gains ou pertes sur change sont présentés à l'état des opérations.

#### 2. Comptes à recevoir à long terme

##### a) Prêts à long terme d'uranium

En 1978, le gouvernement du Canada et la Société ont conclu deux ententes concernant un prêt à long terme d'uranium provenant des stocks généraux et dont le remboursement serait effectué en uranium. Les concentrés visés par le prêt ont été comptabilisés à une valeur correspondant au coût des stocks.



The agreement with Eldor Resources Limited, a wholly-owned subsidiary of Eldorado Nuclear Limited, provides for a loan of up to 770,000 kilograms of uranium of which 281,000 kilograms had been loaned by December 31, 1978. Repayment date of all uranium loaned is on or before the last business day of December 2010. As collateral for the loan in the event of non-repayment in kind, Eldor Resources Limited has provided Canada and the Corporation with a debenture in the amount of \$200,000,000.

The agreement with Eldorado Nuclear Limited provides for a loan of 115,000 kilograms of uranium, all of which had been loaned by December 31, 1978. Repayment date of the uranium loaned is on or before December 31, 1980. As collateral for the loan in the event of non-repayment in kind, Eldorado Nuclear Limited has provided Canada and the Corporation with a promissory note in the amount of \$17,250,000.

#### b) Long-term interest receivable

The agreements provide for an interest charge based on the quantity of uranium borrowed as well as a stand-by fee based on the quantity of uranium optioned but not yet borrowed.

The agreement with Eldor Resources Limited provides for interest payments on the last business day of June and December in each year following achievement of commercial production planned for 1983. Accordingly, the interest accrued during 1978 (\$91,277) on the borrowed uranium has been shown as a long-term receivable.

### 3. Directors and Officers

The Corporation's eight directors receive no remuneration as directors. The Corporation's five officers, four of whom are also directors, receive no remuneration as officers.

### 4. Selling expenses

Selling expenses represent the direct out-of-pocket expenses, including commissions (\$163,199), incurred by Denison Mines Limited as sales agent for Canada and the Corporation.

### 5. Comparative figures

Comparative amounts have been reclassified to conform with the presentation adopted for 1978.

L'accord conclu avec l'Eldor Resources Limited, une filiale en propriété exclusive de l'Eldorado Nucléaire, Limitée, prévoit un prêt d'au plus 770,000 kilogrammes d'uranium dont 281,000 kilogrammes étaient déjà livrées au 31 décembre 1978. La date de remboursement de tout l'uranium prêté est fixée au dernier jour ouvrable de décembre de l'an 2010. Comme nantissement de son prêt, en cas d'impossibilité d'effectuer un remboursement en uranium, l'Eldor Resources Limited a donné au gouvernement du Canada et à la Société une obligation non garantie de \$200,000,000.

L'accord conclu avec l'Eldorado Nucléaire, Limitée prévoit le prêt de 115,000 kilogrammes d'uranium. Au 31 décembre 1978, tout l'uranium visé par l'accord avait été prêté. La date de remboursement du prêt est fixée au 31 décembre 1980. Comme nantissement du prêt, en cas d'impossibilité d'effectuer un remboursement en uranium, l'Eldorado Nucléaire, Limitée a remis au gouvernement du Canada et à la Société un billet à ordre de \$17,250,000.

#### b) Intérêt à recevoir à long terme

Les accords prévoient que des intérêts seront calculés d'après la quantité d'uranium empruntée et que des honoraires pour droits d'usage seront imputés d'après la quantité d'uranium réservée mais non encore empruntée.

L'accord conclu avec l'Eldor Resources Limited prévoit des paiements d'intérêt le dernier jour ouvrable des mois de juin et de décembre de chacune des années subséquentes à la date de production commerciale, laquelle est prévue pour 1983. Par conséquent, l'intérêt couru en 1978 (\$91,277) sur l'uranium emprunté a été comptabilisé sous la rubrique des montants à recevoir à long terme.

### 3. Conseil d'administration et direction

Les huit membres du Conseil d'administration de la Société ne perçoivent à ce titre aucune rémunération. Les cinq membres de la Direction de la Société, dont quatre sont également des membres du Conseil ne reçoivent aucune rémunération à ce titre.

### 4. Frais de vente

Les frais de vente représentent les frais directs, y compris les commissions payées (\$163,199), engagés par la Denison Mines Limited, agent de vente du stock général au nom du gouvernement du Canada et de la Société.

### 5. Chiffres comparatifs

Les chiffres comparatifs de l'année précédente ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 1978.

#### 6. Subsequent events

On January 5, 1979 Canada and the Corporation entered into an agreement with Ontario Hydro to loan up to 800,000 kilograms of uranium over the next twelve months, with repayment to be made in kind. Repayment date of the loaned uranium is: up to 300,000 kilograms by December 31, 1983 and up to an additional 500,000 kilograms by December 31, 1984. As collateral for the loan, Ontario Hydro will provide Canada and the Corporation with promissory notes in specified amounts.

#### 6. Événements postérieurs à la date du bilan

Le 5 janvier 1979, le gouvernement du Canada et la Société ont conclu avec l'Hydro-Ontario un accord concernant le prêt de 800,000 kilogrammes d'uranium sur une période de 12 mois. Ce remboursement devra être effectué en uranium et aux dates suivantes: jusqu'à 300,000 kilogrammes au 31 décembre 1983 et le solde, soit 500,000 kilogrammes, d'ici le 31 décembre 1984. Comme nantissement de son prêt, l'Hydro-Ontario remettra au gouvernement du Canada et à la Société des billets à ordre d'un montant déterminé.

## BACKGROUND

The uranium industry started in Canada in the early 1930's with the development of the Port Radium Mine at Great Bear Lake. The mine was expropriated in 1943 to supply uranium to the American-Anglo-Canadian research project. In 1947 industry was permitted to take part in uranium exploration. Significant deposits were discovered.

The Canadian uranium industry grew rapidly until 1959 and then declined dramatically through the early 1960's due in part to decisions by the United States and the United Kingdom against taking up options to purchase uranium beyond 1963. Efforts were made by the Canadian government to lessen the impact of the decline. Finally, to retain a nucleus of production, the government commenced a stockpiling program.

The first stockpile was purchased during the period July 1963 through July 1964 from three companies — Denison Mines Limited, Rio Algom Mines Limited and Canadian Faraday Corporation Limited. The purchase was authorized by Vote L63b, Appropriation Act No. 5, 1963, the cost not to exceed \$20 million. The provision for the cost was extended under the following authorities: Vote L37a, Appropriation Act No. 6, 1964 and Vote L37d, Appropriation Act No. 2, 1965.

The second stockpile was acquired during the period July 1965 through July 1970 from Denison, Rio Algom, Eldorado Mining and Refining Limited and Stanrock Uranium Mines Limited. The purchase was authorized by Vote L77a, Appropriation Act No. 2, 1966, the cost not to exceed \$135 million.

The two stockpiles, now collectively referred to as the Government of Canada general stockpile, totalled 7 407 tonnes of uranium (U)\* equivalent in concentrates at a purchase cost of approximately \$101 million.

A third stockpile, the joint venture stockpile, was agreed upon between the federal government, Denison Mines Limited and Uranium Canada, Limited on January 1, 1971. A sum of \$29.5 million was authorized by Vote L11c, Appropriation Act No. 1, 1971, and 2 471 tonnes U\* were obtained during the years 1971 through 1974. The government acquired a 76 per cent ownership by paying Denison \$4.56 per pound of U<sub>3</sub>O<sub>8</sub> against a book value of \$6.00 per pound.

To represent the government in all commercial activities relating to the purchase, storage and sale of the joint venture stockpile a new Crown corporation was formed in 1971 called Uranium Canada, Limited (UCAN). As an agent of the government UCAN would act as an interme-

## HISTORIQUE

L'industrie canadienne de l'uranium a pris naissance au début des années 1930 avec l'exploitation de la mine de Port Radium près du Grand lac de l'Ours. Cette mine a été expropriée en 1943 pour alimenter en uranium le projet de recherche anglo-américano-canadien. En 1947, l'industrie était autorisée à participer à la recherche de l'uranium, et d'importants gisements ont été découverts par la suite.

L'industrie canadienne de l'uranium a pris un essor rapide jusqu'en 1959, puis elle a décliné brusquement au début des années 1960, en partie parce que les États-Unis et la Grande-Bretagne ont refusé de prendre des options d'achat d'uranium pour au-delà de 1963. Le gouvernement canadien s'est alors efforcé de réduire les effets de ce déclin. Finalement, afin de maintenir une production embryonnaire, le gouvernement a décidé d'établir un programme de stockage.

Les premiers stocks gouvernementaux, constitués de juin 1963 à juillet 1964, ont été achetés à trois sociétés: la *Denison Mines Limited*, la *Rio Algom Mines Limited* et la *Canadian Faraday Corporation Limited*. Cet achat a été autorisé en vertu du crédit L63b, Loi n° 5 de 1963 portant affectation de crédits, le coût ne devant pas excéder 20 millions de dollars. Les dispositions relatives au coût ont été reconduites en vertu des mesures législatives suivantes: crédit L37a, Loi n° 6 de 1964 portant affectation de crédits, et crédit L37d, Loi n° 2 de 1965 portant affectation de crédits.

Dans le cadre du second programme de stockage, mis en œuvre de juillet 1965 à juillet 1970, le gouvernement a acheté de l'uranium aux sociétés *Denison*, *Rio Algom*, *Eldorado Mining and Refining Limited* et *Stanrock Uranium Mines Limited*. Cet achat a été autorisé en vertu du crédit L77a, Loi n° 2 de 1966 portant affectation de crédits, le coût ne devant pas dépasser 135 millions de dollars.

Ces stocks, qui sont maintenant désignés sous le nom de Stocks généraux du gouvernement du Canada correspondent au total à l'équivalent de 7 407 tonnes d'uranium (U)\* sous forme de concentrés, pour un prix d'achat total de 101 millions de dollars approximativement.

Le 1<sup>er</sup> janvier 1971, le gouvernement fédéral, la *Denison Mines Limited* et *Uranium Canada, Limitée* ont décidé d'établir un troisième programme, celui des stocks en copropriété. Une somme de 29,5 millions de dollars a été accordée en vertu du crédit L11c, Loi n° 1 de 1971 portant affectation de crédits, et 2 471 tonnes d'U\* ont été achetées entre 1971 et 1974. Le gouvernement a acquis une participation de 76% à la propriété de ces stocks en payant à la *Denison* \$4.56 par livre d'U<sub>3</sub>O<sub>8</sub>, sur une valeur commerciale totale de \$6 la livre.

Pour représenter le gouvernement dans toutes les activités commerciales relatives à l'achat, au stockage et à la vente des stocks en copropriété, le gouvernement a décidé en 1971 de constituer une corporation de la Couronne, appelée Uranium Canada, Limitée (UCAN). En

diary between the government and Denison in all day-to-day relations required by the January 1971 agreement.

This role was broadened in December 1971 when it was decided that UCAN would also act as agent of the federal government for sales of uranium from the Government of Canada general stockpile.

In November 1972 and May 1973 agreements were concluded with nine Spanish companies and one Japanese company for sales of approximately 4 314 tonnes U. These sales exhausted the joint venture stockpile and required up to 1 843 tonnes U from the Government of Canada general stockpile.

A significant change was experienced in 1974 in the international uranium market. Acceleration of nuclear programs, due to the 1973 oil crisis, and the unexpected curtailment of marketing activities by several producers caused a dramatic shift from a surplus to a deficit market. To provide for orderly growth of the Canadian industry, while protecting the needs of domestic nuclear programs, a new uranium policy for Canada was announced by the federal government on September 5, 1974.

Under this policy sufficient uranium must be reserved by producers for domestic use to enable each nuclear power reactor operating, committed for construction or planned for operation ten years into the future, to operate at an average annual capacity factor of 80 per cent for thirty years from start of the period, or, in the case of reactors which are not in operation, for thirty years from their in-service dates.

The portion of the Government of Canada general stockpile now remaining is to be disposed of solely within the domestic market and, prior to its total disposal, to be available on a commercial loan basis to meet any short-term needs of Canadian producers or Canadian utilities provided that at all times it will be further processed by Canadian facilities. Any opportunity to dispose of the stockpile by direct sale within the domestic market will be examined. In considering such opportunity the value of the stockpile in providing short-term security of supply to Canadian utilities will be carefully assessed.

Title to the Government of Canada general stockpile was transferred to Uranium Canada, Limited on May 3, 1976. The transfer facilitates administration of existing agreements and negotiation and administration of any further agreements as may be made by Uranium Canada, Limited, with the approval of the Governor in Council.

tant qu'agent du gouvernement, l'UCAN devait servir d'intermédiaire entre le gouvernement et la Denison pour toutes les relations courantes prévues dans l'accord de janvier 1971.

En décembre 1971, ce rôle a été élargi et il fut décidé que l'UCAN serait également l'agent du gouvernement fédéral pour les ventes d'uranium provenant des stocks généraux du gouvernement du Canada.

En novembre 1972 et en mai 1973, des accords ont été conclus avec neuf compagnies espagnoles et une compagnie japonaise, pour la vente d'approximativement 4 314 tonnes d'U. Ces ventes ont épuisé les stocks en copropriété et il a été nécessaire de prélever jusqu'à 1 843 tonnes d'U sur les stocks généraux du gouvernement du Canada.

En 1974, le marché international de l'uranium a connu un changement important. L'accélération de la réalisation des programmes nucléaires, causée par la crise du pétrole de 1973, et la diminution soudaine des activités commerciales de plusieurs producteurs ont provoqué un changement subit: le marché d'excédents est devenu un marché de pénurie. Pour assurer l'expansion ordonnée de l'industrie canadienne, tout en subvenant aux besoins du programme nucléaire du pays, le gouvernement fédéral rendait publique, le 5 septembre 1974, une nouvelle politique de l'uranium.

Conformément à cette politique, les producteurs doivent réserver, pour la consommation intérieure, suffisamment d'uranium pour permettre à chaque réacteur nucléaire qui est en exploitation, dont la construction a fait l'objet d'un engagement ou dont la mise en service est prévue pour les dix prochaines années, de fonctionner avec un facteur d'utilisation moyenne annuelle de 80% pendant 30 ans, à partir du début de la période ou, dans le cas des réacteurs qui ne sont pas encore en exploitation, pendant 30 ans à partir de leur mise en service.

Le solde des stocks généraux représentant la part du gouvernement du Canada ne pourra être cédé que sur le marché intérieur et, avant qu'il ne soit cédé en totalité, il sera mis à la disposition des producteurs canadiens ou des entreprises canadiennes de services publics, à titre de prêts commerciaux, pour leur permettre de répondre à leurs besoins à court terme, pourvu qu'en tout temps ces stocks soient traités ultérieurement dans des installations canadiennes. Toutes les possibilités de disposer de ces stocks en les vendant directement sur le marché intérieur seront examinées. Ce faisant, on évaluera soigneusement la valeur que représentent ces stocks pour le Canada en assurant à court terme la sécurité d'approvisionnement des entreprises canadiennes de services publics.

La propriété des Stocks généraux du gouvernement du Canada a été transférée à Uranium Canada, Limitée le 3 mai 1976. Ce transfert facilite l'administration des accords existants, et la négociation et l'administration de tous les accords futurs par lesquels Uranium Canada, Limitée pourrait s'engager avec l'approbation du Gouverneur en conseil.

\*1 tonne U equals 1.2999 tons  $U_3O_8$

\*1 tonne d'uranium U équivaut à 1,299 tonnes d' $U_3O_8$



## OUTLOOK

Production from Canada's six uranium mines in 1978 totalled about 6 750 tonnes U compared with 5 794 tonnes U in 1977. The increase is attributable to expanded production at all six mines.

Shipments from production and inventory in 1978 amounted to an estimated 8 000 tonnes U versus 5 953 tonnes U in 1977. About 55 per cent of the shipments came from four producers in Ontario and the remainder from the two mines in Saskatchewan. Total export commitments by these producers, as of December 1978, were approximately 63 000 tonnes U.

The 1977 Assessment of Canada's Uranium Supply and Demand, published by Energy, Mines and Resources Canada in June 1978 reported that estimated resources recoverable for up to \$160/kg U were as follows:

	<u>Tonnes U</u>
Measured	82,000
Indicated	107,000
Inferred	318,000
Prognosticated	388,000

A major incentive for Canada's uranium industry in 1978 was the Ontario government's approval of Ontario Hydro's contracts with Denison Mines Limited and Preston Mines Limited for the purchase of 76 160 tonnes U scheduled for delivery from 1980 to the year 2020.

Canada currently has 24 nuclear generating units operating or committed with an aggregate net electrical capacity of 15 305 MWe. A further 1 155 MWe are projected to be operating in Canada by 1988 bringing the total in-service capacity at that time to 16 460 MWe. Under the uranium policy of 1974, fuel for the reactors represented in this total will be protected with thirty years of operating fuel requirements by a domestic reserve allocation. Such a requirement, with present reactor designs, amounts to 4.22 tonnes U per MWe for a total of some 70 000 tonnes U.

Major expansion and rehabilitation projects are underway in the Elliot Lake producing area of Ontario to meet domestic and export contracts, and two major new projects are being developed at Cluff Lake and at Key Lake, in northern Saskatchewan. These programs, plus additional expansion and development projects of lesser significance, are expected to contribute to a doubling of Canada's uranium production capability to a level of some 12 500 tonnes U per year, by 1984.

## PERSPECTIVES

En 1978, la production totale des six mines d'uranium du Canada atteignant 6 750 tonnes d'U, contre 5 794 tonnes l'année précédente. L'augmentation est attribuable à l'expansion de la production dans les six mines.

On estime qu'en 1978 les expéditions de ce métal produit et stocké au Canada se chiffraient à 8 000 tonnes d'U, contre 5 953 tonnes en 1977. Environ 55% des expéditions provenaient des quatre producteurs de l'Ontario et le reste, des deux mines de la Saskatchewan. Les engagements globaux d'exportation de ces producteurs, étaient d'environ 63 000 d'U en décembre 1978.

Le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources a publié en juin 1978 les résultats d'une évaluation faite en 1977 de l'offre et de la demande canadienne. Cette estimation répartissait les ressources en uranium récupérables allant jusqu'à \$160/kg d'U, comme suit:

	<u>Tonnes d'U</u>
Mesurées	82,000
Indiquées	107,000
Supputées	318,000
Prévues	388,000

En 1978, l'industrie canadienne de l'uranium a surtout été encouragée par le fait que le gouvernement provincial a approuvé les contrats que l'Hydro-Ontario et la *Denison Mines Limited* ainsi que la *Preston Mines Limited* ont passés, concernant l'achat de 76 160 tonnes d'U qui devraient être livrées entre 1980 et l'an 2020.

Actuellement, le Canada possède 24 centrales nucléaires en exploitation ou qui seront mises en service et dont la capacité globale nette de production d'électricité est de 15 305 MWe. On prévoit d'ajouter 1 155 mégawatts à la capacité de production du Canada d'ici 1988 pour ainsi porter le total de capacité installée à 16 460 MWe. D'après la politique de l'uranium de 1974, le combustible des réacteurs dont il est tenu compte dans le total devra être protégé par l'établissement d'une réserve intérieure équivalant aux besoins en combustible d'exploitation pendant 30 années. En raison de la conception technique des réacteurs d'aujourd'hui, un tel besoin représente jusqu'à 4.22 tonnes d'U par MWe, soit un total d'environ 70 000 tonnes d'U.

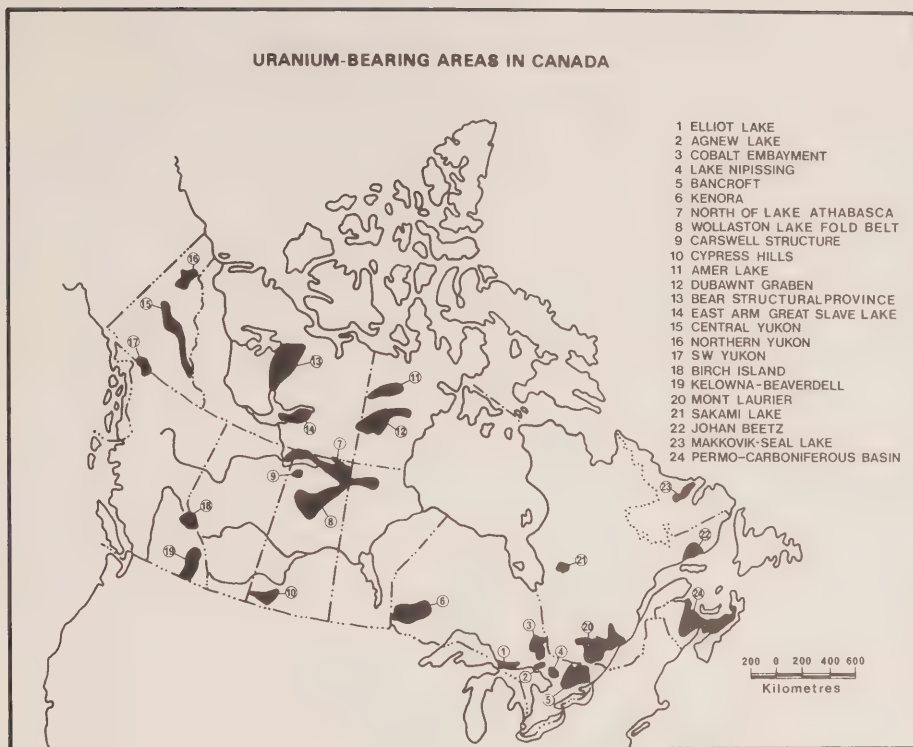
De grands projets d'expansion et de réorganisation sont actuellement exécutés dans la région productrice d'Elliot Lake (Ontario) afin d'honorer des contrats passés avec des sociétés étrangères et canadiennes; deux grands nouveaux projets sont actuellement exécutés à Cluff Lake et à Key Lake, dans le nord de la Saskatchewan. Ces programmes et les autres projets de mise en valeur et d'expansion de moindre importance devraient contribuer à doubler la capacité de production d'uranium du Canada qui atteindrait environ 12 500 tonnes d'U par année d'ici 1984.



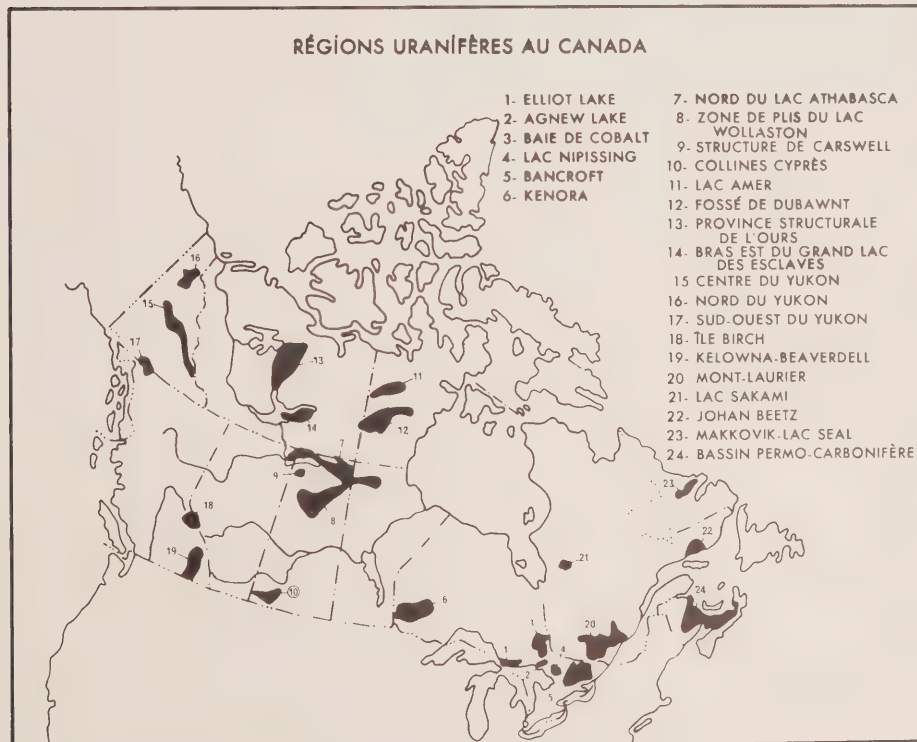
In accordance with the 1974 uranium policy, future management of the Government of Canada general stockpile by UCAN is expected to be focussed on the administration of uranium loans to meet the short-term needs of Canadian producers and Canadian utilities. Three such loans were negotiated in 1978 leaving an uncommitted balance in the stockpile of 3 880 tonnes U.

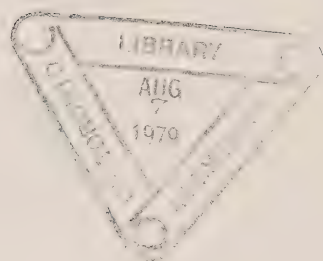
Conformément à la politique de l'uranium de 1974, la gestion future des stocks du gouvernement du Canada par l'entremise de l'UCAN devra être axée sur l'octroi de prêts pour permettre aux producteurs et aux services publics canadiens d'électricité de répondre à leurs besoins à court terme. Trois prêts ont été négociés en 1978 et de la réserve générale, 3 880 tonnes d'U ne font pas encore l'objet d'engagements.

# URANIUM-BEARING AREAS IN CANADA



# RÉGIONS URANIFÈRES AU CANADA











CA1  
MS 400  
-A 56

# UCAN

1979  
ANNUAL REPORT  
RAPPORT ANNUEL

URANIUM CANADA LIMITED/LIMITÉE



## 1979 ANNUAL REPORT

Uranium Canada, Limited

## Contents

	Page
President's Letter . . . . .	1
List of Directors and Officers . . . . .	3
Description of Uranium Canada . . . . .	4
Auditor General's Report. . . . .	5
Balance Sheet . . . . .	6
Statement of Operations of Accounts Administered for Canada. . . . .	8
Statement of Account Due to Canada for Assets Administered . . . . .	8
Notes to Financial Statements . . . . .	10
Background . . . . .	13
Outlook . . . . .	16
Uranium-Bearing Areas in Canada. . . . .	18
Uranium and Nuclear Sites in Canada . . . . .	20

## RAPPORT ANNUEL - 1979

Uranium Canada, Limitée

## Table des matières

	Page
Lettre du président . . . . .	1
Liste des membres du conseil d'administration et de la direction. . . . .	3
Description de la société Uranium Canada . . . . .	4
Rapport du Vérificateur général. . . . .	5
Bilan . . . . .	7
État des opérations des comptes administrés pour le Canada. . . . .	9
État de la dette envers le Canada pour l'actif administré . . . . .	9
Notes afférentes aux états financiers . . . . .	10
Historique . . . . .	13
Perspectives . . . . .	16
Régions uranifères au Canada. . . . .	19
Zones d'extraction ou d'exploitation de l'uranium et emplacement des centrales nucléaires en 1979 . . . . .	21

DEPOSITORY LIBRARY MATERIAL

© Minister of Supply and Services Canada 1980

Cat. No. CC 71-1979

ISBN 0-662-50898-X

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1980

N° de cat. CC 71-1979

ISBN 0-662-50898-X



## PRESIDENT'S LETTER

The Honourable Marc Lalonde  
Minister of Energy, Mines and Resources  
House of Commons  
Ottawa, Ontario

Sir,

On behalf of the Board of Directors I have the honour to submit the Annual Report of Uranium Canada, Limited (UCAN) for the year ended December 31, 1979.

UCAN's task is to administer the Government of Canada's general stockpile of uranium concentrates acquired during the period 1963-70. The stockpile provides performance back-up to Canadian uranium producers and their contract commitments to domestic and export customers, thus ensuring security of supply against commercial risks. It also provides a guarantee of fuel supply to Canadian consuming utilities.

At the end of the year the stockpile consisted of 4 500 tonnes of uranium (U) in concentrates in storage at Eldorado Nuclear Limited's facility at Port Hope, Ontario, and 1 070 tonnes U on loan to two Canadian companies, one a uranium producer (Eldor Resources Limited) and the other a consuming utility (Ontario Hydro). Loans of the uranium concentrates are responsible to a large part for the approximately \$13 million of net revenue identified by this report.

The next few years should see major expansions in the Canadian uranium industry, notwithstanding the British Columbia government's February 1980 announcement of a seven year moratorium on uranium exploration and mining in that province. These activities are taking place at a time when there is an underlying current of uncertainty in the market due to the impact of numerous hearings into all elements of the nuclear industry, changes in supply/demand forecasts in the short term and a downward price trend in 1979. However, many authoritative reports on medium and long term global energy requirements have issued warnings that over the balance of this century, and well into the next, nuclear energy must play an increasing role in our total energy supply system. Unless economic stagnation is projected, and even if major conservation measures are imposed, the world community must learn to live with the reality of nuclear energy. It is not surprising that given these assessments, those agencies responsible for the provision of electrical energy continue to seek sources of dependable uranium supplies. And within

## LETTRE DU PRÉSIDENT

L'Honorable Marc Lalonde  
Ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources  
Chambre des communes  
Ottawa (Ont.)

Monsieur le Ministre,

Au nom du Conseil d'administration, j'ai l'honneur de vous présenter le rapport annuel d'Uranium Canada, Limitée (UCAN), pour l'exercice clos le 31 décembre 1979.

L'UCAN a pour rôle de gérer les stocks généraux de concentrés uranifères que le gouvernement canadien a constitués entre 1963 et 1970. Ces stocks représentent pour les producteurs canadiens d'uranium une garantie d'approvisionnement contre les risques commerciaux, les assurant ainsi de pouvoir honorer leurs engagements contractuels envers leurs clients canadiens et étrangers. Ils servent également à garantir l'approvisionnement des services publics canadiens qui consomment de l'uranium.

A la fin de l'année, les stocks consistaient en 4 500 tonnes d'uranium sous forme de concentré, en stockage à la raffinerie de l'Eldorado Nucléaire Limitée à Port Hope (Ont.), et en 1 070 tonnes d'uranium, sous prêt à deux sociétés canadiennes dont l'une est productrice (l'*Eldorado Resources Limited*) et l'autre consommatrice (l'*Hydro-Ontario*). Les rentrées nettes de quelque 13 millions de dollars signalées dans le rapport sont attribuables, en grande partie, aux prêts de concentrés uranifères.

L'industrie canadienne de l'uranium devrait connaître une importante expansion au cours des quelques prochaines années et ce, malgré que la Colombie-Britannique ait annoncé en février 1980 un moratoire de sept ans sur la prospection et l'extraction de l'uranium dans la province. Cette activité coïncide avec un courant sous-jacent d'incertitude dans le marché par suite des nombreuses audiences qui se sont tenues relativement à tous les éléments de l'industrie nucléaire, de la modification des prévisions de l'offre et de la demande à court terme et d'une pression à la baisse sur les prix en 1979. De nombreux rapports de haute autorité, sur les besoins globaux d'énergie à moyen et à long termes, ont toutefois précisé que, jusqu'à la fin du siècle et pendant une bonne partie du siècle suivant, l'énergie nucléaire devra jouer un rôle plus grand dans notre système global d'approvisionnement en énergie. A moins de prévoir une période de stagnation



this general context recent inquiries received from companies interested in uranium loans give support to the concept of the stockpile as a stabilizer in this interim period of uncertainty.

For the Directors,



Ottawa, Canada  
March 1980

G.M. MacNabb  
President

économique, et même si d'importantes mesures d'économies d'énergie sont prises, l'homme devra apprendre à faire bon ménage avec l'énergie nucléaire. Il n'est pas étonnant, étant donné ces prévisions, que les organismes responsables de l'approvisionnement en énergie électrique continuent de chercher des sources d'approvisionnement sûr en uranium. C'est dans ce contexte général que de récentes demandes de renseignements de sociétés qui songent à emprunter de l'uranium montrent bien que les stocks exercent une action stabilisatrice dans la période actuelle d'incertitude.

Au nom du Conseil d'administration,  
Le Président,



Ottawa, Canada  
Mars 1980

G.M. MacNabb

## DIRECTORS

Gordon M. MacNabb  
President  
Natural Sciences and Engineering Research Council

Jean-Paul Drolet  
Senior Assistant Deputy Minister  
International Minerals  
Department of Energy, Mines and Resources

A.S. Rubinoff  
Assistant Deputy Minister  
Economic Programs and Government Finance Branch  
Department of Finance

A.M. Guérin  
Assistant Deputy Minister  
Department of Industry, Trade and Commerce

R.E. Williams  
Senior Adviser, Legal  
Department of Energy, Mines and Resources

## OFFICERS

Gordon M. MacNabb  
President

Jean-Paul Drolet  
Vice-President

A.S. Rubinoff  
Vice-President (Finance)

K.E. Rowley  
Secretary

At the end of the year there were three vacancies on the Board of Directors and one in the complement of five officers.

## CONSEIL D'ADMINISTRATION

Gordon M. MacNabb  
Président  
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

Jean-Paul Drolet  
Premier sous-ministre adjoint  
Secteur international des minéraux  
Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources

A.S. Rubinoff  
Sous-ministre adjoint  
Direction des programmes économiques et des finances de l'État  
Ministère des Finances

A.M. Guérin  
Sous-ministre adjoint  
Ministère de l'Industrie et du Commerce

R.E. Williams  
Conseiller juridique supérieur  
Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources

## DIRECTION

Gordon M. MacNabb  
Président

Jean-Paul Drolet  
Vice-président

A.S. Rubinoff  
Vice-président (Finances)

K.E. Rowley  
Secrétaire

A la fin de l'année, le Conseil d'administration et la Direction comptaient respectivement trois et un postes vacants. La Direction se compose normalement de cinq membres.

Uranium Canada, Limited is a Crown corporation incorporated in June 1971 under the Canada Corporations Act pursuant to Energy, Mines and Resources Vote L11c of the Appropriation Act No. 1, 1971 and the Atomic Energy Control Act. It is for all its purposes an agent of Her Majesty and its powers may be exercised only as an agent of Her Majesty. The shares of the Company, with the exception of the qualifying shares of the Directors, are held by a Minister of the Crown in trust for Her Majesty.

The member of the Privy Council designated by the Governor in Council as the Minister for the purposes of the Atomic Energy Control Act is the Minister of Energy, Mines and Resources.

The objects of the Corporation as set out in Supplementary Letters Patent dated June 3, 1975 are to negotiate, execute and perform agreements for the purchase, stockpiling and sale of uranium concentrates and to do or procure the doing of anything necessary or incidental thereto, all subject to the approval of the Governor in Council.

The Corporation is a Schedule "C" agency corporation under the Financial Administration Act.

The Head Office is located at 580 Booth Street in the City of Ottawa, Ontario.

Uranium Canada, Limitée est une société de la Couronne constituée en corporation en juin 1971 en vertu de la Loi sur les corporations canadiennes et conformément au crédit L11c (ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources) de la Loi n° 1 de 1971 portant affectation de crédits et à la Loi sur le contrôle de l'énergie atomique. Elle est à toutes ses fins un représentant de Sa Majesté et ne peut exercer ses pouvoirs qu'en cette qualité. Exception faite des actions statutaires des membres du Conseil d'administration, les actions de la Société sont gardées en dépôt pour Sa Majesté par un ministre de la Couronne.

Le membre du Conseil privé nommé par le Gouverneur en conseil comme ministre aux fins de l'application de la Loi sur le contrôle de l'énergie atomique est le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources.

Tel qu'indiqué dans la lettre patente complémentaire du 3 juin 1975, la société a pour mandat de négocier, d'exécuter et de conclure des ententes concernant l'achat, la constitution de stock et la vente de concentrés d'uranium, et de se procurer tous les moyens d'action nécessaires ou accessoires à ces fins, sous réserve de l'approbation du Gouverneur en conseil.

L'UCAN est une société de la Couronne inscrite à l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Son siège social est situé au 580, rue Booth à Ottawa (Ont.).

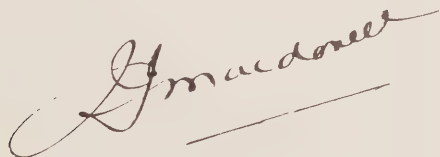
Report to the  
Minister of Energy, Mines and Resources  
on the examination of the  
accounts and financial statements of  
Uranium Canada, Limited  
for the year ended December 31, 1979

The Honourable Marc Lalonde, P.C., Q.C., M.P.  
Minister of Energy, Mines and Resources  
Ottawa, Ontario

I have examined the balance sheet of Uranium Canada, Limited as at December 31, 1979 and the statement of operations of accounts administered for Canada and the statement of account due to Canada for assets administered for the year then ended. My examination was made in accordance with generally accepted auditing standards, and accordingly included such tests and other procedures as I considered necessary in the circumstances.

In my opinion, these financial statements give a true and fair view of the financial position of the Corporation as at December 31, 1979 and the results of the operations administered by the Corporation for the account of Canada and the account due to Canada for assets administered for the year then ended in accordance with generally accepted accounting principles applied on a basis consistent with that of the preceding year.

I further report that, in my opinion, proper books of accounts have been kept by the Corporation, the financial statements are in agreement therewith and the transactions that have come under my notice have been within its statutory powers.



Ottawa, Ontario  
March 26, 1980

Auditor General of Canada

Rapport au ministre de  
l'Énergie, des Mines et des Ressources  
sur l'examen  
des comptes et des états financiers de  
Uranium Canada, Limitée  
pour l'année terminée le 31 décembre 1979

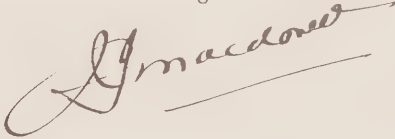
L'honorable Marc Lalonde, C.P., C.R., député  
Ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources  
Ottawa (Ont.)

J'ai vérifié le bilan de Uranium Canada, Limitée au 31 décembre 1979 ainsi que l'état des opérations des comptes administrés pour le Canada et l'état de la dette envers le Canada pour l'actif administré pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

A mon avis, ces états financiers présentent un aperçu juste et fidèle de la situation financière de la société au 31 décembre 1979 ainsi que les résultats des opérations administrées par la société pour le compte du Canada et la dette envers le Canada pour l'actif administré pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, je déclare que la société, à mon avis, a tenu des livres de comptabilité appropriés, que les états financiers sont conformes à ces derniers et que les opérations dont j'ai eu connaissance ont été effectuées dans le cadre de ses pouvoirs statutaires.

Le Vérificateur général du Canada,



Ottawa (Ont.)  
le 26 mars 1980

**URANIUM CANADA, LIMITED**  
(Incorporated under the Canada Corporations Act)

**BALANCE SHEET**  
as at December 31, 1979

ASSETS	<u>1979</u>	<u>1978</u>
Cash	\$ 9	9
Assets administered for Canada		
Accounts receivable	1 789 799	26 337 131
Accrued receivables	3 419	1 489 843
General stockpile of uranium concentrates	61 405 861	70 604 349
Long-term loans of uranium receivable (Note 2)	14 608 291	5 410 319
Long-term interest receivable (Note 2)	<u>7 986 430</u>	<u>91 277</u>
Total assets administered for Canada	<u>85 793 800</u>	<u>103 932 919</u>
	<u>\$85 793 809</u>	<u>\$103 932 928</u>
 LIABILITIES		
Due to Canada on account of assets administered - per statement attached	 \$85 793 800	 \$103 932 919
 EQUITY OF CANADA		
Share capital - authorized and issued: 1,000 shares of no par value	 <u>9</u>	 <u>9</u>
	<u>\$85 793 809</u>	<u>\$103 932 928</u>

The accompanying notes are an integral part of the financial statements.

Approved by the Board:

  
\_\_\_\_\_  
Director

  
\_\_\_\_\_  
Director



**URANIUM CANADA, LIMITÉE**  
(Constituée en vertu de la Loi sur les corporations canadiennes)

**BILAN**  
**au 31 décembre 1979**

ACTIF	<u>1979</u>	<u>1978</u>
Encaisse	\$ 9	\$ 9
Actif administré pour le Canada		
Comptes débiteurs	1 789 799	26 337 131
Montants à recevoir courus	3 419	1 489 843
Stock général de concentrés d'uranium	61 405 861	70 604 349
Prêts à long terme d'uranium (note 2)	14 608 291	5 410 319
Intérêts à recevoir à long terme (note 2)	<u>7 986 430</u>	<u>91 277</u>
Total de l'actif administré pour le Canada	<u>85 793 800</u>	<u>103 932 919</u>
	<u>\$85 793 809</u>	<u>\$103 932 928</u>
 PASSIF		
Dette envers le Canada pour l'actif administré - selon l'état ci-joint	\$85 793 800	\$103 932 919
 AVOIR DU CANADA		
Capital-actions, autorisé et émis: 1 000 actions sans valeur au pair	<u>9</u> <u>\$85 793 809</u>	<u>9</u> <u>\$103 932 928</u>

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

Approuvé par le Conseil d'administration

  
Administrateur

  
Administrateur

**URANIUM CANADA, LIMITED**

**Statement of Operations of Accounts Administered for Canada  
for the year ended December 31, 1979**

Revenues	<u>1979</u>	<u>1978</u>
Sales of uranium concentrates (Note 3)	\$ 276 951	\$ 5 440 131
Stand-by fees (Note 2)	398 049	45 150
Interest	12 278 987	3 183 827
Gain on foreign exchange	<u>45,061</u>	<u>2 390 574</u>
	<u>12 999 048</u>	<u>11 059 682</u>
 Expenses		
Cost of uranium concentrates (Note 3)	516	2 005 911
Selling expenses (Note 4)	<u>36 557</u>	<u>239 236</u>
	<u>37 073</u>	<u>2 245 147</u>
Excess of revenues over expenses, accruing to Canada	<u>\$ 12 961 975</u>	<u>\$ 8 814 535</u>

The accompanying notes are an integral part of the financial statements.

**Statement of Account Due to Canada for Assets Administered  
for the year ended December 31, 1979**

	<u>1979</u>	<u>1978</u>
Due to Canada, beginning of the year	\$103 932 919	\$108 430 520
Add: Excess of revenues over expenses for the year	<u>12 961 975</u>	<u>8 814 535</u>
	116 894 894	117 245 055
Deduct: Payments to Canada	<u>31 101 094</u>	<u>13 312 136</u>
Due to Canada, end of the year	<u>\$ 85 793 800</u>	<u>\$103 932 919</u>

The accompanying notes are an integral part of the financial statements.

# URANIUM CANADA, LIMITÉE

## État des opérations des comptes administrés pour le Canada pour l'exercice terminé le 31 décembre 1979

Revenus	1979	1978
Ventes de concentrés d'uranium (note 3)	\$ 276 951	\$ 5 440 131
Honoraires pour droits d'usage (note 2)	398 049	45 150
Intérêts	12 278 987	3 183 827
Gains sur le change	<u>45 061</u>	<u>2 390 574</u>
	<u>12 999 048</u>	<u>11 059 682</u>
Dépenses		
Coût de concentrés d'uranium (note 3)	516	2 005 911
Frais de vente (note 4)	<u>36 557</u>	<u>239 236</u>
	<u>37 073</u>	<u>2 245 147</u>
Excédent des revenus sur les dépenses porté au compte du Canada	<u>\$12 961 975</u>	<u>\$ 8 814 535</u>

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

## État de la dette envers le Canada pour l'actif administré pour l'exercice terminé le 31 décembre 1979

	1979	1978
Dette envers le Canada au début de l'exercice	\$ 103 932 919	\$108 430 520
Ajouter: Excédent des revenus sur les dépenses pour l'exercice	<u>12 961 975</u>	<u>8 814 535</u>
	<u>116 894 894</u>	<u>117 245 055</u>
Déduire: Paiements au Canada	<u>31 101 094</u>	<u>13 312 136</u>
Dette envers le Canada à la fin de l'exercice	<u>\$ 85 793 800</u>	<u>\$103 932 919</u>

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

## URANIUM CANADA, LIMITED

Notes to Financial Statements  
December 31, 1979

## URANIUM CANADA, LIMITÉE

Notes afférentes aux états financiers  
du 31 décembre 1979

### 1. Significant accounting policies

#### a) Activities administered for Canada

Uranium Canada, Limited (UCAN) administers, sells and loans, as Canada's agent, the Government of Canada general stockpile of uranium acquired by Canada during the period 1963-70. All monies and benefits generated from sales or loans of concentrates from the stockpile accrue to Canada after allowing for applicable selling expenses. Accordingly, such activities are reported as administered for Canada's account.

Administrative services are provided to UCAN without charge by the Department of Energy, Mines and Resources and are not recorded in the accounts of the company.

#### b) Inventories

Inventories are carried at Canada's acquisition cost. Warehousing and other carrying charges are borne directly by Canada and are not reflected in these accounts.

#### c) Interest

In addition to interest income earned as a result of the agreements described in Note 2, UCAN under contractual agreements for the sale of uranium, allows extended payment terms to customers. Interest is charged on the sales value from the time of delivery to the time of payment when the customer elects such terms.

#### d) Foreign exchange

Transactions effected in US funds have been recorded at the rate of exchange prevailing on the dates of the transactions. Asset accounts have been translated into Canadian funds at the rates prevailing at December 31. Gains or losses on foreign exchange are included in the Statement of Operations.

### 1. Conventions comptables importantes

#### a) Activités administrées pour le Canada

A titre d'agent du Canada, Uranium Canada, Limitée (UCAN) administre, vend et prête les stocks généraux d'uranium du gouvernement du Canada acquis par ce dernier entre 1963 et 1970. Tout l'argent et tous les bénéfices tirés de la vente ou du prêt des concentrés provenant de ces stocks reviennent au Canada après déduction des frais de vente. Par conséquent, ces activités sont déclarées comme étant administrées pour le Canada.

Le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources fournit à l'UCAN des services administratifs à titre gratuit; la valeur de ces services n'est pas inscrite aux comptes de la société.

#### b) Stocks

Les stocks sont évalués au prix d'achat payé par le Canada. Les coûts d'entreposage et autres frais généraux sont assumés directement par le Canada et ne sont pas compris dans ces comptes.

#### c) Intérêts

En plus du revenu tiré d'intérêt résultant des accords décrits à la note 2, l'UCAN permet à ses clients de prolonger les conditions de paiement en vertu d'ententes contractuelles pour la vente d'uranium. L'intérêt est calculé sur la valeur des ventes, depuis la date de livraison jusqu'au moment du paiement, lorsque le client choisit ces modalités.

#### d) Devises étrangères

Les opérations effectuées en monnaie américaine ont été enregistrées d'après le cours du change à la date des transactions. Les comptes de l'actif ont été convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur au 31 décembre. Les gains ou pertes sur le change sont inscrits à l'état des opérations.

## 2. Long-term receivables

### a) Long-term loans of uranium receivable

Agreements have been entered into by Canada and UCAN to loan uranium from the stockpile with repayment to be made in kind. The concentrates on loan have been recorded at inventory cost.

The agreement with Eldor Resources Limited, a wholly-owned subsidiary of Eldorado Nuclear Limited, provides for a loan of up to 770 tonnes of uranium (U) all of which had been delivered to Eldor by May 16, 1979. The uranium is to be repaid in annual instalments after commencement of operations at Key Lake, Saskatchewan, with final repayment by the year 2010. As collateral for the loan, Eldor has given Canada and UCAN a debenture of \$200 million which is secured by a fixed and floating charge on all of its assets and undertakings, both present and future. If Eldor is unable to meet its obligations to return borrowed concentrates on schedule, UCAN has access to Eldor's undivided one-sixth equity interest in the Key Lake joint venture.

The agreement with Eldorado Nuclear Limited which provided for a loan of 115 tonnes U was repaid during 1979.

On January 5, 1979 Canada and UCAN entered into an agreement with Ontario Hydro granting the latter options to borrow up to 300 tonnes U in the first borrowing period ending January 16, 1979, and 500 tonnes U in the second borrowing period ending December 31, 1979. Three hundred tonnes were borrowed by Ontario Hydro in accordance with the first option but no borrowings were made against the second option. Repayment of the 300 tonnes is to be made on or before December 31, 1983. As collateral Ontario Hydro provided the Crown and UCAN with a promissory note in the amount of \$56 250 000.

### b) Long-term interest receivable

The agreements provide for an interest charge calculated on the quantity of uranium borrowed, the current market price of the uranium and the appropriate Crown corporation borrowing rate.

## 2. Comptes débiteurs à long terme

### a) Prêts d'uranium à long terme

Le gouvernement du Canada et l'UCAN ont conclu des accords concernant le prêt d'uranium provenant des stocks généraux et dont le remboursement serait effectué en uranium. Les concentrés visés par le prêt ont été comptabilisés à une valeur correspondant au coût des stocks.

L'accord conclu avec l'Eldor Resources Limited, filiale en propriété exclusive de l'Eldorado Nucléaire, Limitée, prévoit un prêt allant jusqu'à 770 tonnes d'uranium, quantité qui avait été entièrement livrée à l'Eldor au 16 mai 1979. L'uranium doit être remis en versements annuels après le début des opérations à Key Lake (Sask.), le dernier versement devant être fait d'ici l'an 2010. Comme nantissement du prêt, l'Eldor a donné au gouvernement du Canada et à l'UCAN une débenture de 200 millions de dollars, garantie sous forme de charges flottantes ou fixes sur tous ses avoirs et entreprises, tant présentes que futures. Si l'Eldor ne respecte pas son obligation de rendre les concentrés empruntés à temps, l'UCAN aura droit à une participation indivise d'un sixième de la coentreprise de Key Lake.

L'accord conclu avec l'Eldorado Nucléaire, Limitée, qui prévoyait un prêt de 115 tonnes d'uranium, a été réglé au cours de 1979.

Le 5 janvier 1979, le gouvernement du Canada et l'UCAN ont conclu un accord avec l'Hydro-Ontario donnant à cette dernière l'option d'emprunter jusqu'à 300 tonnes d'uranium pendant la première période d'emprunt se terminant le 16 janvier 1979, et jusqu'à 500 tonnes d'uranium pendant la seconde période d'emprunt se terminant le 31 décembre 1979. L'Hydro-Ontario a emprunté 300 tonnes en vertu de la première option, mais ne s'est pas prévalu de la seconde. Les 300 tonnes empruntées doivent être rendues au plus tard le 31 décembre 1983. Comme nantissement, l'Hydro-Ontario a remis au gouvernement du Canada et à l'UCAN un billet à ordre de \$56 250 000.

### b) Intérêt à recevoir à long terme

En vertu des accords conclus, l'intérêt à recevoir doit être calculé d'après la quantité d'uranium empruntée, le cours du marché de l'uranium et le taux d'emprunt pertinent des sociétés de la Couronne.



The agreement with Eldor Resources Limited provides for interest payments on the last business days of June and December in each year following achievement of commercial production at Key Lake. Accordingly, the total interest accrued as at December 31, 1979, amounting to \$7 986 430 (1978 total - \$91 277) has been shown as a long-term receivable.

### 3. Sales and cost of sales of uranium concentrates

Final deliveries of uranium to complete the 1972 sales agreement with Spanish electric utilities were made in 1978. 1979 sales and cost of sales figures reflect partial adjustments to prices and quantities shipped in prior years.

### 4. Selling expenses

Selling expenses represent the direct out-of-pocket expenses, including commissions (\$8 309), incurred by Denison Mines Limited as sales agent for Canada and UCAN.

### 5. Directors and Officers

UCAN's eight directors receive no remuneration as directors. UCAN's five officers, four of whom are also directors, receive no remuneration as officers.

L'accord conclu avec l'Eldor Resources Limited prévoit des paiements d'intérêt le dernier jour ouvrable des mois de juin et de décembre de chaque année une fois que Key Lake aura atteint son niveau de production commerciale. Par conséquent, l'intérêt couru au 31 décembre 1979 (\$7 986 430 par rapport à \$91 277 en 1978) a été comptabilisé sous la rubrique des comptes débiteurs à long terme.

### 3. Ventes et coûts de concentrés d'uranium

Les dernières livraisons afin d'honorer les contrats de vente passés en 1972 avec les services publics d'électricité de l'Espagne ont été effectuées en 1978. Les montants inscrits aux ventes et coût des ventes de 1979 représentent des ajustements partiels aux prix et aux quantités livrées durant les exercices antérieurs.

### 4. Frais de vente

Les frais de vente représentent les frais directs, y compris les commissions payées (\$8 309), engagés par la Denison Mines Limited, agent de vente pour le gouvernement du Canada et l'UCAN.

### 5. Conseil d'administration et direction

Les huit membres du Conseil d'administration de l'UCAN ne touchent, à ce titre, aucune rémunération; ce qui est également le cas pour les cinq membres de la Direction de l'UCAN, dont quatre sont également membres du Conseil.

The uranium industry started in Canada in the early 1930's with the development of the Port Radium Mine at Great Bear Lake. The mine was expropriated in 1943 to supply uranium to the American-Anglo-Canadian research project. In 1947 industry was permitted to take part in uranium exploration. Significant deposits were discovered.

The Canadian uranium industry grew rapidly until 1959 and then declined dramatically through the early 1960's due in part to decisions by the United States and the United Kingdom against taking up options to purchase uranium beyond 1963. Efforts were made by the Canadian government to lessen the impact of the decline. Finally, to retain a nucleus of production, the government commenced a stockpiling program.

The first stockpile was purchased during the period July 1963 through July 1964 from three companies - Denison Mines Limited, Rio Algom Mines Limited and Faraday Uranium Mines Limited. The purchase was authorized by Vote L63c, Appropriation Act No. 5, 1963, the cost not to exceed \$20 million. The provision for the cost was extended under the following authorities: Vote L37a, Appropriation Act No. 6, 1964 and Vote L37d, Appropriation Act No. 2, 1965.

The second stockpile was acquired during the period July 1965 through July 1970 from Denison, Rio Algom, Eldorado Mining and Refining Limited and Stanrock Uranium Mines Limited. The purchase was authorized by Vote L77d, Appropriation Act No. 2, 1966, the cost not to exceed \$135 million.

The two stockpiles, collectively referred to as the Government of Canada general stockpile, totalled 7 414 tonnes of uranium (U) equivalent in concentrates at purchase cost of approximately \$101 million.

Authority for a third stockpile, a 76/24% joint venture between the federal government and Denison Mines Limited, was set out in Vote L11c, Appropriation Act No. 1, 1971, and resulted in the acquisition of 2 471 tonnes U during the years 1971 to 1974 at a total purchase cost to the government of \$29.3 million for its 76% share.

On June 21, 1971, Uranium Canada, Limited (UCAN) was incorporated to be a party to the Canada/Denison joint stockpile agreement and to represent the government's interest in the acquisition and disposal of the joint stockpile.

L'industrie canadienne de l'uranium a pris naissance au début des années 1930 avec l'exploitation de la mine de Port Radium près du Grand lac de l'Ours. Cette mine a été expropriée en 1943 pour alimenter en uranium le projet de recherche anglo-américano-canadien. En 1947, l'industrie était autorisée à participer à la recherche de l'uranium, et d'importants gisements ont été découverts par la suite.

L'industrie canadienne de l'uranium a pris un essor rapide jusqu'en 1959, puis elle a décliné brusquement au début des années 1960, en partie parce que les États-Unis et la Grande-Bretagne ont refusé de prendre des options d'achat d'uranium pour au delà de 1963. Le gouvernement canadien s'est alors efforcé de réduire les effets de ce déclin. Finalement, afin de maintenir une production embryonnaire, le gouvernement a décidé d'établir un programme de stockage.

Les premiers stocks gouvernementaux, constitués de juillet 1963 à juillet 1964, ont été achetés à trois sociétés: la *Denison Mines Limited*, la *Rio Algom Mines Limited* et la *Faraday Uranium Mines Limited*. Cet achat a été autorisé en vertu du crédit L63c, Loi n° 5 de 1963 portant affectation de crédits, le coût ne devant pas excéder 20 millions de dollars. Les dispositions relatives au coût ont été reconduites en vertu des mesures législatives suivantes: crédit L37a, Loi n° 6 de 1964 portant affectation de crédits, et crédit L37d, Loi n° 2 de 1965 portant affectation de crédits.

Dans le cadre du second programme de stockage, mis en œuvre de juillet 1965 à juillet 1970, le gouvernement a acheté de l'uranium aux sociétés *Denison*, *Rio Algom*, *Eldorado Mining and Refining Limited* et *Stanrock Uranium Mines Limited*. Cet achat a été autorisé en vertu du crédit L77d, Loi n° 2 de 1966 portant affectation de crédits, le coût ne devant pas dépasser 135 millions de dollars.

Ces stocks, qui sont désignés sous le nom de Stocks généraux du gouvernement du Canada, correspondent au total à l'équivalent de 7 414 tonnes d'uranium (U) sous forme de concentrés, pour un prix d'achat total de 101 millions de dollars approximativement.

Un troisième programme de stockage, entrepris conjointement à 76/24 % par le gouvernement fédéral et la *Denison Mines Limited*, a été autorisé en vertu du crédit L11c, Loi n° 1 de 1971 portant affectation de crédits, et a conduit à l'acquisition de 2 471 tonnes d'uranium entre 1971 et 1974, le gouvernement payant en tout 29,3 millions de dollars pour sa part de 76 %.

This role was broadened in December 1971 when it was decided that UCAN would also act as agent of the federal government for sales of uranium from the Government of Canada general stockpile.

In November 1972 and May 1973 agreements were concluded with nine Spanish companies and one Japanese company for sales of approximately 4 315 tonnes U. These sales exhausted the joint venture stockpile and required up to 1 844 tonnes U from the Government of Canada general stockpile.

A significant change was experienced in 1974 in the international uranium market. Acceleration of nuclear programs, due to the 1973 oil crisis, and the unexpected curtailment of marketing activities by several producers caused a dramatic shift from a surplus to a deficit market. To provide for orderly growth of the Canadian industry, while protecting the needs of domestic nuclear programs, a new uranium policy for Canada was announced by the federal government on September 5, 1974.

Under this policy sufficient uranium must be reserved by producers for domestic use to enable each nuclear power reactor operating, committed for construction or planned for operation 10 years into the future, to operate at an average annual capacity factor of 80 per cent for 30 years from start of the period, or, in the case of reactors which are not in operation, for 30 years from their in-service dates.

The 1974 policy statement also included the stipulation that the government stockpile of uranium will be disposed of solely within the domestic market and, prior to its total disposal, will be available on a commercial loan basis to meet any short-term needs of Canadian producers or Canadian utilities provided that at all times it will be further processed by Canadian facilities. Any opportunity to dispose of the stockpile by direct sale within the domestic market would be examined. In considering such opportunity the value of the stockpile in providing short-term security of supply to Canadian utilities would be carefully assessed.

Title to the Government of Canada general stockpile was transferred to UCAN on May 3, 1976. The transfer facilitates administration of existing agreements and negotiation and administration of any further agreements as may be made by UCAN with the approval of the Governor in Council.

The board of directors at a meeting in April 1975, passed a resolution authorizing the corporation to be a subscriber to the Uranium Institute. The Institute was inaugurated in London, England, on June 12, 1975. One of its chief objects is to promote the development of the use of uranium for peaceful purposes, in order to assist in

Le 21 juin 1971, l'UCAN était incorporée à la coentreprise Canada/Denison pouvant ainsi représenter le gouvernement dans l'acquisition et la cession des stocks tenus en copropriété.

En décembre 1971, ce rôle a été élargi et il fut décidé que l'UCAN serait également l'agent du gouvernement fédéral pour les ventes d'uranium provenant des stocks généraux du gouvernement du Canada.

En novembre 1972 et en mai 1973, des accords ont été conclus avec neuf compagnies espagnoles et une compagnie japonaise, pour la vente d'environ 4 315 tonnes d'U. Ces ventes ont épuisé les stocks en copropriété et il a été nécessaire de prélever jusqu'à 1 844 tonnes d'U sur les stocks généraux du gouvernement du Canada.

En 1974, le marché international de l'uranium a connu un changement important. L'accélération de la réalisation des programmes nucléaires, causée par la crise du pétrole de 1973, et la diminution soudaine des activités commerciales de plusieurs producteurs ont provoqué un changement subit: le marché d'excédents est devenu un marché de pénurie. Pour assurer l'expansion ordonnée de l'industrie canadienne, tout en subvenant aux besoins du programme nucléaire du pays, le gouvernement fédéral rendait publique, le 5 septembre 1974, une nouvelle politique de l'uranium.

Conformément à cette politique, les producteurs doivent réserver, pour la consommation intérieure, suffisamment d'uranium pour permettre à chaque réacteur nucléaire qui est en exploitation, dont la construction a fait l'objet d'un engagement ou dont la mise en service est prévue pour les 10 prochaines années, de fonctionner avec un facteur d'utilisation moyenne annuelle de 80 % pendant 30 ans, à partir du début de la période ou, dans le cas des réacteurs qui ne sont pas encore en exploitation, pendant 30 ans à partir de leur mise en service.

Selon la politique adoptée en 1974, il est également prévu que les stocks du gouvernement du Canada ne doivent être cédés que sur le marché intérieur et que, avant d'être cédés en totalité, ils doivent être mis à la disposition des producteurs canadiens ou des entreprises canadiennes de services publics, à titre de prêts commerciaux, pour leur permettre de répondre à leurs besoins à court terme, pourvu qu'en tout temps ces stocks soient traités ultérieurement dans des installations canadiennes. Toutes les possibilités de disposer de ces stocks en les vendant directement sur le marché intérieur doivent être examinées. Ce faisant, il faut évaluer soigneusement la valeur que représentent ces stocks pour le Canada en assurant à court terme la sécurité d'approvisionnement des entreprises canadiennes de services publics.

safeguarding the future availability of world energy supplies. UCAN is one of the founding members of the Institute which included uranium producers in Australia, Canada, France, South Africa and the U.K. The membership now includes both producers of uranium and consumers such as utility companies and processors.

La propriété des stocks généraux du gouvernement du Canada a été transférée à l'UCAN le 3 mai 1976. Ce transfert facilite l'administration des accords existants, et la négociation et l'administration de tous les accords futurs par lesquels l'UCAN pourrait s'engager avec l'approbation du Gouverneur en conseil.

Lors d'une réunion tenue en avril 1975, le Conseil d'administration a adopté une résolution autorisant la Société à devenir membre de l'Institut de l'uranium. L'Institut a été créé officiellement à Londres en Angleterre le 12 juin 1975. L'un des buts principaux de l'Institut est de promouvoir l'utilisation de l'uranium à des fins pacifiques, pour que le monde continue de disposer à l'avenir d'approvisionnements énergétiques suffisants. L'UCAN en est l'un des membres fondateurs, qui comprennent des producteurs d'uranium d'Australie, du Canada, de France, d'Afrique du Sud et du Royaume-Uni. Outre les producteurs d'uranium, l'Institut compte maintenant parmi ses membres des consommateurs comme les sociétés d'utilité publique et de traitement.



## OUTLOOK

Canada, the second largest uranium producing country in the Western world, produced in 1979 about 6 811 tonnes U\* compared with the 1978 final figure of 6 803 tonnes. 1979 shipments were estimated at 6 956 tonnes U, 64% of which came from mines in Ontario and the remaining 36% from operations in Saskatchewan. Estimated value of those shipments was \$664 million compared with \$617.5 million for the 8 211 tonnes U shipped in 1978. As of January 1, 1979, approved outstanding export commitments of all Canadian producers amounted to approximately 63 000 tonnes U.

The 1978 Assessment of Canada's Uranium Supply and Demand, published as Report EP 79-3 by Energy, Mines and Resources Canada in June 1979, reported that estimated resources recoverable for up to \$175/kg U (\$67.31/lb U<sub>3</sub>O<sub>8</sub>) were as follows:

	<u>tonnes U</u>
Measured	80 000
Indicated	155 000
Inferred	302 000
Prognosticated	426 000

As of april 1979, a total of 14 455 MWe of nuclear power capacity (excluding the 22 MWe experimental facility at Rolphton, Ontario) was operating or committed for operation by 1989. A further 1 480 MWe is projected for 1989 bringing the total in-service capacity at that time to 15 935 MWe. Long term uranium requirements for the reactors represented by this capacity were assessed on the basis of the fuel utilization design values for existing or committed stations and values corresponding to existing stations for those units not yet committed. The average 30-year requirements for these reactors amounted to about 4.31 tonnes U/MWe for a total of some 69 000 tonnes U.

The 1979 trend in the uranium international market indicated the possibility of further price softening in the short term. Expansion of the uranium industry in Canada continued in the Elliot Lake area of Ontario and also in Saskatchewan, where new mines are expected to commence production in the early 1980's. Future prospects may be adversely affected, however, by the imbalance between the growing surplus of supply capabilities over projected uranium demand.

## PERSPECTIVES

En 1979, le Canada, deuxième pays producteur d'uranium en Occident, a produit environ 6 811 tonnes d'U\*, comparativement à 6 803 tonnes, chiffre définitif, en 1978. Les livraisons ont été évaluées à 6 956 tonnes, dont 64 % provenaient des mines de l'Ontario et le reste, soit 36 %, de celles de la Saskatchewan. Leur valeur a été estimée à 664 millions de dollars comparativement à 617,5 millions pour les 8 211 tonnes livrées en 1978. Au 1<sup>er</sup> janvier 1979, les engagements approuvés d'exportations en instance de tous les producteurs canadiens s'élevaient à environ 63 000 tonnes d'uranium.

Selon l'évaluation en 1978 de l'offre et de la demande sur le marché canadien de l'uranium et publiée dans le Rapport EP 79-3F en juin 1979 par le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources, les ressources récupérables jusqu'à concurrence de \$175 le kilogramme d'uranium (\$67,31 la livre d'U<sub>3</sub>O<sub>8</sub>) sont comme suit:

	<u>Tonnes d'U</u>
Mesurées	80 000
Indiquées	155 000
Présumées	302 000
Pronostiquées	426 000

Au mois d'avril 1979, une capacité totale de 14 455 MWe en énergie nucléaire (à l'exclusion des 22 MWe du réacteur expérimental de Rolphton en Ontario) était en service ou engagée pour 1989. Un supplément de 1 480 MWe est prévu pour 1989, ce qui amènera la capacité totale en service à 15 935 MWe. Les besoins à long terme en uranium des réacteurs producteurs de cette capacité ont été évalués en fonction des données de calcul relatives à la consommation de combustible des centrales existantes ou engagées, et des données correspondant aux centrales existantes pour ce qui est des réacteurs non encore engagés. Les besoins moyens de ces réacteurs sur une période de 30 ans s'élèvent à environ 4,31 tonnes d'uranium par MWe, ce qui fait en tout 69 000 tonnes.

D'après la tendance du marché international de l'uranium en 1979, il y a possibilité de fléchissement des prix à court terme. L'expansion de l'industrie de l'uranium au pays s'est poursuivie dans la région d'Elliot Lake en Ontario, de même qu'en Saskatchewan, où de nouvelles mines devraient entrer en production au début des années 1980. A long terme, toutefois, les perspectives peuvent être obscurcies par le déséquilibre entre la capacité croissante d'approvisionnement par rapport aux besoins prévus en uranium.

\*1 tonne U = 1 metric ton of elemental uranium = 1.2999 short tons U<sub>3</sub>O<sub>8</sub>.

\* 1 tonne d'uranium = 1 tonne métrique d'uranium élémentaire = 1,2999 tonne courte d'U<sub>3</sub>O<sub>8</sub>.



In British Columbia development of that province's first uranium mine has been in abeyance pending the outcome of the B.C. Royal Commission of Inquiry into Uranium Mining. On February 27, 1980, the provincial government announced a moratorium on uranium exploration and mining, cutting short the Commission's investigations and delaying the development of the province's uranium resources for at least seven years.

In accordance with Canada's 1974 uranium policy, it is expected that UCAN's future management of the stockpile will continue to be focused on uranium loans to meet the short term needs of Canadian producers and Canadian utilities. At the end of 1979 two loans were outstanding leaving an uncommitted balance in the stockpile of 4 500 tonnes U.

En Colombie-Britannique, la mise en valeur de la première mine d'uranium a été retardée en attendant les résultats de la Commission royale d'enquête sur l'exploitation de l'uranium dans la province. Or, le 27 février 1980, le gouvernement provincial a annoncé un moratoire sur la prospection et l'exploitation des mines d'uranium, coupant court à l'enquête de la Commission et reportant la mise en valeur des ressources d'uranium de la province d'au moins sept ans.

En vertu de la politique canadienne de l'uranium adoptée en 1974, il est escompté que l'UCAN continuera à gérer les stocks d'uranium en mettant l'accent sur le prêt d'uranium pour subvenir aux besoins à court terme des producteurs et des services d'électricité canadiens. A la fin de 1979, deux prêts étaient en souffrance, laissant un solde non engagé de 4 500 tonnes d'uranium dans les stocks.



Uranium-bearing areas in Canada



Régions uranifères au Canada



# LÉGENDE

## CENTRALES NUCLÉAIRES

### EN EXPLOITATION ET EN VOIE DE CONSTRUCTION

- 1 Pointe Douglas et Bruce - 9 groupes
- 2 Pickering - 8 groupes
- 3 Darlington - 4 groupes
- 4 Gentilly - 2 groupes
- 5 Pointe-LePREAU - 1 groupe

## RÉGIONS PRODUCTRICES

- 6 Elliot Lake (Denison, Rio Algom)
- 7 Bancroft (Madawaska)
- 8 Agnew Lake (Agnew Lake)
- 9 Uranium City (Eldorado, Genex)
- 10 Rabbit Lake (Gulf/Uranerz)

## RÉGIONS PRODUCTRICES POSSIBLES

- 11 Cliff Lake (AMOK)
- 12 Key Lake (Key Lake Mining Corp.)
- 13 Midwest Lake (Esso et al.)
- 14 Beavordell (Noreen et al.)
- 15 Makkovik (Brinex)

## ▲ AFFINERIE

- 16 Port Hope (Eldorado)

Océan Atlantique

BAIE  
D'HUDSON

Océan Pacifique

Zones d'extraction ou d'exploitation de l'uranium et emplacement des centrales nucléaires en 1979









A1  
S 400  
A 56

# UCAN

1980

ANNUAL REPORT  
RAPPORT ANNUEL

URANIUM CANADA LIMITED/UNITÉ





## 1980 ANNUAL REPORT

Uranium Canada, Limited

### Contents

	Page
President's Letter .....	1
List of Directors and Officers .....	3
Description of Uranium Canada, Limited .....	4
Auditor General's Report .....	5
Balance Sheet .....	6
Statement of Operations of Accounts Administered for Canada .....	8
Statement of Account Due to Canada for Assets Administered .....	8
Notes to Financial Statements .....	10
Background .....	13
Outlook .....	16
Uranium-Bearing Areas in Canada .....	18
Uranium and Nuclear Sites in Canada .....	20

## RAPPORT ANNUEL – 1980

Uranium Canada, Limitée

### Table des matières

	Page
Lettre du président.....	1
Liste des membres du Conseil d'administration et de la Direction .....	3
Description de la société Uranium Canada, Limitée.....	4
Rapport du Vérificateur général.....	5
Bilan .....	7
État des opérations des comptes administrés pour le Canada .....	9
État de la dette envers le Canada pour l'actif administré.....	9
Notes afférentes aux états financiers.....	10
Historique .....	13
Perspectives.....	16
Régions uranifères au Canada .....	19
Zones d'extraction ou d'exploitation de l'uranium et emplacement des centrales nucléaires.....	21

© Minister of Supply and Services Canada 1981  
Cat. No. CC 71-1980  
ISBN 0-662-51479-3

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1981  
N° de cat. CC 71-1980  
ISBN 0-662-51479-3

## PRESIDENT'S LETTER

The Honourable Marc Lalonde  
Minister of Energy, Mines and Resources  
House of Commons  
Ottawa, Ontario

Sir,

On behalf of the Board of Directors, I have the honour to submit the Annual Report of Uranium Canada, Limited (UCAN) for the year ended December 31, 1980.

UCAN's task over the report year has been to administer the Government's general stockpile of uranium concentrates which were acquired during the 1963-70 period. As action has been taken subsequent to the end of the report year to transfer this residual stockpile to Eldorado Nuclear Limited, it is appropriate that I take this opportunity to review briefly the performance of the Corporation as manager of the joint venture and general stockpiles.

In summary, the following specific actions have taken place:

1. A joint venture uranium stockpile was developed with Denison Mines Ltd. and later sold to Spanish utilities over the period 1972-78 together with a portion of the general stockpile. UCAN's cost of acquisition for its 76 per cent share of the joint venture stockpile and the acquisition cost of 1 075 tonnes of uranium from the general stockpile was \$44.2 million; its net revenue from the sale was \$81.6 million, resulting in a net profit for the Crown of \$37.4 million.
2. As administrators of the Government's general stockpile UCAN sold 769 tonnes of uranium to Japanese purchasers and realized net revenues exceeding the original \$10.5 million acquisition price by \$13.2 million.
3. The Corporation has also supported Canadian uranium producers and consumers through the loaning of stockpiled material as described in this report. Through these transactions the Corporation has realized actual revenues of \$8.8 million plus long-term interest receivable of \$18 147 966.

As a result of these combined transactions the Corporation had either earned or was owed net revenues on December 31, 1980 totalling \$132.2 million. This exceeds the original purchase price of the uranium sold by \$77.5 million, which, in turn

## LETTRE DU PRÉSIDENT

L'honorable Marc Lalonde  
Ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources  
Chambre des communes  
Ottawa (Ont.)

Monsieur le Ministre,

Au nom du Conseil d'administration, j'ai l'honneur de vous présenter le rapport annuel de l'Uranium Canada, Limitée (UCAN), de l'exercice clos le 31 décembre 1980.

L'UCAN avait pour tâche, au cours de cette période, de gérer les stocks de concentrés d'uranium accumulés par le gouvernement de 1963 à 1970. Comme on a pris des mesures pour transférer le reste de ces stocks à la société Eldorado nucléaire Limitée après l'exercice 1980, il convient que je revoie brièvement les réalisations de l'UCAN à titre de gestionnaire de l'entreprise conjointe et des stocks généraux.

En résumé, les mesures précises suivantes ont été prises:

1. En collaboration avec la *Denison Mines Ltd.*, l'UCAN a constitué des stocks d'uranium qu'elle a ensuite vendu aux services publics d'électricité espagnols entre 1972 et 1978 de même qu'une partie des stocks généraux. L'UCAN avait payé 44,2 millions de dollars pour la part de 76 % qu'elle détenait dans ces stocks généraux constitués en collaboration avec la *Denison Mines Ltd.* et pour l'acquisition de 1 075 tonnes d'uranium dont la vente lui a rapporté des recettes nettes de 81,6 millions de dollars, d'où un profit net de 37,4 millions de dollars pour la Couronne.
2. A titre d'administrateur des stocks du gouvernement, l'UCAN a cédé 769 tonnes d'uranium à des acquéreurs japonais réalisant un profit de 13,2 millions de dollars sur leur coût d'achat qui s'élevait à 10,5 millions.
3. La société a également accordé son appui aux producteurs et aux consommateurs canadiens d'uranium en leur prêtant des stocks, comme l'explique le rapport. Grâce à ces opérations, elle a perçu 8,8 millions de dollars de recettes et elle recevra encore à long terme 18 147 966 \$ en intérêts.

Par suite de ces opérations, l'actif réel ou à venir de la société s'élevait au 31 décembre 1980 à 132,2 millions de dollars. Ce montant excède de 77,5 millions de dollars le prix initial de l'uranium

exceeds the original acquisition price of the residual 5 572 tonnes of uranium which has now been transferred to Eldorado Nuclear Limited.

Not only has the Government's uranium stockpiling program been a financial success, it brought stability to the dependent mining communities during the doldrums of the 1960s and has provided support to the mining industry during the chaotic marketing conditions of the early 1970s and the rapid expansion programs of the late 1970s. The uranium refining operations of Eldorado Nuclear Limited have also benefitted in a number of ways.

For all these reasons, it is with considerable satisfaction that, on behalf of the Board of Directors, I submit this annual report of Uranium Canada, Limited.

For the Directors,



Ottawa, Canada  
May 1981

G.M. MacNabb  
President

vendu, qui est lui-même supérieur au prix d'achat original des 5 572 tonnes d'uranium restantes qui ont maintenant été transférées à l'Eldorado nucléaire Limitée.

Non seulement le programme de stockage d'uranium institué par le gouvernement s'est-il avéré fructueux sur le plan financier, mais il a également stabilisé l'économie de l'activité minière axée sur l'exploitation de cette ressource, au cours du marasme des années 60 et aidé l'industrie minière à survivre d'une part à la confusion du marché, au début des années 70, et, d'autre part, à une expansion soudaine à la fin de cette décennie. Les affineries d'uranium de l'Eldorado nucléaire Limitée ont aussi été avantagées sur bien des plans.

Par conséquent, c'est avec beaucoup de fierté que je vous présente ce rapport annuel, au nom du Conseil d'administration de l'Uranium Canada, Limitée.

Au nom du Conseil d'administration,

Le président,



Ottawa, Canada  
Mai 1981

G.M. MacNabb

## DIRECTORS

Gordon M. MacNabb  
President  
Natural Sciences and Engineering Research Council

Jean-Paul Drolet  
Senior Assistant Deputy Minister  
International Minerals  
Department of Energy, Mines and Resources

A.S. Rubinoff  
Senior Assistant Deputy Minister  
Department of Finance

A.M. Guérin  
Assistant Deputy Minister  
Department of Industry, Trade and Commerce

R.E. Williams  
Senior Adviser, Legal  
Department of Energy, Mines and Resources

H.B. Merlin  
Adviser, Uranium and Nuclear Energy  
Department of Energy, Mines and Resources

O.J.C. Runnalls  
Professor of Energy Studies  
University of Toronto

## OFFICERS

Gordon M. MacNabb  
President

Jean-Paul Drolet  
Vice-President

A.S. Rubinoff  
Vice-President (Finance)

K.E. Rowley  
Secretary

At the end of the year there were two vacancies on the Board of Directors and one in the complement of five officers.

## CONSEIL D'ADMINISTRATION

Gordon M. MacNabb  
Président  
Conseil de recherches en sciences  
naturelles et en génie

Jean-Paul Drolet  
Premier sous-ministre adjoint  
Secteur international des minéraux  
Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources

A.S. Rubinoff  
Premier sous-ministre adjoint  
Ministère des Finances

A.M. Guérin  
Sous-ministre adjoint  
Ministère de l'Industrie et du Commerce

R.E. Williams  
Conseiller juridique supérieur  
Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources

H.B. Merlin  
Conseiller, Uranium et Énergie nucléaire  
Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources

O.J.C. Runnalls  
Professeur d'études énergétiques  
Université de Toronto

## DIRECTION

Gordon M. MacNabb  
Président

Jean-Paul Drolet  
Vice-président

A.S. Rubinoff  
Vice-président (Finances)

K.E. Rowley  
Secrétaire

A la fin de l'année, le Conseil d'administration et la direction comptaient respectivement deux et un postes vacants. La direction se compose normalement de cinq membres.



## URANIUM CANADA, LIMITED

Uranium Canada, Limited, a Crown corporation, was incorporated in June 1971 under the Canada Corporations Act pursuant to Energy, Mines and Resources Vote L11c of the Appropriation Act No. 1, 1971 and the Atomic Energy Control Act. The Corporation was continued under the Canada Business Corporations Act by Certificate of Continuance dated November 4, 1980. It is for all its purposes an agent of Her Majesty and its powers may be exercised only as an agent of Her Majesty. The shares of the Company, with the exception of the qualifying shares of the Directors, are held by a Minister of the Crown in trust for Her Majesty.

The member of the Privy Council designated by the Governor in Council as the Minister for the purposes of the Atomic Energy Control Act is the Minister of Energy, Mines and Resources.

The objects of the Corporation as set out in the Certificate of Continuance are to negotiate, execute and perform agreements for the purchase, stockpiling and sale of uranium concentrates and to do or procure the doing of anything necessary or incidental thereto, all subject to the approval of the Governor in Council.

The Corporation is a Schedule "C" agency corporation under the Financial Administration Act.

The Head Office is located at 580 Booth Street in the City of Ottawa, Ontario.

## URANIUM CANADA, LIMITÉE

Uranium Canada, Limitée, société de la Couronne, a été constituée en corporation en juin 1971 en vertu de la Loi sur les corporations canadiennes et conformément au crédit L11c (ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources) de la Loi n<sup>o</sup> 1 de 1971 portant affectation de crédits et à la Loi sur le contrôle de l'énergie atomique. La société a été maintenue en vertu de la Loi sur les corporations commerciales canadiennes par certificat de prorogation en date du 4 novembre 1980. Elle est à toutes ses fins un représentant de Sa Majesté et ne peut exercer ses pouvoirs qu'en cette qualité. Exception faite des actions statutaires des membres du Conseil d'administration, les actions de la société sont gardées en dépôt pour Sa Majesté par un ministre de la Couronne.

Le membre du Conseil privé nommé par le Gouverneur en conseil comme ministre aux fins de l'application de la Loi sur le contrôle de l'énergie atomique est le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources.

Tel qu'indiqué dans le certificat de prorogation, la société a pour mandat de négocier, d'exécuter et de conclure des ententes concernant l'achat, le stockage et la vente de concentrés d'uranium, et de se procurer tous les moyens d'action nécessaires ou accessoires à ces fins, sous réserve de l'approbation du Gouverneur en conseil.

L'UCAN est une société de la Couronne inscrite à l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Son siège social est situé au 580, rue Booth à Ottawa (Ont.).

Report to the  
Minister of Energy, Mines and Resources  
on the examination of the  
accounts and financial statements of  
Uranium Canada, Limited  
for the year ended December 31, 1980

The Honourable Marc Lalonde, P.C., Q.C., M.P.  
Minister of Energy, Mines and Resources  
Ottawa, Ontario

I have examined the balance sheet of Uranium Canada, Limited as at December 31, 1980 and the statement of operations of accounts administered for Canada and the statement of account due to Canada for assets administered for the year then ended. My examination was made in accordance with generally accepted auditing standards, and accordingly included such tests and other procedures as I considered necessary in the circumstances.

In my opinion, these financial statements give a true and fair view of the financial position of the Corporation as at December 31, 1980 and the results of the operations administered by the Corporation for the account of Canada and the account due to Canada for assets administered for the year then ended in accordance with generally accepted accounting principles applied on a basis consistent with that of the preceding year.

I further report that, in my opinion, proper books of accounts have been kept by the Corporation, the financial statements are in agreement therewith and the transactions that have come under my notice have been within its statutory powers.

Ottawa, Ontario  
April 28, 1981

  
Senior Deputy Auditor General  
for the Auditor General of Canada

Rapport au ministre de  
l'Énergie, des Mines et des Ressources  
sur l'examen  
des comptes et des états financiers de  
l'Uranium Canada, Limitée  
pour l'année terminée le 31 décembre 1980

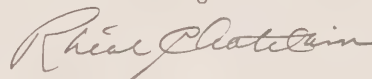
L'honorable Marc Lalonde, C.P., C.R., député  
Ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources  
Ottawa (Ont.)

J'ai vérifié le bilan de l'Uranium Canada, Limitée au 31 décembre 1980 ainsi que l'état des opérations des comptes administrés pour le Canada et l'état de la dette envers le Canada pour l'actif administré pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

A mon avis, ces états financiers présentent un aperçu juste et fidèle de la situation financière de la société au 31 décembre 1980 ainsi que les résultats des opérations administrées par la société pour le compte du Canada et la dette envers le Canada pour l'actif administré pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, je déclare que la société, à mon avis, a tenu des livres de comptabilité appropriés, que les états financiers sont conformes à ces derniers et que les opérations dont j'ai eu connaissance ont été effectuées dans le cadre de ses pouvoirs statutaires.

le Premier sous-vérificateur général  
pour le Vérificateur général du Canada



Ottawa (Ont.)  
le 28 avril 1981

**URANIUM CANADA, LIMITED**  
(Continued under the Canada Business Corporations Act)

**BALANCE SHEET**  
as at December 31, 1980

	<u>1980</u>	<u>1979</u>
<b>ASSETS</b>		
Cash	\$ 9	\$ 9
Assets administered for Canada		
Accounts receivable	-	1 789 799
Accrued receivables	-	3 419
General stockpile of uranium concentrates	68 165 391	61 405 861
Long-term loans of uranium receivable (Note 3)	7 874 363	14 608 291
Long-term interest receivable (Note 3)	<u>18 147 966</u>	<u>7 986 430</u>
Total assets administered for Canada	<u>94 187 720</u>	<u>85 793 800</u>
	<u>\$94 187 729</u>	<u>\$85 793 809</u>
<b>LIABILITIES</b>		
Due to Canada on account of assets administered	\$94 187 720	\$85 793 800
<b>EQUITY OF CANADA</b>		
Share capital - authorized and issued: 1000 shares of no par value	<u>9</u> <u>\$94 187 729</u>	<u>9</u> <u>\$85 793 809</u>

The accompanying notes are an integral part of the financial statements.

Approved by the Board:

  
\_\_\_\_\_  
Director

  
\_\_\_\_\_  
Director

**URANIUM CANADA, LIMITÉE**  
(Continuée en vertu de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes)

**Bilan au 31 décembre 1980**

	<u>1980</u>	<u>1979</u>
<b>ACTIF</b>		
Encaisse	9 \$	9 \$
Actif administré pour le Canada		
Débiteurs	-	1 789 799
Montants à recevoir courus	-	3 419
Stock général de concentrés d'uranium	68 165 391	61 405 861
Prêts d'uranium à long terme (note 3)	7 834 363	14 608 291
Intérêts à recevoir à long terme (note 3)	<u>18 147 966</u>	<u>7 896 430</u>
Total de l'actif administré pour le Canada	<u>94 187 720</u>	<u>85 793 800</u>
	<u>94 187 729 \$</u>	<u>85 793 800 \$</u>
<b>PASSIF</b>		
Dette envers le Canada pour l'actif administré	94 187 720 \$	85 793 800 \$
<b>AVOIR DU CANADA</b>		
Capital-actions, autorisé et émis:		
1000 actions sans valeur au pair	9	9
	<u>94 187 729 \$</u>	<u>85 793 809 \$</u>

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

Approuvé par le Conseil d'administration:

  
Administrateur

  
Administrateur

# URANIUM CANADA, LIMITED

## Statement of Operations of Accounts Administered for Canada for the year ended December 31, 1980

	<u>1980</u>	<u>1979</u>
Revenues		
Interest (Note 3)	\$14 210 326	\$12 278 987
Price and quantity adjustments on prior years' sales (Note 4)	(106 827)	276 435
Gain (loss) on foreign exchange	(11 548)	45 061
Stand-by fees	<u>-</u>	<u>398 049</u>
	<u>14 091 951</u>	<u>12 998 532</u>

### Expenses

Selling expenses (Note 5)	106 334	36 557
Adjustment to prior years' cost of uranium concentrates sold (Note 6)	<u>(25 602)</u>	<u>-</u>
	<u>80 732</u>	<u>36 557</u>

Excess of revenues over expenses, accruing to Canada	<u>\$14 011 219</u>	<u>\$12 961 975</u>
------------------------------------------------------	---------------------	---------------------

The accompanying notes are an integral part of the financial statements.

## Statement of Account Due to Canada for Assets Administered for the year ended December 31, 1980

	<u>1980</u>	<u>1979</u>
Due to Canada, beginning of the year	\$85 793 800	\$103 932 919
Add: Excess of revenues over expenses for the year	<u>14 011 219</u>	<u>12 961 975</u>
	99 805 019	116 894 894
Deduct: Payments to Canada	<u>5 617 299</u>	<u>31 101 094</u>
Due to Canada, end of the year	<u>\$94 187 720</u>	<u>\$ 85 793 800</u>

The accompanying notes are an integral part of the financial statements.



# URANIUM CANADA, LIMITÉE

## État des opérations des comptes administrés pour le Canada pour l'exercice terminé le 31 décembre 1980

	<u>1980</u>	<u>1979</u>
Revenus		
Intérêt (note 3)	14 210 326 \$	12 278 987 \$
Ajustements aux prix et aux quantités pour les ventes des exercices antérieurs (note 4)	(106 827)	276 435
Gain (perte) sur le change	(11 548)	45 061
Honoraires pour droits d'usage	<u>-</u>	<u>398 049</u>
	<u>14 091 951</u>	<u>12 998 532</u>
Dépenses		
Frais de vente (note 5)	106 334	36 557
Ajustement au coût des concentrés d'uranium vendus au cours des exercices antérieurs (note 6)	<u>(25 602)</u>	<u>-</u>
	<u>80 732</u>	<u>36 557</u>
Excédent des revenus sur les dépenses porté au compte du Canada	<u>14 011 219 \$</u>	<u>12 961 975 \$</u>

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

## État de la dette envers le Canada pour l'actif administré pour l'exercice terminé le 31 décembre 1980

	<u>1980</u>	<u>1979</u>
Dette envers le Canada à la fin de l'exercice	85 793 800 \$	103 932 919 \$
Ajouter: excédent des revenus sur les dépenses pour l'exercice	<u>14 011 219</u> 99 805 019	<u>12 961 975</u> 116 894 894
Déduire: paiements au Canada	<u>5 617 299</u>	<u>31 101 094</u>
Dette envers le Canada à la fin de l'exercice	<u>94 187 720 \$</u>	<u>85 793 800 \$</u>

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

## URANIUM CANADA, LIMITED

Notes to Financial Statements  
December 31, 1980

### 1. Objective of the Corporation

The objective of the Corporation is to negotiate, execute and perform agreements for the purchase, stockpiling and sale of uranium concentrates and to do or procure the doing of anything necessary or incidental thereto, all subject to the approval of the Governor in Council.

### 2. Significant accounting policies

#### a) Services provided without charge

Administrative services are provided to Uranium Canada, Limited (UCAN) without charge by the Department of Energy, Mines and Resources and are not recorded in the accounts of the company.

#### b) Inventories

Inventories are carried at the lower of cost and net realizable value. Warehousing and other carrying charges are borne directly by Canada and are not reflected in these accounts.

#### c) Foreign exchange

Transactions effected in US funds have been recorded at the rate of exchange prevailing on the dates of the transactions. Asset accounts have been translated into Canadian funds at the rates prevailing at December 31. Gains or losses on foreign exchange are included in the Statement of Operations.

### 3. Long-term receivables

#### a) Long-term loans of uranium receivable

Agreements have been entered into by Canada and UCAN to loan uranium from the stockpile with repayment to be made in kind. The concentrates on loan have been recorded at inventory cost.

The agreement with Eldor Resources Limited (Eldor), a wholly-owned subsidiary of Eldorado Nuclear Limited, provides for a loan of

## URANIUM CANADA, LIMITÉE

Notes afférentes aux états financiers  
du 31 décembre 1980

### 1. Objectif de la société

La société a pour objectif de négocier, d'exécuter et de conclure des ententes concernant l'achat, le stockage et la vente de concentrés d'uranium, et de se procurer tous les moyens d'action nécessaires ou accessoires à ces fins, sous réserve de l'approbation du Gouverneur en conseil.

### 2. Conventions comptables importantes

#### a) Services fournis à titre gratuit

Le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources fournit à l'Uranium Canada, Limitée (UCAN) des services administratifs à titre gratuit; la valeur de ces services n'est pas inscrite aux comptes de la société.

#### b) Stocks

Les stocks sont évalués au prix coûtant ou à la valeur de réalisation nette, selon le moins élevé des deux. Les coûts d'entreposage et autres frais généraux sont assumés directement par le Canada et ne sont pas compris dans ces comptes.

#### c) Devises étrangères

Les opérations effectuées en monnaie américaine ont été enregistrées d'après le cours du change à la date des transactions. Les comptes de l'actif ont été convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur au 31 décembre. Les gains ou pertes sur le change sont inscrits à l'état des opérations.

### 3. Débiteurs à long terme

#### a) Prêts d'uranium à long terme

Le gouvernement du Canada et l'UCAN ont conclu des accords concernant le prêt d'uranium provenant des stocks généraux et dont le remboursement serait effectué en uranium. Les concentrés visés par le prêt ont été comptabilisés à une valeur correspondant au coût des stocks.

up to 770 tonnes of uranium (U) all of which had been delivered to Eldor by May 16, 1979. Eldor repaid 192.3 tonnes in 1980. As collateral for the loan, Eldor has given Canada and UCAN a debenture of \$200 million which is secured by a fixed and floating charge on all of its assets and undertakings, both present and future. If Eldor is unable to meet its obligations to return borrowed concentrates on schedule, UCAN has access to Eldor's undivided one-sixth equity interest in the Key Lake, Saskatchewan joint venture.

On January 5, 1979 Canada and UCAN entered into an agreement with Ontario Hydro granting the latter options to borrow up to 300 tonnes U in the first borrowing period ending January 16, 1979, and 500 tonnes U in the second borrowing period ending December 31, 1979. Three hundred tonnes were borrowed by Ontario Hydro in accordance with the first option but no borrowings were made against the second option. Ontario Hydro repaid the uranium loan in full on November 18, 1980.

b) Long-term interest receivable

The loan agreement with Eldor provides for an interest charge calculated on the quantity of uranium borrowed, the current market price of the uranium prevailing at the time of borrowing and the appropriate Crown corporation borrowing rate.

Interest payments are to be made on the last business days of June and December in each year following achievement of commercial production at Key Lake. Accordingly, the total interest accrued as at December 31, 1980, amounting to \$18 147 966 (1979 total \$7 986 430) has been shown as a long-term receivable.

4. Price and quantity adjustments on prior years' sales

Final deliveries of uranium to complete the 1972 sales agreements with Spanish electric utilities were made in 1978. In the current and prior year final adjustments were made to prices and quantities shipped.

L'accord conclu avec l'Eldor Resources Limited (Eldor), filiale en propriété exclusive de l'Eldorado nucléaire Limitée prévoit un prêt allant jusqu'à 770 tonnes d'uranium, quantité qui avait été entièrement livrée à l'Eldor au 16 mai 1979. L'Eldor a remis 192,3 tonnes en 1980. Comme nantissement du prêt, l'Eldor a donné au gouvernement du Canada et à l'UCAN une obligation de 200 millions de dollars, garantie sous forme de charges flottantes ou fixes sur tous ses avoirs et entreprises, tant actuelles que futures. Si l'Eldor ne respecte pas son obligation de rendre les concentrés empruntés à temps, l'UCAN aura droit à la participation indivise d'un sixième que l'Eldor détient de la coentreprise de Key Lake (Sask.).

Le 5 janvier 1979, le gouvernement du Canada et l'UCAN ont conclu un accord avec l'Hydro-Ontario donnant à cette dernière l'option d'emprunter jusqu'à 300 tonnes d'uranium pendant la première période d'emprunt se terminant le 16 janvier 1979, et jusqu'à 500 tonnes d'uranium pendant la seconde période d'emprunt se terminant le 31 décembre 1979. L'Hydro-Ontario a emprunté 300 tonnes en vertu de la première option, mais ne s'est pas prévalu de la seconde. Elle a remis tout l'uranium le 18 novembre 1980.

b) Intérêt à recevoir à long terme

En vertu de l'accord conclu avec l'Eldor, l'intérêt à recevoir doit être calculé d'après la quantité d'uranium empruntée, le cours du marché de l'uranium en vigueur au moment de l'emprunt et le taux d'emprunt pertinent des sociétés de la Couronne.

Des paiements d'intérêt doivent être versés le dernier jour ouvrable des mois de juin et de décembre de chaque année dès que Key Lake aura atteint son niveau de production commerciale. Par conséquent, l'intérêt couru de 18 147 966 \$ au 31 décembre 1980 (7 986 430 \$ en 1979) a été comptabilisé sous la rubrique des débiteurs à long terme.

4. Ajustements aux prix et aux quantités pour les ventes des exercices antérieurs

Les dernières livraisons d'uranium afin d'honorer les contrats de vente passés en 1972

## 5. Selling expenses

Selling expenses include weighing and sampling costs on the return of uranium concentrate loans, surcharges on defective concentrate lots and adjustments to prior years' commissions.

## 6. Adjustment to prior years' cost of uranium concentrates sold

Revisions made during the year to the average unit cost of the uranium stockpile resulted in an adjustment to the cost of uranium concentrates sold as reported in prior years.

## 7. Subsequent event

Vote L107c, Appropriation Act No. 4, 1980-81, which was passed by Parliament on March 25, 1981, authorized the transfer by the Minister of Energy, Mines and Resources to Eldorado Nuclear Limited of the title in the uranium stockpile, including any outstanding obligations under the loan agreement between UCAN and Eldor Resources Limited and the interest accrued under the agreement.

In order to effect this transfer, title to the assets, which was originally held by Canada, will be returned to Canada. As beneficial ownership has always been retained by Canada, the transfer between UCAN and Canada will not involve any exchange of consideration.

The following pro forma Balance Sheet reflects how the transfer would have affected the Corporation's Balance Sheet as at December 31, 1980, had the transfer been made on that date.

avec les services publics d'électricité de l'Espagne ont été effectuées en 1978. Au cours de l'exercice courant et de l'exercice précédent, des ajustements définitifs ont été apportés aux prix et aux quantités expédiées.

## 5. Frais de vente

Les frais de vente comprennent le coût de la pesée et de l'échantillonnage lors de la remise des prêts de concentrés d'uranium, les paiements versés à l'égard de quantités de concentrés défectueux et les ajustements apportés aux commissions versées lors des exercices antérieurs.

## 6. Ajustement au coût des concentrés d'uranium vendus au cours des exercices antérieurs

Des révisions apportées, au cours de l'exercice, au coût unitaire moyen du stock d'uranium ont entraîné un ajustement au coût des concentrés d'uranium vendus et déclarés au cours des exercices antérieurs.

## 7. Événement postérieur à la date du bilan

Le crédit L107c, Loi n° 4 de 1980-1981 portant affectation de crédits, voté par le Parlement le 25 mars 1981, a autorisé le transfert, par le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources à l'Eldorado nucléaire Limitée, des titres au stock général d'uranium, y compris tout engagement en suspens en vertu de l'accord d'emprunt conclu entre l'UCAN et l'Eldor et l'intérêt couru en vertu de l'accord.

Afin d'effectuer ce transfert, les titres à ce bien, dont le Canada était le détenteur initial, seront remis au Canada. Étant donné que le Canada a toujours détenu un droit de propriété bénéficiaire, le transfert effectué entre l'UCAN et le Canada ne comportera aucune contrepartie.

Le bilan pro forma ci-joint illustre l'effet que le transfert aurait eu sur le bilan de la société au 31 décembre 1980 s'il avait été effectué à ce moment-là.

	As reported Déclaré	Effect of transfer Effet du transfert	Pro forma
		Unaudited Non vérifié	Unaudited Non vérifié
Cash/Encaisse	\$ 9	\$ -	\$ 9
General stockpile of uranium concentrate/ Stock général de concentrés d'uranium	68 165 391	(68 165 391)	-
Long-term loans of uranium receivable/ Prêts d'uranium à long terme	7 874 363	( 7 874 363)	-
Long-term interest receivable/ Intérêt à recevoir à long terme	18 147 966	(18 147 966)	-
Total	\$94 187 729	\$ (94 187 720)	\$ 9
Due to Canada/Dette envers le Canada	\$94 187 720	\$ (94 187 720)	\$ -
Share capital/Capital-actions	9	-	9
Total	\$94 187 729	\$ (94 187 720)	\$ 9



## BACKGROUND

The uranium industry started in Canada in the early 1930s with the development of the Port Radium Mine at Great Bear Lake. The mine was expropriated in 1943 to supply uranium to the American-Anglo-Canadian research project. In 1947 industry was permitted to take part in uranium exploration. Significant deposits were discovered.

The Canadian uranium industry grew rapidly until 1959 and then declined dramatically through the early 1960s due in part to decisions by the United States and the United Kingdom against taking up options to purchase uranium beyond 1963. Efforts were made by the Canadian Government to lessen the impact of the decline. Finally, to retain a nucleus of production, the Government commenced a stockpiling program.

The first stockpile was purchased during the period July 1963 through July 1964 from three companies – Denison Mines Limited, Rio Algom Mines Limited and Faraday Uranium Mines Limited. The purchase was authorized by Vote L63c, Appropriation Act No. 5, 1963, the cost not to exceed \$20 million. The provision for the cost was extended under the following authorities: Vote L37a, Appropriation Act No. 6, 1964 and Vote L37d, Appropriation Act No. 2, 1965.

The second stockpile was acquired during the period July 1965 through July 1970 from Denison, Rio Algom, Eldorado Mining and Refining Limited and Stanrock Uranium Mines Limited. The purchase was authorized by Vote L77d, Appropriation Act No. 2, 1966, the cost not to exceed \$135 million.

The two stockpiles, collectively referred to as the Government of Canada general stockpile, totalled 7 414 tonnes of uranium (U) equivalent in concentrates at a purchase cost of approximately \$101 million.

Authority for a third stockpile, a 76/24 per cent venture between the federal government and Denison Mines Limited, was set out in Vote L11c, Appropriation Act No. 1, 1971, and resulted in the acquisition of 2 471 tonnes U during the years 1971 to 1974 at a total purchase cost to the Government of \$29.3 million for its 76 per cent share.

On June 21, 1971, Uranium Canada, Limited (UCAN) was incorporated to be a party to the Canada/Denison joint stockpile agreement and to represent the Government's interest in the acquisition and disposal of the joint stockpile.

The role was broadened in December 1971 when it was decided that UCAN would also act as agent of the federal government for sales of uranium from the Government of Canada general stockpile.

## HISTORIQUE

L'industrie canadienne de l'uranium a pris naissance au début des années 30 avec l'exploitation de la mine de Port Radium près du Grand lac de l'Ours. Cette mine a été expropriée en 1943 pour alimenter en uranium le projet de recherche anglo-américano-canadien. En 1947, l'industrie était autorisée à participer à la recherche de l'uranium, et d'importants gisements ont été découverts par la suite.

L'industrie canadienne de l'uranium a pris un essor rapide jusqu'en 1959, puis elle a décliné brusquement au début des années 60, en partie parce que les États-Unis et la Grande-Bretagne ont refusé de prendre des options d'achat d'uranium s'étendant au delà de 1963. Le gouvernement canadien s'est alors efforcé de réduire les effets de ce déclin. Finalement, afin de maintenir une production embryonnaire, le gouvernement a décidé d'établir un programme de stockage.

Les premiers stocks gouvernementaux, constitués de juillet 1963 à juillet 1964 ont été achetés à trois sociétés: la *Denison Mines Limited*, la *Rio Algom Mines Limited* et la *Faraday Uranium Mines Limited*. Cet achat a été autorisé en vertu du crédit L63c, Loi n° 5 de 1963 portant affectation de crédits, le coût ne devant pas excéder 20 millions de dollars. Les dispositions relatives au coût ont été reconduites en vertu des mesures législatives suivantes: crédit L37a, Loi n° 6 de 1964 portant affectation de crédits, et crédit L37d, Loi n° 2 de 1965 portant affectation de crédits.

Dans le cadre du second programme de stockage, mis en œuvre de juillet 1965 à juillet 1970, le gouvernement a acheté de l'uranium aux sociétés *Denison*, *Rio Algom*, *Eldorado Mining and Refining Limited* et *Stanrock Uranium Mines Limited*. Cet achat a été autorisé en vertu du crédit L77d, Loi n° 2 de 1966 portant affectation de crédits, le coût ne devant pas dépasser 135 millions de dollars.

Ces stocks, qui sont désignés sous le nom de stocks généraux du gouvernement du Canada, correspondent au total à l'équivalent de 7 414 tonnes d'uranium sous forme de concentrés, pour un prix d'achat total d'environ 101 millions de dollars.

Un troisième programme de stockage, entrepris conjointement à 76 et 24 % respectivement par le gouvernement fédéral et la *Denison Mines Limited*, a été autorisé en vertu du crédit L11c, Loi n° 1 de 1971 portant affectation de crédits, et a conduit à l'acquisition de 2 471 tonnes d'uranium entre 1971 et 1974, le gouvernement payant en tout 29,3 millions de dollars pour sa part de 76 %.



In November 1972 and May 1973 agreements were concluded with nine Spanish companies and one Japanese company for sales of approximately 4 315 tonnes U. These sales exhausted the joint venture stockpile and required up to 1 844 tonnes U from the Government of Canada general stockpile.

A significant change was experienced in 1974 in the international uranium market. Acceleration of nuclear programs, due to the 1973 oil crisis, and the unexpected curtailment of marketing activities by several producers caused a dramatic shift from a surplus to a deficit market. To provide for orderly growth of the Canadian industry, while protecting the needs of domestic nuclear programs, a new uranium policy for Canada was announced by the federal government on September 5, 1974.

Under this policy sufficient uranium must be reserved by producers for domestic use to enable each nuclear power reactor operating 10 years into the future, to operate at an average annual capacity factor of 80 per cent for 30 years from the start of the period, or, in the case of reactors which are not in operation, for 30 years from their in-service dates.

The 1974 policy statement also included the stipulation that the Government stockpile of uranium will be disposed of solely within the domestic market and, prior to its total disposal, will be available on a commercial loan basis to meet any short-term needs of Canadian producers or Canadian utilities provided that at all times it will be further processed by Canadian facilities. Any opportunity to dispose of the stockpile by direct sale within the domestic market would be examined. In considering such opportunity the value of the stockpile in providing short-term security of supply to Canadian utilities would be carefully assessed.

Title to the Government of Canada general stockpile was transferred to UCAN on May 3, 1976. The transfer facilitates administration of existing agreements and negotiation and administration of any further agreements as may be made by UCAN with the approval of the Governor in Council.

The board of directors at a meeting in April 1975, passed a resolution authorizing the corporation to be a subscriber to the Uranium Institute. The Institute was inaugurated in London, England, on June 12, 1975. One of its chief objects is to promote the development of the use of uranium for peaceful purposes, in order to assist in safeguarding the future availability of world energy supplies. UCAN is one of the founding members of the Institute, which included uranium producers in Australia, Canada, France, South Africa and the U.K. The membership now includes both producers of uranium and consumers such as utility companies and processors.

Le 21 juin 1971, l'UCAN était incorporée à la coentreprise Canada/Denison pouvant ainsi représenter le gouvernement dans l'acquisition et la cession des stocks tenus en copropriété.

En décembre 1971, ce rôle a été élargi et il a été décidé que l'UCAN agirait également en tant que l'agent du gouvernement fédéral pour les ventes d'uranium provenant des stocks généraux du gouvernement du Canada.

En novembre 1972 et en mai 1973, des accords ont été conclus avec neuf sociétés espagnoles et une société japonaise pour la vente d'environ 4 315 tonnes d'uranium. Ces ventes ont épuisé les stocks en copropriété et il a été nécessaire de prélever jusqu'à 1 844 tonnes d'uranium sur les stocks généraux du gouvernement du Canada.

En 1974, le marché international de l'uranium a connu un changement important. L'accélération de la réalisation des programmes nucléaires, causée par la crise du pétrole de 1973, et la diminution soudaine des activités commerciales de plusieurs producteurs ont provoqué un changement subit: le marché d'excédents est devenu un marché de pénurie. Pour assurer l'expansion ordonnée de l'industrie canadienne, tout en subvenant aux besoins des programmes nucléaires du pays, le gouvernement fédéral rendait publique, le 5 septembre 1974, une nouvelle politique de l'uranium.

Conformément à cette politique, les producteurs doivent réserver, pour la consommation intérieure, suffisamment d'uranium pour permettre à chaque réacteur nucléaire qui est en exploitation, dont la construction a fait l'objet d'un engagement ou dont la mise en service est prévue pour les dix prochaines années, de fonctionner avec un facteur d'utilisation moyenne annuelle de 80 % pendant 30 ans, à partir du début de la période ou, dans le cas des réacteurs qui ne sont pas encore en exploitation, pendant 30 ans à partir de leur mise en service.

Selon la politique adoptée en 1974, il est également prévu que les stocks d'uranium du gouvernement du Canada ne doivent être cédés que sur le marché intérieur et que, avant d'être cédés en totalité, ils doivent être mis à la disposition des producteurs canadiens ou des entreprises canadiennes de services publics, à titre de prêts commerciaux, pour leur permettre de répondre à leurs besoins à court terme, du moment que dans tous les cas ces stocks soient traités ultérieurement dans des installations canadiennes. Toutes les possibilités de disposer de ces stocks en les vendant directement sur le marché intérieur doivent être examinées. Ce faisant, il faut évaluer soigneusement la valeur que représentent ces stocks pour le Canada en assurant à court terme la sécurité d'approvisionnement des entreprises canadiennes de services publics.

The Corporation was continued under the Canada Business Corporations Act by Certificate of Continuance dated November 4, 1980.

La propriété des stocks généraux du gouvernement du Canada a été transférée à l'UCAN le 3 mai 1976. Ce transfert facilite l'administration des accords existants, et la négociation et l'administration de tous les accords futurs par lesquels l'UCAN pourrait s'engager avec l'approbation du Gouverneur en conseil.

Lors d'une réunion tenue en avril 1975, le Conseil d'administration a adopté une résolution autorisant la société à devenir membre de l'Institut de l'uranium. L'Institut a été créé officiellement à Londres en Angleterre le 12 juin 1975. L'un des buts principaux de l'Institut est de promouvoir l'utilisation de l'uranium à des fins pacifiques, pour que le monde continue de disposer à l'avenir d'approvisionnements énergétiques suffisants. L'UCAN est un des membres fondateurs de l'Institut qui compte également des producteurs d'uranium de l'Australie, du Canada, de la France, de l'Afrique du Sud et du Royaume-Uni. Outre les producteurs d'uranium, l'Institut compte maintenant parmi ses membres des consommateurs comme les entreprises de services publics et de traitement.

La société a été maintenue en vertu de la Loi sur les corporations commerciales canadiennes par certificat de prorogation en date du 4 novembre 1980.

## OUTLOOK

Canada, the second largest uranium producing country in the Western World, produced in 1980 about 7 050 tonnes U\* compared with the 1979 final figure of 6 817 tonnes. 1980 shipments were estimated at 6 368 tonnes U, 67 per cent of which came from mines in Ontario and the remaining 33 per cent from operations in Saskatchewan. Estimated value of those shipments was \$638 million compared with \$616 million from the 6 530 tonnes U shipped in 1979. There were some 5 700 people directly employed in 1979 in Canada's uranium producing operations. As of December 31, 1980, approved outstanding export commitments of all Canadian producers amounted to approximately 48 500 tonnes U.

The 1979 Assessment of Canada's Uranium Supply and Requirements published as Report EP 80-3 by Energy, Mines and Resources Canada in September 1980, reported that estimated resources mineable at a price of \$200/kg U or less (\$76.93/lb U<sub>3</sub>O<sub>8</sub>) were as follows:

	<u>tonnes U</u>
Measured	77 000
Indicated	182 000
Inferred	328 000
Prognosticated	442 000

These figures represent the quantity of U contained in mineable ore. Only the first three categories of reserves (totalling 587 000 tonnes U) are used for the purpose of allocating reserves to be set aside by Canadian producers to meet domestic requirements. Of the total mentioned above, approximately 10 per cent will be required domestically over the next 30 years to fuel the more than 14 000 megawatts of nuclear power capacity now operating or committed for operation in Canada by 1990.

Annual domestic uranium requirements are expected to increase from a level of some 1 000 tonnes U/year in 1980 to 1 500 and 2 000 tonnes U/year in 1985 and 1990, respectively. In contrast, EMR's 1979 Assessment estimated that known Canadian uranium deposits could support Canadian production levels of some 13 000 and 15 300 tonnes U/year by 1985 and 1990, respectively. Attainment of these levels would of course depend upon availability of markets for the uranium.

## PERSPECTIVES

En 1980, le Canada, deuxième pays producteur d'uranium en Occident, a produit environ 7 050 tonnes d'uranium\*, comparativement à 6 817 tonnes, chiffre définitif, en 1979. En 1980, les livraisons ont été évaluées à 6 368 tonnes, dont 67 % provenaient des mines de l'Ontario et le reste, soit 33 %, de celles de la Saskatchewan. Leur valeur a été estimée à 638 millions de dollars comparativement à 616 millions pour les 6 530 tonnes d'uranium livrées en 1979. Au Canada, quelque 5 700 personnes travaillaient directement à la production d'uranium en 1979. Au 31 décembre 1980, les engagements approuvés d'exportations en instance de tous les producteurs canadiens s'élevaient à environ 48 500 tonnes d'uranium.

Selon l'évaluation en 1979 de l'offre et des besoins sur le marché canadien de l'uranium et publiée dans le Rapport EP 80-3 en septembre 1980 par le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources, la quantité de ressources estimées, exploitables à des prix allant jusqu'à 200 \$/kg U (76,93 \$ la livre d'U<sub>3</sub>O<sub>8</sub>) s'établit comme suit:

	<u>tonnes d'uranium</u>
Mesurées	77 000
Indiquées	182 000
Présumées	328 000
Pronostiquées	442 000

Ces chiffres représentent la quantité d'uranium contenue dans le minerai exploitable. Seules les trois premières catégories de réserves (au total 587 000 tonnes d'uranium) servent à établir les réserves que les producteurs canadiens devront mettre de côté pour répondre aux besoins du pays. Du total des réserves ci-dessus, environ 10 % seront utilisés au pays, au cours des 30 prochaines années, pour alimenter la production de plus de 14 000 mégawatts d'énergie nucléaire en service ou engagés au Canada d'ici à 1990.

On s'attend à ce que les besoins annuels du Canada en uranium passent de leur niveau de 1 000 tonnes d'uranium par année en 1980 à 1 500 et 2 000 tonnes d'uranium par année en 1985 et 1990 respectivement. Par contre, l'évaluation faite par le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources en 1979 prévoyait que les gisements connus d'uranium au Canada pourraient supporter les niveaux de production du pays s'élevant à 13 000 et 15 300 tonnes d'uranium par année d'ici à 1985 et 1990 respectivement. Bien sûr, ces niveaux seront atteints en fonction de la disponibilité de marchés pour l'uranium.

\* 1 tonne U = 1 metric ton of elemental uranium = 1.2999 short tons U<sub>3</sub>O<sub>8</sub>.

\* 1 tonne d'uranium = 1 tonne métrique d'uranium élémentaire = 1,2999 tonne courte d'U<sub>3</sub>O<sub>8</sub>.

Results of the International Nuclear Fuel Cycle Evaluation (INFCE), a major international study on the long-term growth of nuclear power, were released early in 1980. The study indicated that potential uranium supply would exceed requirements by a significant margin throughout the remainder of the decade. Notwithstanding the deteriorating short-term outlook, long-term market prospects remain promising. Canada's current uranium producing capabilities, together with the uranium industry's potential for expansion, should ensure that Canada's position as an important supplier to world markets will be maintained.

Au début de 1980, on a diffusé les résultats de l'Évaluation internationale du cycle du combustible nucléaire (E.I.C.C.N.), importante étude internationale de la croissance à long terme de la puissance nucléaire. Ces résultats indiquent que les réserves possibles d'uranium disponibles dépasseraient de beaucoup la demande durant le reste de la décennie. Malgré la dégradation des perspectives à court terme, le marché demeure prometteur à long terme. Au Canada, les capacités actuelles de production de l'uranium ainsi que les possibilités d'expansion de l'industrie de l'uranium, devraient permettre au pays de maintenir sa position comme fournisseur important des marchés internationaux.



Uranium-bearing areas in Canada



- 1 ELLIOT LAKE
- 2 AGNEW LAKE
- 3 BAIE DE COBALT
- 4 LAC NIPISSING
- 5 BANCROFT
- 6 KENORA
- 7 NORD DU LAC ATHABASCA
- 8 ZONE DE PLUS DU LAC WOLLASTON
- 9 STRUCTURE DE CARSWELL
- 10 COLLINES CYPRES
- 11 LAC AMER
- 12 FOSSE DE DUBAWNT
- 13 PROVINCE STRUCTURALE DE L'OURS
- 14 BRAS EST DU GRAND LAC DES ESCLAVES
- 15 CENTRE DU YUKON
- 16 NORD DU YUKON
- 17 SUD-OUEST DU YUKON
- 18 ILE BIRCH
- 19 KELOWNA-BEAVERDELL
- 20 MONT-LAURIER
- 21 LAC SAKAMI
- 22 JOHAN BEETZ
- 23 MAKROV LAC SEAL
- 24 BASSIN PERMO-CARBONIFERE

OCEAN ATLANTIQUE

BAIE D'HUDSON

OCEAN PACIFIQUE

Régions uranifères au Canada



Uranium and nuclear sites in Canada-1980

# LÉGENDE

## CENTRALES NUCLÉAIRES

### EN EXPLOITATION ET EN VOIE DE CONSTRUCTION



- 1 Pointe Douglas et Bruce - 9 groupes
- 2 Pickering - 8 groupes
- 3 Darlington - 4 groupes
- 4 Gentilly - 2 groupes
- 5 Pointe Lepreau - 1 groupe

## ■ RÉGIONS PRODUCTRICES

- 6 Elliot Lake (Denison, Rio Algom)
- 7 Bancroft (Madawaska)
- 8 Agnew Lake (Agnew Lake)
- 9 Uranium City (Eldorado, Cenex)
- 10 Rabbit Lake (Gulf/Uranerz)
- 11 Cluff Lake (AMOK)

## □ RÉGIONS PRODUCTRICES POSSIBLES



- 12 Key Lake (Key Lake Mining Corp.)
- 13 Projet Midwest (Esso et al.)
- 14 Beaverdel (Noreen et al.)
- 15 Makkovik (Brinex)
- 16 Baie Collins (Gulf/Uranerz)

## ▲ AFFINERIE

- 17 Port Hope (Eldorado)



Zones d'extraction ou d'exploitation de l'uranium et emplacement des centrales nucléaires en 1980









AI  
S 400  
A 56

# UCAN

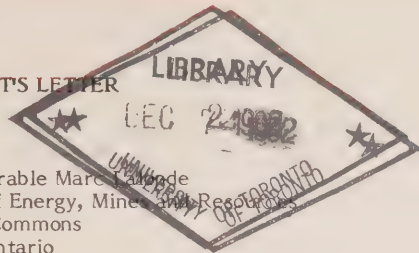
1981

ANNUAL REPORT  
RAPPORT ANNUEL

UNIVERSITY OF CALIFORNIA LIBRARY



PRESIDENT'S LETTER



The Honourable Marc Lalonde  
Minister of Energy, Mines and Resources  
House of Commons  
Ottawa, Ontario

Sir:

On behalf of the Board of Directors, I have the honour to submit the Annual Report of Uranium Canada, Limited (UCAN) for the year ended December 31, 1981.

During the report year, the assets which UCAN had been administering as an agent for the Crown, were transferred to Eldorado Nuclear Limited in accordance with the provisions of Vote LI07C, Appropriation Act No. 4, 1980-1981.

From its establishment in June of 1971, to the date of the transfer of its assets, the Corporation had total revenues, including accrued interest, of \$134.4 million. The acquisition cost of the uranium sold during the same period, plus costs associated with sales and loans of material, was \$54.7 million. Therefore, total net revenues, including accrued interest at the time of the equity transfer, amounted to \$79.7 million.

On behalf of present and former public servants who have served on the Board of Directors during its decade of operations, may I say that we have been pleased to have been able to operate the Company in a manner which has assisted uranium producers and consumers in Canada, while providing a substantial return on the Crown's investment.

For the Directors,

G.M. MacNabb  
President

Ottawa, Canada  
June 1982

LETTRE DU PRÉSIDENT

L'honorable Marc Lalonde  
Ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources  
Chambre des communes  
Ottawa (Ontario)

Monsieur le Ministre,

Au nom du Conseil d'administration, j'ai l'honneur de vous présenter le rapport annuel de l'Uranium Canada, Limitée (UCAN), pour l'exercice clos le 31 décembre 1981.

Au cours de l'exercice 1981, l'actif que l'UCAN administrait à titre d'agent de la Couronne a été transféré à l'Eldorado Nucléaire Limitée, conformément aux dispositions du crédit LI07C de la Loi n° 4 de 1980-1981 portant affectation de crédits.

De juin 1971, date de sa fondation, à la date du transfert de son actif, la société avait un excédent de revenus, incluant des intérêts cumulatifs, porté au compte qui s'élève à 134,4 millions de dollars. Le coût d'achat de l'uranium vendu au cours de la même période, et les coûts associés aux ventes et aux prêts de stocks ont totalisé 54,7 millions de dollars. Par conséquent, l'actif réel de la société, incluant des intérêts cumulatifs, s'élevait au moment du transfert des titres de propriété, à 79,7 millions de dollars.

En terminant, permettez-moi de souligner, au nom de tous les agents qui ont œuvré au Conseil d'administration au cours de cette décennie, que je suis fier d'avoir été en mesure de gérer la Société de manière à aider les producteurs et les consommateurs d'uranium au Canada, tout en permettant un taux de rendement élevé de la mise de fonds de la Couronne.

Au nom du Conseil d'administration,  
Le président,

G.M. MacNabb

Ottawa, Canada  
Juin 1982



©Minister of Supply and Services Canada 1982

Cat. No. CC 71/1981

ISBN 0-662-52123-4

©Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1982

N° de cat. CC 71/1981

ISBN 0-662-52123-4



## DIRECTORS

Gordon M. MacNabb  
President  
Natural Sciences and Engineering Research Council

Jean-Paul Drolet  
Senior Assistant Deputy Minister  
International Minerals  
Department of Energy, Mines and Resources

A.S. Rubinoff  
Senior Assistant Deputy Minister  
Department of Finance

H.B. Merlin  
Adviser, Uranium and Nuclear Energy  
Department of Energy, Mines and Resources

O.J.C. Runnalls  
Professor of Energy Studies  
University of Toronto

## OFFICERS

Gordon M. MacNabb  
President

Jean-Paul Drolet  
Vice-President

A.S. Rubinoff  
Vice-President (Finance)

K.E. Rowley  
Secretary

## CONSEIL D'ADMINISTRATION

Gordon M. MacNabb  
Président  
Conseil de recherches en sciences  
naturelles et en génie

Jean-Paul Drolet  
Premier sous-ministre adjoint  
Secteur international des minéraux  
Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources

A.S. Rubinoff  
Premier sous-ministre adjoint  
Ministère des Finances

H.B. Merlin  
Conseiller, Uranium et Énergie nucléaire  
Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources

O.J.C. Runnalls  
Professeur d'études énergétiques  
Université de Toronto

## DIRECTION

Gordon M. MacNabb  
Président

Jean-Paul Drolet  
Vice-président

A.S. Rubinoff  
Vice-président (Finances)

K.E. Rowley  
Secrétaire

## URANIUM CANADA, LIMITED

Uranium Canada, Limited, a Crown corporation, was incorporated in June 1971 under the Canada Corporations Act pursuant to Energy, Mines and Resources Vote L11c of the Appropriation Act No. 1, 1971 and the Atomic Energy Control Act. The Corporation was continued under the Canada Business Corporations Act by Certificate of Continuance dated November 4, 1980. It is for all its purposes an agent of Her Majesty and its powers may be exercised only as an agent of Her Majesty. The shares of the Company are held by a Minister of the Crown in trust for Her Majesty.

The member of the Privy Council designated by the Governor in Council as the Minister for the purposes of the Atomic Energy Control Act is the Minister of Energy, Mines and Resources.

The objects of the Corporation as set out in the Certificate of Continuance are to negotiate, execute and perform agreements for the purchase, stockpiling and sale of uranium concentrates and to do or procure the doing of anything necessary or incidental thereto, all subject to the approval of the Governor in Council.

The Corporation is a Schedule "C" agency corporation under the Financial Administration Act.

The Head Office is located at 580 Booth Street in the City of Ottawa, Ontario.

## URANIUM CANADA, LIMITÉE

Uranium Canada, Limitée, société de la Couronne, a été constituée en corporation en juin 1971 en vertu de la Loi sur les corporations canadiennes et conformément au crédit L11c (ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources) de la Loi n° 1 de 1971 portant affectation de crédits et à la Loi sur le contrôle de l'énergie atomique. La société a été maintenue en vertu de la Loi sur les corporations commerciales canadiennes par certificat de prorogation en date du 4 novembre 1980. Elle est à toutes ses fins un représentant de Sa Majesté et ne peut exercer ses pouvoirs qu'en cette qualité. Les actions de la société sont gardées en dépôt pour Sa Majesté par un ministre de la Couronne.

Le membre du Conseil privé nommé par le Gouverneur en conseil comme ministre aux fins de l'application de la Loi sur le contrôle de l'énergie atomique est le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources.

Tel qu'indiqué dans le certificat de prorogation, la société a pour mandat de négocier, d'exécuter et de conclure des ententes concernant l'achat, le stockage et la vente de concentrés d'uranium, et de se procurer tous les moyens d'action nécessaires ou accessoires à ces fins, sous réserve de l'approbation du Gouverneur en conseil.

L'UCAN est une société de la Couronne inscrite à l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Son siège social est situé au 580, rue Booth à Ottawa (Ont.).

Report to the  
Minister of Energy, Mines and Resources  
on the examination of the  
accounts and financial statements of  
Uranium Canada, Limited  
for the year ended December 31, 1981

The Honourable Marc Lalonde, P.C., Q.C., M.P.  
Minister of Energy, Mines and Resources

I have examined the balance sheet of Uranium Canada, Limited as at December 31, 1981 and the statement of operations of accounts administered for Canada for the year then ended. My examination was made in accordance with generally accepted auditing standards, and accordingly included such tests and other procedures as I considered necessary in the circumstances.

In my opinion, these financial statements present fairly the financial position of the Corporation as at December 31, 1981 and the results of the operations administered by the Corporation for the account of Canada for the year then ended, in accordance with generally accepted accounting principles, applied on a basis consistent with that of the preceding year.

I further report that, in my opinion, proper books of accounts have been kept by the Corporation, the financial statements are in agreement therewith and the transactions that have come under my notice have been within its statutory powers.



Auditor General of Canada

Ottawa, Ontario  
June 24, 1982

Rapport au ministre de  
l'Énergie, des Mines et des Ressources  
sur l'examen  
des comptes et des états financiers de  
l'Uranium Canada, Limitée  
pour l'année terminée le 31 décembre 1981

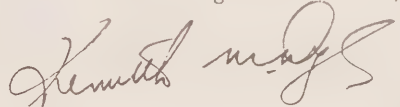
L'honorable Marc Lalonde, C.P., C.R., député  
Ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources

J'ai vérifié le bilan de Uranium Canada, Limitée au 31 décembre 1981 ainsi que l'état des opérations des comptes administrés pour le Canada pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la société au 31 décembre 1981 ainsi que les résultats des opérations administrées par la société pour le compte du Canada pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, je déclare que la société, à mon avis, a tenu des livres de comptabilité appropriés, que les états financiers sont conformes à ces derniers et que les opérations dont j'ai eu connaissance ont été effectuées dans le cadre de ses pouvoirs statutaires.

Le Vérificateur général du Canada,



Ottawa (Ontario)  
le 24 juin 1982

# URANIUM CANADA, LIMITED

(Continued under the Canada Business Corporations Act)

## Balance Sheet as at December 31, 1981

### ASSETS

	<u>1981</u>	<u>1980</u>
Cash	\$9	\$ 9
Assets administered for Canada (Note 2)	-	94 187 720
	<u>\$9</u>	<u>\$94 187 729</u>

### LIABILITIES

Due to Canada on account of assets administered (Note 3)	\$-	\$94 187 720
----------------------------------------------------------	-----	--------------

### EQUITY OF CANADA

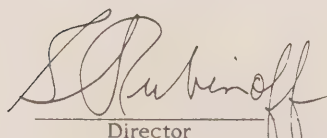
#### Capital Stock

Authorized and issued  
1,000 shares of no par value

9	9
<u>\$9</u>	<u>\$94 187 729</u>

Approved by the Board:

  
\_\_\_\_\_  
Director

  
\_\_\_\_\_  
Director

# URANIUM CANADA, LIMITÉE

(Maintenue en vertu de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes)

Bilan au 31 décembre 1981

## ACTIF

	<u>1981</u>	<u>1980</u>
Encaisse		
Biens administrés pour le Canada (note 2)	9 \$ -	9 \$ <u>94 187 720</u>
	<u>9 \$</u>	<u>94 187 729 \$</u>

## PASSIF

Dette envers le Canada concernant les biens administrés (note 3)	-	94 187 720 \$
------------------------------------------------------------------	---	---------------

## AVOIR DU CANADA

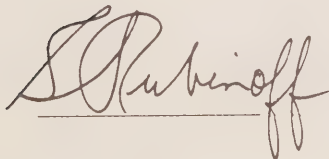
Capital-actions		
Autorisé et émis		
1 000 actions sans valeur au pair	9 <u>9 \$</u>	9 <u>94 187 729 \$</u>

Approuvé par le Conseil d'administration:

Administrateur



Administrateur





# URANIUM CANADA, LIMITED

## Statement of Operations of Accounts Administered for Canada for the year ended December 31, 1981

	<u>1981</u>	<u>1980</u>
Revenues		
Interest	\$2 131 267	\$14 210 326
Price and quantity adjustments on prior years' sales	-	(106 827)
Loss on foreign exchange	<u>-</u>	<u>(11 548)</u>
	<u>2 131 267</u>	<u>14 091 951</u>
Expenses		
Selling expenses	-	106 334
Adjustment to prior years' cost of uranium concentrates sold	<u>-</u>	<u>(25 602)</u>
	<u>-</u>	<u>80 732</u>
Excess of revenues over expenses, accruing to Canada	<u>\$2 131 267</u>	<u>\$14 011 219</u>

# URANIUM CANADA, LIMITÉE

## État des opérations des comptes administrés pour le Canada pour l'exercice terminé le 31 décembre 1981

	<u>1981</u>	<u>1980</u>
Revenus		
Intérêt	2 131 267 \$	14 210 326 \$
Ajustements au prix et aux quantités concernant les ventes des exercices antérieurs	-	(106 827)
Perte sur change	<u>-</u>	<u>(11 548)</u>
	<u>2 131 267</u>	<u>14 091 951</u>
Dépenses		
Frais de vente	-	106 334
Ajustement au coût des concentrés d'uranium vendus au cours des exercices antérieurs	<u>-</u>	<u>(25 602)</u>
	<u>-</u>	<u>80 732</u>
Excédent des revenus sur les dépenses porté au compte du Canada	<u>2 131 267 \$</u>	<u>14 011 219 \$</u>

# URANIUM CANADA, LIMITED

Notes to Financial Statements  
December 31, 1980

## 1. Objective of the Corporation

The objective of the Corporation is to negotiate, execute and perform agreements for the purchase, stockpiling and sale of uranium concentrates and to do or procure the doing of anything necessary or incidental thereto, all subject to the approval of the Governor in Council.

## 2. Assets administered for Canada

Prior to 1981, the Corporation administered, sold and loaned, as Canada's agent, the Government of Canada's general stockpile of uranium concentrates acquired by Canada during the period 1963 to 1970. All monies and benefits generated from sales or loans of uranium concentrates from the stockpile accrued to Canada after allowing for applicable expenses.

Vote L107c, Appropriation Act No. 4, 1980-81, passed by Parliament on March 25, 1981, authorized the transfer by the Minister of Energy, Mines and Resources to Eldorado Nuclear Limited of the title in the uranium stockpile, including any outstanding obligations under the loan agreement between the Corporation and Eldor Resources Limited and any interest accrued under such agreement. As beneficial ownership of these assets had always been retained by Canada, the 1981 transfer from the Corporation to Canada did not involve any exchange of consideration.

The Carrying value of the assets transferred was as follows:

As at December 31, 1980:

General stockpile of uranium concentrates	\$68 165 391
Loan of uranium receivable	7 874 363
Interest receivable	<u>18 147 966</u>
	94 187 720
Add: Accrued interest on loan January 1, 1981 to March 31, 1981	<u>2 131 267</u>
	<u>\$96 318 987</u>

# URANIUM CANADA, LIMITÉE

Notes afférentes aux états financiers  
du 31 décembre 1981

## 1. Objectif de la société

La société a pour objectif de négocier, d'exécuter et de conclure des ententes concernant l'achat, le stockage et la vente de concentrés d'uranium, et de se procurer tous les moyens d'action nécessaires ou accessoires à ces fins, sous réserve de l'approbation du Gouverneur en conseil.

## 2. Biens administrés pour le Canada

Avant 1981, la société, à titre d'agent du Canada, administrait, vendait et prêtait les stocks généraux de concentrés d'uranium que le gouvernement du Canada avait acquis au cours des années 1963 à 1970. Tous les crédits et bénéfices tirés de ventes ou de prêts de concentrés d'uranium provenant des stocks généraux ont été, après déduction des frais admissibles, portés au compte du Canada.

En vertu du crédit L107c de la Loi n° 4 de 1980-1981 portant affectation de crédits qui a été voté par le Parlement le 25 mars 1981, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources a autorisé le transfert à l'Eldorado Nucléaire Limitée des titres de propriété des stocks généraux d'uranium, y compris tout engagement en suspens en vertu de l'accord d'emprunt conclu entre la Société et l'Eldor Resources Limited, et tout intérêt couru en vertu de cet accord. Étant donné que le Canada a toujours détenu un droit de propriété bénéficiaire sur ces biens, le transfert effectué en 1981 entre l'Uranium Canada, Limitée et le Canada n'a comporté aucune contrepartie.

La valeur comptable des biens transférés est la suivante:

Au 31 décembre 1980:

Stocks généraux de concentrés d'uranium	68 165 391 \$
Prêt d'uranium	7 874 363
Intérêt à recevoir	<u>18 147 966</u>
	94 187 720
Ajouter: intérêt couru sur le prêt du 1 <sup>er</sup> janvier 1981 au 31 mars 1981	<u>2 131 267</u>
	<u>\$96 318 987</u>

3. **Due to Canada on account of assets administered/  
Dette envers le Canada pour l'actif administré**

	<u>1981</u>	<u>1980</u>
Balance, beginning of the year/ <i>Solde au début de l'exercice</i>	\$94 187 720	\$85 793 800
Add: Excess of revenues over expenses, accruing to Canada/ <i>Ajouter: excédent des revenus sur les dépenses porté au compte du Canada</i>	<u>2 131 267</u>	<u>14 011 219</u>
	96 318 987	99 805 019
Deduct: Transfer of assets to Canada (Note 2)/ <i>Déduire: transfert de biens au Canada (note 2)</i>	96 318 987	-
Payments to Canada/ <i>Paielements au Canada</i>	<u>-</u>	<u>5 617 299</u>
Balance, end of the year/ <i>Solde à la fin de l'exercice</i>	<u>\$ -</u>	<u>\$94 187 720</u>

4. **Services provided without charge**

Administrative services are provided to the Corporation without charge by the Department of Energy, Mines and Resources and are not recorded in these financial statements.

5. **Combines investigation**

The Corporation, together with five other companies, has been charged under Section 32 (1) (c) of the Combines Investigation Act that it did conspire, combine, agree or arrange to prevent or lessen, unduly, competition in the production, manufacture, purchase, sale or supply in Canada of uranium, uranium oxide and other uranium substances between September 1, 1970 and April 1, 1978. The Supreme Court of Ontario issued an Order on April 23, 1982, prohibiting the Provincial Court from proceeding with the inquiry into the charge made against the Corporation. An appeal has been lodged in the Court of Appeal by the Attorney General of Canada.

4. **Services fournis à titre gratuit**

Le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources fournit à l'Uranium Canada, Limitée des services administratifs à titre gratuit; la valeur de ces services n'est pas inscrite dans les présents états financiers.

5. **Enquête sur les coalitions**

L'Uranium Canada, Limitée et cinq autres sociétés ont été accusées, en vertu de l'alinéa 32 (1) c) de la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions, de complot, de coalition, de concertation ou d'entente avec une autre société pour empêcher ou diminuer indûment la concurrence dans la production, la fabrication, l'achat, la vente ou la fourniture, au Canada, d'uranium, d'oxyde d'uranium, et d'autres substances contenant de l'uranium, entre le 1<sup>er</sup> septembre 1970 et le 1<sup>er</sup> avril 1978. Le 23 avril 1982, la Cour suprême de l'Ontario a rendu une ordonnance empêchant la Cour provinciale de procéder à l'enquête sur l'accusation portée contre l'Uranium Canada, Limitée. Le procureur général du Canada a interjeté appel devant la Cour d'Appel.

## BACKGROUND

The uranium industry started in Canada in the early 1930s with the development of the Port Radium Mine at Great Bear Lake. The mine was expropriated in 1943 to supply uranium to the American-Anglo-Canadian research project. In 1947 industry was permitted to take part in uranium exploration. Significant deposits were discovered.

The Canadian uranium industry grew rapidly until 1959 and then declined dramatically through the early 1960s due in part to decisions by the United States and the United Kingdom against taking up options to purchase uranium beyond 1963. Efforts were made by the Canadian Government to lessen the impact of the decline. Finally, to retain a nucleus of production, the Government commenced a stockpiling program.

The first stockpile was purchased during the period July 1963 through July 1964 from three companies – Denison Mines Limited, Rio Algom Mines Limited and Faraday Uranium Mines Limited. The purchase was authorized by Vote L63c, Appropriation Act No. 5, 1963, the cost not to exceed \$20 million. The provision for the cost was extended under the following authorities: Vote L37a, Appropriation Act No. 6, 1964 and Vote L37d, Appropriation Act No. 2, 1965.

The second stockpile was acquired during the period July 1965 through July 1970 from Denison, Rio Algom, Eldorado Mining and Refining Limited and Stanrock Uranium Mines Limited. The purchase was authorized by Vote L77d, Appropriation Act No. 2, 1966, the cost not to exceed \$135 million.

The two stockpiles, collectively referred to as the Government of Canada general stockpile, totalled 7 414 tonnes of uranium (U) equivalent in concentrates at a purchase cost of approximately \$101 million.

Authority for a third stockpile, a 76/24 per cent venture between the federal government and Denison Mines Limited, was set out in Vote L11c, Appropriation Act No. 1, 1971, and resulted in the acquisition of 2 471 tonnes U during the years 1971 to 1974 at a total purchase cost to the Government of \$29.3 million for its 76 per cent share.

On June 21, 1971, Uranium Canada, Limited (UCAN) was incorporated to be a party to the Canada/Denison joint stockpile agreement and to represent the Government's interest in the acquisition and disposal of the joint stockpile.

## HISTORIQUE

L'industrie canadienne de l'uranium a pris naissance au début des années 30 avec l'exploitation de la mine de Port Radium près du Grand lac de l'Ours. Cette mine a été expropriée en 1943 pour alimenter en uranium le projet de recherche anglo-américano-canadien. En 1947, l'industrie était autorisée à participer à la recherche de l'uranium, et d'importants gisements ont été découverts par la suite.

L'industrie canadienne de l'uranium a pris un essor rapide jusqu'en 1959, puis elle a décliné brusquement au début des années 60, en partie parce que les États-Unis et la Grande-Bretagne ont refusé de prendre des options d'achat d'uranium s'étendant au delà de 1963. Le gouvernement canadien s'est alors efforcé de réduire les effets de ce déclin. Finalement, afin de maintenir une production embryonnaire, le gouvernement a décidé d'établir un programme de stockage.

Les premiers stocks gouvernementaux, constitués de juillet 1963 à juillet 1964 ont été achetés à trois sociétés: la *Denison Mines Limited*, la *Rio Algom Mines Limited* et la *Faraday Uranium Mines Limited*. Cet achat a été autorisé en vertu du crédit L63c, Loi n° 5 de 1963 portant affectation de crédits, le coût ne devant pas excéder 20 millions de dollars. Les dispositions relatives au coût ont été reconduites en vertu des mesures législatives suivantes: crédit L37a, Loi n° 6 de 1964 portant affectation de crédits, et crédit L37d, Loi n° 2 de 1965 portant affectation de crédits.

Dans le cadre du second programme de stockage, mis en œuvre de juillet 1965 à juillet 1970, le gouvernement a acheté de l'uranium aux sociétés *Denison*, *Rio Algom*, *Eldorado Mining and Refining Limited* et *Stanrock Uranium Mines Limited*. Cet achat a été autorisé en vertu du crédit L77d, Loi n° 2 de 1966 portant affectation de crédits, le coût ne devant pas dépasser 135 millions de dollars.

Ces stocks, qui sont désignés sous le nom de stocks généraux du gouvernement du Canada, correspondent au total à l'équivalent de 7 414 tonnes d'uranium sous forme de concentrés, pour un prix d'achat total d'environ 101 millions de dollars.

Un troisième programme de stockage, entrepris conjointement à 76 et 24 % respectivement par le gouvernement fédéral et la *Denison Mines Limited*, a été autorisé en vertu du crédit L11c, Loi n° 1 de 1971 portant affectation de crédits, et a conduit à l'acquisition de 2 471 tonnes d'uranium entre 1971 et 1974, le gouvernement payant en tout 29,3 millions de dollars pour sa part de 76 %.

The role was broadened in December 1971 when it was decided that UCAN would also act as agent of the federal government for sales of uranium from the Government of Canada general stockpile.

The Corporation was continued under the Canada Business Corporations Act by Certificate of Continuance dated November 4, 1980.

During 1981, the assets which UCAN had been administering as an agent of the Crown were transferred to Eldorado Nuclear Limited.

Le 21 juin 1971, l'UCAN était incorporée à la coentreprise Canada/Denison pouvant ainsi représenter le gouvernement dans l'acquisition et la cession des stocks tenus en copropriété.

En décembre 1971, ce rôle a été élargi et il a été décidé que l'UCAN agirait également en tant que l'agent du gouvernement fédéral pour les ventes d'uranium provenant des stocks généraux du gouvernement du Canada.

La société a été maintenue en vertu de la Loi sur les corporations commerciales canadiennes par certificat de prorogation en date du 4 novembre 1980.

Au cours de l'année 1981, l'actif que l'UCAN administrait à titre d'agent de la Couronne a été transféré à l'Eldorado Nucléaire Limitée.







1  
400  
56

# UCAN

1982  
ANNUAL REPORT  
RAPPORT ANNUEL

URANIUM CANADA LIMITED/LIMITÉE



PRESIDENT'S LETTER

LETTRE DU PRÉSIDENT

DEPOSITORY LIBRARY MATERIAL



The Honourable Jean Chrétien  
Minister of Energy, Mines and Resources  
House of Commons  
Ottawa, Ontario

Monsieur Jean Chrétien  
Ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources  
Chambre des communes  
Ottawa (Ontario)

Sir:

Monsieur le Ministre,

On behalf of the Board of Directors, I have the honour to submit the Annual Report of Uranium Canada, Limited (UCAN) for the year ended December 31, 1982.

Au nom du Conseil d'administration, j'ai l'honneur de vous présenter le rapport annuel de l'Uranium Canada, Limitée (UCAN), pour l'exercice clos le 31 décembre 1982.

The company has been dormant since May 1981 when the assets it was administering for Canada, namely the general stockpile of uranium concentrates, were transferred to Eldorado Nuclear Limited.

La société est inactive depuis mai 1981, mois où l'actif qu'elle administrait au nom du Canada, c'est-à-dire les stocks généraux de concentrés d'uranium, a été transféré à l'Eldorado Nucléaire Limitée.

For the Directors,

Au nom du Conseil d'administration,  
Le président,

A handwritten signature in dark ink, appearing to read "G.M. MacNabb".

G.M. MacNabb  
President

A handwritten signature in dark ink, appearing to read "G.M. MacNabb".

G.M. MacNabb

Ottawa, Canada  
March 18, 1983

Ottawa, Canada  
le 18 mars 1983



© Minister of Supply and Services Canada 1983

Cat. No. CC 71-1982

ISBN 0-662-52513-2

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1983

N° de cat. CC 71-1982

ISBN 0-662-52513-2

## DIRECTORS

Gordon M. MacNabb  
President  
Natural Sciences and Engineering Research Council

Jean-Paul Drolet  
Senior Assistant Deputy Minister  
International Minerals  
Department of Energy, Mines and Resources

A.S. Rubinoff  
Senior Assistant Deputy Minister  
Department of Finance

H.B. Merlin  
Adviser, Uranium and Nuclear Energy  
Department of Energy, Mines and Resources

O.J.C. Runnalls  
Professor of Energy Studies  
University of Toronto

## OFFICERS

Gordon M. MacNabb  
President

Jean-Paul Drolet  
Vice-President

A.S. Rubinoff  
Vice-President (Finance)

K.E. Rowley  
Secretary

## CONSEIL D'ADMINISTRATION

Gordon M. MacNabb  
Président  
Conseil de recherches en sciences  
naturelles et en génie

Jean-Paul Drolet  
Premier sous-ministre adjoint  
Secteur international des minéraux  
Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources

A.S. Rubinoff  
Premier sous-ministre adjoint  
Ministère des Finances

H.B. Merlin  
Conseiller, Uranium et Énergie nucléaire  
Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources

O.J.C. Runnalls  
Professeur d'études énergétiques  
Université de Toronto

## DIRECTION

Gordon M. MacNabb  
Président

Jean-Paul Drolet  
Vice-président

A.S. Rubinoff  
Vice-président (Finances)

K.E. Rowley  
Secrétaire

## URANIUM CANADA, LIMITED

Uranium Canada, Limited, a Crown corporation, was incorporated in June 1971 under the Canada Corporations Act pursuant to Energy, Mines and Resources Vote L11c of the Appropriation Act No. 1, 1971 and the Atomic Energy Control Act. The Corporation was continued under the Canada Business Corporations Act by Certificate of Continuance dated November 4, 1980. It is for all its purposes an agent of Her Majesty and its powers may be exercised only as an agent of Her Majesty. The shares of the Company are held by a Minister of the Crown in trust for Her Majesty.

The member of the Privy Council designated by the Governor in Council as the Minister for the purposes of the Atomic Energy Control Act is the Minister of Energy, Mines and Resources.

The objects of the Corporation as set out in the Certificate of Continuance are to negotiate, execute and perform agreements for the purchase, stockpiling and sale of uranium concentrates and to do or procure the doing of anything necessary or incidental thereto, all subject to the approval of the Governor in Council.

The Corporation is a Schedule "C" agency corporation under the Financial Administration Act.

The Head Office is located at 580 Booth Street in the City of Ottawa, Ontario.

## URANIUM CANADA, LIMITÉE

Uranium Canada, Limitée, société de la Couronne, a été constituée en corporation en juin 1971 en vertu de la Loi sur les corporations canadiennes et conformément au crédit L11c (ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources) de la Loi n° 1 de 1971 portant affectation de crédits et à la Loi sur le contrôle de l'énergie atomique. La société a été maintenue en vertu de la Loi sur les corporations commerciales canadiennes par certificat de prorogation en date du 4 novembre 1980. Elle est à toutes ses fins un représentant de Sa Majesté et ne peut exercer ses pouvoirs qu'en cette qualité. Les actions de la société sont gardées en dépôt pour Sa Majesté par un ministre de la Couronne.

Le membre du Conseil privé nommé par le Gouverneur en conseil comme ministre aux fins de l'application de la Loi sur le contrôle de l'énergie atomique est le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources.

Tel qu'indiqué dans le certificat de prorogation, la société a pour mandat de négocier, d'exécuter et de conclure des ententes concernant l'achat, le stockage et la vente de concentrés d'uranium, et de se procurer tous les moyens d'action nécessaires ou accessoires à ces fins, sous réserve de l'approbation du Gouverneur en conseil.

L'UCAN est une société de la Couronne inscrite à l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Son siège social est situé au 580, rue Booth à Ottawa (Ont.).

Report to the  
Minister of Energy, Mines and Resources  
on the examination of the  
accounts and financial statements of  
Uranium Canada, Limited  
for the year ended December 31, 1982

The Honourable Jean Chrétien, P.C., Q.C., M.P.  
Minister of Energy, Mines and Resources

I have examined the balance sheet of Uranium Canada, Limited as at December 31, 1982. My examination was made in accordance with generally accepted auditing standards, and accordingly included such tests and other procedures as I considered necessary in the circumstances.

In my opinion, this financial statement presents fairly the financial position of the Corporation as at December 31, 1982 in accordance with generally accepted accounting principles applied on a basis consistent with that of the preceding year.

I further report that, in my opinion, proper books of account have been kept by the Corporation, the financial statement is in agreement therewith and the transactions that have come under my notice have been within its statutory powers.



Kenneth M. Dye, F.C.A.  
Auditor General of Canada

Ottawa, Ontario  
March 18, 1983

Rapport au ministre de  
l'Énergie, des Mines et des Ressources  
sur la vérification  
des comptes et de l'état financier de  
l'Uranium Canada, Limitée  
pour l'exercice terminé le 31 décembre 1982

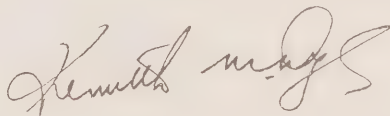
L'honorable Jean Chrétien, C.P., C.R., député  
Ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources

J'ai vérifié le bilan de Uranium Canada, Limitée au 31 décembre 1982. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement la situation financière de la société au 31 décembre 1982 selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, je déclare que la société, à mon avis, a tenu des livres de comptabilité appropriés, que l'état financier est conforme à ces derniers et que les opérations dont j'ai eu connaissance ont été effectuées dans le cadre de ses pouvoirs statutaires.

Le vérificateur général du Canada,



Kenneth M. Dye, F.C.A.

Ottawa (Ontario)  
le 18 mars 1983

URANIUM CANADA, LIMITED

(Continued under the Canada Business Corporations Act)

Balance Sheet  
as at December 31, 1982

ASSETS

	<u>1982</u>	<u>1981</u>
Cash	<u>\$9</u>	<u>\$9</u>


EQUITY OF CANADA

Capital Stock

Authorized and issued 1,000 shares of no par value	<u>\$9</u>	<u>\$9</u>
-------------------------------------------------------	------------	------------

Approved by the Board:

  
\_\_\_\_\_  
Director

  
\_\_\_\_\_  
Director



## Bilan au 31 décembre 1982

		<u>1982</u>	<u>1981</u>
Encaisse		<u>9 \$</u>	<u>9 \$</u>

9 \$      9 \$

Archie Hobb

S. Rubinoff

# URANIUM CANADA, LIMITED

Notes to Financial Statements  
December 31, 1982

## 1. Objective of the Corporation

The objective of the Corporation is to negotiate, execute and perform agreements for the purchase, stockpiling and sale of uranium concentrates and to do or procure the doing of anything necessary or incidental thereto, all subject to the approval of the Governor in Council. With the transfer of the uranium stockpile to Eldorado Nuclear Limited in 1981, the Corporation did not transact any purchases or sales in the 1982 fiscal year, therefore no revenue was generated or expenses incurred, and accordingly, a statement of operations has not been presented.

## 2. Assets administered for Canada

Prior to 1981, the Corporation administered, sold and loaned, as Canada's agent, the Government of Canada's general stockpile of uranium concentrates acquired by Canada during the period 1963 to 1970. All monies and benefits generated from sales or loans of uranium concentrates from the stockpile accrued to Canada after allowing for applicable expenses.

Vote L107c, Appropriation Act No. 4, 1980-81, passed by Parliament on March 25, 1981, authorized the transfer by the Minister of Energy, Mines and Resources to Eldorado Nuclear Limited of the title in the uranium stockpile, including any outstanding obligations under the loan agreement between the Corporation and Eldor Resources Limited and any interest accrued under such agreement. As beneficial ownership of these assets had always been retained by Canada, the 1981 transfer from the Corporation to Canada did not involve any exchange of consideration.

The Carrying value of the assets transferred was as follows:

As at December 31, 1980:

General stockpile of	
uranium concentrates	\$68 165 391
Loan of uranium receivable	7 874 363
Interest receivable	18 147 966
	<u>94 187 720</u>

Add: Accrued interest on loan  
January 1, 1981 to  
March 31, 1981

	2 131 267
	<u>\$96 318 987</u>

# URANIUM CANADA, LIMITÉE

Notes afférentes à l'état financier  
du 31 décembre 1982

## 1. Objectif de la société

La société a pour objectif de négocier, de conclure et d'exécuter des ententes concernant l'achat, le stockage et la vente de concentrés d'uranium, et de se procurer tous les moyens d'action nécessaires ou accessoires à ces fins, sous réserve de l'approbation du Gouverneur en conseil. Les stocks généraux d'uranium ayant été transférés à l'Eldorado Nucléaire Limitée en 1981, la société n'a effectué aucun achat et aucune vente au cours de l'exercice financier 1982; il n'y a donc pas eu de revenus et de dépenses, et, en conséquence, aucun état des résultats n'a été présenté.

## 2. Biens administrés pour le Canada

Avant 1981, la société, à titre d'agent du Canada, administrait, vendait et prêtait les stocks généraux de concentrés d'uranium que le gouvernement du Canada avait acquis au cours des années 1963 à 1970. Tous les crédits et bénéfices tirés de ventes ou de prêts de concentrés d'uranium provenant des stocks généraux ont été, après déduction des frais admissibles, portés au compte du Canada.

En vertu du crédit L107c de la Loi n° 4 de 1980-1981 portant affectation de crédits qui a été voté par le Parlement le 25 mars 1981, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources a autorisé le transfert à l'Eldorado Nucléaire Limitée des titres de propriété des stocks généraux d'uranium, y compris tout engagement en suspens en vertu de l'accord d'emprunt conclu entre la Société et l'Eldor Resources Limited, et tout intérêt couru en vertu de cet accord. Étant donné que le Canada a toujours détenu un droit de propriété bénéficiaire sur ces biens, le transfert effectué en 1981 entre l'Uranium Canada, Limitée et le Canada n'a comporté aucune contrepartie.

La valeur comptable des biens transférés est la suivante:

Au 31 décembre 1980:

Stocks généraux de	
concentrés d'uranium	68 165 391 \$
Prêt d'uranium	7 874 363
Intérêt à recevoir	18 147 966
	<u>94 187 720</u>

Ajouter: intérêt couru sur  
le prêt du 1<sup>er</sup> janvier  
1981 au 31 mars 1981

	2 131 267
	<u>\$96 318 987</u>

3. **Due to Canada on account of assets administered/Dette envers le Canada pour l'actif administré**

	1982	1981
Balance, beginning of the year/ <i>Solde au début de l'exercice</i>	- \$	94 187 720 \$
Add: Excess of revenue over expenses, accruing to Canada/ <i>Ajouter: excédent de revenus sur les dépenses porté au compte du Canada</i>	-	2 131 267
	-	96 318 987
Deduct: Transfer of assets to Canada (Note 2)/ <i>Déduire: transfert de biens au Canada (note 2)</i>	-	96 318 987
Balance, end of the year/ <i>Solde à la fin de l'exercice</i>	- \$	- \$

4. **Services provided without charge**

Administrative services are provided to the Corporation without charge by the Department of Energy, Mines and Resources and are not recorded in these financial statements.

5. **Combines investigation**

The Corporation, together with five has Canadian uranium producers, been charged under Section 32 (1) (c) of the Combines Investigation Act that it did conspire, combine, agree or arrange to prevent or lessen, unduly, competition in the production, manufacture, purchase, sale or supply in Canada of uranium, uranium oxide and other uranium substances between September 1, 1970 and April 1, 1978. The Supreme Court of Ontario issued an Order on April 23, 1982, prohibiting the Provincial Court from proceeding with the inquiry into the charge made against the Corporation.

In June 1982 the Court of Appeal of Ontario confirmed the Judgement that Uranium Canada is immune from prosecution under the above Act. A further appeal taken by the Federal Crown in the Application for Prohibition was heard by the Supreme Court of Canada on January 27, 1983. Judgement was reserved.

4. **Services fournis à titre gratuit**

Le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources fournit à l'Uranium Canada, Limitée des services administratifs à titre gratuit; la valeur de ces services n'est pas inscrite dans les présents états financiers.

5. **Enquête sur les coalitions**

L'Uranium Canada, Limitée et cinq producteurs canadiens d'uranium ont été accusés, en vertu de l'alinéa 32 (1) c) de la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions, de complot, de coalition, de concertation ou d'entente pour empêcher ou diminuer indûment la concurrence dans la production, la fabrication, l'achat, la vente ou la fourniture, au Canada, d'uranium, d'oxyde d'uranium, et d'autres substances contenant de l'uranium, entre le 1<sup>er</sup> septembre 1970 et le 1<sup>er</sup> avril 1978. Le 23 avril 1982, la Cour suprême de l'Ontario a rendu une ordonnance empêchant la Cour provinciale de procéder à l'enquête sur l'accusation portée contre l'Uranium Canada, Limitée.

Au mois de juin 1982, la Cour d'appel de l'Ontario a confirmé le jugement selon lequel la société Uranium Canada, Limitée ne peut faire l'objet de poursuites en vertu de la loi susmentionnée. Le 27 janvier 1983, la Couronne fédérale a interjeté appel devant la Cour suprême du Canada concernant la requête d'ordonnance d'interdiction. Le jugement a été remis.

## BACKGROUND

The uranium industry started in Canada in the early 1930s with the development of the Port Radium Mine at Great Bear Lake. The mine was expropriated in 1943 to supply uranium to the American-Anglo-Canadian research project. In 1947 industry was permitted to take part in uranium exploration. Significant deposits were discovered.

The Canadian uranium industry grew rapidly until 1959 and then declined dramatically through the early 1960s due in part to decisions by the United States and the United Kingdom against taking up options to purchase uranium beyond 1963. Efforts were made by the Canadian Government to lessen the impact of the decline. Finally, to retain a nucleus of production, the Government commenced a stockpiling program.

The first stockpile was purchased during the period July 1963 through July 1964 from three companies – Denison Mines Limited, Rio Algom Mines Limited and Faraday Uranium Mines Limited. The purchase was authorized by Vote L63c, Appropriation Act No. 5, 1963, the cost not to exceed \$20 million. The provision for the cost was extended under the following authorities: Vote L37a, Appropriation Act No. 6, 1964 and Vote L37d, Appropriation Act No. 2, 1965.

The second stockpile was acquired during the period July 1965 through July 1970 from Denison, Rio Algom, Eldorado Mining and Refining Limited and Stanrock Uranium Mines Limited. The purchase was authorized by Vote L77d, Appropriation Act No. 2, 1966, the cost not to exceed \$135 million.

The two stockpiles, collectively referred to as the Government of Canada general stockpile, totalled 7 414 tonnes of uranium (U) equivalent in concentrates at a purchase cost of approximately \$101 million.

Authority for a third stockpile, a 76/24 per cent venture between the federal government and Denison Mines Limited, was set out in Vote L11c, Appropriation Act No. 1, 1971, and resulted in the acquisition of 2 471 tonnes U during the years 1971 to 1974 at a total purchase cost to the Government of \$29.3 million for its 76 per cent share.

On June 21, 1971, Uranium Canada, Limited (UCAN) was incorporated to be a party to the Canada/Denison joint stockpile agreement and to represent the Government's interest in the acquisition and disposal of the joint stockpile.

## HISTORIQUE

L'industrie canadienne de l'uranium a pris naissance au début des années 30 avec l'exploitation de la mine de Port Radium près du Grand lac de l'Ours. Cette mine a été expropriée en 1943 pour alimenter en uranium le projet de recherche anglo-américano-canadien. En 1947, l'industrie était autorisée à participer à la recherche de l'uranium, et d'importants gisements ont été découverts par la suite.

L'industrie canadienne de l'uranium a pris un essor rapide jusqu'en 1959, puis elle a décliné brusquement au début des années 60, en partie parce que les États-Unis et la Grande-Bretagne ont refusé de prendre des options d'achat d'uranium s'étendant au delà de 1963. Le gouvernement canadien s'est alors efforcé de réduire les effets de ce déclin. Finalement, afin de maintenir une production embryonnaire, le gouvernement a décidé d'établir un programme de stockage.

Les premiers stocks gouvernementaux, constitués de juillet 1963 à juillet 1964 ont été achetés à trois sociétés: la *Denison Mines Limited*, la *Rio Algom Mines Limited* et la *Faraday Uranium Mines Limited*. Cet achat a été autorisé en vertu du crédit L63c, Loi n° 5 de 1963 portant affectation de crédits, le coût ne devant pas excéder 20 millions de dollars. Les dispositions relatives au coût ont été reconduites en vertu des mesures législatives suivantes: crédit L37a, Loi n° 6 de 1964 portant affectation de crédits, et crédit L37d, Loi n° 2 de 1965 portant affectation de crédits.

Dans le cadre du second programme de stockage, mis en œuvre de juillet 1965 à juillet 1970, le gouvernement a acheté de l'uranium aux sociétés *Denison*, *Rio Algom*, *Eldorado Mining and Refining Limited* et *Stanrock Uranium Mines Limited*. Cet achat a été autorisé en vertu du crédit L77d, Loi n° 2 de 1966 portant affectation de crédits, le coût ne devant pas dépasser 135 millions de dollars.

Ces stocks, qui sont désignés sous le nom de stocks généraux du gouvernement du Canada, correspondent au total à l'équivalent de 7 414 tonnes d'uranium sous forme de concentrés, pour un prix d'achat total d'environ 101 millions de dollars.

Un troisième programme de stockage, entrepris conjointement à 76 et 24 % respectivement par le gouvernement fédéral et la *Denison Mines Limited*, a été autorisé en vertu du crédit L11c, Loi n° 1 de 1971 portant affectation de crédits, et a conduit à l'acquisition de 2 471 tonnes d'uranium entre 1971 et 1974, le gouvernement payant en tout 29,3 millions de dollars pour sa part de 76 %.

The role was broadened in December 1971 when it was decided that UCAN would also act as agent of the federal government for sales of uranium from the Government of Canada general stockpile.

The Corporation was continued under the Canada Business Corporations Act by Certificate of Continuance dated November 4, 1980.

During 1981, the assets which UCAN had been administering as an agent of the Crown were transferred to Eldorado Nuclear Limited.

Le 21 juin 1971, l'UCAN était incorporée à la coentreprise Canada/Denison pouvant ainsi représenter le gouvernement dans l'acquisition et la cession des stocks tenus en copropriété.

En décembre 1971, ce rôle a été élargi et il a été décidé que l'UCAN agirait également en tant que l'agent du gouvernement fédéral pour les ventes d'uranium provenant des stocks généraux du gouvernement du Canada.

La société a été maintenue en vertu de la Loi sur les corporations commerciales canadiennes par certificat de prorogation en date du 4 novembre 1980.

Au cours de l'année 1981, l'actif que l'UCAN administrait à titre d'agent de la Couronne a été transféré à l'Eldorado Nucléaire Limitée.









CA1  
MS 400  
-A 56

# UCAN

1983  
ANNUAL REPORT  
RAPPORT ANNUEL

URANIUM CANADA LIMITED/LIMITEE





## PRESIDENT'S LETTER

## LETTRE DU PRÉSIDENT

The Honourable Jean Chrétien  
Minister of Energy, Mines and Resources  
House of Commons  
Ottawa, Ontario

Monsieur Jean Chrétien  
Ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources  
Chambre des communes  
Ottawa (Ontario)

Sir:

Monsieur le Ministre,

On behalf of the Board of Directors, I have the honour to submit the Annual Report of Uranium Canada, Limited (UCAN) for the year ended December 31, 1983.

Au nom du Conseil d'administration, j'ai l'honneur de vous présenter le rapport annuel de l'Uranium Canada, Limitée (UCAN), pour l'exercice clos le 31 décembre 1983.

The company has been dormant since May 1981 when the assets it was administering for Canada, namely the general stockpile of uranium concentrates, were transferred to Eldorado Nuclear Limited.

La société est inactive depuis mai 1981, mois où l'actif qu'elle administrait au nom du Canada, c'est-à-dire les stocks généraux de concentrés d'uranium, a été transféré à l'Eldorado Nucléaire Limitée.

For the Directors,



G.M. MacNabb  
President

Ottawa, Canada  
February 10, 1984

Au nom du Conseil d'administration,  
Le président,



G.M. MacNabb

Ottawa, Canada  
le 10 février 1984

© Minister of Supply and Services Canada 1984

Cat. No. CC 71-1983

ISBN 0-662-53130-2

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1984

N° de cat. CC 71-1983

ISBN 0-662-53130-2

## DIRECTORS

Gordon M. MacNabb  
President  
Natural Sciences and Engineering Research Council

Jean-Paul Drolet  
Mining Engineer

A.S. Rubinoff  
Senior Assistant Deputy Minister  
Department of Finance

H.B. Merlin  
Adviser, Uranium and Nuclear Energy  
Department of Energy, Mines and Resources

O.J.C. Runnalls  
Chairman, Centre for Nuclear Engineering  
and  
Professor of Energy Studies  
University of Toronto

## OFFICERS

Gordon M. MacNabb  
President

Jean-Paul Drolet  
Vice-President

A.S. Rubinoff  
Vice-President (Finance)

K.E. Rowley  
Secretary

## CONSEIL D'ADMINISTRATION

Gordon M. MacNabb  
Président  
Conseil de recherches en sciences  
naturelles et en génie

Jean-Paul Drolet  
Ingénieur des mines

A.S. Rubinoff  
Premier sous-ministre adjoint  
Ministère des Finances

H.B. Merlin  
Conseiller, Uranium et Énergie nucléaire  
Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources

O.J.C. Runnalls  
Président, Centre de génie nucléaire  
et  
Professeur d'études énergétiques  
Université de Toronto

## DIRECTION

Gordon M. MacNabb  
Président

Jean-Paul Drolet  
Vice-président

A.S. Rubinoff  
Vice-président (Finances)

K.E. Rowley  
Secrétaire

## URANIUM CANADA, LIMITED

Uranium Canada, Limited, a Crown corporation, was incorporated in June 1971 under the Canada Corporations Act pursuant to Energy, Mines and Resources Vote L11c of the Appropriation Act No. 1, 1971 and the Atomic Energy Control Act. The Corporation was continued under the Canada Business Corporations Act by Certificate of Continuance dated November 4, 1980. It is for all its purposes an agent of Her Majesty and its powers may be exercised only as an agent of Her Majesty. The shares of the Company are held by a Minister of the Crown in trust for Her Majesty.

The member of the Privy Council designated by the Governor-in-Council as the Minister for the purposes of the Atomic Energy Control Act is the Minister of Energy, Mines and Resources.

The objects of the Corporation as set out in the Certificate of Continuance are to negotiate, execute and perform agreements for the purchase, stockpiling and sale of uranium concentrates and to do or procure the doing of anything necessary or incidental thereto, all subject to the approval of the Governor-in-Council.

The Corporation is a Schedule "C" agency corporation under the Financial Administration Act.

The Head Office is located at 580 Booth Street in the City of Ottawa, Ontario K1A 0E4.

## URANIUM CANADA, LIMITÉE

L'Uranium Canada, Limitée, société de la Couronne, a été constituée en corporation en juin 1971 en vertu de la Loi sur les corporations canadiennes et conformément au crédit L11c (ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources) de la Loi n° 1 de 1971 portant affectation de crédits et à la Loi sur le contrôle de l'énergie atomique. La société a été maintenue en vertu de la Loi sur les corporations commerciales canadiennes par certificat de prorogation en date du 4 novembre 1980. Elle est à toutes ses fins un représentant de Sa Majesté et ne peut exercer ses pouvoirs qu'en cette qualité. Les actions de la société sont gardées en dépôt pour Sa Majesté par un ministre de la Couronne.

Le membre du Conseil privé nommé par le Gouverneur en conseil comme ministre aux fins de l'application de la Loi sur le contrôle de l'énergie atomique est le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources.

Tel qu'indiqué dans le certificat de prorogation, la société a pour mandat de négocier, d'exécuter et de conclure des ententes concernant l'achat, le stockage et la vente de concentrés d'uranium, et de se procurer tous les moyens d'action nécessaires ou accessoires à ces fins, sous réserve de l'approbation du Gouverneur en conseil.

L'UCAN est une société de la Couronne inscrite à l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Son siège social est situé au 580, rue Booth à Ottawa (Ont.) K1A 0E4.

Report to the  
Minister of Energy, Mines and Resources  
on the examination of the  
accounts and financial statements of  
Uranium Canada, Limited  
for the year ended December 31, 1983

The Honourable Jean Chrétien, P.C., Q.C., M.P.  
Minister of Energy, Mines and Resources

I have examined the balance sheet of Uranium Canada, Limited as at December 31, 1983. My examination was made in accordance with generally accepted auditing standards, and accordingly included such tests and other procedures as I considered necessary in the circumstances.

In my opinion, this financial statement presents fairly the financial position of the Corporation as at December 31, 1983 in accordance with generally accepted accounting principles applied on a basis consistent with that of the preceding year.

I further report that, in my opinion, proper books of account have been kept by the Corporation, the financial statement is in agreement therewith and the transactions that have come under my notice have been within its statutory powers.



Kenneth M. Dye, F.C.A.  
Auditor General of Canada

Ottawa, Canada  
February 10, 1984

Rapport au ministre de  
l'Énergie, des Mines et des Ressources  
sur la vérification  
des comptes et de l'état financier de  
l'Uranium Canada, Limitée  
pour l'exercice terminé le 31 décembre 1983

L'honorable Jean Chrétien, C.P., C.R., député  
Ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources

J'ai vérifié le bilan de l'Uranium Canada, Limitée au 31 décembre 1983. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement la situation financière de la société au 31 décembre 1983 selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, je déclare que la société, à mon avis, a tenu des livres de comptabilité appropriés, que l'état financier est conforme à ces derniers et que les opérations dont j'ai eu connaissance ont été effectuées dans le cadre de ses pouvoirs statutaires.



Kenneth M. Dye, F.C.A.

Ottawa, Canada  
le 10 février 1984

URANIUM CANADA, LIMITED

(Continued under the Canada Business Corporations Act)

Balance Sheet  
as at December 31, 1983

ASSETS

	<u>1983</u>	<u>1982</u>
Cash	<u>\$9</u>	<u>\$9</u>

EQUITY OF CANADA

Capital Stock

Authorized and issued  
1000 shares of no par value

<u>\$9</u>	<u>\$9</u>
------------	------------

Approved by the Board:

  
\_\_\_\_\_  
Director

  
\_\_\_\_\_  
Director



URANIUM CANADA, LIMITÉE

(Maintenue en vertu de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes)

Bilan au 31 décembre 1983

ACTIF

	<u>1983</u>	<u>1982</u>
Encaisse	<u>9 \$</u>	<u>9 \$</u>

AVOIR DU CANADA

Capital-actions

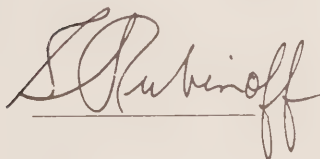
Autorisé et émis		
1 000 actions sans valeur au pair	<u>9 \$</u>	<u>9 \$</u>

Approuvé par le Conseil d'administration:

Administrateur

  
\_\_\_\_\_

Administrateur

  
\_\_\_\_\_

## URANIUM CANADA, LIMITED

### Notes to Financial Statement December 31, 1983

#### 1. Objective of the Corporation

The objective of the Corporation is to negotiate, execute and perform agreements for the purchase, stockpiling and sale of uranium concentrates and to do or procure the doing of anything necessary or incidental thereto, all subject to the approval of the Governor-in-Council. With the transfer of the uranium stockpile to Eldorado Nuclear Limited in 1981, the Corporation has not transacted any purchases or sales, therefore no revenue has been generated or expenses incurred, and accordingly, a statement of operations has not been presented.

#### 2. Combines investigation

In 1981, the Corporation, together with five Canadian uranium producers, was charged under Section 32(1)(c) of the Combines Investigation Act that it "did conspire, combine, agree or arrange... to prevent or lessen, unduly, competition in the production, manufacture, purchase, sale or supply in Canada of uranium, uranium oxide and other uranium substances between September 1, 1970 and April 1, 1978".

The Supreme Court of Ontario issued an Order on April 23, 1982, prohibiting the Provincial Court from proceeding with the inquiry into the charge made against the Corporation, on the grounds that it is immune from prosecution under the Combines Investigation Act. An appeal by the Crown heard on June 11, 1982 was dismissed by the Court of Appeal in the Supreme Court of Ontario.

A further appeal by the Crown was heard on January 27, 1983 in the Supreme Court of Canada. The Court pronounced judgment on December 15, 1983 that the two Crown corporations involved in the case are immune from the terms of the Combines Investigation Act as agents of the Crown, and the Provincial Court Judge lacked jurisdiction to inquire into the charges. Subsequently the Provincial Court stayed proceedings in this matter under Section s. 508 of the Criminal Code.

## URANIUM CANADA, LIMITÉE

### Notes afférentes à l'état financier du 31 décembre 1983

#### 1. Objectif de la société

La société a pour objectif de négocier, de conclure et d'exécuter des ententes concernant l'achat, le stockage et la vente de concentrés d'uranium, et de se procurer tous les moyens d'action nécessaires ou accessoires à ces fins, sous réserve de l'approbation du Gouverneur en conseil. Depuis que les stocks généraux d'uranium ont été transférés à l'Eldorado Nucléaire Limitée en 1981, la société n'a effectué aucun achat et aucune vente; il n'y a donc pas eu de revenus et de dépenses, et, en conséquence, aucun état des résultats n'a été présenté.

#### 2. Enquête sur les coalitions

En 1981, l'Uranium Canada, Limitée et cinq producteurs canadiens d'uranium ont été accusés, en vertu de l'alinéa 32(1) c) de la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions, de complot, de coalition, de concertation ou d'entente pour empêcher ou diminuer indûment la concurrence dans la production, la fabrication, l'achat, la vente ou la fourniture, au Canada, d'uranium, d'oxyde d'uranium, et d'autres substances contenant de l'uranium, entre le 1<sup>er</sup> septembre 1970 et le 1<sup>er</sup> avril 1978.

Le 23 avril 1982, la Cour suprême de l'Ontario a rendu une ordonnance empêchant la Cour provinciale de procéder à l'enquête sur l'accusation portée contre l'Uranium Canada, Limitée en alléguant qu'elle est exempte de poursuite en vertu de la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions. Un appel interjeté par la Couronne, entendu le 11 juin 1982, a été rejeté par la Cour d'appel, à la Cour suprême de l'Ontario.

La Cour suprême du Canada a entendu, le 27 janvier 1983, un autre appel interjeté par la Couronne. Elle a jugé, le 15 décembre 1983, que les deux sociétés de la Couronne en cause sont exemptes des dispositions de la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions en tant qu'agents de la Couronne, et le juge de la Cour provinciale n'avait pas le pouvoir de procéder à l'enquête sur les accusations. Par la suite, la Cour provinciale a suspendu les procédures relatives à cette cause, conformément à l'article 508 du Code criminel.

3. **Services provided without charge**

Administrative services are provided to the Corporation without charge by the Department of Energy, Mines and Resources and are not recorded in this financial statement.

3. **Services fournis à titre gratuit**

Le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources fournit à l'Uranium Canada, Limitée des services administratifs à titre gratuit; la valeur de ces services n'est pas inscrite dans le présent état financier.

## BACKGROUND

The uranium industry started in Canada in the early 1930s with the development of the Port Radium Mine at Great Bear Lake. The mine was expropriated in 1943 to supply uranium to the American-Anglo-Canadian research project. In 1947 industry was permitted to take part in uranium exploration. Significant deposits were discovered.

The Canadian uranium industry grew rapidly until 1959 and then declined dramatically through the early 1960s due in part to decisions by the United States and the United Kingdom against taking up options to purchase uranium beyond 1963. Efforts were made by the Canadian Government to lessen the impact of the decline. Finally, to retain a nucleus of production, the government commenced a stockpiling program.

The first stockpile was purchased during the period July 1963 through July 1964 from three companies: Denison Mines Limited, Rio Algom Mines Limited and Faraday Uranium Mines Limited. The purchase was authorized by Vote L63c, Appropriation Act No. 5, 1963, the cost not to exceed \$20 million. The provision for the cost was extended under the following authorities: Vote L37a, Appropriation Act No. 6, 1964 and Vote L37d, Appropriation Act No. 2, 1965.

The second stockpile was acquired during the period July 1965 through July 1970 from Denison, Rio Algom, Eldorado Mining and Refining Limited and Stanrock Uranium Mines Limited. The purchase was authorized by Vote L77d, Appropriation Act No. 2, 1966, the cost not to exceed \$135 million.

The two stockpiles, collectively referred to as the Government of Canada general stockpile, totalled 7414 tonnes of uranium (U) equivalent in concentrates at a purchase cost of approximately \$101 million.

Authority for a third stockpile, a 76/24 per cent venture between the federal government and Denison Mines Limited, was set out in Vote L11c, Appropriation Act No. 1, 1971, and resulted in the acquisition of 2471 tonnes U during the years 1971 to 1974 at a total purchase cost to the government of \$29,3 million for its 76 per cent share.

On June 21, 1971, Uranium Canada, Limited (UCAN) was incorporated to be a party to the Canada/Denison joint stockpile agreement and to represent the government's interest in the acquisition and disposal of the joint stockpile.

## HISTORIQUE

L'industrie canadienne de l'uranium a pris naissance au début des années 30 avec l'exploitation de la mine de Port Radium près du Grand lac de l'Ours. Cette mine a été expropriée en 1943 pour alimenter en uranium le projet de recherche anglo-américano-canadien. En 1947, l'industrie était autorisée à participer à la recherche de l'uranium, et d'importants gisements ont été découverts par la suite.

L'industrie canadienne de l'uranium a pris un essor rapide jusqu'en 1959, puis elle a décliné brusquement au début des années 60, en partie parce que les États-Unis et le Royaume-Uni ont refusé de prendre des options d'achat d'uranium s'étendant au delà de 1963. Le gouvernement canadien s'est alors efforcé de réduire les effets de ce déclin. Finalement, afin de maintenir une production embryonnaire, le gouvernement a décidé d'établir un programme de stockage.

Les premiers stocks gouvernementaux, constitués de juillet 1963 à juillet 1964 ont été achetés à trois sociétés: la Denison Mines Limited, la Rio Algom Mines Limited et la Faraday Uranium Mines Limited. Cet achat a été autorisé en vertu du crédit L63c, Loi n° 5 de 1963 portant affectation de crédits, le coût ne devant pas excéder 20 millions de dollars. Les dispositions relatives au coût ont été reconduites en vertu des mesures législatives suivantes: crédit L37a, Loi n° 6 de 1964 portant affectation de crédits, et crédit L37d, Loi n° 2 de 1965 portant affectation de crédits.

Dans le cadre du second programme de stockage, mis en œuvre de juillet 1965 à juillet 1970, le gouvernement a acheté de l'uranium aux sociétés Denison, Rio Algom, Eldorado Mining and Refining Limited et Stanrock Uranium Mines Limited. Cet achat a été autorisé en vertu du crédit L77d, Loi n° 2 de 1966 portant affectation de crédits, le coût ne devant pas dépasser 135 millions de dollars.

Ces stocks, qui sont désignés sous le nom de stocks généraux du gouvernement du Canada, correspondent au total à l'équivalent de 7 414 tonnes d'uranium sous forme de concentrés, pour un prix d'achat total d'environ 101 millions de dollars.

Un troisième programme de stockage, entrepris conjointement à 76 % et à 24 % respectivement par le gouvernement fédéral et la Denison Mines Limited, a été autorisé en vertu du crédit L11c, Loi n° 1 de 1971 portant affectation de crédits, et a conduit à l'acquisition de 2 471 tonnes d'uranium entre 1971 et 1974, le gouvernement payant en tout 29,3 millions de dollars pour sa part de 76 %.

The role was broadened in December 1971 when it was decided that UCAN would also act as agent of the federal government for sales of uranium from the Government of Canada general stockpile.

The Corporation was continued under the Canada Business Corporations Act by Certificate of Continuance dated November 4, 1980.

During 1981, the assets which UCAN had been administering as an agent of the Crown were transferred to Eldorado Nuclear Limited.

Le 21 juin 1971, l'UCAN était incorporée à la coentreprise Canada/Denison, pouvant ainsi représenter le gouvernement dans l'acquisition et la cession des stocks tenus en copropriété.

En décembre 1971, ce rôle a été élargi et il a été décidé que l'UCAN agirait également en tant que l'agent du gouvernement fédéral pour les ventes d'uranium provenant des stocks généraux du gouvernement du Canada.

La société a été maintenue en vertu de la Loi sur les corporations commerciales canadiennes par certificat de prorogation en date du 4 novembre 1980.

Au cours de l'année 1981, l'actif que l'UCAN administrait à titre d'agent de la Couronne a été transféré à l'Eldorado Nucléaire Limitée.









CA1  
MS 400  
-A 56

Government  
Publication

# UCCAN

1984  
ANNUAL REPORT  
RAPPORT ANNUEL

URANIUM CANADA LIMITED/LIMITÉE



PRESIDENT'S LETTER

LETTRE DU PRÉSIDENT

The Honourable Pat Carney  
Minister of Energy, Mines and Resources  
House of Commons  
Ottawa, Ontario

Madame Pat Carney  
Ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources  
Chambre des communes  
Ottawa (Ontario)

Madam:

On behalf of the Board of Directors, I have the honour to submit the Annual Report of Uranium Canada, Limited (UCAN) for the year ended December 31, 1984.

The company has been dormant since May 1981 when the assets it was administering for Canada, namely the general stockpile of uranium concentrates, were transferred to Eldorado Nuclear Limited.

UCAN's Corporate Plan was approved by Governor-in-Council on December 21, 1984. The plan proposes that the corporation be wound up as soon as the necessary legislative and administrative arrangements can be completed.

Madame la Ministre,

Au nom du Conseil d'administration, j'ai l'honneur de vous présenter le rapport annuel de l'Uranium Canada, Limitée (UCAN), pour l'exercice clos le 31 décembre 1984.

La société est inactive depuis mai 1981, mois où l'actif qu'elle administrait au nom du Canada, c'est-à-dire les stocks généraux de concentrés d'uranium, a été transféré à l'Eldorado Nucléaire Limitée.

Le plan d'entreprise de l'UCAN a été approuvé par le gouverneur en conseil le 21 décembre 1984. Ledit plan propose que la société soit liquidée dès que les dispositions législatives et administratives nécessaires pourront être complétées.

For the Directors,



G.M. MacNabb  
President

Ottawa, Canada  
March 21, 1985

Au nom du Conseil d'administration,  
Le président,



G. M. MacNabb



Ottawa, Canada  
le 21 mars 1985

© Minister of Supply and Services Canada 1985

Cat. No. CC 71-1984

ISBN 0-662-53739-4

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1985

N° de cat. CC 71-1984

ISBN 0-662-53739-4



## DIRECTORS

Gordon M. MacNabb  
President  
Natural Sciences and Engineering Research Council

Jean-Paul Drolet  
Mining Engineer

H.B. Merlin  
Adviser, Uranium and Nuclear Energy  
Department of Energy, Mines and Resources

O.J.C. Runnalls  
Chairman, Centre for Nuclear Engineering  
and  
Professor of Energy Studies  
University of Toronto

## OFFICERS

Gordon M. MacNabb  
President

Jean-Paul Drolet  
Vice-President

K.E. Rowley  
Secretary

## CONSEIL D'ADMINISTRATION

Gordon M. MacNabb  
Président  
Conseil de recherches en sciences  
naturelles et en génie

Jean-Paul Drolet  
Ingénieur des mines

H. B. Merlin  
Conseiller, Uranium et Énergie nucléaire  
Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources

O. J. C. Runnalls  
Président, Centre de génie nucléaire  
et  
Professeur d'études énergétiques  
Université de Toronto

## DIRECTION

Gordon M. MacNabb  
Président

Jean-Paul Drolet  
Vice-président

K. E. Rowley  
Secrétaire

## URANIUM CANADA, LIMITED

Uranium Canada, Limited, a Crown corporation, was incorporated in June 1971 under the Canada Corporations Act pursuant to Energy, Mines and Resources Vote L11c of the Appropriation Act No. 1, 1971 and the Atomic Energy Control Act. The Corporation was continued under the Canada Business Corporations Act by Certificate of Continuance dated November 4, 1980. It is for all its purposes an agent of Her Majesty and its powers may be exercised only as an agent of Her Majesty. The shares of the Company are held by a Minister of the Crown in trust for Her Majesty.

The member of the Privy Council designated by the Governor-in-Council as the Minister for the purposes of the Atomic Energy Control Act is the Minister of Energy, Mines and Resources.

The objects of the Corporation as set out in the Certificate of Continuance are to negotiate, execute and perform agreements for the purchase, stockpiling and sale of uranium concentrates and to do or procure the doing of anything necessary or incidental thereto, all subject to the approval of the Governor-in-Council.

The Corporation is a Schedule "C" agency corporation under the Financial Administration Act.

The Head Office is located at 580 Booth Street in the City of Ottawa, Ontario K1A 0E4.

## URANIUM CANADA, LIMITÉE

L'Uranium Canada, Limitée, société de la Couronne, a été constituée en corporation en juin 1971 en vertu de la Loi sur les corporations canadiennes et conformément au crédit L11c (ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources) de la Loi n° 1 de 1971 portant affectation de crédits et à la Loi sur le contrôle de l'énergie atomique. La société a été maintenue en vertu de la Loi sur les corporations commerciales canadiennes par certificat de prorogation en date du 4 novembre 1980. Elle est à toutes ses fins un représentant de Sa Majesté et ne peut exercer ses pouvoirs qu'en cette qualité. Les actions de la société sont gardées en dépôt pour Sa Majesté par un ministre de la Couronne.

Le membre du Conseil privé nommé par le gouverneur en conseil comme ministre aux fins de l'application de la Loi sur le contrôle de l'énergie atomique est le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources.

Tel qu'indiqué dans le certificat de prorogation, la société a pour mandat de négocier, d'exécuter et de conclure des ententes concernant l'achat, le stockage et la vente de concentrés d'uranium, et de se procurer tous les moyens d'action nécessaires ou accessoires à ces fins, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil.

L'UCAN est une société de la Couronne inscrite à l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Son siège social est situé au 580, rue Booth à Ottawa (Ont.) K1A 0E4.

Report to the

Minister of Energy, Mines and Resources

on the examination of the

financial statement of

Uranium Canada, Limited

for the year ended December 31, 1984

The Honourable Pat Carney, P.C., M.P.  
Minister of Energy, Mines and Resources

I have examined the balance sheet of Uranium Canada, Limited as at December 31, 1984. My examination was made in accordance with generally accepted auditing standards, and accordingly included such tests and other procedures as I considered necessary in the circumstances.

In my opinion, this financial statement presents fairly the financial position of the Corporation as at December 31, 1984 in accordance with generally accepted accounting principles applied on a basis consistent with that of the preceding year.

Further, in my opinion, the transactions of the Corporation that have come to my notice during my examination of the financial statement have, in all significant respects, been in accordance with the Financial Administration Act and regulations and the articles and bylaws of the Corporation.



D.L. Meyers, C.A.  
Deputy Auditor General  
for the Auditor General of Canada

Ottawa, Canada  
March 21, 1985

Rapport au ministre de

l'Énergie, des Mines et des Ressources

sur la vérification

de l'état financier de

l'Uranium Canada, Limitée

pour l'exercice terminé le 31 décembre 1984

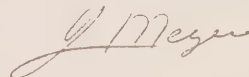
Madame Pat Carney, C.P., députée  
Ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources

J'ai vérifié le bilan de l'Uranium Canada, Limitée au 31 décembre 1984. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement la situation financière de la société au 31 décembre 1984 selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification de l'état financier ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la Loi sur l'administration financière et ses règlements à la charte et aux règlements administratifs de la société.

Pour le vérificateur général du Canada,



D. L. Meyers C.A.  
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada  
le 21 mars 1985

URANIUM CANADA, LIMITED

(Continued under the Canada Business Corporations Act)

Balance Sheet  
as at December 31, 1984

ASSETS

	<u>1984</u>	<u>1983</u>
Cash	<u>\$9</u>	<u>\$9</u>

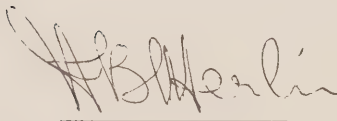
EQUITY OF CANADA

Capital Stock

Authorized and issued 1000 shares of no par value	<u>\$9</u>	<u>\$9</u>
------------------------------------------------------	------------	------------

Approved by the Board:

  
\_\_\_\_\_  
Director

  
\_\_\_\_\_  
Director

URANIUM CANADA, LIMITÉE

(Maintenue en vertu de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes)

Bilan au 31 décembre 1984

ACTIF


	<u>1984</u>	<u>1983</u>
Encaisse	<u>9 \$</u>	<u>9 \$</u>

AVOIR DU CANADA

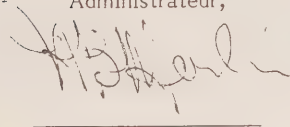
Capital-actions		
Autorisé et émis		
1 000 actions sans valeur au pair	<u>9 \$</u>	<u>9 \$</u>

Approuvé par le Conseil d'administration,

Administrateur,

  
\_\_\_\_\_

Administrateur,

  
\_\_\_\_\_

## URANIUM CANADA, LIMITED

Notes to Financial Statement  
December 31, 1984

### 1. Objective of the Corporation

The objective of the Corporation is to negotiate, execute and perform agreements for the purchase, stockpiling and sale of uranium concentrates and to do or procure the doing of anything necessary or incidental thereto, all subject to the approval of the Governor-in-Council. With the transfer of the uranium stockpile to Eldorado Nuclear Limited in 1981, the Corporation has not transacted any purchases or sales, therefore no revenue has been generated or expenses incurred, and accordingly, a statement of operations has not been presented.

### 2. The Corporation's objective for 1985

The objective of the Corporation, as proposed in UCAN's Corporate Plan for the period 1985-89, is to complete arrangements for the winding up of the company's affairs. There is no foreseeable requirement for the procurement and stockpiling of uranium concentrates by the federal government that would justify continuance of the Corporation. The Corporate Plan was approved by the Governor-in-Council on December 21, 1984 (P.C.1984-4163). Parliamentary approval must be obtained for the legislation necessary to dissolve the company.

### 3. Services provided without charge

Administrative services are provided to the Corporation without charge by the Department of Energy, Mines and Resources and are not recorded in this financial statement.

## URANIUM CANADA, LIMITÉE

Notes afférentes à l'état financier  
du 31 décembre 1984

### 1. Objectif de la société

La société a pour objectif de négocier, de conclure et d'exécuter des ententes concernant l'achat, le stockage et la vente de concentrés d'uranium, et de se procurer tous les moyens d'action nécessaires ou accessoires à ces fins, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil. Depuis que les stocks généraux d'uranium ont été transférés à l'Eldorado Nucléaire Limitée en 1981, la société n'a effectué aucun achat et aucune vente; il n'y a donc pas eu de revenus et de dépenses, et, en conséquence, aucun état des résultats n'a été présenté.

### 2. L'objectif de la société pour 1985

L'objectif de la société, tel que proposé dans le plan d'entreprise de l'Uranium Canada, Limitée pour la période s'échelonnant de 1985 à 1989, vise à compléter les arrangements pour liquider les affaires de la société. Il n'existe aucune demande prévisible pour l'acquisition et le stockage de concentrés d'uranium de la part du gouvernement fédéral qui pourrait justifier la continuation des activités de la société. Le plan d'entreprise a été approuvé par le gouverneur en conseil en date du 21 décembre 1984 (C.P. 1984-4163). Le Parlement doit donner son approbation à la loi nécessaire pour dissoudre la société.

### 3. Services fournis à titre gratuit

Le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources fournit à l'Uranium Canada, Limitée des services administratifs à titre gratuit; la valeur de ces services n'est pas inscrite dans le présent état financier.



## BACKGROUND

The uranium industry started in Canada in the early 1930s with the development of the Port Radium Mine at Great Bear Lake. The mine was expropriated in 1943 to supply uranium to the American-Anglo-Canadian research project. In 1947 industry was permitted to take part in uranium exploration. Significant deposits were discovered.

The Canadian uranium industry grew rapidly until 1959 and then declined dramatically through the early 1960s due in part to decisions by the United States and the United Kingdom against taking up options to purchase uranium beyond 1963. Efforts were made by the Canadian government to lessen the impact of the decline. Finally, to retain a nucleus of production, the government commenced a stockpiling program.

The first stockpile was purchased during the period July 1963 through July 1964 from three companies: Denison Mines Limited, Rio Algom Mines Limited and Faraday Uranium Mines Limited. The purchase was authorized by Vote L63c, Appropriation Act No. 5, 1963, the cost not to exceed \$20 million. The provision for the cost was extended under the following authorities: Vote L37a, Appropriation Act No. 6, 1964 and Vote L37d, Appropriation Act No. 2, 1965.

The second stockpile was acquired during the period July 1965 through July 1970 from Denison, Rio Algom, Eldorado Mining and Refining Limited and Stanrock Uranium Mines Limited. The purchase was authorized by Vote L77d, Appropriation Act No. 2, 1966, the cost not to exceed \$135 million.

The two stockpiles, collectively referred to as the Government of Canada general stockpile, totalled 7414 tonnes of uranium (U) equivalent in concentrates at a purchase cost of approximately \$101 million.

Authority for a third stockpile, a 76/24 per cent venture between the federal government and Denison Mines Limited, was set out in Vote L11c, Appropriation Act No. 1, 1971, and resulted in the acquisition of 2471 tonnes U during the years 1971 to 1974 at a total purchase cost to the government of \$29.3 million for its 76 per cent share.

On June 21, 1971, Uranium Canada, Limited was incorporated to be a party to the Canada/Denison joint stockpile agreement and to represent the government's interest in the acquisition and disposal of the joint stockpile.

## HISTORIQUE

L'industrie canadienne de l'uranium a pris naissance au début des années 30 avec l'exploitation de la mine de Port Radium près du Grand lac de l'Ours. Cette mine a été expropriée en 1943 pour alimenter en uranium le projet de recherche anglo-américano-canadien. En 1947, l'industrie était autorisée à participer à la recherche de l'uranium, et d'importants gisements ont été découverts par la suite.

L'industrie canadienne de l'uranium a pris un essor rapide jusqu'en 1959, puis elle a décliné brusquement au début des années 60, en partie parce que les États-Unis et le Royaume-Uni ont refusé de prendre des options d'achat d'uranium s'étendant au-delà de 1963. Le gouvernement canadien s'est alors efforcé de réduire les effets de ce déclin. Finalement, afin de maintenir une production embryonnaire, le gouvernement a décidé d'établir un programme de stockage.

Les premiers stocks gouvernementaux, constitués de juillet 1963 à juillet 1964 ont été achetés à trois sociétés: la Denison Mines Limited, la Rio Algom Mines Limited et la Faraday Uranium Mines Limited. Cet achat a été autorisé en vertu du crédit L63c, Loi n° 5 de 1963 portant affectation de crédits, le coût ne devant pas excéder 20 millions de dollars. Les dispositions relatives au coût ont été reconduites en vertu des mesures législatives suivantes: crédit L37a, Loi n° 6 de 1964 portant affectation de crédits, et crédit L37d, Loi n° 2 de 1965 portant affectation de crédits.

Dans le cadre du second programme de stockage, mis en œuvre de juillet 1965 à juillet 1970, le gouvernement a acheté de l'uranium aux sociétés Denison, Rio Algom, Eldorado Mining and Refining Limited et Stanrock Uranium Mines Limited. Cet achat a été autorisé en vertu du crédit L77d, Loi n° 2 de 1966 portant affectation de crédits, le coût ne devant pas dépasser 135 millions de dollars.

Ces stocks, qui sont désignés sous le nom de stocks généraux du gouvernement du Canada, correspondent au total à l'équivalent de 7 414 tonnes d'uranium sous forme de concentrés, pour un prix d'achat total d'environ 101 millions de dollars.

Un troisième programme de stockage, entrepris conjointement à 76 % et à 24 % respectivement par le gouvernement fédéral et la Denison Mines Limited, a été autorisé en vertu du crédit L11c, Loi n° 1 de 1971 portant affectation de crédits, et a conduit à l'acquisition de 2 471 tonnes d'uranium entre 1971 et 1974, le gouvernement payant en tout 29,3 millions de dollars pour sa part de 76 %.

The role was broadened in December 1971 when it was decided that UCAN would also act as agent of the federal government for sales of uranium from the Government of Canada general stockpile.

The Corporation was continued under the Canada Business Corporations Act by Certificate of Continuance dated November 4, 1980.

During 1981, the assets which UCAN had been administering as an agent of the Crown were transferred to Eldorado Nuclear Limited.

From its establishment in June of 1971, to the date of the transfer of its assets, the Corporation had total revenues, including accrued interest, of \$134.4 million. The acquisition cost of the uranium sold during the same period, plus costs associated with sales and loans of material, was \$54.7 million. Therefore, total net revenues, including accrued interest at the time of the equity transfer, amounted to \$79.7 million.

Le 21 juin 1971, l'UCAN était incorporée à la coentreprise Canada/Denison, pouvant ainsi représenter le gouvernement dans l'acquisition et la cession des stocks tenus en copropriété.

En décembre 1971, ce rôle a été élargi et il a été décidé que l'UCAN agirait également en tant que l'agent du gouvernement fédéral pour les ventes d'uranium provenant des stocks généraux du gouvernement du Canada.

La société a été maintenue en vertu de la Loi sur les corporations commerciales canadiennes par certificat de prorogation en date du 4 novembre 1980.

Au cours de l'année 1981, l'actif que l'UCAN administrait à titre d'agent de la Couronne a été transféré à l'Eldorado Nucléaire Limitée.

De juin 1971, date de sa fondation, à la date du transfert de son actif, la société avait un excédent de revenus, incluant des intérêts cumulatifs, porté au compte qui s'élève à 134,4 millions de dollars. Le coût d'achat de l'uranium vendu au cours de la même période, et les coûts associés aux ventes et aux prêts de stocks ont totalisé 54,7 millions de dollars. Par conséquent, l'actif réel de la société, incluant des intérêts cumulatifs, s'élevait au moment du transfert des titres de propriété, à 79,7 millions de dollars.



















